

صوتنا من الداخل

Arles Arnauvour et S...
is l'ordre de la Leg...

quotidien « Nice-Mat »
toujours absent des...

Chute brutale de la Bourse à Paris, Londres et New York

LA BOURSE de New York a en-

Elf : la colère d'Omar Bongo

Deux pistes de plus à Roissy

Les internes restent mobilisés

Chef cinq étoiles

Le plus grand barrage du monde

La France sur disquettes

International University

Master of Business Administration

International University

Master of Business Administration

International University

Master of Business Administration

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16231 - 7 F
MERCREDI 2 AVRIL 1997
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE EMPLOI
Les futurs des lieux de travail
12 pages d'annonces classées

Chute brutale de la Bourse à Paris, Londres et New York

LA BOURSE de New York a enregistré une forte baisse lundi 31 mars, perdant en fin de journée 2,33 %. Les marchés financiers américains ne parviennent pas à se remettre de la hausse du loyer de l'argent, décidée mardi 25 mars par la Réserve fédérale. Au cours des deux dernières séances, Wall Street a cédé près de 300 points, soit 4,3 %, et exprime sa crainte, partagée par le marché obligataire, d'une surchauffe de la machine économique américaine. Les investisseurs redoutent les tensions inflationnistes. Dans la foulée de Wall Street, les places boursières européennes étaient en forte baisse, mardi 1^{er} avril, à l'image de Paris qui perdait 3,23 %, Londres 2,58 %, Amsterdam 4,83 % et Francfort 4,32 %.

Lire pages 14, 16 et 17

Le gouvernement décide d'assainir la gestion des entreprises publiques

Jean Arthuis annonce, dans « Le Monde », une réforme de Bercy

LE MINISTRE de l'économie et des finances révèle, dans un entretien au Monde, qu'il travaille à plusieurs projets pour « assainir » la gestion publique. Il annonce ainsi que les recettes de privatisations dépasseront « largement » les 27 milliards de francs inscrits dans la loi de finances pour 1997 et que la direction du Trésor sera réformée. De même, il souhaite que la loi permette de « prohiber » tout déficit de fonctionnement de l'Etat. Alors que la commission des comptes de la nation doit examiner, mercredi 2 avril, les nouvelles prévisions de croissance retenues par Bercy, (2,3 % pour 1997, 2,75 % pour 1998), M. Arthuis indique que le gouvernement se prépare à consolider « les fonds propres des PME » afin d'aider à la création d'entreprises et à l'investissement. En revanche, il exclut une accélération des baisses d'impôt, estimant qu'il faut s'en tenir au « calendrier voté par le Parlement ».

Lire page 5



Crise entre Israël et les pays arabes

Deux Palestiniens kamikazes se tuent à Gaza

LA DÉCISION israélienne de construire une nouvelle colonie juive à Jérusalem-Est continue de mettre en péril les relations entre Israël et ses voisins arabes. Alors que les affrontements mettent désormais quotidiennement aux prises l'armée israélienne et de jeunes Palestiniens dans les territoires occupés, la Ligue arabe a adopté, lundi 31 mars, une résolution recommandant à ses membres le gel des relations diplomatiques avec l'Etat juif et la réactivation du boycottage économique décrété après la Guerre de Six Jours, en 1967. Ce boycottage avait été levé en 1994 à la faveur du rapprochement israélo-palestinien, après les accords d'Oslo. La Ligue arabe souhaite que ces mesures soient appliquées « jusqu'à ce qu'Israël revienne au principe de la terre contre la paix et exécute les accords convenus à la conférence de Madrid ».

prédissant l'échec d'un éventuel boycottage. Cette « tactique coercitive échouera », a assuré le premier ministre Benjamin Netanyahu. « Les Palestiniens ont compris qu'ils doivent réduire leurs revendications. Je pense qu'ils s'attendaient à obtenir un Etat indépendant avec la moitié de Jérusalem pour capitale et qu'ils se rendent compte maintenant que cela n'aura pas lieu », a-t-il ajouté.

Le gouvernement israélien a réagi à cette contre-offensive en

Lire page 2

La légende lucrative du tombeau japonais de Jésus

TOKYO de notre correspondant

L'affaire Jésus » relèverait-elle d'une méprise, d'une erreur sur la personne ? Et si l'homme crucifié par les Romains n'était pas Jésus mais son jeune frère ? Jésus, lui, se serait enfui de Judée et, après avoir traversé la Sibérie, il serait arrivé au Japon. Il s'y maria, eut trois enfants et y mourut à l'âge de cent six ans. Telle est la légende qu'entretient le petit village de Shingo, au fin fond de la préfecture d'Aomori, à 600 kilomètres au nord de Tokyo. Les habitants en veulent pour preuve un tombeau surmonté d'une grande croix de bois sur une petite élévation plantée de pins dominant les rizières. A sa gauche, une autre tombe serait celle du frère, Ishiri, mort à sa place, et dont Jésus aurait transporté la dépouille jusqu'au Japon. Une pancarte explique que Jésus arriva au Japon à l'âge de vingt et un ans, y étudia, puis, dix ans plus tard, retourna en Judée pour diffuser le message de Dieu.

d'épines de pin, un poteau de bois au pied duquel ont été déposées quelques fleurs porte l'inscription « Moïse, l'Homme sacré ». Deux autres tombes seraient celles de ses enfants.

Il est douteux que ces légendes retiennent l'attention des experts de l'exégèse historico-critique de Jésus. Les habitants des deux villages n'y croient qu'à moitié, mais, comme elles attirent les touristes, personne ne s'en gausse. Oshimizu, le village du « tombeau de Moïse », a consacré 100 millions de yens (environ 4,5 millions de francs) à la promotion du site et, grâce à l'action de l'Association des dix commandements, « Mooze » (Moïse) est devenue la marque d'un vin et d'une confiture. Quant à la municipalité de Shingo, elle a dépensé 300 millions de yens pour sa Maison du message du Christ et le parc qui entoure le « tombeau ». Un saké a été baptisé « Kirisuto no mura » (Village du Christ) et en juin est célébrée une fête pour Jésus : des femmes en kimono fleuris dansent autour de la croix en psalmodiant « Nanyadaya, rana-nyodanansare » (suite de sons ne relevant d'aucune langue connue qui signifierait « Prions Jésus »). Le rituel est shintoïste. Religion première du Japon, le shinto, sorte

d'animisme, comporte des myriades de divinités. « Jésus n'est pas notre seul dieu, et il est vénéré comme une divinité locale », disent les villageois.

Jésus ou Moïse sont des « acquis » récents du folklore nippon. C'est dans les années 30 qu'une chrétienne, Kiku Yamane, aurait établi, en étudiant un document apocryphe de Sakune Takeuchi, figure quasi mythique ayant vécu au IV^e siècle, que Jésus et Moïse seraient venus au Japon. Selon Takeuchi, le Japon a été la source de l'humanité, et les fondateurs des religions du monde, de Bouddha à Mohammed en passant par Jésus, seraient venus sur l'archipel avant de partir prêcher leur peuple.

L'Europe disque d'or

A CEUX qui s'inquiètent de la mondialisation et qui prédisent l'américanisation de notre culture, le marché du disque apporte un démenti inattendu et encourageant. Pour la première fois, en 1995, les productions européennes de musique populaire ont dépassé, dans le monde, les ventes de disques et cassettes venus d'Amérique du Nord : les consommateurs n'ont acheté 34 % de musique produite en Europe, contre 30 % pour celle produite sur le Nouveau Continent. En 1985, la tendance était largement inverse : 23 % contre 36 %. Cette nouvelle tendance devrait être confirmée par les ventes de 1996, où 65 % du « top 100 » des ventes d'albums sont le fait d'artistes européens.

Philippe Pons

Lire page 22 et notre éditorial page 13

La France qu'imagine le Front national

ISOLÉ, privé de toute stratégie d'alliance, confronté à un mouvement de refus dont la voix a couvert, à Strasbourg, le congrès du Front national, le parti lepéniste n'a pas d'autre choix que de prétendre incarner seul une « alternative » à « tous les autres », en tentant de donner à ses idées l'allure d'un corps de doctrine et d'un programme de gouvernement. Ses idées étant rejetées ou considérées comme dangereuses par plus des trois quarts des Français, il s'est employé à minimiser le comportement d'un parti de gouvernement, capable de présenter des « projets » de loi (d'initiative gouvernementale) en bonne et due forme, comme s'il était dans la situation à laquelle il ne parvient précédemment pas à accéder. Ce travail d'illusionnisme ne résiste pas longtemps à l'examen.

toutes les références à la « Communauté ». D'abord, cela a été fait lors de la révision de 1995. Mais il y a plus grave ou plus coasse : manifestement, les constitutionnalistes d'occasion du parti lepéniste n'ont pas saisi que la « Communauté » à laquelle faisait référence l'article premier de la Constitution avant cette révision n'était pas la Communauté européenne, mais... celle que le général de Gaulle voulait former avec les anciennes colonies d'Afrique.

Qui dit alternative « globale » dit changement des règles du jeu. Ainsi le Front national s'avance-t-il avec la pompe d'un parti qui propose rien moins que de changer la Constitution. Ses « experts » se sont mis en devoir de le lire. Par malheur, ils se sont probablement fiés à une édition périmée de la Loi fondamentale, puisqu'ils proposent d'en éliminer

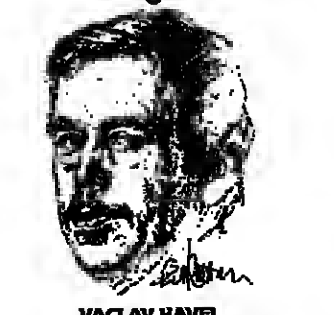
Cette bêtise trahit le caractère obsessionnel de la chasse que le Front national entend faire à tout ce qui, dans les lois, prend acte de ce que la France s'inscrit dans un réseau de relations internationales. La volonté d'imposer à tout prix et dans tous les domaines la « préférence nationale » est la vraie et unique source d'inspiration des réformes préconisées par le parti lepéniste.

Gérard Courtois et Patrick Jarreau

Lire la suite page 13, nos informations pages 6 et 28, la chronique d'Alain Rollat page 26 et le point de vue de Pierre Glacometti page 12



Paris-Prague



LE PRÉSIDENT TCHÈQUE Václav Havel recevra Jacques Chirac à Prague, les mercredi 2 et jeudi 3 avril. Dans un entretien au Monde, il dit espérer que son homologue français confirme l'objectif de l'an 2000 pour l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne. L'ancien dissident décrit le futur élargissement de l'OTAN comme l'événement le plus important en Europe depuis la chute du rideau de fer.

Lire page 4

International	2	Annonces classées	19
France	5	Jour	21
Société	7	Météorologie	71
Régions	9	Culture	72
Carrière	10	Guide culturel	74
Horizons	11	Communication	75
Entreprises	14	Abonnements	76
Finances/marchés	16	Radio-Télévision	76
Aujourd'hui	18	Cinéma	77

PROCHE-ORIENT La dégradation des relations israélo-arabes provoquée par la décision israélienne de construire une nouvelle colonie à Jérusalem-Est s'est accen-

tuée, lundi 31 mars, avec l'adoption par la Ligue arabe d'une résolution recommandant le gel des relations économiques et diplomatiques avec l'Etat juif. **● SUR LE TERRAIN**, les

travaux d'assainissement de la future colonie de Har Homa se sont poursuivis alors que de nouveaux affrontements mettaient aux prises de jeunes Palestiniens et les soldats

israéliens. **● TROIS NOUVEAUX INCIDENTS** ont été signalés mardi 1^{er} avril : à Gaza, deux kamikazes palestiniens présumés ont fait sauter leur bombe à proximité de colonies

juives sans faire de victimes parmi les Israéliens. Près d'Hébron, un jeune Palestinien a été tué par l'armée, qui a indiqué qu'il avait refusé de s'arrêter à un barrage militaire.

La dégradation des relations israélo-arabes s'accélère

La Ligue arabe a adopté, lundi 31 mars, une résolution recommandant à ses membres de geler leurs relations diplomatiques et économiques avec l'Etat juif. Dans les territoires, les affrontements se poursuivent entre l'armée et les jeunes Palestiniens

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Difficile à mesurer en termes économiques, puisque l'appel adopté, lundi 31 mars au Caire, par la Ligue arabe, de « stopper toutes les mesures de normalisation » avec Israël n'a pas valeur contraignante pour les vingt-deux Etats membres de l'organisation, ce nouveau développement illustre l'ampleur de la crise qui affecte le Proche-Orient. Prise à la demande de Yasser Arafat et de l'Egypte pour contraindre l'Etat juif à « cesser la colonisation des terres arabes occupées » et « à revenir au processus de paix », la décision des pays arabes vise rien de moins, selon David Lévy, chef de la diplomatie israélienne, qu'à « essayer d'isoler notre pays sur la scène internationale pour provoquer la chute du gouvernement ».

Outre l'Egypte et la Jordanie, avec lesquelles Israël a signé la paix et qui ne sont pas directement concernées par l'appel de la Ligue, l'Etat hébreu entretient depuis le début du processus de paix, en septembre 1993, des relations commerciales officielles avec le Maroc, la Tunisie, le Qatar et Oman. Ce dernier pays a d'ores et déjà annoncé qu'il suspendait tout contact avec Israël.

PUNITION COLLECTIVE

S'adressant à la Knesset à l'occasion du débat sur une motion de censure déposée sans succès par la gauche, le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, a indiqué que, sous son gouvernement, « les Palestiniens ont compris qu'ils doivent réviser leurs revendications. Je pense, a-t-il ajouté, que le premier ministre, qu'ils attendaient d'obtenir un Etat indépendant avec la moitié de Jérusalem pour capitale et qu'ils se rendent compte maintenant que cela n'est pas leur ».

Le gouvernement nationaliste reste pour l'instant sourd aux appels à « l'unité nationale » lancés par Shimon Pérès. Il est vrai que l'ancien

général Ehoud Barak, candidat travailliste déclaré à la succession de l'ancien premier ministre, rejette cette perspective. Déplorant, lundi, « la manière avec laquelle M. Nétanyahou a détruit toute la confiance patiemment édifiée par Itzhak Rabin et Shimon Pérès avec les Palestiniens », M. Barak a appelé le gouvernement à « chercher rapidement les voies d'une désescalade avant qu'il ne soit trop tard ». « Profondément déçu de l'attitude de l'Egypte », le premier ministre s'est déclaré certain que « le boycottage ne pourra pas être réinstauré ». Cette « tactique coercitive échouera », a-t-il ajouté. « Nous ne sommes pas intimidés ».

De fait, les bulldozers sont passés deux fois à l'action lundi dans les territoires arabes occupés : d'abord sur le Djebel Abou Ghneim, où les travaux d'assainissement pour Har Homa, la nouvelle colonie juive de Jérusalem, se sont poursuivis normalement. Ensuite dans le village de Tsourif, près d'Hébron, où l'armée, n'ayant pas utilisé la dynamite, « pour éviter d'endommager les logements voisins », a détruit, à l'aide d'un engin de terrassement, l'appartement familial du kamikaze Mous-



sa Ghanimat, auteur de l'attentat qui a tué trois Israéliennes le 21 mars à Tel-Aviv.

Bien que l'un des trois magistrats de la Cour suprême ait jugé cette punition collective « coutumière », « indigne d'une société qui se veut démocratique », les deux autres

juges de la Cour, dont son président, le « libéral » Aharon Barak, ont admis « le caractère dissuasif » de cette mesure et rejeté le pourvoi introduit au nom de la jeune épouse, âgée de vingt et un ans, et des quatre enfants en bas âge du Palestinien. Les arguments de l'avo-

cat des Ghanimat, faisant notamment valoir le « caractère discriminatoire » de la destruction, puisque « les maisons des assassins israéliens comme Baruch Goldstein ne sont, elles, jamais détruites », ont été rejetés.

COUVRE-FEU

Dénoncée par les organisations israéliennes et palestiniennes de défense des droits de l'homme, cette punition opérée dans un village sous couvre-feu total depuis dix jours n'était évidemment pas de nature à calmer la situation dans les territoires occupés. Pour le onzième jour consécutif, des jeunes Palestiniens ont affronté lundi un peu partout, à coups de pierres, les soldats israéliens. Près de la ville autonome de Djenine, deux adolescents ont été blessés par balles. « La situation de ni paix ni guerre qui prévaut actuellement ne durera pas », a déclaré au quotidien israélien Haaretz Hassan Asfour, un dirigeant du Fatah : « La lutte contre la colonisation va continuer et, au pire, Israël réoccupera les zones autonomes ».

Patrice Claude

Nouvelles violences à Gaza et à Hébron

Trois incidents graves ayant provoqué la mort de trois Palestiniens se sont produits mardi matin 1^{er} avril dans les territoires occupés. A Gaza, deux tentatives d'attentat-suicide, visant apparemment à une demi-heure d'intervalle, deux des quinze colonies juives - Netzarim et Kfar Doron - qui subsistent sur ce territoire, se sont soldées par la mort des deux kamikazes présumés. Selon la radio israélienne, les attaquants auraient voulu s'en prendre aux autobus scolaires qui quittent chaque matin, sous bonne garde de l'armée, ces colonies. Les deux explosions ont cependant eu lieu bien avant leur passage. D'autre part, près de la colonie de Kyriat Arba, qui jouxte la ville partiellement autonome d'Hébron, en Cisjordanie occupée, un jeune automobiliste palestinien de dix-huit ans a été tué par l'armée pour avoir, selon elle, refusé de s'arrêter à un barrage militaire israélien.

La Ligue arabe reprend une attitude hostile à l'Etat hébreu

LE CAIRE

de notre correspondant
La Ligue arabe a adopté comme prévu, lundi 31 mars, au Caire, une résolution recommandant l'arrêt de la normalisation des relations avec Israël, la réactivation du boycottage économique de l'Etat hébreu - décrété après la guerre de Six jours, en 1967, et levé à l'occasion du forum économique de Casablanca, en 1994 -, et la non-participation aux négociations multilatérales sur le Proche-Orient. La résolution, qui a été approuvée à l'unanimité par les ministres arabes des affaires étrangères réunis au Caire, indique que ces mesures devront être appliquées « jusqu'à ce qu'Israël revienne au principe de "la terre

contre la paix" et exécute les accords convenus à la conférence de Madrid ».

La Ligue a finalement mis à exécution la menace brandie en juin 1996, lors du sommet arabe du Caire, pour protester contre la politique de Benjamin Nétanyahou. Les ministres sont même allés plus loin puisqu'ils recommandent la fermeture des bureaux de représentation ouverts par certains pays arabes en Israël (Maroc, Tunisie, Mauritanie, Qatar, Oman et Djibouti). M. Esmat Abdel Meguid, secrétaire général de la Ligue, qui a qualifié la résolution d'« historique », a précisé qu'il s'agissait d'« une réponse claire » à « l'orogence » du gouvernement israélien, notamment à sa décision de construire une nouvelle co-

lonie près de Jérusalem. Il a invité les Etats-Unis « à reconsidérer » leur position après leurs deux récents vetos opposés, au Conseil de sécurité de l'ONU, à des projets de résolution condamnant Israël.

Malgré la dureté - dans la forme - de la résolution de la Ligue, sa mise en application est loin d'être évidente. Le représentant de la Jordanie a indiqué que son pays n'était pas contraint de l'appliquer, étant donné que son pays est lié à Israël par un traité de paix, comme l'Egypte. Quant à la réactivation du boycottage économique, il concernera tout au plus le gel de projets d'échanges israélo-arabes en cours de négociation.

Reste à savoir si la décision de la Ligue

suffira à calmer la colère de l'opinion publique arabe, qui n'a cessé de monter depuis l'annonce, le 18 mars, de la création de la colonie de Har Homa, dans le secteur arabe de Jérusalem. Signe de cette colère : les manifestations anti-israéliennes et anti-américaines qui, depuis une semaine, ont lieu dans les universités égyptiennes. Même les étudiants de l'université américaine du Caire ont rejoint les protestataires, qui vont de la gauche aux islamistes. Pour leur part, les médias - d'opposition, indépendants ou officiels - attaquent Israël comme ils ne l'ont jamais fait.

Alexandre Buccianti

Quatre-vingts ans de « cuisine secrète » entre « frères ennemis » du Proche-Orient

« LUTTER, lutter, porter, porter... Ce vieux proverbe, cher aux stratèges d'Asie, s'applique à merveille aux frères ennemis du Proche-Orient. Jamais, au fil de ce siècle où leurs destins s'affrontent, Juifs et Arabes n'ont cessé d'établir, de rompre ou de renouer un dialogue confidentiel, dans les coulisses de leur tragédie commune.

Des centaines de voyages, de rendez-vous clandestins, de discussions prometteuses ou mortelles. Une multitude de contacts, d'échanges et de lettres, pour imaginer comment vivre un jour ensemble. De nombreuses occasions manquées, nû la paix, entrevue un instant, s'éloigne aussitôt, faute d'audace et de confiance, et surtout parce que les cœurs du plus grand nombre n'y sont pas prêts. On en garde le sentiment qu'aucune guerre israélo-arabe - sauf celle de 1948 qui accompagna la naissance de l'Etat juif - n'était inéluctable.

C'est l'histoire - ô combien riche et ondoyante ! - de ces quatre-vingts ans de négociations secrètes (1917-1997) que Charles Enderlin, correspondant de France 2 à Jérusalem, raconte, en plus de 700 pages, dans un livre passionnant qui s'impose comme un ouvrage de référence, nourri de confidences et de procès-verbaux inédits, où abondent les révélations, dont quelques secrets d'Etat.

Une histoire qui s'ouvre, en avril 1918, sur la première parade militaire - et la seule jamais offerte pour longtemps - à un dirigeant sioniste, en l'occurrence Haim Weizmann, par un chef

arabe, l'émir Fayçal, que conseille alors Lawrence d'Arabie.

Cette rencontre initiale, et chaleureuse, inaugure, loin des lieux officiels, ce que bien plus tard Israéliens et Palestiniens appelleront, dans leur langage codé, la « cuisine secrète », où l'on mijote les vraies décisions, et dont le menu réserve, au fil du temps, bien des surprises. Dès septembre 1948, l'Egypte propose un accord de paix à l'Etat juif naissant et son entrée dans la... Ligue arabe (qui serait rebaptisée Ligue orientale). En 1949, le dictateur syrien Hosni El Zaïm offre à son tour une paix séparée à Israël, avant d'être renversé et tué. En 1950, le souverain hachémite Abdallah lui propose un accord de non-belli-

gérance. Isolé dans son royaume et dans le monde arabe, il sera, lui aussi, assassiné.

En 1966, après plusieurs mois de discussions, le chef du Mossad est convié à rencontrer Nasser au Caire. Craignant pour la vie de l'Israélien, le gouvernement de Lévy Eshkol décline l'invitation. « Un tel dialogue secret, relève Charles Enderlin, aurait pu empêcher la série de malentendus qui, l'année suivante, conduira la région à la guerre. » Dès la victoire des six jours, l'Etat-major de Tsaïhal, l'armée israélienne, préparant l'avenir, soumet à Moshe Dayan un projet de « création d'un Etat palestinien indépendant ». Une semaine plus tard, après trois jours de débats, le ca-

binet israélien propose en vain à l'Egypte et à la Syrie des traités de paix assortis d'un retrait du Golan et du Sinaï. Menahem Begin, alors chef de la droite, approuve cette résolution, qui restera secrète.

DIALOGUE INACHEVÉ

En 1969, les services spéciaux israéliens demandent à l'OLP d'accepter la création d'un « Etat palestinien » en Cisjordanie et à Gaza. Mais Yasser Arafat, qui rêve encore d'une grande Palestine laïque et démocratique sur les débris de l'Etat juif, refuse toute négociation.

Le livre de Charles Enderlin apporte des éclairages nouveaux sur le dialogue que mènent, enfin, Israël et l'OLP en 1985 et 1986. Ara-

fat accepte alors l'option « Gaza d'abord », sept ans avant les accords d'Oslo. Patron du Likoud et chef de la diplomatie d'un cabinet d'union nationale, Itzhak Shamir ne met aucun veto à ces contacts avec l'ennemi, que le premier ministre Shimon Pérès laissera s'interrompre, faute de pouvoir éviter une crise gouvernementale.

Charles Enderlin publie les lettres échangées entre l'DLP et Itzhak Rabin avant et après les élections de juin 1992, que ce dernier remporte. S'agissant de la négociation d'Oslo qui aboutit en août 1993, il livre la teneur des discussions entre le ministre norvégien Johan Holst et Yasser Arafat, des rapports que le négociateur israélien Yoël Singer fait à

Rabin, des conversations entre Shimon Pérès et l'intermédiaire norvégien Terje Larsen.

Ce long récit atteste qu'au Proche-Orient comme ailleurs le destin des peuples dépend du courage et de la ténacité de quelques « accoucheurs d'Histoire », hommes publics ou personnages de l'ombre qui apparaissent ici sous un jour parfois inattendu. Ben Gourion redoute la « militarisation » de sa jeunesse (1948). Le roi Abdallah, qui se dit « nû bédouin et libre », invite les Israéliens à la patience en ces termes : « J'ai besoin de temps pour "monter" mon gouvernement. On ne peut mener un cheval sans lui mettre une selle et un mors » (1950). Jimmy Carter, informé de l'imminence du voyage de Sadate à Jérusalem, n'y voit tout d'abord qu'une source d'embarras pour la diplomatie américaine (1977). Quant à James Baker, secrétaire d'Etat au rude langage, il lance aux Israéliens : « Arrêtez vos conneries ! » et aux Palestiniens : « Bouclez-la ! » Il déplore que le lobby israélien soit « le plus puissant d'Amérique » et parle des « clowns de Tunis » qui dirigent l'DLP, avant de s'en excuser (1991).

De ce dialogue inachevé, on peut tirer deux conclusions provisoires : ses acteurs ont à juste titre l'obsession du secret, principal gage de réussite ; la confiance, patiemment enfantée, peut s'évanouir beaucoup plus rapidement. « Lutter, porter » ne suffit pas. Il faut aussi user d'un langage commun.

Jean-Pierre Langellier

★ Paix ou guerres. Les secrets des négociations israélo-arabes. 1917-1997, de Charles Enderlin. Stock, 732 pages, 170 F.

Le principal parti d'opposition tunisien entend désormais apporter son soutien au président Ben Ali

FONDÉ EN 1978, légalisé quatre ans plus tard, le principal parti d'opposition légale en Tunisie est rentré dans le rang. A l'issue d'un congrès extraordinaire qui s'est tenu vendredi 28 et samedi 29 mars, la nouvelle direction du Mouvement des démocrates socialistes (MDS) a annoncé, lundi 31 mars, son soutien au pouvoir. « Nous soutenons le programme de changement du président Zine-El-Abidine Ben Ali et nous souhaitons que tous les Tunisiens lui apportent leur soutien », a déclaré Smail Boulahya, le nouveau secrétaire général du parti.

Ainsi semble se conclure une « guerre de succession » au sein du MDS qui avait été entamée au lendemain de la condamnation du président en titre, Mohamed

Moada, en février 1996, pour « intelligence avec un Etat étranger » (la Libye) et que la libération de celui-ci n'a pas fait cesser. Elle opposait deux tendances : celle de Smail Boulahya, soixante-cinq ans, un proche du fondateur du MDS, Ahmed Mestiri, favorable à une collaboration avec le régime, à celle incarnée par l'avocat Mohamed Ali Khalfallah, quarante-six ans, partisan, lui, d'une certaine « radicalisation » du MDS pour qu'il joue son rôle de parti de l'opposition.

COUP DE FORCE

Reconnu comme président du MDS par les autorités à l'autorité dernière, M. Boulahya n'a eu de cesse depuis de reprendre en main le parti. S'il l'a emporté, c'est dans des conditions parti-

culières, à la suite d'un « coup de force », accusent ses adversaires. Le congrès extraordinaire a été convoqué subitement, sans aucune publicité. Il s'est tenu à huis clos, au siège du parti, sous la protection des forces de sécurité. La presse a été tenue à l'écart. Sur tout, il n'aurait rassemblé qu'un nombre réduit de délégués (70 environ) et de membres du conseil national.

Tel n'est bien entendu pas l'opinion de M. Boulahya. Le congrès, a-t-il expliqué au cours d'une brève conférence de presse qui s'est tenue lundi, s'est déroulé dans un « climat démocratique » et 224 délégués y ont participé. « Nous sommes la seule direction légitime et nous attaquons en justice ceux qui continueraient à parler au nom du MDS ».

a ajouté son nouveau patron.

M. Boulahya peut compter sur le soutien du nouveau bureau politique. Dans l'ancien, il n'avait que 4 partisans sur 18 membres. L'équipe a été profondément bouleversée : deux membres seulement (dont M. Boulahya lui-même) ont retrouvé leur poste. Ce coup de force ne va sans doute pas renforcer le poids des partis politiques à l'Assemblée. L'opposition légale, avec 19 députés (contre 144 au Rassemblement constitutionnel démocratique - le RCD - au pouvoir), était déjà bien faiblement représentée. Elle apparaît désormais maintenant que 7 députés élus sous l'étiquette du MDS vont siéger hors parti.

Jean-Pierre Tuquoy

سكنا بن الحاصل

« négociations inter...
samedi 5 avril



338
315 +
57

Les négociations interzaïroises doivent débuter samedi 5 avril en Afrique du Sud

La guérilla s'empare de deux nouvelles localités dans la province du Shaba

Les négociations entre le gouvernement zaïrois et les rebelles de Laurent-Désiré Kabila devraient s'ouvrir, samedi 5 avril, en Afrique du

Sud, a-t-on annoncé lundi 31 mars au siège des Nations unies. Ces négociations seront dirigées par le représentant de l'ONU et de l'OUA, Mohamed Sahnoun, qui se trouve déjà au Cap. Sur le terrain, les rebelles continuent de progresser vers le sud, dans la riche province du Shaba.



est pas encore parvenue. Les partisans du chef de file de l'opposition la plus dure, Etienne Tshisekedi, et ceux de Frédéric Kibassa Maliba, président de l'Union sacrée de l'opposition radicale et alliée (Usorali), se battent pour imposer leur candidat. Ils ignorent pourtant que ni l'un ni l'autre ne souhaite devenir le dernier premier ministre du maréchal Mobutu, un statut qui briserait définitivement leur carrière politique. Laurent-Désiré Kabila a clairement annoncé qu'il considérerait le futur chef de gouvernement comme un ennemi. Mais il y a suffisamment de candidats sans scrupules pour rendre la désignation d'un premier ministre impossible.

Pasé le délai de dix jours - qui expire le 3 avril - prévu par l'acte constitutionnel, si l'Usorali n'a pas désigné son candidat, le HCR-PT se saisira de l'affaire et appellera les députés à voter sur le nom d'un premier ministre. Les représentants de la mouvance présidentielle sont majoritaires au Palais du peuple. Le maréchal Mobutu, tout en restant de manière irréprochable dans le rôle qui lui est dévolu par la Constitution, arbitrerait donc la désignation du premier ministre. Celui-ci sera censé conduire les négociations avec les rebelles de M. Kabila et mener le pays vers des élections pluralistes qui devraient être organisées, avant le 8 juillet, si le président Mobutu le souhaite vraiment.

SURSAUT D'ORGUEIL

Pendant ce temps, inexorablement, les rebelles continuent leur progression. A la veille du week-end pascal, ils ont conquis la petite ville de Kasenga, située à quelque 220 kilomètres au nord-est de Lubumbashi, la capitale du Shaba qui regorge de cuivre, de cobalt et d'uranium. Ils viennent de prendre la ville stratégique de Kamitina, à 450 kilomètres au nord-est de Lubumbashi, qui est un noeud ferroviaire important reliant le sud à l'est et à l'ouest du pays, et où se trouve une base aérienne pouvant accueillir des avions gros-porteurs. C'est là que les Américains avaient autrefois installé un camp d'entraînement pour les rebelles angolais de Jonas Savimbi en lutte contre le

régime marxiste de Luanda.

En pleine guerre froide, le Zaïre et le président Mobutu Sese Seko étaient les alliés précieux de Washington qui combattait l'influence de l'Union soviétique jusqu'au cœur de l'Afrique centrale, soutenant, ici et là, ceux qui étaient appelés les *freedom fighters* (combattants de la liberté). Les temps ont changé. Les Etats-Unis n'ont plus que faire de l'émancipant maréchal Mobutu, dictateur vieillissant et malade. En soutenant Laurent-Désiré Kabila et son Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), ils maintiennent la pression sur le maréchal-président, espérant le contraindre à quitter le pays.

Les rebelles ont également conquis Lubao, une localité située à 400 kilomètres à l'est de Mbuji-Mayi, la capitale du Kasai-oriental, la province diamantifère du Zaïre. Après la prise de Kisangani, Laurent-Désiré Kabila semble décidé à pousser son avantage jusqu'à Lubumbashi et Mbuji-Mayi, les « pommons économiques » du Zaïre, avant de s'aventurer dans des négociations avec les autorités de Kinshasa. Cependant, selon certaines sources dans la capitale zaïroise, des éléments des Forces armées zaïroises (FAZ), aidés par des « gendarmes katangais » rentrés d'Angola fin 1996, des hommes de l'Union nationale pour la libération totale de l'Angola (Unita) de Jonas Savimbi, et des militaires togolais, sont à pied d'œuvre pour défendre Lubumbashi et le sud du Shaba.

Dans ce qui pourrait apparaître comme un sursaut d'orgueil, un commando des FAZ, appuyé par des Hutus burundais, est remonté en vedette sur le lac Tanganyika jusqu'à Kalemie. Ils ont débarqué et poursuivi leur route vers le nord, interrompant la production de la centrale électrique de Bendera, avant d'aller couper la route entre Fizi et Baraka, à quelque 130 kilomètres au sud d'Uvira.

Frédéric Fritschier

L'ONU s'inquiète de la « prolifération » des médiateurs

NEW YORK (Nations unies)

Dans les couloirs du siège des Nations unies, à New York, on parle déjà de « guerre des médiateurs », qui tentent de « tirer la couverture à eux » avant même que les négociations ne commencent. L'Union européenne, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Kenya, la Belgique et le Malawi, entre autres, ont chacun un émissaire chargé exclusivement du conflit zaïrois.

Cette multiplication des médiateurs préoccupe le secrétaire général de l'ONU, qui estime qu'il y a « trop de chefs dans cette cuisine ». De retour du Togo, où il a participé au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Kofi Annan aurait reçu l'assurance « des chefs d'Etat africains sur le rôle unique » du représentant de l'ONU et de l'OUA, Mohamed Sahnoun, dans les négociations entre le gouvernement et les rebelles zaïrois. Assurance à propos de laquelle Washington reste

sceptique. Les Américains, qui n'envoient pas une présence « visible » en Afrique du Sud pendant les pourparlers, se préoccupent aussi de la « prolifération » des médiateurs. « Une fois de plus, on a l'impression que les Sud-Africains entendent voler la vedette avant même que les négociations n'aient commencé », dit un diplomate américain qui requiert l'anonymat (des contacts indirects avaient été organisés en Afrique du Sud, fin février, entre Laurent-Désiré Kabila et un émissaire du président Mobutu Sese Seko).

Il ajoute : « Washington, pour sa part, souhaite que les négociations soient véritablement dirigées par M. Sahnoun, et uniquement par lui, car chacun des médiateurs dans cette affaire a son propre projet, ce qui pourrait envoyer des signaux contradictoires aux protagonistes et ainsi compliquer la tâche de l'ONU ».

Ce diplomate se félicite du fait que M. Sahnoun ait réussi, « pour la première fois », à réunir les représentants de la rébellion avec ceux du gouver-

nement de Kinshasa lors du sommet de l'OUA au Togo. « Cela montre que les deux côtés lui font confiance », observe-t-il. Selon d'autres diplomates, les négociations, qui devraient commencer samedi en Afrique du Sud et se dérouler en plusieurs étapes, ne devraient pas mettre en présence Mobutu Sese Seko et Laurent-Désiré Kabila « avant plusieurs jours », les autorités de Kinshasa ayant désigné un « comité de négociation ».

Par ailleurs, Mohamed Sahnoun, qui représente l'ONU et l'OUA dans l'ensemble de la région des Grands Lacs - s'est dit, lundi, « extrêmement préoccupé » par la situation au Burundi, qu'il qualifie « d'explosive ». Le diplomate algérien assistera, le 8 avril, à Arusha (Tanzanie), à une réunion des chefs d'Etat de cette région, à laquelle devraient participer le président burundais, Pierre Buyoya, et les dirigeants de l'opposition armée.

Afsane Bassir Pour

La crise politique en Inde risque de freiner les réformes économiques

LACHE, dimanche 30 mars, par le Parti du Congrès, son principal allié au Parlement, le gouvernement du premier ministre indien, Deve Gowda, devra solliciter un vote de confiance à l'Assemblée dans les dix jours. L'avenir de la coalition de M. Gowda, minoritaire et hétérogène, est lié au soutien parlementaire promis par le Congrès depuis les dernières élections.

Si la coalition de M. Gowda, cet « humble paysan » appartenant à une basse caste du sud de l'Inde, échoue à passer le test de la motion de censure, plusieurs scénarios sont envisageables. Soit le Congrès parvient à former un gouvernement en s'assurant le soutien de dissidents de l'actuelle coalition de treize partis, soit les indiens retournent aux urnes pour la seconde fois en moins d'un an. A moins que M. Gowda, avant même un vote de confiance, ne réussisse à convaincre le Congrès

de revenir sur sa décision. Ce qui semble peu probable.

Le retrait du soutien au gouvernement, décidé par Sitaram Kesri, chef du Congrès - le vieux parti de la « dynastie » des Nehru-Gandhi, qui a essuyé une cuisante défaite lors du dernier scrutin législatif -, a surpris autant que choqué. On savait que les relations entre le premier ministre et M. Kesri étaient au plus bas, mais personne ne s'attendait que ce dernier abandonne le chef du gouvernement en pareille circonstance : pour la première fois en trois ans, des négociateurs pakistanais et indiens venaient de reprendre des discussions à New Delhi pour tenter de régler les contentieux entre les deux pays rivaux du sous-continent.

En dépit des déclarations rassurantes du ministre des affaires étrangères, Inder Kumar Gujral, qui avait indiqué, lundi, que les pourparlers de Delhi aboutiront à

une rencontre avec son homologue pakistanais la semaine prochaine, l'instabilité du gouvernement augure mal de l'avenir de négociations délicates sur la question du Cachemire. Les négociateurs ont cependant estimé que les pourparlers n'ont pas été affectés par la situation politique.

« MYOPIE POLITIQUE »

Autre motif d'inquiétude, les conséquences économiques d'une éventuelle - sinon probable - chute du gouvernement. Le ministre de l'économie et des finances venait de faire passer un budget « historique », salué pour son libéralisme par l'ensemble de la classe politique et les milieux économiques.

Dans ces conditions, redoutant de nombreux hommes d'affaires, le processus des réformes pourrait à nouveau se ralentir. La nouvelle loi de finances pourrait être remise en question, et les propositions

d'un budget qui n'a pas encore été approuvé par l'Assemblée, modifiées. Le président du Congrès a déjà fait connaître son hostilité aux réductions d'impôt et à d'autres mesures fiscales prévues dans ce budget.

Il n'est donc pas étonnant que, dans un tel contexte, certains politiciens et journalistes aient très mal réagi à la décision du Congrès, dont le cynisme politique risque de sceller le sort de l'actuelle coalition.

La presse s'est montrée particulièrement sévère pour le parti de M. Kesri, qui ne contribue pas à « améliorer l'image des hommes politiques », comme l'a souligné le quotidien *The Indian Express*. « Je ne comprends pas comment M. Kesri voit le monde. Ce genre de personnes souffre de myopie politique », s'est indigné, M. Gujral, le ministre des affaires étrangères.

Bruno Philip

Vingt-trois morts dans deux déraillements de trains en Espagne

MADRID. Vingt-et-une personnes ont été tuées, lundi soir 31 mars, dans le déraillement d'un train près de la localité de Huarte Arakil (Navarre, nord), a indiqué un porte-parole des chemins de fer espagnols (Renfe). Quatre-vingt-six autres voyageurs ont été blessés. La plupart des victimes sont originaires du Pays basque espagnol. Le train qui reliait Barcelone (Catalogne) à Irun (Pays basque) était composé de cinq wagons et d'une locomotive : il transportait 248 passagers. Les trois dernières voitures du convoi se sont couchées sur la voie lors du déraillement. Selon l'hypothèse retenue par les enquêteurs, le conducteur du train accidenté aurait accéléré peu avant l'entrée en gare de Huarte Arakil, à hauteur d'un aiguillage, pour éviter un autre convoi. Par ailleurs, un autre accident s'est produit, mardi matin : deux personnes ont trouvé la mort et une vingtaine d'autres ont été blessées dans le déraillement d'un train, près de Azuqueca de Henares, à quarante kilomètres à l'est de Madrid. - (AFP)

En Algérie, le MSI-Hamas refuse la nouvelle loi sur les partis politiques

ALGER. Le principal parti islamiste légal, le Mouvement algérien de la société islamique (MSI-Hamas), a décidé d'engager un bras de fer avec les autorités en refusant de changer d'appellation pour se conformer à la nouvelle loi sur les partis politiques, qui leur interdit de faire référence à l'islam. Dirigé par cheikh Mahfoud Nahnah (25 % des suffrages aux dernières présidentielles), Hamas - représenté au gouvernement - a pris cette décision à l'issue d'une réunion marathon de deux jours, jeudi et vendredi, selon les indications rapportées, dimanche 30 mars par la presse. Un second parti islamiste légal, le Mouvement pour la renaissance islamique (MRI), pour sa part, a adopté ses statuts et s'appelle désormais En-Nahda (Renaissance). En revanche, le mouvement El Oumma (La Nation), dirigé par l'une des figures de la guerre d'indépendance, Benyoucef Benkhedja, a annoncé, lundi, son auto-dissolution pour empêcher son refus de se conformer à la nouvelle loi. Quant à l'ex-Front islamique du salut (FIS) il ne présentera pas de candidats aux élections législatives du 5 juin, a affirmé, lundi, sous couvert d'anonymat, un dirigeant du mouvement à un quotidien algérien. - (AFP)

AFRIQUE

■ MAROC : le Parlement a adopté, lundi soir 31 mars, à l'unanimité, un nouveau code électoral de 306 articles destiné à régir les prochaines élections communales, professionnelles et législatives prévues pour mai. Voté en session extraordinaire, il introduit pour la première fois « l'obligation pour les Marocains, âgés de vingt ans et plus, de s'inscrire sur les listes électorales ». - (AFP)

EUROPE

■ ALLEMAGNE : une mère de famille turque et deux de ses enfants ont été tués, deux autres sœurs jumelles de quinze ans gravement blessées, lundi 31 mars, lors d'un incendie criminel survenu en pleine nuit dans une tour de treize étages de la ville de Krefeld, en Rhénanie du Nord-Westphalie. La police, qui a découvert une substance incendiaire sur les lieux, enquête sur les mobiles des meurtriers. Mille personnes ont participé dans l'après-midi à Krefeld à une manifestation de solidarité avec les victimes. - (AFP Reuters)

■ BOSNIE : l'entente des Serbes de Bosnie, la « Republika Srpska », a conclu un accord douanier avec Belgrade, poursuivant ainsi sa volonté de faire sécession, ont affirmé, lundi 31 mars, les dirigeants musulmans bosniaques. Cette volonté s'était déjà manifestée avec la signature, fin février, d'un traité établissant des relations spéciales avec la République fédérale yougoslave (Serbie et Monténégro). - (AFP)

■ Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé, lundi 31 mars, le déploiement de 186 policiers internationaux dans la zone sensible de Brcko (nord-est de la Bosnie). Ce couloir, que se disputent Serbes et Musulmans, avait fait l'objet le 14 février d'un arbitrage international, aux termes duquel les Serbes continueraient à administrer la ville - sous contrôle international - jusqu'au 15 mars 1998, date à laquelle son statut serait définitivement fixé. - (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS/OTAN : le général Wesley Clark a été choisi par Bill Clinton pour occuper le poste de commandant suprême des forces alliées en Europe et commandant les forces américaines en Europe, au siège de l'OTAN à Mons (Belgique). Agé de cinquante-deux ans, il devrait succéder au général George Joulwan à l'été 1997. Après avoir servi en Bosnie et avoir participé aux discussions de Dayton sur la paix dans la région, le général Clark est actuellement le « patron » du commandement Sud, aux Etats-Unis, qui est chargé des opérations militaires en Amérique centrale et latine. - (AFP)

ASIE

■ AFGHANISTAN : une femme accusée d'adultère a été lapidée à mort dans la province afghane du Laghman, a annoncé, dimanche 30 mars, la radio officielle des Talibans, au pouvoir à Kaboul. La suppléante aurait abandonné son mari et serait partie avec un autre homme. Selon le Coran, le témoignage de quatre personnes est nécessaire pour inculper une personne d'adultère. - (AFP)

■ INDONÉSIE : un Timorais de l'est a été condamné à un an de prison, lundi 31 mars, pour avoir brandi une caricature du président Suharto lors d'une manifestation indépendantiste à Dili, la capitale du Timor oriental envahie en 1975 par les troupes de Djakarta. La caricature était accompagnée de la légende suivante : « Suharto mange les os des Timorais ». - (AFP)

ÉCONOMIE

■ ALLEMAGNE : avec la disparition des opérations de change, l'introduction de l'euro permettra de réaliser des économies considérables, évaluées à 0,8 % du Produit intérieur brut (PIB) de l'Union européenne (UE), estime un rapport publié lundi 31 mars à Munich par l'Institut de conjoncture IFO. Selon l'Institut, le coût global de ces opérations s'est élevé à 1 % du PIB de l'UE en 1995. - (AFP)

La presse russe dénonce le projet d'« union » avec la Biélorussie

MOSCOU. Un accord créant une « Union » de la Russie et de la Biélorussie, qui doit être signé mercredi 2 avril, a provoqué un torrent d'indignation dans les médias russes libéraux, que des fuites ont mis en possession de projets d'accord prévoyant des organes « supranationaux ». Deux camps s'affrontent en Russie à ce sujet : le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine (le lobby du gaz) et le ministre des affaires étrangères, Evgueni Primakov, ainsi que les communistes et nationalistes soutiendraient un accord contraignant alors que les vice-premiers ministres Anatoli Tchoubais et Boris Nemtsov s'y opposent, arguant d'une trop grande charge financière pour la Russie, voire de l'inconvenance d'un rapprochement avec un pays peu démocratique et en froid avec l'Occident. Le président ukrainien, Leonid Kouchma, a dénoncé le projet d'union, estimant qu'il « entraînerait la destruction de la Communauté des Etats indépendants ». Le 2 avril 1996, un accord similaire avait déjà été signé entre la Russie et la Biélorussie, mais il n'avait pas été suivi d'effets. - (Corresp.)

Vadav Havel, président de la République tchèque

« L'OTAN ne peut pas se laisser dicter son attitude par Moscou »

L'ancien dissident recevra Jacques Chirac mercredi 2 avril à Prague

Andien dissident signataire de la Charte 77, puis figure de proue en 1989 de la « révolution de velours » qui renversa le régime communiste tchécoslovaque, le président tchèque Václav Havel plaide aujourd'hui pour l'entrée de son pays dans l'Union

européenne (UE) en l'an 2000. Il qualifie notamment l'élargissement de l'OTAN à l'est d'événement « peut-être le plus important en Europe depuis la chute du rideau de fer ». M. Havel a annoncé, par ailleurs, son intention de demander

mercredi 2 avril, à Jacques Chirac des précisions sur les modalités de l'adhésion des pays d'Europe centrale à l'UE. Agé de soixante ans, opéré d'un cancer des poumons en décembre, M. Havel a déclaré se sentir « de nouveau en bonne santé ».

PRAGUE
de notre correspondant
« Lors de sa visite à Prague, Jacques Chirac répètera probablement qu'il souhaite l'adhésion des trois pays centre-européens à l'UE en l'an 2000. Pensez-vous que cette échéance soit la bonne ? »

« Bien sûr, nous serons heureux si le président Chirac exprime à Prague la volonté de la France de voir la République tchèque adhérer à l'UE en l'an 2000. Nous apprécierions également si l'on ajoutait quand, précisément, commenceront les discussions préparatoires à l'intégration. En d'autres termes : débiteront-elles vraiment six mois après l'achèvement des négociations sur la réforme de l'Union européenne lors du Conseil européen de juin à Amsterdam ? Nous aimerions savoir si l'adhésion sera liée au succès de ces négociations à quinze, qui jugera de ce succès et selon quels critères. Tout ceci n'est pas encore très clair. J'ai l'intention de demander son avis à M. Chirac. »

« Je pense que l'UE ne peut pas être seulement une zone de libre-échange. Le sens historique de ce phénomène processus d'intégration est, en effet, de rechercher une organisation interne, pacifique, équilibrée et durable de l'Europe en tant qu'entité politique, et cela va bien au-delà des questions de tarifs douaniers. »

« On attendez-vous du sommet de Madrid - prévu les 8 et 9 juillet - sur l'élargissement de l'OTAN ? Pensez-vous qu'après la rencontre Clinton-Elsinje à Helsinki les choses sont clarifiées ? »

« J'attends du sommet de Madrid une chose très importante, peut-être la plus importante en Europe depuis la chute du rideau de fer : un pas essentiel vers la construction de la nouvelle architecture de sécurité, dont l'élargissement de l'OTAN est l'un des principaux éléments. D'après ce que je sais de la rencontre d'Helsinki, celle-ci a créé un climat favorable. A propos des exigences russes - même si je n'aime pas parler d'exigences -, je pense que l'alliance atlantique devrait faire ce qu'elle estime sage, et si cela correspond aux attentes de la Russie, tant mieux. Mais elle ne peut pas se laisser dicter son attitude par Moscou. »

Je pense que l'Union européenne ne peut pas être seulement une zone de libre-échange

« Les pays occidentaux, notamment la France, ont insisté sur la nécessité d'instaurer un lien fort entre l'OTAN et la Russie. Vous avez, de votre côté, reproché à l'Occident sa lenteur dans l'élargissement de l'Alliance. »

« Depuis longtemps, je parle non seulement de la nécessité d'un élargissement rapide de l'OTAN - c'est pourquoi j'ai critiqué les hésitations et l'embaras des Occidentaux - mais aussi de la nécessité de mener de bonnes relations de partenariat entre cette Alliance et la Russie. Certaines choses, qui naissent dans la douleur aujourd'hui, auraient pu voir le jour

beaucoup plus facilement il y a trois ou quatre ans. L'important est néanmoins qu'elles voient le jour. La « charte », comme on désigne depuis quelque temps ce document qui devrait exister entre l'OTAN et la Russie, est importante et il semble qu'elle constituera l'arrière-plan du processus d'élargissement. C'est une bonne chose. »

« La première vague d'adhésion à l'OTAN comprendrait la Pologne, la Hongrie, et la République tchèque. Cela ne vous inquiète-t-il pas, pour la stabili-

pays baltes et l'Ukraine doivent faire partie de l'OTAN ? »

« Il est risqué pour moi de définir un calendrier. Cela dépend des discussions entre de nombreux responsables politiques et de leur vision. Néanmoins, il est clair qu'il y aura d'abord, parmi les premiers, les pays centre-européens, puis quelques pays d'Europe orientale qui seront apaisés et intéressés ; dans une deuxième étape viendront les pays baltes, et enfin les pays balkaniques. Bien sûr, cela dépendra aussi d'eux, de leur évolution intérieure et de toute leur

« Le meilleur élève de la transition »

Le président de la République française, Jacques Chirac, est attendu mercredi 2 avril à Prague pour une visite de deux jours. Devant les deux Chambres réunies du Parlement, jeudi, il devrait confirmer l'objectif de l'an 2000 pour l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne et rappeler que Paris soutient la demande d'adhésion de ce pays à l'OTAN. La République tchèque, « le meilleur élève de la transition en Europe centrale, apparaît comme apte à adhérer parmi les premiers, tant à l'Union européenne qu'à l'OTAN », indique-t-on à l'Elysée.

Le président français plaidera pour une intensification des échanges commerciaux entre les deux pays et rappellera que des entreprises françaises sont candidates à des investissements, notamment pour la privatisation des services publics tchèques et la distribution de l'énergie. Une douzaine de chefs d'entreprise représenteront le secteur énergétique, les transports, l'agroalimentaire ou la finance, accompagneront M. Chirac.

lité de l'Europe, de voir certains pays, dont la Slovaquie voisine, attendre longtemps leur tour ? »

« J'ai l'impression que l'OTAN ne peut pas accepter les quatorze pays candidats à l'intégration en une seule vague. Elle s'exposerait à la paralysie et à l'effondrement. Elle doit intégrer progressivement de cet élargissement, établir un calendrier, expliquer pourquoi elle accepte tout de suite tel candidat et fait attendre tel autre. Elle doit formuler ses exigences envers les pays candidats et expliciter tous ses arguments ainsi que le contexte géopolitique et stratégique. Elle doit aussi mettre en évidence le fait que personne n'est discriminé ni exclu du processus. Et chacun doit prendre conscience qu'il y a dans tout cela un ordre logique. »

« Ne craignez-vous pas que l'élargissement de l'OTAN à trois pays seulement - les autres attendant à la porte - provoque l'apparition de nouvelles barrières en Europe ? »

« Tout dépendra de ce que le sommet de Madrid dira, de son attitude envers les pays non retenus dans la première vague. On peut imaginer différentes formes de coopération plus profondes que celles pratiquées aujourd'hui dans le cadre du Partenariat pour la paix. L'important est la conception globale de l'ouverture de l'Alliance. Je pense qu'elle sera correctement exprimée et interprétée. Je ne pense pas que cette étape rétablira de nouvelles frontières, mais qu'au contraire elle sera un pas important vers la destruction de celles qui existent. Il y a une frontière marquée entre les pays qui pendant des décennies ont eu la chance de pouvoir construire la démocratie et des structures intégrées et les pays dits post-communistes qui vivent dans une forme de vide. L'élargissement de l'Alliance est une des voies pour éliminer les barrières existantes. »

« Quelle serait l'échéance raisonnable pour la « deuxième vague » ? Pensez-vous que les

région. J'imagine très bien que, tous les deux ans, les mesures nécessaires puissent être prises pour un nouvel élargissement. Mais c'est là une pure improvisation de ma part. En réalité, cela devra reposer sur des centaines de pages d'analyses et des milliers d'entretiens entre les dirigeants politiques concernés. »

« Que pensez-vous de la réaction des pays occidentaux face aux événements en Albanie et, d'après vous, qu'aurait-il fallu faire ? »

« J'ai été surpris par une chose. Différentes organisations internationales existent : l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui a ses fonctionnaires, l'Alliance atlantique, l'Union européenne, le Conseil de

l'Europe. Il y a beaucoup de ministères des affaires étrangères, des services de renseignements. Cela représente des dizaines de milliers de personnes, dont au moins une centaine s'intéressaient à l'Albanie. Les hommes politiques n'ont jamais entendu, de l'une de ces personnes, que l'Albanie s'acheminait vers un effondrement total de l'Etat, ce qui n'était pas arrivé depuis fort longtemps en Europe. Quelqu'un au moins aurait dû en être conscient et avertir les dirigeants politiques, afin d'être prêt à réagir à cette situation et non pas commencer seulement à réfléchir à des solutions au bout d'une semaine au cours de laquelle l'Etat s'est effondré comme un château de cartes. »

« Que reste-t-il de l'héritage de la Charte 77, qui a célébré, en janvier, le 20^e anniversaire de sa création ? Après sept années de transformation, la République tchèque correspond-elle à celle de vos rêves ? »

« Je pense que les idéaux de la Charte 77 sont toujours vivants et que la pertinence historique de la Charte a été confirmée. L'atmosphère de la « révolution de velours », l'absence d'affrontement et le consensus qui ont marqué les premières étapes de la transformation (post-communiste), ainsi que le calme dans lequel a été réalisée la réforme économique, tout cela a correspondu à l'idéal de résistance non-violente qui était celui de la Charte. »

« La situation est aujourd'hui différente. Nous faisons face à des problèmes dont nous ne pouvions pas prévoir l'ampleur. Mais je ne crois pas que l'on puisse jamais vivre dans le pays de ses rêves. Nous devons avoir nos rêves, nos idéaux, des objectifs vers lesquels il faut tendre, une échelle de valeurs. Mais on ne peut pas décréter un jour qu'on a réalisé le paradis sur terre. Ce fut justement la grande erreur des communistes et autres utopistes socialistes. »

Propos recueillis par Martin Pichla

L'Italie prépare l'envoi en Albanie de la force multinationale

Les Etats-Unis ne fourniront pas de troupes

LES REPRÉSENTANTS des pays devant participer à la force multinationale de protection en Albanie se réuniront, mercredi 2 avril à Rome, a indiqué lundi le chef d'état-major de l'armée italienne, l'amiral Guido Venturoni. Les premières unités de la force multinationale, qui comptera 5 000 hommes environ, ne devraient pas arriver en Albanie avant la fin de la semaine. La liste des pays participants n'était toujours pas formellement arrêtée, mais, selon des sources diplomatiques, les partenaires de l'Italie seraient au nombre de sept : Autriche, France, Grèce, Hongrie, Roumanie, Slovaquie et Turquie. Dans une déclaration à l'agence italienne Ansa, l'amiral Venturoni a précisé que l'Italie participera à cette force « avec environ 2 000 hommes », et la France « avec une force de 900 à 1 000 hommes ».

Le ministre espagnol de la défense, Eduardo Serra, a indiqué que l'Espagne enverrait un détachement de 500 hommes, appartenant principalement à la Légion, qui participe déjà aux missions internationales de maintien de paix en Bosnie. Le porte-parole du gouvernement grec, Dimitris Reppas, a, de son côté, annoncé qu'un contingent de 600 à 700 hommes, composé de « cadres permanents, officiers et sous-officiers », se joindrait à la force multinationale pour être envoyé « dans le centre du pays, notamment aux alentours de l'aéroport de Tirana ».

Les Etats-Unis, qui ne fourniront pas de troupes, sont prêts à prendre en compte toute demande d'aide de cette force, a indiqué un porte-parole du département d'Etat, John Dinger, en précisant que Washington examinerait « les demandes d'aide au cas par cas ». Il a ajouté que les Etats-Unis prendraient part à une mission civile de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Albanie pour promouvoir la réconciliation nationale et la démocratie, ainsi que la tenue des élections promises pour juin.

Le ministre albanais de la défense, Shagrir Vukaj, sera mardi à Rome, a indiqué l'amiral Venturoni, pour s'entretenir non seulement de l'arrivée prochaine en Albanie des sol-

dats européens mais aussi du naufrage survenu vendredi soir dans le détroit d'Otrante, qui a fait 4 morts et 83 disparus. L'amiral italien a souhaité que les autorités albanaises « n'accréditent pas et n'alimentent pas une version des faits qui ne corresponde pas à la réalité ». L'ambassadeur albanais en Italie, Pandell Pasko, a atténué ses déclarations, lundi, en affirmant que le naufrage « n'avait été qu'un accident », après avoir déclaré, dimanche, que la corvette italienne Sibilla avait « heurté intentionnellement » la vedette albanaise Kater-F-Rades.

L'Albanie a rendu hommage, lundi, aux victimes du naufrage. Par décret présidentiel, un jour de « deuil national » avait été décidé. A midi, une minute de silence a été observée, les voitures se sont immobilisées dans les rues puis ont klaxonné. Dans le port de Viora (Sud), d'où étaient originaires la plupart des victimes, un cortège de plusieurs centaines de personnes, dont de nombreuses femmes vêtues de noir, a marché au son des lamentations des pleureuses jusqu'aux quais du port. « Du Nord ou Sud, l'Albanie est en deuil ! », scandait la foule. Des bouquets de fleurs ont été jetés dans le bassin, où plus aucun bateau ne mouille.

COURTE TRÈVE PASCALE

Un solide sentiment anti-italien est né à cette occasion dans la ville de Viora. « Cela pose un vrai problème », estimait à Tirana un expert militaire occidental, « car c'est l'un des ports dont la force internationale doit prendre le contrôle. Il y a peu de chances que les Italiens y débarquent, cela serait perçu comme une provocation. Or en toute logique, étant donnée la proximité de leurs côtes, c'était de eux qu'il fallait s'attendre. Les violences aveugles ont d'autre part repris lundi un peu partout en Albanie après une courte trêve pascale pendant le week-end. Un dépôt de munitions de l'armée pris par les rebelles était en flammes lundi près de Gjirokastër, dans le sud du pays, et des explosions pouvaient être entendues dans la ville à trois kilomètres de là, ont signalé des témoins. » (AFP/Reuters)

L'irrésistible progression des Américains d'origine hispanique

Le Bureau de recensement annonce qu'en 2050 la population des Etats-Unis aura augmenté de 50 %

WASHINGTON
de notre correspondant
Une Amérique qui renforce sa diversité par une forte augmentation de sa population d'origine hispanique ; un pays où le nombre des plus de soixante-cinq ans ne cesse d'augmenter ; une population où le revenu moyen et le niveau d'éducation augmentent ; des Etats où la proportion des pauvres diminue, mais où les inégalités restent fortes, particulièrement entre les races et les sexes. Tel est le tableau qui ressort du rapport sur « l'état de la nation » publié, lundi 24 mars, par le Bureau du recensement. En 2050, la population des Etats-Unis aura augmenté de 50 %, par rapport à son niveau de 1995, passant de 263 millions à 394 millions.

Des taux de natalité et d'immigration qui sont nettement supérieurs à ceux des autres composantes ethniques des Etats-Unis, expliquent que les Blancs d'origine hispanique dépasseront, en 2050, le total des Noirs, des Indiens-Américains et de ceux d'origine asiatique. Ils compteront pour près d'un quart de la population totale, contre 10,6 % actuellement. En 1996, les « latinos » représentaient 40 % du total de l'augmentation démographique, contre 14 % pour les Américains d'origine asiatique, ces derniers ne constituant que 3,5 % de la population totale des Etats-Unis.

Ces chiffres ne peuvent que nourrir l'âpre débat politique sur l'immigration, en donnant des arguments aux partisans d'un contrôle plus strict des frontières, en particulier avec le Mexique. Aujourd'hui, un Américain sur onze a été naturalisé ; ce groupe

de 23 millions de personnes constitue 8,8 % de la population totale, contre 4,8 % en 1970 (14,7 % en 1990). Les Blancs représentent 68 % du total des naturalisés et près de la moitié sont des « latinos » contre 7,2 % de Noirs et 18,4 % d'Asiatiques. Plus d'un

Un niveau d'éducation en hausse

De plus en plus d'Américains atteignent le niveau du baccalauréat, selon le rapport du Bureau américain du recensement. Le document constate qu'en 1995 82 % des adultes de plus de vingt-cinq ans avaient atteint au moins le niveau du baccalauréat, tandis que 23 % d'entre eux avaient décroché au moins une licence, les meilleurs chiffres jamais enregistrés aux Etats-Unis. Mais des différences notables existent entre les communautés ethniques : 83 % des élèves blancs anglo-saxons terminent leurs études secondaires, contre 53 % pour ceux d'origine hispanique ; la proportion des Noirs atteignant ce niveau est de 74 %. Cet écart a cependant tendance à se réduire, la proportion des Noirs âgés de vingt-cinq à vingt-neuf ans ayant obtenu un diplôme du secondaire étant passée de 51 % à 57 % de 1985 à 1995.

De moins en moins d'enfants américains vivent avec leurs deux parents : leur proportion est passée de 83 % en 1970 à 69 % en 1995, une tendance attribuée aux divorces toujours plus nombreux, ainsi qu'à des mariages de plus en plus tardifs.

quart des personnes naturalisées en 1995 sont nées au Mexique, suivi par les Philippines, le Canada, la Chine et Cuba.

VIELLISSEMENT

C'est l'Etat de Californie qui compte le plus grand nombre d'Américains naturalisés (7,7 millions), suivi par ceux de New York (3 millions), du Texas et de la Floride. La faible progression démographique des Blancs non hispaniques s'explique par le fait que ce groupe est dominé par les « baby-boomers » (nés au cours de la décennie qui a suivi la seconde guerre mondiale), lesquels ont aujourd'hui atteint la cinquantaine. Ils participent fortement au phénomène de vieillissement de la population : 34 millions d'Américains avaient plus de 65 ans en 1995 (13 % de la population), et ils seront 79 millions en 2050 (20 %), les plus de 85 ans passant de 4 à 8 millions pendant cette période. L'étude du Bureau du recensement montre, d'autre part, que la progression de la croissance de

l'économie américaine est moins inégale que ne le suggèrent certaines études. Pour la première fois depuis six ans, le revenu annuel moyen des ménages a progressé, passant de 33 178 dollars (182 480 francs) à 34 076 dollars (187 418 francs) de 1994 à 1995, soit une augmentation de 2,7 %. Le nombre de gens vivant en dessous du seuil de pauvreté a atteint 36,4 millions en 1995 (13,8 % de la population), contre 38,1 millions en 1994 (14,5 %). Cette amélioration est cependant relative, puisque la pauvreté reste plus répandue aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1989.

Les enfants de moins de 18 ans représentent 40 % de cette population défavorisée, et quelque 41 millions d'Américains continuent, d'autre part, d'être privés de la moindre assurance-maladie. Enfin, un Américain sur sept (soit environ 36 millions) est affilié à un programme d'assistance sociale.

Laurent Zecchini

IPECOM
PRÉPA - SCIENCES
N° Vert : 0 800 89 30 50
Une PRÉPA aux Ecoles de Commerce
à échelle humaine !
Voies Scientifique et Economique
◆ ENCADREMENT INDIVIDUALISÉ ◆ EFFECTIFS LIMITÉS
◆ STAGE DE PRÉ-RENTRÉE ◆ MÉTHODES DE TRAVAIL
◆ PROFESSEURS EXPÉRIMENTÉS ◆ SÉJOURS LINGUISTIQUES
Institut d'Enseignement Privé

Le Monde
ÉDITIONS
COFFRET
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
- La deuxième guerre mondiale, 1939-1945
- La guerre froide, 1944-1994
- L'Europe de Yalta à Maastricht, 1945-1993
EN VENTE EN LIBRAIRIE

العدد 150

Une enquête sur le célibat dans le monde agricole

LE PROFIL TYPE de l'agriculteur célibataire est celui d'un homme quadragénaire, souvent ancien aide familial, qui exploite une ferme assez petite et dont les revenus sont limités, selon une enquête de la Mutualité sociale agricole (MSA). En 1995, 15 % des agriculteurs de plus de trente-cinq ans étaient célibataires, soit un taux comparable à la moyenne nationale, selon cette étude qui porte sur un échantillon représentatif de 11 500 exploitants et qui traite des plus de trente-cinq ans, considérés comme de « vrais célibataires ». Les tranches d'âge inférieures sont souvent « nan encare mariées ».

Le taux de célibat est nettement plus fort dans la tranche d'âge 35-44 ans que dans celle des 45-54 ans. Les chefs d'exploitants célibataires sont des hommes à 90 %. Le « célibat agricole » connaît de fortes différences régionales, qui reflètent les disparités économiques. Il est très faible dans les régions céréalières, mais se développe dans les régions de montagne où les exploitations ont une taille modeste et un faible rendement (Auvergne, Corse, Ariège).

DÉPÊCHES

■ **PARTI COMMUNISTE** : Robert Hine, secrétaire national du PCF, estime que la victoire de la gauche en 1998 « sera commune au ne sera pas », dans un entretien au mensuel communiste *Regards*, qui sera publié le 3 avril. M. Hine croit que « le PCF est en passe de retrouver son rôle dans la vie nationale ». « Un Parti communiste disposant de plus de rayonnement et de force dans la vie politique, précise le secrétaire national du PCF, contribuerait à ce que les aspirations (des Français) soient davantage portées dans la vie politique, jusqu'au gouvernement, où, pour faire une politique vraiment de gauche, nous concevons la présence de ministres communistes comme de véritables relais-citoyens des exigences populaires ».

■ **PARLEMENT** : L'Assemblée nationale et le Sénat ont interrompu pour deux semaines leurs travaux en séance publique. Mardi 15 avril, les députés entameront l'examen du projet de loi d'orientation sur le renforcement de la cohésion sociale, avant de se prononcer sur la répression des atteintes sexuelles contre les mineurs.

■ **ÉLECTIONS** : le groupe UDF de l'Assemblée nationale a déposé, vendredi 28 mars, deux amendements au projet de loi sur le renouvellement des conseillers généraux, adopté sans modification par le Sénat mardi 18 mars. Ces deux propositions visent à « découpler » les élections législatives et les élections régionales, et à réformer le mode de scrutin de ces dernières. Les députés examineront ce projet de loi en séance publique mercredi 23 avril.

■ **UNEDIC** : l'association ACI (Agir ensemble contre le chômage) organise, mercredi 2 avril, une manifestation devant le siège de l'Unedic à Paris, afin de protester contre un projet de suppression du fonds social de l'Unedic, qui entraînerait une diminution de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), versée aux chômeurs en fin de droits.

■ **CHÔMEURS** : cinq mille Français devraient participer à la « marche européenne contre le chômage » qui convergera le 14 juin à Amsterdam, où doit s'achever la Conférence intergouvernementale (CIG) réformant les institutions européennes. Organisée par de nombreux syndicats et des associations de chômeurs, la marche a reçu le soutien de l'ensemble des forces politiques de gauche. Les marcheurs réclament « un revenu pour tous » et les 32 heures de travail hebdomadaires sans baisse de salaire.

Jean-Marie Le Pen se dit investi de la mission de « sauver » la France du « chaos »

Le Front national réaffirme son slogan « Ni droite ni gauche : Français »

Le dixième congrès du Front national s'est achevé, lundi 31 mars, à Strasbourg, après le discours de Jean-Marie Le Pen, réélu président, qui a

réaffirmé l'actualité du slogan « Ni droite ni gauche : Français », formule empruntée aux partisans d'extrême droite d'avant-guerre. M. Le Pen a

tenté de se trouver une filiation dans le gaullisme, alors que sa famille politique n'a cessé de combattre le fondateur de la V^e République.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Cela ne devait être qu'un feu de paille. Le « Ni droite ni gauche : Français », tant critiqué par certains membres du bureau politique, a la vie dure. Prononcé pour la première fois, en 1936, par Jacques Doriot, fondateur du Parti populaire français (PPF), ce slogan a été repris par Samuel Maréchal, directeur du Front national de la jeunesse, en juillet 1995. Il trouve sa traduction dans la « grande alternative » que le parti d'extrême droite prétend incarner. Il a constitué la conclusion du discours de Jean-Marie Le Pen, qui a clos le dixième congrès du parti, à Strasbourg, lundi 31 mars. Un congrès qui a fait l'objet d'une mobilisation sans précédent contre lui.

« Le Congrès du FN, le changement », pouvait-on lire sur le pupitre installé sur la tribune du grand auditorium du Palais des congrès. Si le slogan peut traduire la volonté du Front national de voir un grand chambardement sur la scène politique, il ne saurait qualifier le congrès lui-même. Comme cela était prévisible, ce dernier a surtout servi à mobiliser les militants avant les élections législatives, régionales et cantonales de 1998. A leur permettre de mieux connaître l'appareil et à leur livrer les informations pratiques nécessaires à la pré-campagne.

Vis-à-vis de l'extérieur, ce rassemblement était destiné à montrer un visage respectable du parti, à démentir les attaques de ses adversaires qui, s'appuyant sur les discours xénophobes, antisémites et racistes de certains de ses représen-

tants, sur le passé de ses fondateurs, le présentent comme un de ces mouvements qui rappellent de mauvais souvenirs de l'histoire contemporaine. Au long des trois jours du congrès, les responsables du parti n'ont donc pas cessé de clamer que leur mouvement s'inscrivait dans une démarche « démocratique et républicaine ». Mais le FN avait également pour souci de rendre son projet crédible. Les

l'organisation du retour des immigrés dans leur pays d'origine, sur la création d'une taxe sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, leur ont été présentés. Rien de nouveau si non l'accent mis sur l'abrogation du dispositif juridique sur l'immigration volontaire de grossesse. Rien de nouveau non plus dans l'élection du nouveau comité central, si ce n'est l'extension de l'influence du délégué général, Bruno Mégret, perceptible

Marine Le Pen battue au comité central

Le président du Front national a annoncé, à Strasbourg, la reconduction provisoire du bureau politique et a procédé à la nomination de Roger Holst, président du Cercle national des combattants, au poste de vice-président du FN, aux côtés des trois autres déjà nommés : Martine Lehideux, Dominique Chaboche et Carl Lang.

Les délégués ont reconnu quasiment le comité central sortant. Ils devaient élire 100 personnes, sur les 120 sortantes (20 seront nommées ultérieurement par M. Le Pen) : ils en ont élus 94. Olivier Morize, président du groupe FN du conseil régional Bretagne, candidat sortant battu, devra attendre les nominations de M. Le Pen pour connaître son sort. Parmi les autres candidats malheureux figurent l'avocate Marine Le Pen, dernière fille du président du FN (sa sœur Marie-Caroline a été élue), et André-Yves Beck, responsable de la communication du maire d'Orange, Jacques Bompard.

congressistes ont donc été invités à aider à mettre en forme un résumé du programme approuvé par la convention nationale réunie au Bourget en 1992 et publié dans un ouvrage intitulé *Les Trois Cents Mesures pour la France*.

Treize « projets de loi » tirés de ce programme, portant notamment sur le rétablissement de la peine de mort, sur la restriction de l'acquisition de la nationalité française, sur

à travers le classement des élus et le nombre de personnes représentant sa sphère (*Le Monde* du 1^{er} avril). Les délégués ont choisi de reconduire l'appareil en réélisant quatre-vingt-quatorze des cent membres du « CC » sortant.

Se voulant « seul » contre tout le monde, le Front national se dit investi d'une mission : « Sauver la France » du « chaos », de « la mort » vers laquelle « la gauche caviar et la

droite saumonée » l'entraînent, ne cesse d'asséner M. Le Pen. Il prédit, une nouvelle fois, le moment où son parti sera porté au pouvoir et mettra en place la « grande alternative », la V^e République. Une grande alternative qu'il qualifie de « libérale, fiscale, sociale, familiale, morale, populaire, culturelle, démocratique, républicaine et nationale ». A Strasbourg, le chef du parti d'extrême droite a évoqué « un modèle historique que beaucoup devraient méditer ». Il parlait, en l'occurrence, de la mise en place de la V^e République par Charles de Gaulle. « Il y a cinquante ans presque jour pour jour, ici à Strasbourg, le général de Gaulle appelait au rassemblement du peuple français contre le régime des partis de la IV^e République et contre le plus dangereux d'entre eux, celui qui se proposait de renverser la société pour imposer la révolution bolchevique, le PC », s'est-il exclamé. « Son entreprise échoua alors, brisée par le syndicat des partis et leurs astuces électoralistes mais aussi par les démissions et les ambitions des partisans », a-t-il dit avant d'ajouter : « Ceux qui se prétendent ses héritiers font aujourd'hui partie des syndicats de la bande des quatre et s'allient au PC » contre le Front national. « Quelques années plus tard, le général de Gaulle à l'occasion d'une crise nationale grave foudroya la V^e République », a conclu M. Le Pen, qui « n'est pas le moindre des paradoxes », appartient à une famille politique qui n'a cessé de combattre, parfois par la violence, le général de Gaulle.

Christiane Chombeau

PRÉFECTURE DE LA CÔTE D'OR DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES

AVIS AU PUBLIC

PROJET DE CRÉATION D'UN ENSEMBLE COMMERCIAL D'UNE SURFACE DE VENTE DE 11 210 M² SUR LES TERRITOIRES DES COMMUNES DE PERRIGNY-LÈS-DUJON (21160) ET DE MARSANNAY-LA-CÔTE (21160)

Enquête publique réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploitation commerciale déposée par la Société G.M.A. auprès de la Commission Départementale d'Équipement Commercial de Côte d'Or en vue de la création d'un ensemble commercial d'une surface de vente de 11 210 m².

Par arrêté préfectoral du 3 MARS 1997 pris en application de la loi du 27 décembre 1973 modifiée par la loi du 3 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du Commerce et de l'Artisanat, il est décidé de procéder à une enquête publique sur la demande d'autorisation d'exploitation commerciale déposée par la Société G.M.A., 3 avenue Percier, 75008 PARIS, auprès de la Commission Départementale d'Équipement Commercial de Côte d'Or en vue de la création d'un ensemble commercial d'une surface de vente de 11 210 m² comprenant :

- un hypermarché qui sera exploité sous l'enseigne CORA,
- une jardinerie,
- une galerie marchande,

et situé dans la ZAC des Vignes Blanches à PERRIGNY-LÈS-DUJON et à MARSANNAY-LA-CÔTE.

Cette enquête portera sur les aspects économiques, sociaux et d'aménagement du territoire du projet. Elle aura lieu DU 27 MARS AU 28 AVRIL 1997 INCLUS.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier pourra être consulté aux lieux, jours et heures suivants (jours fériés exclus) :

■ MAIRIE de PERRIGNY-LÈS-DUJON :

- le lundi et le vendredi : de 9h à 12h et de 14h à 18h
- du mardi au jeudi : de 14h à 18h
- le samedi : de 9h à 12h.

■ MAIRIE de MARSANNAY-LA-CÔTE :

- du lundi au vendredi : de 8h30 à 11 h45 et de 14h à 17h45
- le samedi : de 9h à 11h45.

Les observations que ce projet susciterait susceptible de soulever pourront être consignées sur les registres ouverts à cet effet dans les mairies de PERRIGNY-LÈS-DUJON et MARSANNAY-LA-CÔTE ou adressées par écrit au Président de la Commission d'enquête en Mairie de PERRIGNY-LÈS-DUJON.

La Commission d'enquête est composée comme suit :

Président : M. François HOEFFNER demeurant 12 rue des Clausins à FONTAINES (71150).

Membres : M. Paul BOURGUET demeurant 39 rue des Champs à FONTAINES (71150) et M. Jean-Michel OLIVIER demeurant 14 Grande Rue à VELARS-SUR-OUCHE (21370).

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations orales :

■ à la Mairie de PERRIGNY-LÈS-DUJON :

- le jeudi 27 mars 1997 : de 14h à 17h
- le vendredi 4 avril 1997 : de 14h à 17h
- le samedi 19 avril 1997 : de 9h à 12h
- le lundi 28 avril 1997 : de 15h à 18h.

■ à la Mairie de MARSANNAY-LA-CÔTE :

- le jeudi 27 mars 1997 : de 14h à 17h
- le vendredi 4 avril 1997 : de 14h à 17h
- le samedi 19 avril 1997 : de 9h à 11h45
- le lundi 28 avril 1997 : de 14h45 à 17h45.

Pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, les personnes désirant prendre connaissance du rapport et des conclusions de la commission d'enquête pourront les consulter à la Préfecture de la Côte d'Or, à la Mairie de PERRIGNY-LÈS-DUJON et à la Mairie de MARSANNAY-LA-CÔTE.

Copie de ces documents pourra être communiquée à toute personne qui en fera la demande à la Préfecture de la Côte d'Or.

LE PRÉFET DE LA RÉGION DE BOURGOGNE.

PRÉFET DE LA CÔTE D'OR.

Jacques BAREL

« La démocratie devrait nous pondre des lois pour qu'on soit représentés dans ce pays »

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Dans les couloirs du Palais des congrès, les délégués du Front national soufflent un peu avant le dernier discours de Jean-Marie Le Pen. Certains s'achètent les spécialités de la cuisine alsacienne, d'autres filent devant le stand « Mieux vivre à Toulon ».

Vincent, trente ans, prothésiste dentaire à Besançon, savoure les dernières minutes de ce qu'il appelle « la fraternité ». Pour lui, ici, l'avantage, c'est qu'il n'y a pas de « brebis galeuses » qui viennent « se greffer » comme lors des défilés du 1^{er} mai. « Pendant trois jours, on est dans le sacro-saint, dans le pur, dans le vrai Front national. On est entre nous. » Et il aime ça. C'est vrai, maintenant, il faut digérer ce congrès. Vincent ne connaît pas tout du programme du FN : « On n'est pas dans la tête de Jean-Marie Le Pen, on ne pourra jamais. » Lui, il dispose du livre des *Trois cents mesures* : « C'est un peu comme la Bible, on l'a vu, on pioche et on le résume. »

Il a bien aimé la « commission de la famille » : « On a approfondi sur le salaire parental. La dame, d'abord, elle reste au foyer plutôt que d'abstraire les voies professionnelles (sic). Comme ça, elle s'occupe de l'éducation des enfants. Le repeuplement de la France, c'est im-

portant. Faut pas laisser les immigrés en faire des dizaines. » Il a vibré au discours du leader nationaliste roumain Corneliu Vadim Tudor [ancien colonel de la Securitate, NDLR] : « Son discours, les Roumains d'abord, c'était fort. » La manifestation de samedi, « évidemment », ne lui a pas fait plaisir « mais, bon ». Il réfléchit et dit : « S'il n'y avait personne en face, on serait déjà au pouvoir. » Il a envie de convalescer. « On peut se tromper, mais je pense pas. Sur tout, on emmerde le monde. Le Front national, c'est la réelle opposition. »

■ IL NE FAUDRAIT PAS TROP NOUS POUSSER

De l'espoir, Françoise, cinquante-deux ans, mère de deux enfants, « secrétaire de [son] mari » artisan à Paris, en a « plus que jamais maintenant ». Elle a eu droit à des « insultes » de militants de Ras l'Front, un soir, quand elle et des délégués sont rentrés à l'hôtel. « Dans ces cas-là, moi je suis sourde et aveugle. » Elle a aussi « hurlé intérieurement » quand elle a appris que « le Serbe qui a un nom à coucher dehors » n'a pas pu venir. « Chirac lui a refusé le visa, c'est une atteinte aux libertés inadmissible, toute atteinte aux libertés est inadmissible », poursuit-elle. Elle ne sait pas qu'il s'agit de Vojislav Seselj, recherché pour crime de guerre pour avoir participé à l'épuration ethnique en

Bosnie. « Le problème yougoslave, c'est lointain, on comprend rien. Dans mon quartier, j'avais parlé avec une Yougoslave - bon, ça arrive de parler à l'importe qui -, elle m'a dit : "Le Front national, c'est comme les Serbes, quoi qu'il fasse, quoi qu'il dise, il aura toujours tort." Mais elle est surprise d'entendre, au travail, dans la rue, « des gens dire : "Aux prochaines élections, vous savez pour qui voter ?" » en sous-entendant « le Front ». « Moi, je ne parle pas aux gens. Je suis timide. Et puis, il faut les laisser cheminer. Après, ils viennent ou ils ne viennent pas. »

Anne-Marie, soixante-dix ans, retraitée à Metz et « ancienne combattante », a retenu la prestation de Bruno Gollnisch parce que, quand il parle, « il est très prenant ». Elle ne conteste pas que la vision de la politique du secrétaire général privilégie plutôt la force que le droit. « La force ? Que voulez-vous, quand on sent que le peuple de France est derrière nous et qu'on nous fait tellement la guerre, à nous, il ne faudrait pas trop nous pousser. Un jour, tout de même, la démocratie devrait nous pondre des lois pour qu'on soit représentés dans ce pays. » Elle, elle ne se dit pas « extrême ». « Nan, je me présente toujours comme une grand-mère comme les autres. »

Dominique Le Guilledoux

M. Jospin veut renvoyer l'extrême droite « à sa marginalité ancienne »

LIONEL JOSPIN a qualifié de « formidable réussite » la manifestation contre le Front national le 29 mars à Strasbourg. « On a vu une mobilisation civique, citoyenne », a déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste, qui s'exprimait, lundi 31 mars, au Grand Jury RTL-Le Monde, en recourant, comme une vague poétique mais déterminée, le congrès du Front national, au point que le langage du Front national ne s'est pratiquement plus entendu, comme si ses vociférations avaient été assourdies par ce mouvement. »

Affublant de nouveau le FN du terme « néofasciste », M. Jospin a jugé que « toute une série de signes montrent que ce mouvement, qui comporte parmi ses dirigeants beaucoup de nostalgiques de l'époque du fascisme, est dangereux par ses mots d'ordre qui sont hostiles aux valeurs de la République ». « Ce mouvement, a-t-il poursuivi, affecte de respecter les lois de la République même s'il en nie l'esprit et ne s'inspire pas de ses valeurs, et il ne faut donc pas le traiter comme nous l'avons fait dans les années 30. »

« Il faut un projet positif pour rependre au Front national et pas simplement un combat contre l'extrémisme de droite », a estimé M. Jospin, en assurant que ce serait « une erreur (...) de vouloir opposer ce mouvement citoyen au rôle que peuvent jouer les formations politiques. (...) On a ainsi eu comme une espèce de rencontre entre l'action de beaucoup de formations politiques, ou en tout cas de leurs militants - il y avait beaucoup de jeunes socialistes à Strasbourg -, et un

mouvement plus diffus qui rassemblait des individus, parfois des familles. »

■ SCORES DE 2 % OU 3 %

« Quand on entend M. Holst (vice-président du Front national), ancien de l'OAS, a noté M. Jospin, dire, avec le style un peu soudard qu'il affecte volontiers : "Nous mettrons au pas ces voyous qui manifestent", on sent bien que ce n'est pas aux quelques casseurs qu'il

Pique-nique sur la place Kléber

Un jeune homme grimpe au sommet de la statue équestre de Kléber pour retirer le foulard noir qui masque le visage du général de la Révolution. Ils sont deux mille jeunes à l'applaudir, pour le remercer d'effacer la dernière séquelle des incidents de la nuit de samedi à dimanche. Lundi, en fin d'après-midi, la jeunesse strasbourgeoise a reconquis sa place favorite, délaissée après les heurts et jusqu'à la fin du congrès du Front national.

Catherine Trautmann (PS) est venue saluer les organisateurs du « pique-nique populaire » et la mobilisation qui « a montré qu'il était possible de faire reculer Jean-Marie Le Pen ». Les jeunes, assis à même le sol par petits groupes, sont ravis de tant de sollicitude. Après avoir sauté chaleureusement le maire, ils poursuivent leur dîner et surtout leurs discussions animées. Un vieux monsieur écoute, amusé : « C'est merveilleux. Je n'ai jamais vu ça depuis la Libération, (...) toute cette jeunesse rassemblée qui discute et qui ne se tape pas sur la figure. »

s'adresse (...) - ou contraire, il aurait souhaité d'une certaine façon qu'ils soient plus nombreux et plus violents parce que cela l'aurait servi -, mais aux dizaines de milliers de personnes qui manifestaient dans la joie avec des mots d'ordre de tolérance, d'ouverture, de citoyenneté. »

Interrogé sur une interdiction du FN, demandée au sein de son parti par Henri Emmanuelli et la Gauche socialiste, le premier secrétaire du PS a répondu : « C'est une démarche citoyenne, politique, une démarche de propositions qui doit nous conduire à lutter contre le Front national. La loi doit passer avec sévérité et rigueur si des gens pervers par les idées du Front national commettent des actes de violence. Quant à l'interdiction d'une force politique aujourd'hui, elle n'aurait de sens que si cette dernière menaçait la République. Tant que cette question ne se pose pas, l'interdiction n'a pas de sens. »

« La vocation de l'extrême droite, a conclu sur ce point M. Jospin, c'est de retourner à sa marginalité ancienne, à des scores de 2 % ou 3 %. Il faut donc isoler encore le Front national. »

100 000 150

L'affaire 117 env

388
315+

صحنات العمل

ti de la mission
1 « chaos »

ni gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 2 AVRIL 1997

JUSTICE En exécution d'une commission rogatoire internationale délivrée le 3 octobre 1996 par le juge Eva Joly, en charge de l'instruction de l'affaire Elf, le juge d'instruction gene-

vois Paul Perraudin a ordonné la mise sous séquestre d'un compte bancaire ouvert à la Canadian Imperial Bank of Commerce de Genève au nom de la société Kourtas. Cette société abrite-

rait des fonds de l'Etat gabonais, voire du président Omar Bongo lui-même. LE 18 MARS, soit neuf jours avant que cette mise sous séquestre soit notifiée à Omar Bongo, l'ambassadeur

du Gabon à Paris s'était rendue au palais de l'Élysée pour remettre une lettre dans laquelle le président gabonais exprimait son inquiétude devant la tournure prise par l'enquête de

M^{me} Joly. AU CŒUR de cette enquête, les relations pour le moins étroites et curieuses ayant existé entre la république gabonaise, Elf Gabon et Maurice Bidermann.

L'affaire Elf envenime les relations franco-gabonaises

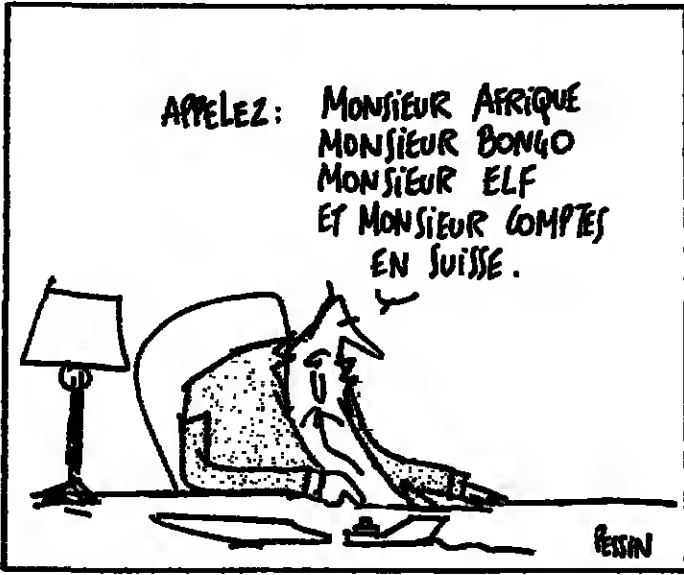
Sur commission rogatoire du juge Eva Joly, un juge genevois a ordonné la mise sous séquestre d'un compte bancaire suisse qui abriterait des fonds de l'Etat gabonais. Fureur du président Bongo, qui, le 18 mars, a écrit à Jacques Chirac pour lui faire part de son inquiétude

LE PRÉSIDENT Omar Bongo est en colère. Très en colère. Jeudi 27 mars, ses avocats suisses ont informé le chef de l'Etat gabonais qu'un juge d'instruction genevois avait ordonné la mise sous séquestre d'un compte bancaire ouvert à la Canadian Imperial Bank of Commerce (CIBC) de Genève au nom d'une société dénommée Kourtas. Immatriculée dans les Îles Vierges britanniques, la société Kourtas serait en réalité une société fiduciaire abritant des fonds de l'Etat gabonais, voire de son chef. Aussi la mesure « conservatoire » prise par le juge Paul Perraudin, en exécution d'une commission rogatoire internationale délivrée le 3 octobre 1996 par son homologe parisien Eva Joly, a-t-elle été considérée à Libreville comme une véritable intrusion dans les affaires intérieures du Gabon, justifiant a posteriori les craintes éprouvées - et exprimées - depuis près d'un an par l'entourage du président Bongo, au fil des avancées de l'enquête sur l'affaire Elf.

De ce bras-de-fer discret entre Libreville et Paris, dont elle est indirectement la cause, M^{me} Joly elle-même n'a que rarement été le témoin. Le 18 mars, en fin d'après-midi, c'est à l'Élysée que l'ambassadrice du Gabon à Paris, Honorine Dossou-Naki, a porté une lettre adressée par Omar Bongo à Jacques Chirac, dans laquelle

le président gabonais exprimait son inquiétude face aux développements des investigations judiciaires vers son pays. La missive fut remise au secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin. Le même jour, le puissant « monsieur Afrique » du groupe Elf, André Tarallo, ami et confident de plusieurs chefs d'Etat africains, s'était envolé en urgence vers Libreville, à la demande de M. Bongo. Le 19 mars, son absence fut remarquée lors de la cérémonie organisée pour la remise des insignes de la légion d'honneur à l'ancien ministre de la coopération Michel Roussin. Moins d'une semaine plus tard, le 24 mars, le président gabonais choisit, pour manifester son mécontentement, de ne pas assister aux obsèques de Jacques Foccart, l'ancien coadjuteur de l'ombre du général de Gaulle pour les affaires africaines, qu'il qualifie pourtant d'« ami » et de « sage » dans le dernier numéro de l'hebdomadaire Jeune Afrique.

Apparemment consterné de l'indocilité du magistrat français, mais espérant encore en un épilogue heureux, le président Bongo avait fini par dépêcher un avocat parisien auprès de M^{me} Joly. Au cours d'un premier entretien avec le juge, voilà quelques semaines, cet avocat lui avait clairement demandé l'interruption des commissions rogatoires diligentées en



Suisse. Jeudi 27 mars, il s'est à nouveau rendu au palais de justice de Paris, afin de remettre une lettre à M^{me} Joly précisant cette requête. Il y avait joint une attestation, signée par Omar Bongo et personne, et certifiant que c'était bien « sur [son] ordre » que la société Kourtas avait été acquise par Samuel Dossou-Aworet, « conseiller spécial auprès de la présidence » - et époux de l'ambassadrice du Gabon en France -, puis que celui-

ci avait ouvert un compte à la CIBC de Genève. Mais, le même jour, la nouvelle de la saisie du compte arrivait de Suisse...

Le juge d'instruction parisien avait-il laissé croire à l'émisserie de M. Bongo qu'il se contenterait des affirmations présidentielles pour interrompre ses recherches sur Kourtas ? Même revendiquée par le plus haut personnage gabonais, l'intervention de cette société-écran dans l'entrelacs de mou-

vements financiers mis en place par les dirigeants d'Elf pour venir en aide au groupe Bidermann reste difficile à comprendre. Si la société Kourtas abritait bien des fonds gabonais, quel intérêt avait-elle à voler au secours d'un groupe déjà lourdement endetté à l'égard d'Elf-Gabon (lire ci-dessous) ?

DISSOLUTION DE LA CPH

Boudé par les dirigeants africains, qui lui reprochent d'avoir contribué à faire dégénérer l'enquête judiciaire sur Elf pour des raisons liées à sa rivalité personnelle avec M. Le Floch-Prigent, le PDG d'Elf-Aquitaine, Philippe Jaffré, s'est pour sa part efforcé au cours des derniers mois de rassurer ces précieux partenaires - 85 % du pétrole d'Elf est extrait dans le golfe de Guinée. Le 3 mars, comme pour effacer un mauvais souvenir, il a surtout prononcé la dissolution de la Compagnie de participations et d'investissements holding (CPH), filiale luxembourgeoise d'Elf Gabon, dont la contribution au renforcement du groupe Bidermann aura fait l'objet des attentions successives de la Commission des opérations de Bourse (COB), de la Cour des comptes et du juge Eva Joly. Cette liquidation a permis à Elf de mettre la main sur 2,2 milliards de francs de liquidités, et à l'Etat gabonais de récupérer 490 millions

de francs, conformément au vœu du président Bongo. Mais cette manne n'aura pas suffi à calmer les angoisses gabonaises face aux incursions de M^{me} Joly dans les coulisses africaines du groupe Elf. A la veille de la mise en examen d'André Tarallo, les présidents du Gabon et du Congo avaient déjà adressé des messages inquiets à l'Élysée. (Le Monde du 14 juin 1996). M. Jaffré y avait répondu en leur adressant, le 3 juillet 1996, une lettre confidentielle dans laquelle il assurait garder au « monsieur Afrique » du groupe pétrolier « tous [sa] confiance ». « Je vous assure que je ne ménagerai pas mes efforts pour aider notre omi, dans la mesure où il sera concerné », écrivait-il alors. Agé de soixante-dix ans, M. Tarallo s'est depuis retiré du groupe Elf, ne conservant que la direction des filiales africaines, et l'influence dont elles sont assorties. Le 27 mars, à l'annonce de la funeste nouvelle venue de Genève, c'est une fois encore vers lui que le président Bongo s'est tourné. Quelques heures plus tard, André Tarallo reprochait, pour la deuxième fois en moins de dix jours, l'aviation pour Libreville.

Mardi matin, on faisait savoir à l'Élysée qu'il n'y avait pas lieu de commenter cette affaire.

Hervé Gattegno

Les curieux rapports de la République gabonaise avec le groupe Bidermann

POUR ELF GABON, le groupe Bidermann fut un tonneau des Danaïdes. En 1992, Loïc Le Floch-Prigent n'avait renoncé à souscrire l'augmentation de capital promise à son ami Maurice Bidermann que parce qu'il s'était opposé à l'opposition de ses cadres. Le PDG d'Elf, qui était aussi administrateur du groupe de prêt-à-porter depuis 1986, s'efforça de trouver une solution de remplacement. « Elf connaissait une banque qui pouvait faire une sorte de prêt-relais, a expliqué, depuis, l'avocat Claude Richard, qui était le conseil de M. Bidermann et fut, à ce titre, l'un des témoins-clés de l'opération. (...) Nous ne savions pas que les fonds venaient d'Elf Gabon » (Le Monde du 21 septembre 1996).

La banque choisie était la Canadian Imperial Bank of Commerce (CIBC) de Genève, réputée pour abriter les comptes de nombreux dirigeants africains. Elle prêta en deux fois, en 1992, 163 millions de francs au groupe Bidermann : 83 millions, le 14 avril, au profit d'une société américaine, Wedge Investments, dissimulant M. Bidermann ; 80 millions, le 23 juillet, sous forme de prêt personnel à M. Bidermann lui-même. Sur ordre de Loïc Le Floch-Prigent, ce double crédit fut garanti, auprès de la banque suisse, par Elf Gabon. Un an plus tard, lorsque la filiale gabonaise exigea le remboursement des sommes, le groupe Bidermann, exsangue, était hors d'état de s'acquitter de sa dette. Un nouveau montage

financier fut alors imaginé par les hommes d'Elf, en vertu duquel Elf Gabon procura à Maurice Bidermann l'argent nécessaire pour rembourser... Elf Gabon.

Officiellement, la filiale d'Elf entreprit de racheter à Maurice Bidermann la seule chose qui lui restait à vendre : les créances dont il disposait à l'égard de plusieurs des sociétés de son groupe, pour un montant d'environ 126 millions de francs. Au mois de mai 1993, le compte Kourtas à la CIBC de Genève fut crédité, à cet effet, de 81,3 millions de francs, dont la provenance n'apparut pas sur les documents bancaires. Le relevé de cette opération, saisi par les enquêteurs, ne porte que la mention « Transfert d'ordre d'un tiers ». Quelques jours plus tard, 71,232 millions de francs étaient à leur tour virés sur un autre compte de la CIBC, intitulé « Kourtas-Crédit Bidermann ».

Cet argent servit, en définitive, à rembourser une partie de l'avance d'Elf Gabon. Interrogé par le juge, André Tarallo - mis en examen dans ce volet du dossier Elf - a indiqué, dans le style elliptique qu'il affectionne, que l'argent avait été versé « par des Gabonais, à un niveau très élevé ». Mais les raisons pour lesquelles une telle faveur fut accordée à l'ancien « empereur » français du prêt-à-porter restent d'autant plus obscures que les investissements effectués par les filiales financières d'Elf Gabon, de 1988 à 1993, et notamment ceux en faveur du groupe Bidermann, s'étaient déjà avérés catastrophiques.

Dans son rapport de 1995, la Cour des comptes avait ainsi estimé à 2,5 milliards de francs « au minimum » les pertes causées par les investissements « diversifiés » de la Société financière internationale de participation (Sofipa) et de la Compagnie de participations et d'investissements holding (CPH) - parmi lesquels les fonds engloutis dans le groupe Bidermann étaient évalués à 787 millions de francs. « La diversification du groupe [Elf] via CPH et Sofipa, obtenue en réinvestissant les ressources d'Elf Gabon dans l'économie occidentale, a charge pour Elf d'en assurer une rentabilité correcte, remontée à 1975, notait la Cour des comptes. Les présidents successifs d'Elf ont poursuivi avec constance cette politique, qui s'inscrit dans les rapports complexes que le groupe entretient avec l'Etat gabonais. »

« DISSIPER TOUT MALENTENDU »

« A travers les filiales d'Elf Gabon, c'est notre argent qui est parti je ne sais où », lançait, pour sa part, le 18 septembre 1996, le président Bongo, dans un entretien publié par Libération. Son pays détenait 25 % du capital de la florissante filiale gabonaise d'Elf, M. Bongo se disait alors déterminé à « demander aux responsables d'Elf où, exactement, ils ont mis l'argent, où il est passé et ce qu'il en reste ». Le 21 novembre, pourtant, son plus proche conseiller, Samuel Dossou, ouvrait ce propos dans une lettre adressée à M^{me} Joly. « Pour dissiper tout malentendu

médiatique, écrivait-il, (...) je précise d'emblée que la République gabonaise, actionnaire d'Elf Gabon, a toujours été informée des investissements effectués dans le groupe Bidermann par la Compagnie de participations et d'investissements holding SA (CPH), filiale d'Elf Gabon. (...) CPH avait notamment pour objectif déclaré d'aider par ses investissements à la diversification de l'économie gabonaise. Le développement de notre modeste secteur textile était souhaité, et nous avions placé quelque espoir dans ce rapprochement avec le premier groupe textile français. »

« Le conseil d'administration, ajoutait-il, a également été informé des prêts octroyés à ce groupe au moyen des liquidités d'Elf Gabon, aux mois d'avril et juillet 1992 (...). Dans le courant du mois d'avril 1993, nous avons été informés que l'ultime échéance fixée pour le remboursement des prêts octroyés à M. Bidermann et à ses sociétés avait été dépassée. Dans ces conditions, l'Etat actionnaire a considéré qu'il était indispensable que la trésorerie et les comptes semestriels d'Elf Gabon ne soient pas affectés. De plus, le soutien actif et visible qu'accordait la présidence d'Elf Aquitaine à M. Bidermann nous a certainement incités à intervenir. C'est ainsi qu'ont été accomplies les opérations de la société Kourtas, avec pour objet de dégager directement Elf Gabon de la fraction des créances non couvertes par l'intervention de CPH. »

H. G.

Le mystère du 38, rue de la Faisanderie

L'ADRESSE est prestigieuse, mais le propriétaire inconnu. A deux pas de la célèbre avenue Foch, dans l'un des plus beaux quartiers résidentiels de Paris, l'hôtel particulier du 38 rue de la Faisanderie conserve, pour l'heure, son mystère. Depuis des mois, le juge d'instruction Eva Joly s'efforce de découvrir l'heureux acquéreur de l'un des appartements de ce luxueux immeuble, et ses investigations lui conduisent, là aussi, sur une piste africaine. En chemin, le juge a croisé, une nouvelle fois, les noms de quelques-uns des protagonistes essentiels de l'affaire Elf : l'ancien roi du textile Maurice Bidermann ; l'homme d'affaires new-yorkais Jeffrey Steiner ; l'avocat Claude Richard ; l'ancien directeur du patrimoine immobilier d'Elf Jean-François Pagès ; le conseiller spécial d'Omar Bongo Samuel Dossou ; et, bien sûr, l'ex-PDG du groupe pétrolier Loïc Le Floch-Prigent.

Jadis, l'appartement était la propriété d'un industriel américain : pour administrer ce bien, il avait créé, au Liechtenstein, une société ad hoc baptisée Anstalt fur Ueberseemerktschug. A sa mort, les parts de l'Anstalt furent rachetées par la foodatioo Marmara Trust, dont Jeffrey Steiner était l'un des ayants droit. « J'ai bien habité cet appartement lors de mes passages à Paris, de 1983 à 1990, et j'ai pu confirmer que, dès 1988, il avait été décidé de céder l'appartement au travers de la fondation », expliquait M. Steiner dans un mémorandum adressé au juge, le 15 novembre 1996.

« La seule relation qui ait existé, à ma connaissance, avec Elf dans le cadre de cette cession, poursuivait M. Steiner, est l'intérêt exprimé lors d'une des deux visites de M. Le Floch-Prigent et de son épouse, qui étaient accompagnés, autant que je m'en souviens, des époux Bidermann et des époux Claude Richard. M. Le Floch-Prigent ou M. Richard,

je ne m'en souviens plus, m'a dit que, s'il était vendeur, il connaissait probablement une personnalité africaine qui pourrait acheter cet appartement. » Le businessman américain précisait enfin que la vente s'était conclue « quelques semaines plus tard », au prix de 45 millions de francs, sans qu'il connaisse l'identité du nouveau propriétaire - mais en suggérant toutefois qu'« il pourrait s'agir d'une notabilité africaine ».

TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

Même dans un tel quartier, le prix de vente a de quoi faire tiquer. Saisie par les enquêteurs au cabinet de M. Richard, une expertise de l'appartement en avait d'ailleurs estimé la valeur à 20 millions de francs. D'autres pièces découvertes lors de la même perquisition accréditent l'idée que l'acquéreur était bien gabonais : un mandat de vente de l'appartement établi au nom d'André Tarallo, le PDG d'Elf Ga-

bon, et portant celui de l'épouse d'Omar Bongo ; un contrat de prêt au nom de Samuel Dossou, l'homme de confiance du président gabonais, faisant figurer le 38 rue de la Faisanderie au titre des garanties... Après la vente, d'importants travaux d'aménagement furent engagés. L'enquête montre qu'ils furent dirigés par un architecte travaillant pour Elf, sous la houlette de Jean-François Pagès, proche collaborateur de M. Le Floch-Prigent. Interrogé par la police, l'entrepreneur chargé des travaux a raconté que « M. et M^{me} Le Floch-Prigent [lui avaient] fait visiter les lieux et [lui avaient] demandé de les rénover pour "quelqu'un qui était en Afrique" ».

Le chantier fut brutalement interrompu, en avril 1992, et l'entreprise, dénommée Construction Paris Est, eut toutes les peines du monde à se faire payer. Ce n'est que le 12 mai 1995 qu'un chèque de 1 171 768 francs fut émis par le Crédit suisse de Lausanne, en re-

glement d'une facture datée du 30 avril 1992. M^{me} Joly a délivré une commission rogatoire internationale afin d'identifier le détenteur de ce compte... Devant le juge, Geneviève Gomez, ancien bras droit de l'actuel PDG d'Elf, Philippe Jaffré, a évoqué le témoignage de l'un des occupants de l'immeuble du 38 rue de la Faisanderie selon lequel M. Le Floch-Prigent aurait résidé dans l'appartement. De même, l'ancien garde du corps de Fatima Belaid, l'épouse de M. Le Floch-Prigent, écarté par ce dernier en 1991, a-t-il affirmé que l'appartement était destiné au couple. Mais l'ancien PDG l'a formellement contesté. « Rien n'est plus facile que de transférer la propriété d'un bien immobilier appartenant à une société off-shore, a pour sa part expliqué, en expert, l'avocat Claude Richard. Il suffit que le titulaire des titres change... »

H. G.

Les précédentes colères du président Bongo

Président de l'Etat gabonais depuis 1967, Omar Bongo a manifesté à deux reprises, par le passé, sa colère contre la France, à la suite du traitement de certaines « affaires » franco-africaines.

En 1983, à la suite de la versification de l'économie gabonaise. Le développement de notre modeste secteur textile était souhaité, et nous avions placé quelque espoir dans ce rapprochement avec le premier groupe textile français. « Le conseil d'administration, ajoutait-il, a également été informé des prêts octroyés à ce groupe au moyen des liquidités d'Elf Gabon, aux mois d'avril et juillet 1992 (...). Dans le courant du mois d'avril 1993, nous avons été informés que l'ultime échéance fixée pour le remboursement des prêts octroyés à M. Bidermann et à ses sociétés avait été dépassée. Dans ces conditions, l'Etat actionnaire a considéré qu'il était indispensable que la trésorerie et les comptes semestriels d'Elf Gabon ne soient pas affectés. De plus, le soutien actif et visible qu'accordait la présidence d'Elf Aquitaine à M. Bidermann nous a certainement incités à intervenir. C'est ainsi qu'ont été accomplies les opérations de la société Kourtas, avec pour objet de dégager directement Elf Gabon de la fraction des créances non couvertes par l'intervention de CPH. »

Le 15 avril 1995, tandis qu'avait lieu, devant la 16^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, le procès du courtier Francesco Smalto, accusé d'avoir adressé des call-girls au président Bongo, qui lui commandait régulièrement des costumes, la présidence gabonaise avait publié un communiqué dénonçant « la manière ignoble » dont le président Bongo était « agressé par la droite française dans le cadre de la campagne présidentielle ». Une rumeur faisant état de la séropositivité du président Bongo ayant circulé au cours du procès, le communiqué ajoutait : « La collusion ainsi constatée entre les médias et la justice française pour faire apparaître le président Bongo comme un monstre dont la prétendue séropositivité répandrait le terreur au pays de la chasteté et de la vertu est une trahison indigne d'un pays auquel l'amitié du nôtre n'a jamais fait défaut. »

Pour vous aider à réussir
Sessions Intensives Paris / Ete
■ SCIENCES PO Paris/Province
■ DROIT / SCIENCES ÉCO. / GESTION
■ M.S.T.C.F. - D.E.C.F.
ISTH 8, rue Léon HELZEL
75016 PARIS
DEPUIS 1954 01 42 24 10 72
ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS PRIVÉS

Les surloyers instaurés dans le parc HLM rapportent deux fois moins que prévu

L'Etat prélève sur cette recette une taxe destinée au financement du fonds de solidarité logement

La réforme de mars 1996, instaurant un surloyer obligatoire pour les locataires les plus aisés du parc social, concernerait 3 % des foyers, selon

l'Union nationale des HLM. Du coup, la taxe prélevée par l'Etat sur cette recette nouvelle n'aurait rapporté, en 1996, que 190 millions de

francs, contre 400 millions initialement prévus par le gouvernement. Ce qui n'empêche pas de nombreuses oppositions de se manifester.

ADOPTÉE par le Parlement en mars 1996, la réforme instaurant un surloyer obligatoire dans le parc HLM pourrait ne pas tenir toutes ses promesses. Ce « supplément de loyer de solidarité » était censé « concilier mixité et justice sociale », comme l'avait expliqué aux parlementaires le ministre du logement, Pierre-André Pélissol. Financièrement, par le biais d'un prélèvement obligatoire sur la recette ainsi dégauchée, il devait également permettre de boucler le budget du fonds de solidarité logement (FSL), réservé aux plus démunis.

Un an après son entrée en vigueur, le surloyer obligatoire reste impopulaire dans le monde HLM. Le ministère du logement promet un bilan chiffré complet pour l'été, mais fait plutôt profil bas. Car le nombre de locataires concernés s'est révélé moins important que prévu ; et la taxe prélevée sur la recette a diminué d'autant. S'appuyant sur l'enquête logement de l'Insee de 1992, le gouvernement avait estimé que 7 % des locataires HLM, soit 240 000 foyers (68 000 dans l'agglomération parisienne) avaient des ressources justifiant l'application d'un surloyer. Or, ils ne seraient que 3 %, selon l'estimation de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM (Unfobim). Aussi, au lieu des 400 millions de francs prévus, l'Etat n'aurait engrangé au titre de la taxe sur les surloyers, appliquée sur l'ensemble de l'année 1996, que 190 millions de francs.

Jusqu'en mars 1996, les organismes HLM étaient seuls juges pour décider d'imposer ou non un surloyer. Les deux tiers y avaient recours pour un montant moyen

de 190 francs par mois, mais avec des écarts considérables. Un tiers des organismes y étaient farouchement opposés et ils le sont toujours. La loi du 4 mars 1996 a posé un principe général : en contrepartie du droit au maintien dans les lieux, le surloyer restait applicable à tout locataire dont les revenus (hors prestations sociales) dépassaient d'au moins 10 % les plafonds d'accès. En revanche, il devenait obligatoire de l'appliquer au locataire dépassant les plafonds d'accès d'au moins 40 %, et de le majorer au-dessus de 60 % puis de 80 % de dépassement.

Lors de la préparation du projet de loi de finances pour 1996, le gouvernement avait évalué la recette espérée à 400 millions de francs. Mais il avait prudemment attendu l'exercice budgétaire 1997 pour affecter cette manne au fonds de solidarité logement. Visiblement, cette intuition était la bonne. Dans un communiqué diffusé le 3 février dernier, l'Union des HLM parle de « déception » et souligne « les limites et l'inefficacité d'une solidarité réduite aux seuls locataires HLM ».

Au ministère du logement, on se refuse à cautionner le chiffre de

francs, contre 400 millions initialement prévus par le gouvernement. Ce qui n'empêche pas de nombreuses oppositions de se manifester.

« Le gouvernement a mal évalué l'impact des exonérations qui touchent les zones urbaines sensibles et les quartiers d'habitat dégradé »

Un décret d'avril 1996 a fixé le supplément de loyer « de référence » : 3,30 francs par mètre carré habitable à Paris, 2,60 francs dans la majorité des autres communes d'Ile-de-France, 2,10 francs dans les autres régions (0,50 franc dans les départements d'outre-mer). C'est sur cette base qu'est calculée la taxe imposée aux bailleurs sociaux. Libre à eux d'appliquer le surloyer à minima, ce que fait la quasi-totalité des offices contrôlés par des élus communistes (lire ci-dessous) : dans ce cas, la taxe d'un montant de 400 francs à 2 500 francs en moyenne par an et par logement) absorbe la totalité de la recette imputée par le surloyer.

190 millions de francs donné par l'Union « tant que les comptes ne sont pas arrêtés ». Mais on reconnaît qu'il n'est sans doute pas très loin de la vérité et on tente d'en limiter la portée. « Le chiffre inscrit en loi de finances pour 1996 était une estimation, dit-on. La mesure prendra son plein effet en 1997 et devra alors rapporter 440 millions de francs qui sont inscrits au budget. » Pour y arriver, il faudrait donc plus que doubler la recette de 1996.

Est-ce réaliste ? Au cabinet du ministre du logement, on évoque les « fuites de recette » occasionnées par les lacunes des premiers textes instituant la taxe imposée aux bailleurs sociaux. La loi de fi-

nances pour 1996 n'avait pas prévu de sanction en cas de non-réponse des locataires à l'enquête de revenus, qui sert de base au calcul du surloyer et de la taxe. « Certains organismes en ont profité pour diminuer d'autant leur contribution », affirme-t-on au ministère. Erreur rectifiée en 1997 : « Lorsque la demande de renseignements a été adressée dans les délais au locataire mais que ce dernier n'y a pas répondu, précise la loi de finances pour 1997, le bailleur acquitte la contribution au tarif normal à titre de provision. »

L'Union des HLM, qui reste divisée sur le principe du surloyer, mais très soudée dans son refus de la taxe, préfère, pour sa part, expliquer le manque à gagner par une évaluation trop optimiste, de la part du gouvernement, du « gras » qu'il y aurait à récupérer chez les « nantis » du parc HLM. « Le gouvernement a fantasmé sur le produit des surloyers, estime-t-on à l'Unio. Il a, en outre, mal évalué l'impact des exonérations qui touchent les zones urbaines sensibles et les quartiers d'habitat dégradé. Or, cela représente 840 000 logements, soit environ un quart du parc HLM. Et il a aussi sous-évalué la précarisation récente des locataires. »

Grâce à l'enquête sociale bi-

annuelle dont les organismes doivent désormais s'acquitter pour calculer les surloyers, on devrait, d'ici quelques mois, savoir précisément ce qu'il en est. Le ministère du logement saura également s'il doit ou non chercher ailleurs que dans le parc social les fonds destinés à alimenter le fonds de solidarité logement.

Christine Garin

Les élus locaux du Parti communiste français font de la résistance contre « un impôt scandaleux »

LES ÉLUS communistes ne désarment pas. Hostiles au principe même du surloyer lors du vote de la loi, en mars 1996, ils continuent à clamer haut et fort leur rejet d'une mesure assimilée à « un impôt scandaleux », « un outil supplémentaire de ségrégation sociale ». A l'instar de la plupart de ses collègues, Philippe Pivion, adjoint au maire de Romainville (Seine-Saint-Denis) et président de l'office municipal d'HLM, applique à minima la nouvelle loi.

M. Pivion souligne que, sur les trois mille cinq cents locataires de son office, moins de deux cents sont soumis au surloyer obligatoire. Parmi ces derniers, quatorze dépassent de plus de 80 % les plafonds de ressources donnant accès aux HLM. Ce sont pour l'essentiel des retraités, « des éléments importants de stabilité pour le parc », estime l'adjoint au maire. Partiront-

ils, dissuadés par une augmentation de leur loyer de 300 francs en moyenne par mois ? Deux auraient déjà quitté leur logement, assure l'élu, qui admet : « Ce n'est pas un raz de marée mais, quand bien même les départs se compteraient par dizaines, ce n'est pas cela qui réglerait le problème de nos dix-huit cents demandeurs de logement en attente. »

Françoise Maillard, adjointe au maire communiste d'Arcueil (Val-de-Marne) et présidente de l'office intercommunal d'HLM, fait la même analyse. L'instauration d'un surloyer n'a provoqué aucun départ dans cette commune de la petite couronne parisienne. Les prix dans le parc social restent, malgré cette mesure, très inférieurs à ceux pratiqués dans le parc privé. Les élus communistes sont unanimes sur le constat : les plafonds d'accès aux HLM sont très bas ; les classes

moyennes sont ainsi, à l'entrée, exclues du parc ; chasser les quelques foyers de retraités ou de salariés plus aisés — parce que en fin de parcours professionnel — transformerait métriquement le parc HLM « en réserve de pauvres ».

Jean-Christophe Solard, maire adjoint d'Argenteuil (Val-d'Oise) et président de l'office municipal, assure que chez lui le surloyer a occasionné des départs. Les locataires concernés par cette mesure sont pourtant très peu nombreux à Argenteuil, où la moitié des logements sont situés en zone urbaine sensible et, à ce titre, exonérés du surloyer : trois cents sur onze mille. Pour bien marquer son désaccord, la municipalité PCF d'Argenteuil n'a reversé à l'Etat, pour 1996, que cinq douzièmes de la taxe due au titre du surloyer. « Le montant de la taxe imposée aux organismes était calculé sur l'année

pleine, alors que le surloyer, n'était, lui, applicable qu'en juillet 1996. Nous avons donc reversé strictement ce que nous avons récolté », dit l'élu.

La municipalité de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a fait la même chose. Dans la ville du Stade de France, ce sont aussi les retraités qui forment les gros bataillons de locataires assujettis au surloyer. « En tant qu'inactifs, avec 13 000 francs de retraite mensuelle pour un couple, vous êtes déjà au-dessus de 40 % des plafonds », fait remarquer Stéphane Peix, adjoint au maire chargé du logement. Le plus choquant est que la taxe prélevée sur les recettes du surloyer serve à alimenter le fonds de solidarité logement (FSL). On fait ainsi supporter aux seuls locataires du parc social la charge de la solidarité nationale. »

Ch. G.

Les « tatas » des écoles marseillaises font entendre leur ras-le-bol

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Il y a des grèves dont on pressent la nature d'abord à l'oreille. Les cantinières et femmes de service de la ville de Marseille, en grève depuis le 20 mars, produisent un vacarme assourdissant. Chaque jour à midi, sous les fenêtres du bureau du maire (UOF) et ministre Jean-Claude Gaudin, elles servent une aubade de cuivres assourdissante. Brandissant saladiers et couvercles de marmite en inox, frappant dessus avec leurs grandes louches ou leurs écumoirs géants, s'égosillant pour accabler leurs leaders syndicaux, elles offrent l'image claronnante d'une colère profonde. Ces femmes, souvent jeunes et qu'on voit pour la première fois mobilisées en tel nombre, manifestent bien sûr pour « 250 embouches » et « des emplois statutaires », la mairie ne voulant pas aller au-delà des 85 postes programmés avant la grève. Mais ce qu'elles disent — très fort — est plus violent que ces revendications.

Elles sont saturées d'un travail qui les voit servir 104 enfants plus ou moins turbulents, en deux services, à six bras en tout, dans un vacarme « à 90 décibels », ranger et nettoyer des salles à manger, avant de passer aux couloirs, aux classes et aux WC, pour des salaires « dérisoires ». Elles demandent l'arrêt d'une poli-

tique qui voit « deux tiers des employés travailler à mi-temps ». Les « tatas », puisqu'on ne les appelle que comme ça, y compris aux actualités régionales, manifestent aussi « pour les minots, pour nos petits », comme le dit une déléguée CFDT. En termes plus académiques, « pour un meilleur taux d'encadrement en surveillance ». Elles racontent une lancinante usure nerveuse devant ces gamins que, pudiquement, on qualifie de « bien plus dynamiques qu'avant », pour ne pas dire que parfois ils sont insupportables.

UNE AMBIANCE INTOLÉRABLE

« Le stress, voilà, c'est le stress ! », jette une femme qui explique que personne ne veut plus rester « aux écales » tant l'ambiance y est rude. On reprend l'histoire d'une cantinière seule face à des dizaines de gosses quand, après un poignet cassé, la « tata » qui aidait à l'heure du repas a dû emmener le gamin à l'hôpital. On détaille une fiche de salaire qui, après « sept ons de ville », culmine à 6 200 francs, ou celle d'une « vingt heures trente » — une mi-temps — qui affiche 2 960 francs par mois sans qu'elle puisse rentrer chez elle entre ses deux vacations quotidiennes. Et on laisse entendre le reste, une hiérarchie pointilleuse, un mépris devenu intolérable, des promesses jamais tenues...

Le ton des discours est un autre signe d'un ras-le-bol qui vient de loin. On s'étouffe presque sans finir une phrase, on ne cherche pas la formule qui séduit, on jette des mots furieux, on annonce au maire qu'il sera « fatigué avant nous ». Et si le rire reste de rigueur, c'est pour se jouer, une fois n'est pas coutume, de ces chefs, grands ou petits, qui jusqu'ici ne vous ont jamais écoutés.

La municipalité a mis en place un système d'accueil des enfants car, sur les 43 000 « rattiannaires » servis chaque jour, un « gros tiers », selon elle, pâtissent du mouvement. L'intersyndicale CFDT-CGT assure, de son côté, que la moitié des cantines sont bloquées. Le désaccord reste fort, malgré des rencontres quasi quotidiennes. Les autorités municipales ne veulent pas déborder d'un calendrier de négociations passant par un comité technique paritaire, ce qui remettrait dans le jeu le syndicat Force ouvrière, fort silencieux dans cette grève et traditionnel interlocuteur des élus. CGT et CFDT, dont l'audience progresse, exigent que les promesses de la mairie d'engager ses efforts dès 1997 soient actées dans une négociation immédiate et chiffrée. En attendant, les « tatas » crient et les casseroles résonnent.

Michel Samson

Jean-Yves Nau

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Charles de Gaulle

Creutzfeldt-Jakob : les autorités confirment le retrait de produits sanguins à risque

LE SECRÉTARIAT D'ETAT à la santé et à la Sécurité sociale a confirmé, lundi 31 mars, les informations publiées dans nos colonnes sur les mesures préventives envisagées en ce qui concerne la transmission par les produits dérivés du sang de l'agent infectieux responsable de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (Le Monde du 1^{er} avril).

Le gouvernement a précisé que, depuis 1994, les autorités sanitaires avaient décidé « une trentaine de fois » de retirer les lots de plasma provenant de donneurs dont l'un au moins avait développé une maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ). « Ces décisions ont été à chaque fois communiquées à l'ensemble des pharmacies hospitalières chargées du retrait des produits », ajoute-t-on dans l'entourage de Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale.

Chacune de ces décisions ont pu concerner plusieurs dizaines de lots de produits sanguins. Les cellules sanguines et le plasma d'un donneur chez lequel le diagnostic de MCJ était établi et confirmé — cette maladie n'est de déclaration obligatoire que depuis moins d'un an — pouvaient en effet, via la technique du poolage, correspondre à de multiples produits thérapeutiques. Plusieurs centaines de milliers de personnes auraient été ainsi potentiellement exposées à ce risque infectieux.

Rappelant la décision prise par M. Gaymard, en décembre 1996, d'obtenir l'exclusion du don du sang de tout receveur de produit sanguin labile, on précise que cette mesure « est en cours d'expérimentation et qu'elle sera généralisée prochainement ». On confirme que cette mesure « nécessitera une campagne d'information ». Les autorités sanitaires expliquent également avoir « immédiatement saisi » le comité interministériel sur les encéphalopathies spongieuses subaiguës transmissibles, que préside le docteur Dominique Dormont.

Ce comité s'est réuni, le 27 mars, pour examiner les nouvelles données expérimentales présentées devant l'Organisation mondiale de la santé, sur la possible transmission par voie plasmatisée de l'agent de la MCJ (Le Monde du 28 mars). Dès le lendemain, il rendait ses conclusions : « Les résultats présentés à Genève renforcent le bien-fondé des mesures de précautions visant à exclure du don du sang les sujets considérés comme à risque potentiel de développer une encéphalopathie à prions. »

« PRINCIPE DE PRÉCAUTION »

On rappelle encore, dans l'entourage de M. Gaymard, que la France a, depuis 1992, pris « en application du principe de précaution un ensemble de mesures qui assurent vis-à-vis de la MCJ le niveau de sécurité du monde ». Aucune précision n'est toutefois donnée quant aux deux principales questions : celle de l'information des receveurs qui ont été potentiellement exposés au risque infectieux par l'intermédiaire des produits sanguins stables (albumine, immunoglobulines, facteur de coagulation) ; et celle de leur exclusion, dans l'avenir, du don du sang.

Pour l'heure, la circulaire de la direction générale de la santé, datée du 31 juillet 1996, reste en vigueur. Ce texte explique en substance qu'il n'existe pas d'arguments suffisants pour justifier une information systématique des personnes ayant reçu des médicaments dérivés du sang et potentiellement contaminés par l'agent de la MCJ. Cette disposition pourrait être revue. Certains professionnels le souhaitent, qui jugent hautement dangereux de prendre le risque de recycler, via le don du sang, ces agents pathogènes. Par ailleurs, on confie, à l'Agence française du sang, ne pas comprendre que le Comité national d'éthique n'ait pas encore été saisi d'une question aussi importante.

صحنات الاحل

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 2 AVRIL 1997

TRAFIC AÉRIEN Le gouvernement a donné son feu vert à la construction de deux nouvelles pistes d'atterrissage sur l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. ● LA

CAPACITÉ D'ACCUEIL de la plate-forme devrait ainsi passer, d'ici à l'an 2000, de 31 à 55 millions de passagers et Roissy deviendrait le septième aéroport mondial et le premier

européen. ● **LES INQUIÉTUDES** de la population riveraine sont d'autant plus vives que le nombre de mouvements d'avion passera de 360 000 à 500 000. ● **L'AÉROPORT BI-NATIO-**

NAL Bâle-Mulhouse a su se positionner dans la compétition aérienne européenne. Il connaît un succès croissant, aussi bien pour le trafic passager que pour le fret.

Roissy-Charles-de-Gaulle vise la première place européenne

Avec deux nouvelles pistes d'ici à l'an 2000, l'aéroport du nord de Paris va quasiment doubler sa capacité d'accueil de passagers. Mais les 500 000 riverains gênés par le bruit ne sont pas rassurés par les mesures d'accompagnement prises par le gouvernement

ROISSY-EN-FRANCE (Val-d'Oise)

La publication, le 28 mars, du décret de déclaration d'utilité publique de deux pistes supplémentaires, d'ici à l'an 2000, à Roissy-Charles-de-Gaulle était attendue (Le Monde du 18 mars). La désapprobation, voire la colère, n'en sont pas moins vives dans beaucoup de communes riveraines de l'aéroport, à l'égard d'un aménagement que le gouvernement présente comme « indispensable pour répondre au besoin croissant de transport aérien mais aussi pour assurer une parfaite sécurité de fonctionnement et éviter une aggravation de la congestion du trafic sur la plate-forme ».

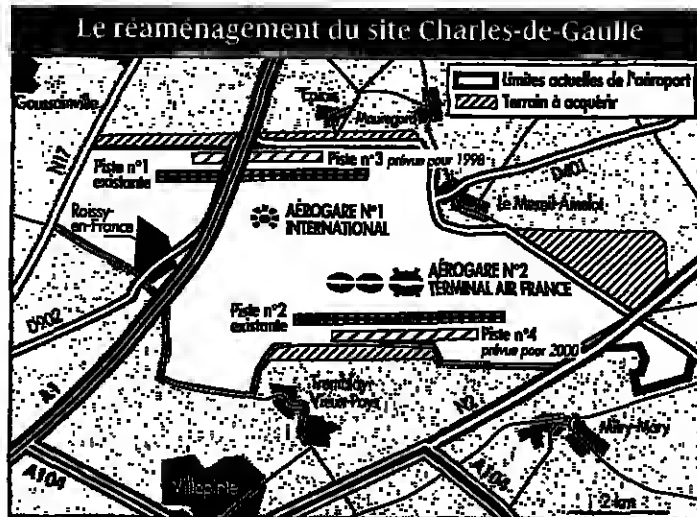
Suivant les recommandations de la commission d'enquête qui avait rendu, en novembre 1996, un avis favorable assorti de réserves, le gouvernement a pris soin d'accompagner son feu vert pour les deux pistes (plus courtes que les deux premières et décalées vers l'est) d'un décret créant « l'institution indépendante pour la mesure et le contrôle des nuisances autour de l'aéroport Charles-de-Gaulle (...) chargée de recueillir et de rendre publiques toutes informations sur le bruit dû au transport aérien, d'écouter ou faire exécuter des études et expertises, de garantir l'impartialité des informations diffusées à ce sujet et de veiller au respect des engagements pris par les diverses parties intéressées à l'exploitation de la plate-forme en vue d'assurer la maîtrise des

nuisances sonores ». Parmi les incidences concrètes qu'on peut attendre de cette sorte de haute autorité aéroportuaire, qui examinera toute plainte, pourraient figurer la réduction des bruits dus aux vols de nuit et aux essais de moteurs au sol, la création d'un code de conduite des acteurs de la circulation aérienne, l'amélioration de l'aide aux riverains pour l'insonorisation des habitations et une meilleure maîtrise de l'urbanisation par l'extension géographique du nouveau Plan d'exposition au bruit.

La création de cette autorité indépendante ne rassure pas tout le monde. Michel Toumazet, maire (PCF) de Goussainville, craint qu'elle ne soit justement « trop indépendante des riverains et des salariés de l'aéroport ». M. Toumazet, qui dénonce le « passage en force » du gouvernement, va organiser, jeudi 3 avril, une réunion des élus et des associations opposés à l'extension, à laquelle il dénie un caractère inévitable.

UNE MANIÈRE FINANCIÈRE

« La déréglementation aérienne est source d'abus et de gaspillages largement responsables de l'extension, martèle-t-il. Et puis, il est absurde de concentrer le trafic aérien sur Roissy alors que 60 % des passagers qui y débarquent ne vont pas à Paris. A mon avis, l'annonce de la réservation d'un terrain à Beauvilliers n'est qu'un moyen de rassurer les riverains, mais la solution raisonnable passe par une autre gestion du potentiel aéroportuaire sur l'ensemble des grandes



plates-formes régionales. » Comme Gonesse, Goussainville, avec ses 25 000 habitants, fait partie des communes qui subissent les nuisances de l'aéroport sans en tirer des avantages. « On avait promis 80 000 à 100 000 emplois, aujourd'hui Roissy en génère 45 000, dont 60 % d'emplois précaires ou non qualifiés qui, pour moitié, ne profitent pas aux populations des départements limitrophes », souligne le maire.

M. Toumazet veut maîtriser le développement de sa commune et a voté contre le schéma d'aménagement local adopté le 20 mars par le Syndicat intercommunal d'étude et de programmation et qui prévoit, d'ici à 2015, de faire passer la popu-

lation de l'est du Val-d'Oise de 139 000 habitants à 237 000 et le nombre d'emplois de 62 300 à 98 000. « J'étais contre ce schéma notamment parce qu'il ne prend pas en compte le problème de l'aéroport ».

L'Association de défense du Val-d'Oise contre les nuisances aériennes de Roissy (ADVOCNAR), créée en 1984 et qui fédère une centaine d'associations, est plus mobilisée que jamais. Son président, Claude Carpentier, met en avant les conséquences psychologiques et physiologiques - « inconfort, gêne, danger et stress permanent » - que va aggraver, selon lui, l'extension de Roissy, pour annoncer son intention d'introduire un recours devant le Conseil d'Etat. Goussainville qui

pleure, Roissy qui rit ? Ce serait trop vite dire. Même s'il n'est pas foncièrement opposé aux nouvelles pistes, André Toulouse, maire (divers droite) de Roissy-en-France depuis 1977, s'est associé à plusieurs manifestations contre les nuisances. L'ancien village de 1 200 âmes, qui a grossi très raisonnablement pour atteindre 2 150 habitants, est situé précisément entre la piste A et la piste B.

Si l'aéroport a enserré Roissy, il lui a apporté, via la taxe professionnelle, une manne financière annuelle de 35 millions de francs, généralement mise au pat de l'intercommunalité regroupant onze communes voisines. Après avoir vécu l'« enfer » du chantier, Roissy, dont 50 % des habitants travaillent aujourd'hui sur la plate-forme, a profité de sa soudaine richesse pour s'équiper comme une grande ville : crèche, halte-garderie, complexe sportif, piscine couverte, parc public, sans oublier quelques logements sociaux. M. Toulouse est un maire heureux, mais vigilant. Il réclame ainsi des contrôles très rigoureux et s'empare volontiers contre les pilotes « qui, avec leurs revenus de princes, peuvent habiter loin de l'aéroport » et profiter de la mania- bilité des appareils pour « couper les virages et s'échapper des couloirs imposés ». Pour faire respecter les trajectoires, il conviendrait, selon lui, de « prévoir des pénalités financières beaucoup plus lourdes et vraiment dissuasives ».

Robert Belleret

Jusqu'à 55 millions de passagers par an

● **Capacité.** Les deux nouvelles pistes permettront d'accueillir 24 millions de passagers supplémentaires par an dans les deux aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle, soit 55 millions de personnes, contre 31 millions actuellement. Roissy deviendrait ainsi le septième aéroport mondial et le premier européen, devant Londres. A l'origine, l'aéroport avait été programmé pour disposer à terme de cinq pistes et pour accueillir 80 millions de passagers par an.

● **Mouvements.** En 1996, plus de 360 000 mouvements d'avions ont été enregistrés à Roissy (+11 % par rapport à 1995). Les nouvelles pistes feront passer ces mouvements à 500 000 environ.

● **Emploi.** 45 000 personnes travaillent actuellement sur le site de Roissy-Charles-de-Gaulle. Aéroports de Paris espère créer environ 30 000 emplois supplémentaires d'ici une quinzaine d'années.

● **Expropriations.** La construction des deux nouvelles pistes suppose l'expropriation de terrains sur les communes de Louvres, Epiais-Les-Louvres et Roissy-en-France (Val-d'Oise), Mauregard et Mitry-Mory (Seine-et-Marne) et Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis).

● **Nuisances.** La population touchée par les nuisances sonores de Roissy avoisine 500 000 personnes, résidant dans 75 communes du Val-d'Oise, de Seine-et-Marne et de Seine-Saint-Denis, sans compter celle de 19 communes des Yvelines. Les élus de ces dernières communes ont protesté contre des « nuisances créées par la nouvelle procédure d'approche avec guidage radar par le sud ».

● **Contrôle.** Une « institution indépendante pour la mesure et le contrôle des nuisances sonores » pourra saisir les autorités de l'aviation civile en cas d'infraction d'une compagnie aérienne trop bruyante. Elle réunira dix experts et sera présidée par un membre du Conseil d'Etat ou de la Cour des comptes.

Le village fantôme sous les ailes des jets

GOUSSAINVILLE-LE-VIEUX (Val-d'Oise)

de notre envoyé spécial

Comme un vol de Boeing sur le cliquetis fatal... On pourrait ironiser ; mais l'atmosphère, surréaliste, ne s'y prête pas. Le raccourci est trop fort, le contraste trop saisissant. Ce ne sont ni des gerfautes ni même des oies sauvages qui transpercent le ciel sans nuage au-dessus de Goussainville-le-Vieux. En levant les yeux vers midi - quand une grève des pilotes ne réduit pas le trafic -, on y voit passer un 737 rouge de la TVA, un jumbo vert siglé PIA, quelques Airbus de compagnies européennes, un bimoteur ronronnant gentiment, des jets de toutes les couleurs et de tous les profils, ceux qui portent leurs réacteurs à l'arrière étant souvent les plus bruyants...

Manière en main, l'écart entre deux passages varie de quelques minutes à trente secondes et serait de six minutes en moyenne. On se souvient de la chanson de Bécad, des dimanches à Orly et du bloc 21. Rien n'a changé, sauf la banlieue et la fréquence. C'est à la queue leu leu que les grands aéroports s'arrachent désormais pour tous les pays - les Antilles, New York City, Kuala Lumpur, Rio de Janeiro - et, en passant, vous arrachent le cœur et les tympans.

Cela commence, en amant, par un sifflement sourd qui se mue progressivement en grondement

et puis, quand le ventre d'acier, brillant comme celui d'un poisson, vous a survolé, l'amplification est brutale. Les conversations doivent s'interrompre, sans parler du sommeil... le survol suspend le temps. C'est évidemment la répétition du phénomène qui tape sur les nerfs et finit par les mettre à vif.

On comprend que dès la construction des deux premières pistes, en 1973, Aéroports de Paris ait racheté la plupart des maisons de l'ancien village et les ait fait murir. Vingt-cinq ans après son agnition officielle, le cœur du vieux Goussainville continue de battre, au ralenti, autour de sa belle église du XVI^e siècle abandonnée, comme le cimetière alentour dont les tombes partent de guingois. Absolument interdite au public pour raison de sécurité, l'église, son somptueux retable, ses bancs et ses vieux carrelages janchés de fientes, fait son deuil en secret.

Dans la demi-douzaine de bâtisses non obstruées par des parpaings vivent quelques irréductibles farouches et de furtifs squatters, peuple d'un village fantôme qu'un amoureux des livres rêve de faire revivre en y regroupant d'autres bouquinistes passionnés. « Goussainvilliers » sous l'aile du Concorde... Joli dessin.

R. B.

Bâle-Mulhouse, une plate-forme bi-nationale en plein développement

MULHOUSE

de notre correspondant régional

L'aéroport binational Bâle-Mulhouse - EuroAirport - est la principale plate-forme du couloir rhénan, au cœur de l'Europe, et il entend bien le rester. Il est depuis longtemps en tête pour le trafic de passagers (2,5 millions en 1996), et ses dirigeants veulent investir 1,6 milliard de francs d'ici à 2004 pour porter la capacité de l'aéroport à 5 millions de voyageurs. Les autorités suisses et françaises ont émis un « écho favorable », selon René Eglin, chef du département des finances, au plan d'investissement soumis par la direction : 600 millions d'aides publiques et le reste à la charge de l'établissement public, sous forme d'autofinancement et d'emprunt.

A l'évidence, EuroAirport a les moyens de ses ambitions. Créé par un accord entre les Etats français et suisse en juillet 1949 sous forme d'établissement public, il comprend huit représentants de chaque pays dans son conseil d'administration. Pour tenir compte de

la clientèle allemande, un comité consultatif tripartite a été instauré en 1987. EuroAirport est entièrement installé sur le territoire français (530 hectares, et bientôt 800). Une « route douanière » conduit les passagers suisses jusqu'à l'aéroport, de sorte qu'ils n'aient pas à franchir la frontière française. Ce qui demande des salles d'attente différentes pour les voyageurs venant de Suisse et ceux venant de France avant le passage en zone internationale.

CLIENTÈLE D'HOMMES D'AFFAIRES

Bâle-Mulhouse assure la liaison directe de plus de cent lignes, dont un grand nombre par des vols charters (800 000 passagers par an) mais qui sont assimilables à des dessertes régulières. La compagnie allemande Hapag-Lloyd Flug, notamment, organise toute l'année des séjours dans le sud de l'Europe et l'Afrique, donnant ainsi à Bâle-Mulhouse le titre de premier aéroport de province pour les vols charters. L'intérêt de la clientèle d'ouest-rhin, qui représente au-

jourd'hui 30 % des voyageurs, fait que deux représentants allemands siègent depuis 1995, à titre consultatif pour l'instant, au conseil d'administration de l'aéroport.

La proximité de la ville de Bâle, distante de moins de 10 kilomètres, donne aussi à EuroAirport une clientèle d'hommes d'affaires, qui voyagent, le plus souvent, en payant le plein tarif. C'est sans doute la principale raison qui a décidé Crossair, filiale de Swissair, à installer son siège social sur le site.

Cette présence d'importance a conduit les autorités aéroportuaires à prévoir dans leur programme de développement des aménagements devant permettre d'organiser des correspondances rapides (vingt minutes) - comme le font Air Littoral à Nice ou Regional Airlines à Nantes - dans le but de desservir les principales villes européennes. Cette perspective paraît d'autant plus prometteuse que Zurich (14 millions de passagers) arrive à saturation et est limité dans son développement par des contraintes environnementales.

Grâce à un choix judicieux de procédures pour le décollage et l'atterrissage (Bâle n'est pas survolée et Mulhouse l'est à une altitude élevée), EuroAirport a encore une grande marge de développement. Si bien que le fret aérien ne cesse de croître. Il atteint 30 % du total des mouvements commerciaux et se place ainsi en tête des aéroports de province après avoir dépassé Marseille en 1996. Malgré des plages horaires strictes (fermeture des pistes de minuit à 5 heures pour les atterrissages et de 23 heures à 6 heures pour les décollages), le fret express connaît, lui aussi, une augmentation significative.

IMPORTANT BASSIN D'EMPLOI

Grâce à la présence de quatre entreprises - les américaines DHL, Fedex et UPS et l'australienne TNT -, le volume d'activité a été multiplié par deux au cours des cinq dernières années.

Mais pour le fret aussi l'aéroport binational arrive à la limite de ses capacités. Il est d'ores et déjà pré-

vu une extension des installations, devant permettre le doublement du trafic pour le porter à près de 200 000 tonnes.

Au total, EuroAirport se présente de plus en plus comme le chef de file des aéroports du Rhin supérieur. L'installation de Crossair mais aussi la présence de la compagnie américaine de maintenance Jet Aviation - qui emploie sur la plate-forme cinq cents personnes et assure la réparation de tous les types d'avion - font que le site est devenu, avec quatre mille postes de travail, un important bassin d'emploi, le deuxième du Haut-Rhin après Peugeot.

Dernier atout : Bâle-Mulhouse a le grand avantage de ne subventionner aucune de ses lignes, contrairement à Strasbourg (une trentaine de lignes et deux millions de passagers), et de ne dépendre que faiblement des liaisons avec Paris (20 % de son trafic passagers, contre plus de 50 % pour Entzheim-Strasbourg).

Marcel Scottio

VOUS.

Notre carte
Club Europe
est votre meilleur
plus large
un point

CLUB EUROPE
BRITISH AIRWAYS

LA COMPAGNIE QUI LE MONDE PARTIR

DISPARITIONS

Georges Jeanclos

Un franc-tireur de l'art contemporain

LE SCULPTEUR français Georges Jeanclos est mort dimanche 30 mars des suites d'un cancer. Né à Paris le 9 avril 1933, Georges Jeanclos, de son vrai nom, avait fait ses études à l'école nationale supérieure des beaux-arts, avant d'obtenir le Grand Prix de Rome de sculpture en 1959. Après son séjour à la villa Médicis, il dirigea par le peintre Balthus, il développa une œuvre discrète, profondément intérieure, et résolument figurative, que l'on a dit marquée par la culture japonaise. Directeur de l'école des beaux-arts de Versailles, puis de l'atelier de recherches de la Manufacture de Sèvres, il a également dirigé un des ateliers de sculpture de l'École nationale supérieure de Paris.

Dans le petit monde de l'art contemporain, Jeanclos faisait figure de franc-tireur. Modèleur, il travaillait la glaise de la manière la

moins classique qui soit : la terre était étirée, puis frappée à plusieurs reprises sur le sol de l'atelier ou sur des objets préalablement choisis, comme des caractères d'imprimerie, ce qui lui conférait une texture unique. La feuille ainsi obtenue, plissée, déchirée par endroits, gardait la trace des surfaces qu'elle avait heurtées. Elle était ensuite mise en forme, sans armature.

Sociétaire du Salon de Mai, il exposait peu, et se consacrait à des œuvres qui, pour être monumentales, n'en sont pas moins discrètes. Il est l'auteur du portail du ministère des Finances, à Bercy, d'un tympan pour le porche royal de l'église Saint-Ayout de Provins et du monument à Jean Moulin, érigé, en 1984, dans le cadre des commandes publiques du ministère de la culture. Il fut personnellement choisi pour cette

commande par le président Mitterrand et implanta dans le Jardin des Champs-Élysées un véritable « hymne à la Résistance » composé de stèles couronnées de figures qui, dans ce contexte, ne sont pas sans rappeler les sculptures que Käthe Kollwitz modelait dans les années 30 pour dénoncer le régime nazi. Les figures de Jeanclos composent une série d'allégories, la souffrance, la solitude, l'angoisse, et les stèles portent, estampées, des fragments du *Chant des partisans* et du *Kaddish*, la prière des morts, et la figure symbolique de Jean Moulin placée en bas-relief dans un médaillon. Jeanclos s'est en partie inspiré de ses souvenirs d'enfance en Auvergne, où son père était résistant, mais dépasse l'anecdote et le pathos pour atteindre une dimension universelle.

Harry Bellet

Otto John

Un bien étrange espion allemand

OTTO JOHN, le premier chef du contre-espionnage allemand (BFV) à sa création en 1950, est décédé, mercredi 26 mars, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Cet ancien opposant à Hitler dut se réfugier en Grande-Bretagne, en juillet 1944, après l'attentat manqué, organisé par le colonel von Stauffenberg, contre le dictateur nazi.

A Londres, il sert dans les services anglais de propagande. Il rentre dans son pays pour devenir conseiller auprès d'un des accusés publics britanniques au tribunal de Nuremberg, qui juge les criminels de guerre.

C'est à l'automne 1950 qu'il est choisi pour mettre sur pied le Bundesamt für Verfassungsschutz (BFV), le service de contre-espionnage de l'ancienne République fédérale d'Allemagne.

Le nom d'Otto John est ensuite lié à l'une des plus étranges affaires de service secret qui aient eu lieu pendant la guerre froide. Le 20 juillet 1954, Otto John, qui séjourne alors à Berlin-Ouest chez des amis, disparaît.

Le 23 juillet, la radio de Berlin-Est annonce qu'il a fait défection, et elle diffuse un texte, attribué à l'intéressé, selon lequel il s'estime calomnié par d'anciens nazis revenus à la tête du pays et dénonce « le militarisme renouveau » en Allemagne occidentale.

Nouveau coup de théâtre : dix-huit mois plus tard, Otto John rentre à l'Ouest, dans des conditions encore inexplicables, grâce à un journaliste danois.

En décembre 1956, l'ancien « patron » du BFV est condamné à quatre ans de prison pour être

passé en Allemagne orientale et s'être mis au service de « la propagande communiste ».

Il faudra attendre le 25 juillet 1958 pour que Otto John soit gracié par le président de la République puis libéré, et pour qu'il puisse bénéficier d'une pension.

Dans leur ouvrage récent, intitulé *Histoire de l'espionnage mondial*, Genovefa Etienne et Claude Monique considèrent que Otto John était un « idéaliste égaré dans un univers qui n'était pas le sien » et qu'il a vraisemblablement été déstabilisé par deux de ses proches, un agent de la CIA nommé et un familier, autiste et militant communiste, qui, probablement, le manipulait avec adresse.

Jacques Isnard

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

— Bernard André, dit Bengalon, Et les siens, font part du décès, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année, de

M^{me} Louise BENGLOAN, femme du Peuple, sans titre, sans décoration.

Le Faouët (Morbihan), 29 décembre 1898, Saint-Claud (Haute-de-Seine), 24 mars 1997.

« Que la Terre lui soit plus clémente que la justice des hommes. Qu'elle repose en paix. » Lausanne, le 30 mars 1997.

— M^{me} Francis Briand, Guillaume, Marine et Cédrick, M^{me} Briand, M. et M^{me} Robert Jovan, M. et M^{me} André Roscoe, M. et M^{me} Robert Walker, M. et M^{me} Yves Briand, M. et M^{me} Patrick Jovan, M. et M^{me} Olivier Baillart, M. et M^{me} Benoît Coville, M. et M^{me} Christophe Jovan et ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès brutal du

docteur Francis BRIAND, survenu à Osmes, le 29 mars 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Gros-Cailhou, rue Saint-Dominique, Paris-7^e.

« Je suis la résurrection et la vie. » Jean 11.

58 rue Victor-Cresson, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Roger FOURNIER, parti le 30 mars 1997, à Lézay.

Nous l'aimons toujours. Tes enfants et Aimée Wright.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36

● Philippe Quéau, La galaxie cyber ● Bernard Stiegler, Le mouvement perpétuel ● Jean-Pierre Balpe, Le Pixel crève l'écran ● Dominique Lecourt, Le savoir en Cybérie ● Interview de René Monory ● Sally Norman, L'empire des sens ● Yves Michaud, L'art numérisé ● Armand Mattelard, Les eldorado du numérique ● Nicolas Truong et Olivier Bakan, Quand l'image fait écran ● Bernard Montell, Les savoirs numérisés ● Denis Fortier, Les 15 en ligne ou sur la touche

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR Et aussi : ● Michel Serres, Echange, première éducation ● Jean-Michel Gailard, Un examen pour entrer en sixième ● Hervé Hamon, Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas le multimédia ● Interview de Umberto Eco sur les médiathèques ● L'intolérance en débat, avec Elie Wiesel, Françoise Barret-Ducrocq et Jacques Le Goff ...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

— Annecy-le-Vieux.

La famille de

Jean-Claude HERVÉ, chargé de recherche au CNRS,

a la douleur de faire part de son décès, survenu le 23 mars 1997.

— Jacqueline Beaulieu-Lalande, sa femme,

Emmanuelle Lalande, Lise Beaulieu, Jean-Pierre Bloc, Sylvie Niderman, Guy Girard, ses enfants,

Antoine, Etienne, Fanny, ses petits-enfants,

Hélène et Pierre Gross et leurs enfants, ses frères, belle-sœur et neveux,

Marie Goujon, Anne et Jean Belot, Yann et Thomas, Micheline Delerue, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques LALANDE, comédien,

[Jacques Lalande, élève de Charles Dullin, a participé à l'aventure du TNP et du TEE. Il a joué de nombreuses fois sous la direction d'Antoine Vitez et de Laurent Terzieff.]

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 avril 1997, à 12 h 15, au cimetière du Père-Lachaise, entrée Gambetta-Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

34, rue d'Enghien, 75010 Paris.

(Le Monde daté 30-31 mars.)

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— M. et M^{me} Michel Wintemberger, son gendre et sa fille, Jean-Pierre et Hélène, ses petits-enfants, Olivier, Claire, Eva et Léa, ses arrière-petits-enfants, Les familles Sternberg, Videt, Metreau, Anne-Marie Koulles-Pujo et sa famille, Jacques Uninski et sa famille, Pierre Riehl et sa famille, font part du décès de

Myriam MITROPOLITANSKI-RAUSSIN, survenue le 23 mars 1997, dans sa quarante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, 79, rue du Théâtre, 75015 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

André MONSANGEON, professeur à la faculté de médecine de Paris, doyen honoraire du CHU Bicêtre, membre de l'Académie de chirurgie, le 30 mars 1997.

De la part de : Annick Monsangeon, née Roucher, son épouse, Jean-Henry et Christine, Bruno, Benoît et Marie-Christine, ses enfants, Ses petits-enfants, Et les familles Monsangeon, Maury, Vibert, Cuny, Faure, Roucher, de Loyens.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 2 avril, à 14 h 30, en l'église de Bourdon-Marlotte (Seine-et-Marne).

— L'Institut français de Fès (Maroc) a la douleur de faire part du décès de

Pierre ROUZIER, survenu mercredi 26 mars 1997.

La messe de funérailles sera célébrée en l'église de Poitiers (Névro), ce mardi 1^{er} avril 1997, à 14 heures.

Selon sa volonté, la crémation aura lieu dans l'intimité.

Ni fleurs ni couronnes ni plaques.

Cet avis tient lieu de faire-part. 58130 Polseux.

CARNET DU MONDE

Téléphone : 01-42-17-29-94 01-42-17-38-42

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Manière de voir

Le trimestriel édité par

LE MONDE diplomatique

CULTURE, IDÉOLOGIE ET SOCIÉTÉ

Au sommaire :

■ La marchandisation du monde, par Ignacio Ramonet.

■ L'idéologie aujourd'hui, par François Brune.

■ L'autophagie, grande menace de la fin du siècle, par Denis Duclos.

■ L'alibi humanitaire, par Danièle Sallenave.

■ Mirages du progrès technique, par Victor Seardigil.

■ L'entreprise du XXI^e siècle, par Bernard Cassen.

■ L'argent et la machine sacrée, par Emmanuël Souchier et Yves Jeanneret.

■ Anatomie d'un parc de loisirs, par Marc Augé.

■ L'ère du clip, par Jean Chesneau.

■ Analyse d'un passage à l'antenne, par Pierre Bourdieu.

■ Réponse à Pierre Bourdieu, par Daniel Schneidermann.

■ Méfaits du petit écran, par Max Dorra.

■ Les vidéo-vandales de Los Angeles, par Yves Eudes.

■ Et autres...

Chez votre marchand de journaux - 50 F

— Belfort. Paris. Dijon. Strasbourg.

M^{me} Léone Tisserand, Ses filles et ses petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} André TISSERAND, docteur en droit, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, membre du Conseil économique et social (1951-1968), député du Territoire de Belfort (1968-1973), ancien membre du Conseil de l'Europe.

6, quai Keller, 90000 Belfort.

— M^{me} Bernard Vohl, née Anne-Marie Remy, son épouse, MM. Thierry et Nicolas Vohl, ses fils, M^{me} Monique Remy, en religion, Mère Marie du Christ, sa belle-sœur, M^{me} Bernard Remy, née Monique Fariol, sa belle-sœur, font part du décès de

M. Bernard VOHL, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, combattant volontaire de la Résistance, combattant interné de la Résistance, évadé de France par l'Espagne.

survenu dans sa soixante-seizième année.

La messe de funérailles sera célébrée en l'église de Poitiers (Névro), ce mardi 1^{er} avril 1997, à 14 heures.

Selon sa volonté, la crémation aura lieu dans l'intimité.

Ni fleurs ni couronnes ni plaques.

Cet avis tient lieu de faire-part. 58130 Polseux.

— M^{me} Georges KRÉMER, née Nadège VERDUN,

quitte les siens.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Conférences

« La religion des Achéménides » par M^{me} Christine Hirschfeld, le jeudi 3 avril 1997, à 18 h 30, organisé par l'Association zoroastrienne de France,

à l'Italeo, 2, rue de Lille, 75007 Paris. Entrée gratuite.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaires

Manuel Antonioli : « L'écriture de Maurice Blanchot. Fiction et théorie ». 21 avril, 20 heures-22 heures, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Sadri Bensmail : « Vers une interprétation de la ville coloniale : du culte de la cité à la métropole exportée ». 2 et 23 avril, 18 h 30-20 h 30, salle RC3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Alain Badiou : « Théorie axiomatique du sujet ». 2 et 23 avril, 20 heures-22 heures, amphithéâtre, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Jean-Michel Rey : « L'écriture de l'histoire : Michelet ». 21 avril, 18 heures-20 heures, salle Jean-XXIII, USIC, 18, rue de Varenne, Paris.

● Journée d'études

Dire le droit sous la responsabilité d'Ali Benmakhlof et de Jean-Pierre Marcos, avec A. Daher, J.-P. Marcos, Y. Benachour, M. Soubbotnik.

18 avril, 10 heures-18 heures, Fondation du roi Abdul-Aziz Al Saoud, boulevard de la Corniche, Ain Diab, Casablanca.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles).

Renseignements sur salles, répondre : 01-44-41-46-35. Autres renseignements : 01-44-41-46-36.

Remerciements

— Eva et Jean-Pierre JASZ

remercient tous ceux qui ont partagé leur peine lors du décès de leur mère et belle-mère,

M^{me} Rose VIRAG, survenue le 8 avril 1996.

Les obsèques ont eu lieu à Budapest. Paix à son âme.

Anniversaires de décès

— Pour le troisième anniversaire du départ de

Marcelo BORDO POSADAS,

une messe anniversaire a eu lieu dans l'intimité de sa famille, de ses amis,

De la part de : Horacio et Mercedes Bordo Posadas, Claude Fléouter, Denys et Loto Limon.

« Je suppose que tous les grands bonheurs ont un peu de tristesse. La beauté signifie la présence des roses et puis la mort des roses... La beauté signifie la torture du sacrifice et la fin de la torture. »

— Il y a quinze ans,

M^{me} Georges KRÉMER, née Nadège VERDUN,

quitte les siens.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Conférences

« La religion des Achéménides » par M^{me} Christine Hirschfeld, le jeudi 3 avril 1997, à 18 h 30, organisé par l'Association zoroastrienne de France,

à l'Italeo, 2, rue de Lille, 75007 Paris. Entrée gratuite.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaires

Manuel Antonioli : « L'écriture de Maurice Blanchot. Fiction et théorie ». 21 avril, 20 heures-22 heures, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Sadri Bensmail : « Vers une interprétation de la ville coloniale : du culte de la cité à la métropole exportée ». 2 et 23 avril, 18 h 30-20 h 30, salle RC3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Alain Badiou : « Théorie axiomatique du sujet ». 2 et 23 avril, 20 heures-22 heures, amphithéâtre, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Jean-Michel Rey : « L'écriture de l'histoire : Michelet ». 21 avril, 18 heures-20 heures, salle Jean-XXIII, USIC, 18, rue de Varenne, Paris.

● Journée d'études

Dire le droit sous la responsabilité d'Ali Benmakhlof et de Jean-Pierre Marcos, avec A. Daher, J.-P. Marcos, Y. Benachour, M. Soubbotnik.

18 avril, 10 heures-18 heures, Fondation du roi Abdul-Aziz Al Saoud, boulevard de la Corniche, Ain Diab, Casablanca.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles).

Renseignements sur salles, répondre : 01-44-41-46-35. Autres renseignements : 01-44-41-46-36.

— Le premier séminaire Manitou aura lieu à l'espace Rachi, 39, rue Broca, Paris-5^e (ancien centre Rachi), en présence de M^{me} Léon Askenazi.

« DIEU, LE MONOTHÉISME » du 31 mars au 3 avril 1997 inclus.

Participeront : M. le grand rabbin Joseph Sitruk, M. Armand Abécassis, M. le rabbin Gilles Benheim, M. le grand rabbin David Messas, le Docteur Abraham Weintraub et M. Benno Gross.

Table ronde

— Jeudi 3 avril, à 20 heures.

Le protestantisme, une chance pour l'Europe ?

Avec : Michel Rocard, Le pasteur Jacques Siewart, Jean-Paul Williams.

Animée par Alain Duhamel.

Eglise réformée de Paris-Luxembourg, 58, rue Madame, 75006 Paris.

Communications diverses

— Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, le jeudi 3 avril 1997, à 20 h 30, avec l'URDI : « Un peuple de bourgeois ? », à propos du livre de D.-J. Goldhagen, par F. Beldard, historien. Tél. : 01-42-71-68-19.

— Mercredi 2 avril 1997, à 20 h 30 : en avant-première « Un rabbin dans la cité ». Rencontre avec Gilles Benheim, à l'occasion de la parution de son livre aux éditions Calmann-Lévy.

Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, 75009 Paris. Métro Cadet. Réservations : 01-49-95-95-92 (PAF).

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75002 Paris Cedex 05

Renseignements : 01-42-17-29-94 ou 29-95 ou 26-42

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F

Abonnés et actionnaires : 95 F

Thèses étudiants : 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

14^e FÊTE DU LIVRE

lire à Limoges

4-5-6 AVRIL 1997

PLACE DE LA REPUBLIQUE

TEL. 05 55 45 64 62

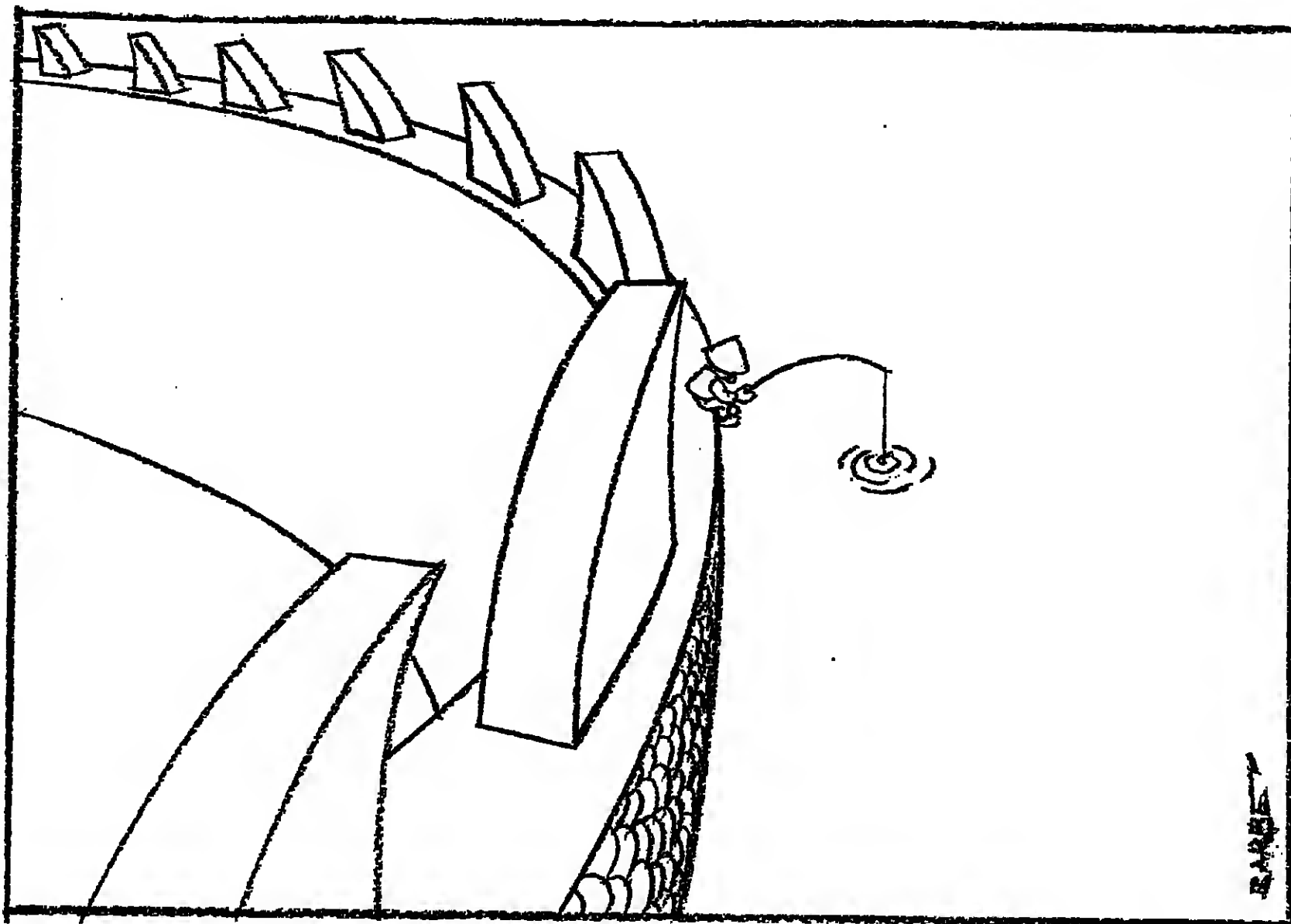
Jeudi 3 avril 1997

388
315 +
57

HORIZONS

ENQUÊTE

Plus d'un million de villageois sont déplacés pour édifier le plus grand barrage hydroélectrique du monde. Au-delà des problèmes humains et financiers, la réalisation de cet ouvrage pharaonique a valeur de symbole pour l'Etat chinois



Le Yangtze maîtrisé aux Trois-Gorges

UN immense barrage, comme causée par quelque gigantesque engin de mort, défigure le cours du plus long fleuve de Chine. Une vermine mécanique géante et frénétique – bulldozers, camions, grues, pelleteuses, bétonnières – s'y affaire. Sur les côtes, l'heure est à un démantèlement précipité, sans appel, pour une multitude de villageois qui, depuis au moins deux millénaires, sculptent les pentes en terrasses de rizières.

Quatre ans après sa mise en route, treize ans avant son achèvement, le chantier du barrage des Trois-Gorges, sur le Yangtze, a d'ores et déjà battu des records dans l'ordre des travaux pharaoniques. A l'évidence, il ne s'agit pas seulement d'ériger dans la brume légendaire de ces parages, qui inspirent tant de peintres, un simple barrage hydroélectrique, fut-il « le plus grand du monde », comme promis. Ce barrage doit être, proclame sans ambages un expert cité dans le journal spécial publié par les responsables du projet, « une nouvelle bombe atomique chinoise ». C'est dire que l'on est ici dans le domaine du passionnel et de la fièvre nationale.

Des moyens expéditifs sont déployés pour parvenir aux fins fixées par les autorités : plus d'un million de villageois, soigneusement encadrés, pient bagage au fond des vallées qui seront englouties par le plus colossal volume d'eau jamais retenu par l'homme – 39,3 milliards de mètres cubes, sur une surface de plus de 1000 kilomètres carrés. On en pardonnerait presque à l'ouvrage de n'être pas, par la même occasion, le plus long du monde avec ses 2 309 mètres mesurés à l'axe du mur de béton. Le record en ce domaine est détenu par le barrage d'Itaipu, au Brésil, long de 7760 mètres.

La transhumance organisée dans ce site, à la frontière des provinces du Sichuan et du Hubei, est d'une proportion jamais atteinte dans l'histoire en temps de paix. Le gouvernement affirme vouloir dépenser l'équivalent de 25 milliards de francs pour dédommager, en espèces et en dons matériels, les villa-

geois priés de décamper de leur terre ancestrale. Dans chaque village, les responsables répartissent la population en catégories distinctes selon l'urgence du départ, en fonction de l'évolution du chantier, et des perspectives de réinstallation, selon les disponibilités des lieux : sur des terres fraîchement défrichées, dans de nouveaux villages édifiés plus haut dans la montagne ou dans des châteaux appelés à fournir aux secteurs des services et de l'industrie légère une nouvelle main-d'œuvre ainsi attachée à l'agriculture (laquelle est censée demeurer malgré tout l'activité principale du plus gros des déplacés).

A ces dédommagements individuels ou familiaux s'ajoutent les frais d'infrastructure entraînés par la viabilisation des terrains à construire, l'ouverture de routes et autres travaux d'aménagement qui ne sont pas compris dans le projet du barrage, dont le coût, à lui seul, s'élève à 90 milliards de yuans (56,2 milliards de francs).

Les autorités reconnaissent que ces transferts ne vont pas sans tensions. « Il est compréhensible que certains villageois nourrissent des rapports sentimentaux envers leur lieu d'habitation et la terre qu'ils cultivent », reconnaissent les responsables chargés de faire visiter les lieux aux étrangers. « Il faut donc user de persuasion. » « Travail idéologique » serait une traduction plus conforme. Ce « travail » a certes porté ses fruits, si l'on en juge par l'unanimité de façade des villageois interrogés en présence des officiels. Presque tous s'affirment d'emblée « enchantés » de leur sort individuel et d'avoir contribué à la réussite de ce « projet d'intérêt national ».

C'est bien là, en effet, que toute résistance de leur part serait vouée à l'échec. Un décret du gouvernement classe le chantier dans les ouvrages prioritaires de l'Etat, et renvoie, pour l'application des mesures de déplacement des foules, à une loi sur la gestion de la terre qui constitue l'arme juridique absolue pour les autorités : quiconque s'oppose à la volonté du pouvoir dans pareil projet tombe automatiquement sous le coup de poursuites en justice, qu'il est certain de voir tourner à son désavantage.

Pour le reste, la pression sociale et la tutelle autoritaire font miracle. Un gamin, dans une école presque doublée de taille pour accueillir les déplacés du barrage, débute comme un robot le boniment officiel sur les bienfaits que les générations futures peuvent en attendre. Quand il bute sur une phrase, la maîtresse lui souffle à l'oreille. Carrière de cet enthousiasme obligé, les donations affluent. Ce sont des bourgades entières, souvent très pauvres, qu'il s'agit à présent d'équiper en ces contrées situées à un millier de kilomètres de la côte orientale, et à la même distance à la fois de Pékin et de Hongkong. Lourde tâche pour un Etat fiscalement faible.

Cet argument, parmi d'autres, a nourri l'opposition d'un nombre élevé de critiques du projet, qui n'a été adopté qu'en 1992, alors qu'il existait depuis bien longtemps. Très précisément depuis 1919, quand le fondateur de la 1^{re} République chinoise, Sun Yat-sen, le suggéra. Par la suite, reprenant l'idée à son compte, Mao affirma que la Chine se devait de se doter « de la bombe et du barrage des Trois-Gorges ». Entre-temps, Tchiang Kai-shek avait fait venir des experts américains pour réaliser, dans les années 40, les premières études de faisabilité.

C'est dire si, avec ces trois cautions politiques, la cause est entendue : le régime œuvre à réaliser « un rêve entretenu par un milliard de Chinois depuis sept décennies » – façon de dire que s'y montrer hostile friserait la subversion. La dimension politique de l'affaire apparaît dans le discours officiel. « Les Américains sont contre, mais nous construisons ce barrage parce que nous le voulons », ne cessent de dire les hommes qui le pilotent.

POURTANT, les objections ne manquaient pas de poids. Outre le caractère contraignant du déplacement de population, s'ajoutant le risque écologique, réfuté par nombre de déclarations officielles rassemblées dans une brochure spéciale ; la vulnérabilité technologique, elle aussi écartée au nom de l'expérience acquise par des ingénieurs qui ont construit, dans ce pays, 52 % des 3 600 grands barrages existant sur la planète (ouvrages de plus de 65 mètres de haut) ; la vulnérabilité

militaire en cas de conflit (l'ouvrage constituerait une cible idéale à bombarder pour un assaillant) ; la perte de patrimoine culturel (objection balayée par les autorités, au motif qu'on démantèlerait quelques pagodes précieuses et que rien n'a été répertorié qui vaille vraiment la peine de retarder les travaux).

Car, dans l'autre plateau de la balance, il y a le lien puissant entre le pouvoir chinois et la maîtrise des éléments fondamentaux que sont le territoire et ses voies fluviales. La fonction impériale chinoise a été associée, de tout temps, à un double devoir : contrôler les fleuves et agrandir les terres. Pour ce qui est des fleuves, cela va pour ainsi dire de soi dans un pays doté de cours d'eau les plus imprévisibles et destructeurs de la planète, qu'il

1^{er} juillet 1997, date à laquelle la Chine récupérera Hongkong, verra également s'ouvrir le canal de dérivation du barrage des Trois-Gorges. Le fleuve Yangtze commencera à changer de cours. La navigation le suivra. Quatorze semaines plus tard, l'ancien cours sera obstrué à l'aide de millions de tonnes de pierre, de béton, de ferraille.

EN quelques mois, le niveau de l'eau montera de 90 mètres. A Xujiaochong, le village « d'en face et où habite la famille Xu », tout premier groupe humain affecté au pied du barrage, avec sa rue unique qui serpente vers le fond de la vallée depuis mille sept cents ans, date de son inscription dans les premiers

« A lui seul, le Yangtze, par ses crues les plus extravagantes, a tué en 1931, 1935 et 1954 quelque 320 000 personnes, et affecté gravement des dizaines de millions d'autres »

s'agisse du Yangtze ou du Fleuve jaune. A lui seul, le Yangtze, par ses crues les plus extravagantes, a tué, en 1931, 1935 et 1954, quelque 320 000 personnes et affecté gravement des dizaines de millions d'autres.

Les Chinois les plus critiques envers le régime éprouvent une sorte de résignation devant l'évidence historique : « On ne peut pas aller contre une pareille volonté, cela remonte à l'empereur Yu le Grand », dit l'un, par allusion à une figure mythologique célèbre. A l'aube des temps, en effet, il a fallu que l'empereur Yu montre aux fleuves de Chine le chemin de la mer, qu'ils n'auraient su trouver tout seuls. En revanche, les empereurs qui ont, au cours de leur règne, perdu des pans de territoire national se sont retrouvés condamnés dans la vision que les Chinois ont de leur passé.

Il n'y a donc pas à s'étonner que les autorités mettent les bouchées doubles pour tenir le pari d'un calendrier quelque peu exigeant. Le

registres fiscaux de l'empire, on vous montre sans complexe les maisons qui disparaîtront les premières. En 2003, la crue atteindra 175 mètres par rapport au niveau de la mer. Sur les 2 500 habitants des lieux, 1 846 villageois auront été relogés ailleurs, sur des terres qui ne seront peut-être pas d'un aussi bon rapport que celles que leurs ancêtres ont travaillées ici pendant dix-sept siècles.

D'abord vanté pour les 18 200 mégawatts d'électricité qu'il produira, le barrage est aujourd'hui plutôt présenté comme un ouvrage salutaire pour 20 millions d'habitants du Hubei, affectés régulièrement par les crues catastrophiques du Yangtze, « et des millions d'autres encore » dans les provinces avoisinantes. Accessoirement, il donne l'impression de servir de vache à lait aussi pratique qu'intarissable, tant est forte l'implication de l'Etat dans sa réalisation, sous la houlette du premier ministre Li Peng, qui en a fait un dossier per-

sonnel, qu'il devrait continuer de gérer après son départ du gouvernement en 1998.

La préoccupation des paysans consiste plutôt à négocier au mieux de leurs intérêts leur réinstallation dans une surface construite plus importante et plus confortable. La toute petite et courbée M^{me} Wang, âgée de quatre-vingt-quatre ans, dans son patois difficilement compréhensible, montre fièrement la lumière électrique installée – comble de raffinement – dans la porcherie de sa nouvelle demeure avec l'eau courante. Elle a été indemnisée de 10 000 yuans (6 250 francs), mais il n'est pas certain que tous bénéficient de telles largesses. Très attachés à leur environnement, y compris les tombes familiales, les paysans se voient indemniser par une somme royale de 137,50 francs par sépulture démantée.

Tout cela est, probablement, moins grave que les vilenies infligées par le régime communiste à la paysannerie chinoise en quatre décennies. Et même, sur le plan écologique, que la catastrophe esquissée par le décollage industriel du pays. Même si l'on est en droit de s'interroger sur l'effet, à long terme, d'une pollution considérable provenant de localités situées en amont du barrage et qui, pour l'instant, se déverse tranquillement dans les eaux du Pacifique.

Mais les méthodes utilisées en Chine avec la population et les controverses sur le bien-fondé d'autres projets de barrages gigantesques (en Inde notamment) expliquent les hésitations de la communauté internationale à s'impliquer dans une réalisation que les Chinois veulent à tout prix. L'Eximbank américaine refuse sa garantie à des firmes désireuses de fournir de la technologie à la centrale électrique. Pour le gros œuvre, la Chine affirme vouloir se débrouiller seule.

Le débat dépasse les seules considérations écologiques. Outre ce projet, le gouvernement chinois a entrepris de détourner les eaux abondantes du sud du pays vers le nord, plus aride, une autre réalisation controversée, d'une ampleur au moins aussi fantastique. Yu le Grand est bien en vie.

Francis Deron
Dessin : Barbe

Front national, l'objectif de 1998

par Pierre Giacometti

SELON la dernière enquête de la Sofres publiée récemment dans *Le Monde*, en quatorze ans les idées du Front national ont reculé dans l'opinion. Malgré cette tendance, la formation de Jean-Marie Le Pen exerce, depuis 1983, une pression croissante sur le jeu politique et ses acteurs, et reste sur sa meilleure performance électorale : plus de quatre millions et demi de suffrages lors de la dernière élection présidentielle. Ce qui pourrait apparaître comme un paradoxe est en réalité au cœur du débat sur l'avenir du « lepénisme ». C'est en effet l'équation complexe entre proximité ou rejet à l'égard du parti et de son leader, de leurs idées, de leurs discours, et propension à voter pour ou contre l'un de ses représentants qui produit ce décalage entre attitudes d'opinion et comportement électoral.

D'un scrutin à l'autre, national ou local, le parcours de cet électoral est accidenté et son profil changeant. Il se transforme, selon l'offre politique. Il évolue selon les caractéristiques des scrutins et leurs thèmes privilégiés de controverse. Ainsi va l'électorat frontiste : lorsqu'on attend son explosion aux élections européennes de 1994, il est freiné par Philippe de Villiers, concurrent jugé sans espace potentiel quelques mois auparavant. Quand on le croit en perte de vitesse en début d'année 1995, il conquiert dans la foulée du scrutin présidentiel trois villes de plus de 30 000 habitants. Puis, il y a quelques semaines, il emporte Vitrolles, avec le couple Mégrét, porteur de « l'étiquette » FN, sans Jean-Marie Le Pen.

Y a-t-il un Front national après Jean-Marie Le Pen ? N'est-on pas déjà entré dans une phase décisive de « l'après-Le Pen », dont l'issue fera de ce mouvement une longue parenthèse liée au phénomène charismatique de son leader ou un courant majeur d'un nouveau paysage politique ?

Sur ces questions, les arguments peuvent parfois donner l'impression d'être contradictoires. Jugeons-en depuis quelques semaines. L'élection d'un maire FN à Vitrolles, une loi sur l'immigration, quelques sondages montrant la sensibilité des Français aux questions identitaires : la France serait sur la voie de la « lepénisation ». La constatation d'une relative stabilité de Jean-Marie Le Pen entre les élections présidentielles de

1988 et de 1995, son isolement politique et idéologique, le rejet très largement majoritaire dont il est l'objet : son influence serait en réalité en recul dans l'opinion.

Faute de cristallisation électorale, les sondages d'intentions de vote actuels présentent des évolutions « spasmodiques » sur le FN. Les fortes hausses d'intentions de vote sont étroitement liées à sa présence dans l'actualité et à ses thèmes de prédilection. Elles sont aussi brutales que les baisses qui accompagnent des phases où les débats qui le concernent apparaissent en retrait.

Une analyse « lissée », extraite du cumul de plusieurs enquêtes réalisées par Ipsos pour *Le Point* depuis un an, permet de mieux mesurer la solidité de la dynamique issue de l'élection présiden-

tielle, mais aussi de s'interroger sur ses éventuelles sources de renouvellement. S'il est aujourd'hui encore trop tôt pour évaluer les possibilités d'une nouvelle poussée électorale en 1998, on peut, en revanche, affirmer, sur la base de ces résultats, que le Front national parvient, pour l'instant, à préserver le socle sociologique lepéniste du scrutin présidentiel. Il reste ainsi le premier parti en milieu ouvrier, maintient ses positions chez les employés. Il voit son niveau progresser parmi les professions intermédiaires et dispose toujours d'une force d'attraction auprès des artisans et des commerçants.

On y observe encore un électoral moyen de 14,5 % d'intentions de vote, proche du résultat de 1995, plus de 30 % de l'électorat du scrutin présidentiel ne déclare pas une intention de vote en faveur d'un candidat du FN aux législatives. Cette capacité de renouvellement est également significative lorsqu'on observe dans ces enquêtes le poids toujours supérieur d'électeurs « ayant l'intention de voter pour le FN » aux législatives à celui de Français se déclarant « proches

du parti ». Le niveau élevé d'intentions de vote (27 %) en faveur du Front national parmi les Français proches d'aucun parti témoigne de ce phénomène. Sa capacité de « grignotage » sur les groupes de sympathisants des autres partis reste singulière quand on pense qu'il reste un parti extrémiste sur l'échiquier politique : 10 % de ceux qui se disent sympathisants écologistes, 7 % du RPR, 4 % de l'UDF et du PC, et 3 % des électeurs se déclarant proches du PS. Pour certains électeurs, il ne semble pas nécessaire aujourd'hui d'être proche de Jean-Marie Le Pen, du FN et de ses idées pour être tenté par le vote frontiste.

De même, qualifier le FN de parti raciste, extrémiste, n'est pas une garantie pour les adversaires de l'extrême droite de voir ce juge-

N'est-on pas déjà entré dans une phase décisive de « l'après-Le Pen » dont l'issue fera de ce mouvement une longue parenthèse ou un courant majeur d'un nouveau paysage politique ?

ment de sondage se transformer en vote pour la majorité ou pour la gauche. Sera en jeu en 1998 la force de la fonction tribunitienne du Front national, cumulant angossisme économique, sociale et identitaire.

Pour la première fois dans le cadre d'une élection à enjeu national, on mesurera cette année-là les effets d'un déhuit de « notabilisation frontiste ». En 1993, il était trop tôt pour apprécier l'impact de l'implantation locale de près de 250 conseillers régionaux élus en 1992. Installés depuis six ans, cumulant pour certains des fonctions municipales, ces élus fourniront avec le millier de conseillers municipaux un contingent de candidats plus « rodés » au terrain. Dépourvus du capital de notoriété comparable à celui de leurs principaux adversaires, ils devront faire la preuve de leur capacité à faire face aux notables de gauche, mais surtout aux députés sortants de l'UDF et du RPR qui composent la très grande majorité de l'Assemblée. A terme, ils pourraient contribuer à légitimer la thèse selon laquelle le FN peut se passer de Jean-Marie Le Pen.

Le scrutin de 1998 permettra

aussi d'évaluer les conséquences de deux phénomènes majeurs et opposés qui touchent à la question de son espace politique. D'une part, l'impact de l'expression ouverte et provocatrice de son durcissement idéologique, notamment en matière d'immigration, le rejet encore un peu plus loin sur l'extrême droite de l'échiquier politique. D'autre part, les effets électoraux du lepénisme municipal qui, en offrant un visage de « gouvernant respectable », prétend prendre le chemin inverse : celui du recentrage politique.

A partir de la zone des 14 % de suffrages exprimés, le parti de Jean-Marie Le Pen serait en situation de peser très fortement sur l'issue du scrutin. Il handicaperait sérieusement l'audience au premier tour de l'un des deux grands pôles modérés et serait présent au second tour dans une centaine de circonscriptions.

A partir de 16 %, on franchirait une étape considérable dans cette capacité à concurrencer la gauche et la majorité, comme troisième force, et à multiplier les effets de nuisance. Les signes en seraient multiples : renforcement de son assise sociologique en milieu ouvrier, accumulation, dans ses bastions du Midi, de l'Alsace et du Nord de circonscriptions où ses représentants disputeraient la première place à la gauche et à la coalition RPR-UDF, etc. Au-delà, c'est sans doute une phase nouvelle qui s'ouvrirait dans la nationalisation de son enracinement. Conséquence : la formation de Jean-Marie Le Pen serait alors présente dans environ deux cents circonscriptions au second tour du scrutin.

Pour un certain nombre de ses électeurs, le Front national, créé en 1972, n'a peut-être jamais aussi bien porté son nom. Il prétend survivre à Jean-Marie Le Pen. Le scénario d'une expansion forte en 1998 pourrait s'inscrire pour longtemps dans le cadre d'une expression nationaliste contre les représentations de « l'extérieur » (l'Europe, la mondialisation, l'euro, les immigrés...). La question centrale qui se pose donc aux partis traditionnels est celle de leur capacité à proposer un discours politique offensif et concret sur le « front européen », susceptible de préserver leur assise électorale.

Hier, Hollywood sacrifie Juliette Binoche reine. Certes, « lumineuse, intelligente, sans fard », au jeu « frais, simple d'une sincérité et d'une franchise sans artifice ». Mais je veux parler ici d'un autre film qui fera date par sa

Pierre Giacometti est directeur d'Ipsos Opinion.

Contre la bête immonde, un cinéma sans frontières

par Laura Laufer

J'ÉCRIS d'un pays qui n'a pas de frontières : l'amour du cinéma. C'est un beau pays. Pen avant ma naissance, ma mère avait vu *Lauro*, film d'Otto Preminger. *Level Five*, de Chris Marker, la rappelle à votre mémoire. Ma mère désirait m'appeler Laura, mais l'état civil du XIX^e arrondissement de Paris refusait. Ce prénom, alors, n'était pas français. Il était étranger en France. Le monde change. La roue tourne. Aujourd'hui, Laura est un prénom français, mais aussi de tous les pays. L'administration aime les étiquettes, l'arbitraire et, plus inquiétant, le fétichisme. Il en est des hommes comme des films : leur valeur est universelle. Leur différence ne saurait leur retirer le désir d'être égaux en droits.

« Je suis un citoyen du cinématographe », écrivait Jean Renoir. A l'heure de la mondialisation, soyons « renouviens » ou rien !

J'aime cette idée de films et d'hommes sans frontières ni visa, qui vont là où leur seule valeur les conduit. Je ne parle pas ici de leur valeur marchande. Je songe à *Vindione*, le plus beau des films apatrides. Espagnol d'origine, destiné de sa nationalité par Franco, il appartient aujourd'hui au patrimoine cinématographique mondial pour toujours.

Hier, Hollywood sacrifie Juliette Binoche reine. Certes, « lumineuse, intelligente, sans fard », au jeu « frais, simple d'une sincérité et d'une franchise sans artifice ». Mais je veux parler ici d'un autre film qui fera date par sa

démarche unique, innovante : *Nous, sans papiers de France*. Belle preuve filmique d'engagement et d'action. Les cinéastes qui le signent ouvrent le champ des possibles contre des lois ébarbées pour exclure et entretenir la liberté de circuler.

Le devoir de la critique de films est de reconnaître cet événement pour ce qu'il a de moderne dans ce qu'est le cinéma aujourd'hui. Ses modes de production, de réalisation, de diffusion en sont la preuve. Le film émet par ce choix du plan-séquence, yeux dans les yeux, qui nous interpelle. Osons dire ici de Madagdim Clisé ce qui fut dit de Juliette Binoche : « Lumineuse, intelligente, sans fard, (...) simple d'une sincérité et d'une franchise sans artifice ».

L'an dernier disparaissait Marguerite Duras. L'associe ce que dit Madagdim à ce que dit Duras dans son film *Les Moins négatives*. Toutes deux nous parlent d'une même voix. Les avez-vous vues, ces *Moins négatives*, si belles ? Ce sont celles de ses balayeurs du monde du silence, qui, dès l'aube, soulèvent des nuages de poussière, nettoient nos rues. Ces travailleurs africains sont cette « donnée coloniale de l'humanité » qui fait, à l'heure où les rues sont encore désertées, la France propre. Dès que le jour se lève et que les rues s'animent, ils redeviennent invisibles. La lutte au grand jour des sans-papiers fait surgir « cette humanité-là qui peuple les grandes cités de l'Occident, le matin ». « Toi qui es nommé, qui es doué d'identité, je t'aime. (...) Il faut vaincre la peur », dit Duras.

La bête immonde, endormie dans un ventre toujours fécond, est réveillée depuis que les humains perdent tout repère. Angoisse du chômage et de la pauvreté. Le racisme, ce fantasme de l'invisible et de l'irrationnel, trois ministres de l'Intérieur (Joxe, Pasqua, Debré) ont permis à ses têtes d'hydre de repousser. Familles éclatées, centres de rétention, charters. Aujourd'hui, les têtes de l'hydre prolifèrent et les lois que vous érigez sont les enfants de ses entrailles.

Les cinéastes l'ont bien vu, eux dont l'art a pour unique grand sujet l'invisible. Le racisme opaque. Sachons reconnaître, nous qui aimons les films, ce que le cinéma français doit aux étrangers qui l'ont « illuminé », comme dirait Henri Alekan. Sans Boris Kaufman, Rudolf Maté, Eugen Schufftan, Nestor Amendros, pas d'*Atollant*, de *Passion* de Jeannine d'Arc, d'*Œux sans visage* ou de *Marquise* d'O.

« Poètes, vos papiers ! » Les avez-vous demandés à Dreyer, ce Danois, pour *La Passion de Jeanne d'Arc*, à Lang, ce Juif allemand, pour *Liliom* ? Le voyage des migrants n'est plus un voyage surprise. Au temps de Vichy et des nazis, Joseph Kosma écrivait ses musiques sous le nom de Georges Mouque et Alexandre Trauner dessinait, invisible, de merveilleux décors. Tous deux étaient « clandestins ».

De nos jours, voit qui veut bien voir : à Montreuil, cité de Méliès et d'Emile Reynaud, vivent entre autres Robert Guédiguian, Idrissa Ouedraogo, René Vautier. Les cinéastes connaissent la banlieue, monsieur Raoult. Oui, *L'Amour existe* ! (premier film de Pialat, sur la banlieue).

« L'environnement qui m'a fait ce que je suis, c'est le cinéma. Je suis un citoyen du cinématographe. La notion est l'invention de la révolution française. (...) De longues années s'écouleront avant qu'un menuisier italien cesse de se considérer comme un citoyen italien et produise (...) Nous sommes encore bien loin de l'acceptation par chaque individu du concept de citoyen du monde », écrivait Jean Renoir. A l'heure de la mondialisation, soyons « renouviens » ou rien !

Patricia Lormeau est économiste à la Banque Paribas.

Laura Laufer est critique de cinéma.

Vers la guerre économique entre les générations ?

par Patricia Lormeau

LONGTEMPS négligée par les économistes, la question des relations entre les générations est aujourd'hui au cœur de nombreux problèmes économiques et appelle une prise de conscience urgente si l'on veut éviter l'émergence de conflits d'intérêts inexorables demain.

Ses enjeux politiques sont considérables, compte tenu, entre autres, du vieillissement du corps électoral et de la sur-représentation des personnes âgées parmi les votants.

L'impopularité, réelle ou supposée, de toute modification des avantages acquis pour cette catégorie explique aussi, sans doute, que la plupart des grandes décisions aient été différées ou n'aient fait l'objet que d'un traitement partiel : âge de la retraite, indexation des pensions, degré de contribution des plus âgés au financement de l'assurance-maladie, problème de la dépendance et mise en œuvre d'une prestation autonome, gestion des ressources publiques entre les besoins des plus âgés et ceux de la politique familiale. Elles seront pourtant d'autant plus difficiles à adopter demain qu'elles seront plus douloureuses et que le pouvoir législatif tirera sa légitimité d'un électoral vieillissant.

Traduire en termes économiques la pratique des relations entre les générations peut paraître brutal et de mauvais goût lorsqu'il s'agit de désigner des comportements naturels de la vie familiale

ou de la solidarité sociale. Jusqu'à présent, la croissance a assuré aux générations les plus récentes un niveau de vie supérieur à celui des parents. De ce point de vue, il apparaissait équitable d'en partager les fruits avec les plus âgés au moment de leur retraite, juste contrepartie des efforts fournis par ces derniers au cours de leur vie professionnelle et de leur faible niveau de vie.

Sous l'effet du ralentissement de la croissance, ce processus vertueux s'est tari au cours de la période récente. Les retraités disposent, aujourd'hui, d'un pouvoir d'achat de 5 % supérieur aux actifs, alors que l'écart était de 20 % en faveur de ces derniers voilà trente ans. Les revenus des retraités ont augmenté de 2,3 % l'an entre 1989 et 1994, contre une hausse de 0,5 % pour les revenus d'activité. Le niveau de vie des ménages de moins de 25 ans a chuté de 15 % à 20 % au cours de cette période.

Plus généralement, le déplacement de la richesse nationale vers les ménages plus âgés est très net : de seulement 10 % en 1970, l'écart entre les ménages de 25-29 ans et de 50-59 ans était de l'ordre de 20 % à 30 % en 1989, et 30 % à 40 % en 1994. Il s'explique notamment par une exclusion rapide des jeunes de l'accès à l'emploi : en France, la participation des moins de 25 ans au monde du travail est l'une des plus faibles de l'OCDE, de trop longues études se conjuguant à un mauvais accueil des jeunes en recherche d'emploi.

Il apparaît clairement que modifier le système actuel afin de retrouver un équilibre durable et financièrement viable de répartition intergénérationnelle des ressources nationales sans léser, à un moment ou un autre, une certaine catégorie de personnes relève de la quadrature du cercle.

Si l'on exclut l'idée de faire porter l'ajustement sur le niveau des pensions servies, on ne peut davantage laisser dériver des dépenses non financées : recourir implicitement à l'endettement public reviendrait en effet à transférer la charge aux actifs de demain.

L'accroissement brutal des taux de cotisation apparaît aussi peu satisfaisant : l'« acceptabilité » sociale d'une telle mesure à une époque où les ressources relatives des actifs tendent à diminuer, le niveau actuel de prélèvements obligatoires (45 % du PIB) et leur rendement décroissant conduisent à écarter cette solution, trop longtemps adoptée de manière exclusive.

D'autres réponses viennent à l'esprit. Il peut s'agir de mettre en œuvre une épargne volontaire supplémentaire gérée par des fonds de pension, système complémentaire d'assurance individuel. On aurait pu aussi recourir à une cotisation supplémentaire obligatoire capitalisée de manière à préfinancer l'accroissement des besoins futurs, mode d'assurance collective propre à chaque tranche d'âge. Bien que des mesures de ce type défavorisent clairement la

génération active au moment de leur mise en place, avec le risque d'amputation immédiate de la croissance, elles paraissent néanmoins inévitables si l'on veut éviter de reporter l'intégralité du fardeau sur les générations futures.

On peut enfin envisager un recul de l'âge de la retraite. L'effort apparaît, là encore, concentré sur la population active du moment, qui « bénéficiera » pour le même prix d'une retraite plus tardive. L'hypothèse n'est toutefois pas forcément aberrante du point de vue de l'équité, compte tenu de l'allongement de la durée de la vie et de l'amélioration de l'état de santé au troisième âge.

Depuis plusieurs décennies, les transferts sociaux tendent à se déplacer des générations jeunes vers les plus âgées. Les prestations vieillesse représentent aujourd'hui plus de 50 % du total des prestations sociales, près de dix points de plus qu'en 1960. Le poids relatif des prestations santé, qui bénéficient pour plus de la moitié aux plus de soixante ans alors que ces derniers restent de très faibles contributeurs, s'est également accru (actuellement, près de 30 % du total des prestations). Parallèlement, les prestations famille-maternité ont été réduites de plus de moitié, avec une diminution globale des transferts vers les plus jeunes générations, et ce en dépit de l'explosion des prestations chômage (multipliées par 7).

Ce déplacement des transferts publics au profit des plus âgés

apparaît certes inéluctable au vu des déformations de la pyramide des âges, mais son accélération récente oblige à s'interroger sur la viabilité d'une telle évolution.

Laisser dériver un phénomène que l'on a d'ores et déjà les moyens d'anticiper pourrait, sans doute à juste titre, être taxé d'attitude pour le moins inéquitable, voire irresponsable, par les jeunes générations. Celles-ci nourrissent d'ailleurs de moins en moins d'illusions vis-à-vis de leurs aînés et de leurs choix : selon une enquête de BVA réalisée en octobre 1996, 43 % des jeunes de 20 à 34 ans estiment que la politique sert essentiellement à défendre des intérêts (contre 14 % à changer la société, 12 % à améliorer la vie quotidienne ou 8 % à défendre des valeurs).

Pénalisante pour la croissance économique, la ponction de plus en plus insoutenable qui s'exerce sur les revenus d'activité pourrait ainsi bel et bien se heurter un jour à un refus des générations contributrices. Victimes de la myopie de leurs parents, celles-ci pourraient en effet estimer qu'après avoir été les premières exclues du monde du travail, elles n'ont guère de devoirs envers une société qui a laissé se détériorer leur niveau de vie. Pourquoi seraient-elles encore liées par un contrat que les générations antérieures auraient elles-mêmes tacitement rompu ?

150 66 100

re la bête
onde, un cinéma
frontières

ru Lauer

in citoyen

atographe

de

ndination

MH

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

Pour de vrai

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

AU LARGE, la nuit, il n'est pas rare que des dauphins surgissent le long de la coque et bondissent vers l'étrave. On les suit à leur traînée de voie lactée, à leurs virages brusques, à leurs reniflements tout proches. La comète visible durant les nuits de Pâques rappelle un sillage de scintillements. L'énergie qu'il lui avait fallu pour venir nous visiter, du fond du vide sans durée, on la devinait à une sphère chevelue, blanc-bleu, à tout un chahut de violence faussement immobile.

A profiter de suite, ont prévenu les astronomes : le spectacle ne se reproduira pas avant des millénaires. Aucun humain d'aujourd'hui ne le reverra de son vivant. Les vieux et les jeunes de la famille se sont interrogés sur ces délais fous, l'autre soir : les mêmes classes d'âge qui éoumèrent le plus volontiers les étoiles filantes, Pété, dos dans l'herbe. Les adultes, eux, croient avoir mieux à faire que ces mûreries. La comète, ils la regardaient à la télé !

Lors d'un match de rugby, un spectateur négligeait d'applaudir les essais. Assis, il écoutait à la radio le reportage de ce qu'il avait devant lui. C'est seulement quand son transistor annonçait l'essai qu'il se levait d'un bond, à contre-temps. Il en croyait ses oreilles, pas ses yeux. Cela devait arriver : la réalité non médiatisée, on s'en méfie désormais, elle manque de photogénie, de relais hertziens, de présentateur familial, donc de vraisemblance.

Dans un square, entendu une maman préciser à une voisine de banc qui la complimentait sur la beauté de son bébé, endormi dans sa poussette :

« Là encore, ce n'est rien ; vous le verriez en photographie ! » L'orgueil maternel a de ces mystères, au temps du tout-image... Un animateur vedette du petit écran se fait héler par un passant : « Pardon Monsieur, c'est bien moi qui vous ai vu, hier soir ? » Qui sommes-nous sans le regard de l'autre ? Que de progrès dans l'aliénation, depuis Pirandello !

« J'ai vu la locomotive du drame pendant comme un jouet par la verrière de la gare Montparnasse. » « J'ai vu de mes yeux le vieux Dominici paraître à la barre, avec sa canne en bois d'olivier. » J'ai vu, j'ai vu... La fierté du reporter de presse écrite qui clame lyriquement son privilège de premier témoin, dont la prose haletante court en alphabet morse, à travers les câbles sous-marins, « demandez l'Instant ! », c'était bon pour Albert Londres, pour Kessel.

Les derniers journalistes à mettre en mots leurs effarements, ce furent, dans les années 50, les écrivains Robert Guillaud et Lucien Bodard, face à la fourmilière bleue des Chinois, à l'enfer des cuvettes indéfendables. En fond d'article, se balançaient des évocations de palanquins, de seigneurs de la guerre, de têtes au bout de piques, tout le saint-frusquin de la mémoire et de l'imagination sans quoi le réel n'est plus qu'un sujet de seize secondes, le temps d'apercevoir des rouleurs d'incendie derrière l'envoyé-commentateur. « A vous les studios ! » et place aux débats, moins coûteux, entre experts, toujours les mêmes, donneurs de sens et de leçons : « je rappelle le titre de votre ouvrage... à demain, bonsoir ! »

Peu avant la guerre, un oncle sur le point d'être

remobilisé était assis dans le jardin des vacances baigné de nuit. Tout en prédisant le pire, il tapait sa pipe contre son talon, faisant jaillir des étincelles rouges. Tout à coup, une boule coule de foudre traversa le ciel, éclairant les visages comme en plein jour et donnant à la pelouse une blancheur de sel. Ce n'était pas une hallucination. Le lendemain, les journaux ont parlé de météorite tombée en mer. A la même époque, non loin de là, Julien Gracq signale, dans *Un beau ténébreux*, le passage d'un bolide aux heures d'apocalypse, signe des astres comme en collectionnaient les surréalistes en mal de coïncidences.

Pour de vrai, pour de faux : entre les deux expressions, les enfants ont maintenu d'instinct une distinction gracieusement floue que les esprits forts, eux, n'aperçoivent plus. Cela remonte à un jour précis, celui où la notion même de vérité s'est perdue dans les sables virtuels de la guerre du Golfe et des communiqués de l'armée américaine.

Et si c'était une « lie à hélice » ? demande l'adolescent qui s'est attaché à la lecture de Jules Verne illustré pour observer personnellement la comète de Pâques, avec des lunettes de théâtre (c'est tout ce qu'il a trouvé pour s'approcher du prodige). Son œil a brûlé, de longues minutes. Les balivernes d'embarquement pour le cosmos via le suicide, il laisse cela aux défilés des sectes. Dans la boule de feu, il voit en rêve des choses autrement sérieuses : des savants à redingote et col cassé, des hublots en cuivre, des longues-vues interminables, des bielles grasses, des rivets de tour Eiffel.

C'est lui qui a raison.

La vie belle ! par Ronald Searle



La France qu'imagine le Front national

Suite de la première page

La « préférence » serait inscrite, d'abord, dans le préambule de la Constitution. Elle serait ensuite déclinée dans la réglementation économique et sociale, dans le droit de la famille et, naturellement, dans ceux de l'immigration et de la nationalité. Sous le règne du Front national, les entreprises vivraient en régime d'économie sur-administrée. Elles seraient contraintes, sous la pression d'une « taxe de préférence nationale », de « protéger la main d'œuvre nationale » en privilégiant l'embauche de salariés français, quelle que soit la réalité du marché du travail dans leur secteur. Il s'agit là, pour les lénistes, d'un « devoir impératif ». Les entreprises seraient fortement incitées à pratiquer la discrimination dans leur recrutement ou leurs licenciements, l'article du code du travail actuel, qui proscribit une discrimination en raison de la « nation » d'appartenance du salarié concerné, étant abrogé.

Contraintes dans le choix de leurs collaborateurs, les entreprises ne se seraient pas moins dans leur stratégie commerciale : le Front national

entend imposer, en effet, le « refus des délocalisations ». Il entend en même temps « protéger le marché français » en instaurant un « préférentiel douanier frappant tous les produits importés, selon des taux à déterminer et variant selon les prix et les produits ». Les possibilités d'importation d'équipements ou de produits semi-finis par les entreprises installées en France en seraient fortement réduites, ou leurs coûts de production considérablement accrus.

En outre, leur accès aux marchés étrangers aurait toutes chances d'être entravé par de telles mesures protectionnistes. Conscient de ce problème, le Front national propose une solution simple : « Le gouvernement peut prendre toute mesure appropriée, globale ou sectorielle, pour mettre fin aux barrières systématiques, commerciales ou non, qui gênent ou restreignent les exportations françaises », assène-t-il, sans autre précision. Le parti léniste est bien en peine d'expliquer comment il pourrait imposer aux partenaires commerciaux de la France la limitation de leurs ventes dans notre pays sans qu'ils réagissent par des mesures de rétorsion à l'encontre des entreprises françaises.

Les entreprises, en régime léniste, n'en auraient pourtant pas encore fini avec les réglementations. Sans craindre la contradiction entre l'« alternative libérale » dont il se réclame et la rafale de règlements

qu'il promet, le Front national prévoit d'imposer aux employeurs une forte hausse du SMIC, porté à 7 000 francs bruts mensuels (6 400 francs actuellement) et une augmentation des bas salaires. Devenu en 1995 le premier parti dans le vote des ouvriers, il associe, sans souci de cohérence, les attentes de son électeur traditionnel de petits patrons, commerçants et artisans, et celles de ses nouveaux partisans.

Préférence nationale toujours, la politique familiale que préconise le Front national recourt à l'attirail habituel des partisans d'une législation nataliste, mais il y ajoute un fort privilège pour les Français. Un revenu « maternel ou parental », équivalent au SMIC, serait créé pour la mère ou le père n'ayant pas d'autre activité rémunérée et versé dès le premier enfant, mais il serait réservé aux familles dont l'un des deux parents au moins est de nationalité française. Au passage, le Front national suggère la suppression des prestations familiales pour les familles de moins de trois enfants dont l'un des parents bénéficierait du revenu parental.

Préférence nationale plus encore, jusqu'à la discrimination revendiquée, sur les terrains de prédilection, cette notion peut s'appliquer : l'immigration et la nationalité. La durée de validité des cartes de séjour temporaire, actuellement de dix ans, serait ramenée à un an, les étrangers étant ainsi contraints de se présenter chaque année devant

les services compétents. La fin du contrat de travail rendrait automatiquement caduque la carte de séjour. Pour les étudiants étrangers, la carte de séjour ne serait renouvelée, d'année en année, que s'ils réussissent à leurs examens et, une fois achevé leur cycle d'études, ils ne recevraient leurs diplômes qu'après leur retour dans leur pays d'origine. La nationalité française serait réservée aux enfants de parents français et aux naturalisés. Le « droit du sol » serait donc purement et simplement aboli. Par voie de conséquence, les enfants nés en France de parents étrangers pourraient être expulsés du territoire.

S'il y avait un doute sur l'inspiration de la politique ainsi proposée, il serait levé par l'« abrogation » de la loi Pleven de 1972, qui interdit les provocations à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe à raison de leur origine ou de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminées. Pour le Front national, cette loi « dissimule une intention perverse : détruire le tissu national ». Le parti léniste ne dissimule pas la sienne : fidèle à la tradition de l'extrême droite dont il est le continuateur, il veut isoler les Français du reste du monde et rendre caduque la devise républicaine, « Liberté, égalité, fraternité ».

Gérard Courtois et Patrick Jarreau

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'Europe disque d'or

MICHAEL Jackson, Prince, Madonna, Tina Turner : la musique populaire américaine ne manque pas d'arguments pour attaquer les marchés mondiaux. Mais ses grandes figures du disque et de la scène marquent le pas face aux assauts conjugués des artistes européens. En 1995, pour la première fois dans l'histoire du marché mondial du disque, l'Union européenne a supplanté les États-Unis.

Il ne faudrait surtout pas prendre cette « bonne » nouvelle à la légère. Si l'industrie aéronautique est le premier secteur économique à l'exportation des États-Unis, les industries culturelles (programmes de télévision, cinéma et disques) viennent au deuxième rang. Elles sont donc considérées – les longues et délicates négociations du GATT l'avaient montré –, comme un secteur primordial des échanges commerciaux internationaux. On savait déjà que les Européens, avec le consortium Airbus Industries, pouvaient réussir à mordre à belles dents dans le marché de l'aéronautique civile. On découvre aujourd'hui qu'ils ont réussi, en moins de dix ans, à supplanter les États-Unis sur un marché qu'on croyait pour longtemps chasse gardée de ces derniers.

A la fin du mois de février, cette information était amplement traitée à la « une » du *Wall Street Journal Europe*, qui indiquait que les consommateurs du monde entier avaient acheté 34 % de disques produits dans les pays de l'Union européenne contre 30 %

de disques fabriqués aux États-Unis. Dix ans plus tôt, ces chiffres étaient respectivement de 28 % et 36 %. Le résultat est appréciable sur un marché dont le chiffre d'affaires global est estimé à 215 milliards de francs.

L'Europe doit cette remarquable performance à la bonne santé de la « pop music » britannique, emmenée par le groupe Oasis, qui a pris part à la tête des ventes – le succès des Spice Girls aujourd'hui devrait permettre de confirmer ces bons résultats en 1996 et 1997 –, à l'invention et à la créativité de ses producteurs de dance music, en Allemagne, en Scandinavie, en Italie et en France, à la modernisation de ses studios, et, surtout, à la présence dans l'Union de trois des cinq « majors » du disque, EMI, PolyGram et BMG.

Ces données contredisent les discours effarés des nationalistes frileux toujours prompts à dénoncer l'« américanisation » de la jeunesse européenne, première clientèle de la musique populaire. Elles ne sont pas isolées : dans les secteurs tout aussi « stratégiques » du cinéma et de l'audiovisuel, on peut constater une amélioration de la position des opérateurs européens. Le retour à la créativité et à l'exportation du cinéma anglais – malgré la faiblesse de son marché intérieur – et la relative amélioration des résultats des cinémas allemand et italien dans leurs propres pays peuvent laisser augurer un avenir où l'industrie européenne de l'image ne se contentera plus d'un chiffre d'affaires encore marginal.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombant
Directeur : Jean-Marie Colombant ; Directeur général : Noël-Jean Bergevin ; Directeur général adjoint :
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Thomas, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Cans, Pierre Georges, Laurent Gosselin, Erik Krakowski, Michel Kojman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Ruysser
Rédacteur en chef technique : Eric Adam
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmeau

Médecin : Thomas Fereznaci
Directeur exécutif : Eric Pélissier ; Directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; Directeur des relations internationales : Daniel Vernez
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benne-Méry (1944-1949), Jacques Fauret (1949-1962), André Laurens (1962-1965), André Fontaine (1965-1991), Jacques Lassoue (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Benne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presto, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'homme immortel

LE ROMANTISME avait inventé ou fait siens quelques types de révoltés dignes de pitié ou d'amour. Prométhée, Cain ou Lara, héros généreux ou trop sévèrement punis pour des crimes qu'ils n'étaient pas libres de ne pas commettre. L'existentialisme à son tour vient de trouver le sien, symbolique, mais insupportable : l'homme immortel accablé de cette malédiction que ce serait de ne pas mourir, et qui, seul de son espèce exceptionnelle, se sent un étranger au milieu de ses frères mortels, voués au commun destin inéluctable.

C'est le thème que vient de traiter, avec brio, M^{me} Simone de Beauvoir dans son roman philosophique *Tous les hommes sont mortels*. Voltaire en aurait fait un conte vif et court, et suffisant. M^{me} de Beauvoir a écrit son sujet en trois cent cinquante pages de grand format et de petit caractère, d'où les résistances

de quelques critiques, qui avaient plus favorablement apprécié *L'Invitée* et *Le Sang des autres*. L'ouvrage, remarquable en soi par ce qu'il remue, en dépit de quelques longueurs, n'en excite pas moins d'intérêt. Parce qu'il faut se tenir au courant des choses, ce livre démontre à la fois. Beaucoup plus que les théories, les systèmes et les galimatias doctrinaux habituels à ses professeurs, il aide par un exemple romanesque à comprendre la philosophie de l'existentialisme et du désespoir destructeur, du moins tant qu'il n'aura pas donné les moyens d'en sortir et montré quels sont, selon lui, « les chemins de la liberté ». Il me semble d'ailleurs que les anciens stoïciens, pour leur part, n'avaient assez courageusement trouvé.

Emile Henriot
(2 avril 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 06-36-29-94-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

MARCHÉS FINANCIERS La Bourse de New York a continué sa glissade lundi 31 mars, portant à près de 300 points (4,3 %) les pertes de l'indice Dow Jones au cours des

deux dernières séances, en raison des inquiétudes sur la remontée des taux d'intérêt. ● **VICTIME DE LA CRAINTE** de tensions inflationnistes aux Etats-Unis, le marché obligataire

américain a lui aussi enregistré lundi un recul sensible. ● **LE RENDEMENT** de l'emprunt d'Etat à 30 ans est remonté - les taux progressent quand le cours des titres baisse - jusqu'à

7,10 %, son plus haut niveau depuis six mois. Il y a à peine quatre semaines, il s'établissait à 6,50 %. ● **LE DOLLAR** s'est nettement replié. En trois séances, le billet vert a glissé de

1,6950 à 1,6625 mark, de 5,7205 à 5,6035 francs et de 124,50 à 123,40 yens. ● **LA BOURSE DE PARIS** a entamé la journée du mardi 1^{er} avril sur une forte baisse de 2,8 %.

Wall Street a perdu près de 5 % depuis la remontée des taux aux Etats-Unis

La Bourse de New York a encore baissé brutalement lundi 31 mars, abandonnant en clôture 2,33 %. A sa suite, les places européennes étaient en fort recul : Amsterdam, Londres et Paris perdaient respectivement mardi à l'ouverture 4,3 %, 2,5 % et 2,8 %

LES MARCHÉS financiers américains ne parviennent pas à se remettre du resserrement de la politique monétaire décidé mardi 25 mars par la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) (Le Monde du 27 mars). Après avoir déjà subi une séance de forte baisse, jeudi 27 mars, ils ont à nouveau vivement reculé, lundi 31 mars.

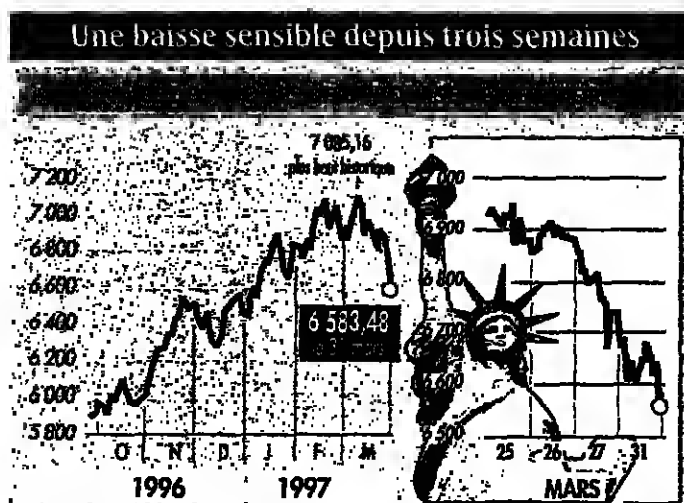
L'indice Dow Jones des valeurs vedettes de la Bourse de New York a cédé 157,11 points, soit 2,33 %. Depuis le relèvement du niveau des fonds fédéraux, Wall Street a perdu 4,6 %. Le marché obligataire américain a enregistré un recul parallèle. Le rendement de l'emprunt d'Etat à 30 ans est remonté lundi - les taux progressent quand le cours des titres baisse - jusqu'à 7,10 %, son plus haut niveau depuis six mois. Il y a à peine quatre semaines, il s'établissait à 6,50 %. Le dollar, enfin, affecté par la chute des actifs financiers américains et par les sorties de capitaux des Etats-Unis, s'est nettement replié. En trois séances, le billet vert a glissé de 1,6950 à 1,6625 mark, de 5,7205 à 5,6035 francs et de 124,50 à 123,40 yens.

Les autres places financières ne sont pas épargnées par les turbu-

lences venues des Etats-Unis. La Bourse de Buenos Aires a cédé 4,47 % lundi, et Mexico a reculé de 2,47 %. Sur les places asiatiques, la Bourse de Hongkong abandonnait mardi près de 4 % en milieu de séance. A Tokyo, l'indice Nikkei s'est inscrit mardi en clôture à 17 869,59 points, son plus bas niveau depuis le 7 février. Comme on pouvait le craindre aussi, la Bourse de Paris, qui était fermée vendredi et lundi en raison des fêtes pascales, a entamé la journée de mardi en forte baisse. Après quelques minutes de transactions, l'indice CAC 40 s'inscrivait en repli de 2,8 %. Londres perdait 2,5 % et Amsterdam 4,3 %.

RALENTIR LA CROISSANCE

Les taux d'intérêt à long terme sont eux aussi orientés à la hausse en Europe, ce qui, ajouté au repli du dollar, constitue une mauvaise nouvelle pour les économies du Vieux Continent en phase de reprise. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à 10 ans s'inscrivait mardi matin à 5,88 % (5,28 % il y a un mois). La sérénité affichée par les investisseurs à l'annonce du geste de la Fed aura été de courte durée.



L'indice Dow Jones a perdu plus de 500 points (- 7 %) depuis son sommet historique atteint le 11 mars. La baisse s'est accélérée depuis la hausse de ses taux par la Réserve fédérale américaine le 25 mars.

Les statistiques économiques publiées depuis aux Etats-Unis attestant de la vigueur persistante de l'activité leur font craindre de nouveaux ressernements monétaires :

en février, les ventes de logements ont bondi de 9 %, les commandes de biens durables ont progressé de 1,5 %, les revenus des ménages américains ont augmenté

de 0,9 % et les dépenses de consommation de 0,3 %.

Les opérateurs ne croient pas qu'une hausse d'un quart de point du taux des fonds fédéraux suffise à refroidir la machine économique américaine. Ils redoutent que ce dynamisme n'oblige la Réserve fédérale à procéder au cours des prochains mois à d'autres hausses de ses taux directeurs. Lyle Gramley, ancien gouverneur de la Fed et aujourd'hui économiste à la Mortgage Bankers Association, estime que la banque centrale américaine aura besoin de placer ses taux à des niveaux « considérablement plus élevés ». « L'économie est plus vigoureuse qu'on ne le pensait, et le marché obligataire commence à s'en rendre compte », juge pour sa part David Shulman, analyste à la banque américaine Salomon Brothers. « Il y a actuellement davantage de danger inflationniste qu'on ne le pensait avant », a-t-il encore dit.

RISQUE DE PANIQUE

Aussi désagréable et inquiétant soit-il pour tous les investisseurs internationaux, le repli des marchés d'actions et d'obligations américains, qui s'effectue pour l'instant en bon ordre - il ne s'agit pas d'un krach au sens d'octobre 1987, lorsque l'indice Dow Jones avait perdu en une seule séance 22,61 % -, n'est sans doute pas pour déplaire au président de la Réserve fédérale des Etats-Unis. Alan Greenspan s'était inquiété de la baisse « à couper le souffle » de Wall Street. Et, malgré son plongeon des derniers jours, l'indice Dow Jones affiche encore une progression de 65 % depuis le 1^{er} janvier 1995.

La chute des actifs financiers américains permettra aussi de ralentir spontanément le rythme de croissance outre-Atlantique et d'apaiser les tensions inflationnistes naissantes. Le repli de Wall Street, en diminuant le revenu à la disposition des ménages américains, les incitera à moins consommer. La remontée des taux d'intérêt à long terme, qui se traduira

par un renchérissement du coût des prêts hypothécaires, exercera pour sa part un frein sur le marché de l'immobilier.

Le risque est toutefois que les épargnants américains prennent peur, que les ventes s'accroissent et que la panique l'emporte. Le risque est aussi qu'un tel mouvement se propage à l'ensemble des

L'ombre du krach obligataire de 1994

Les opérateurs restent transmatés par le précédent épisode de resserrement monétaire aux Etats-Unis, en 1994. En moins d'un an, la Réserve fédérale avait relevé à sept reprises le niveau des fonds fédéraux, le faisant passer de 3 % à 6 %. Cette action avait provoqué un krach historique sur les marchés obligataires internationaux. Le rendement de l'emprunt d'Etat américain à 30 ans était remonté de 6,20 % à 8,20 %. Les marchés obligataires européens n'avaient pas été épargnés. Le taux de l'emprunt d'Etat français à 10 ans était passé de 5,60 % à 8,50 %, ce qui avait contribué à briser la reprise économique qui se dessinait sur le Vieux Continent.

La chute des marchés d'obligations s'était accompagnée d'un plongeon du dollar. De février à novembre 1994, la monnaie américaine s'était dépréciée de 15 %, passant de 1,75 à 1,50 mark, de 6 à 5,10 francs et de 112 à 96 yens.

autres places financières internationales, malgré le décalage de conjoncture économique qui existe entre les Etats-Unis et le reste du monde. Alan Greenspan va devoir rapidement faire preuve de son légendaire doigté monétaire pour éviter ce scénario catastrophe.

Pierre-Antoine Delhommeau

La plus forte correction depuis l'invasion du Koweït

L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York vient de perdre en deux séances - celles du jeudi 27 mars et du lundi 31 mars - 297 points, soit 4,32 %. Il s'agit de sa plus forte correction en points depuis août 1990, quand l'Irak envahit le Koweït. Plus significatif encore, en trois semaines, le Dow Jones, qui avait atteint un nouveau sommet historique le 11 mars, à 7 085 points, a cédé 502 points, soit plus de 7 %.

Est-ce le retournement de tendance attendu par les analystes alors que la Bourse américaine a gagné 140 % depuis décembre 1991 ? Wall Street a déjà subi des corrections au cours des derniers mois, en juillet et décembre 1996 et en janvier de cette année. Mais, à chaque fois, la première Bourse du monde les a rapidement surmontées.

« L'exubérance irrationnelle » des marchés boursiers dénoncée le 5 décembre par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, ou les annonces récurrentes, par les

experts les plus réputés, de baisses à venir de 15 % à 20 % n'ont pas vraiment ébranlé la confiance des investisseurs. Il y a un an, l'indice Dow Jones flirtait avec les 5 500 points à 20 % en dessous de ses niveaux actuels. La plupart des analystes pronostiquaient déjà un repli de 10 % à 20 %.

ACHATS D'ACTION À CRÉDIT

Tout va dépendre maintenant du sang-froid des épargnants américains. La Bourse de New York, jugée unanimement surévaluée, a bénéficié de l'engouement incroyable des investisseurs américains pour les actions, que l'hebdomadaire *Business Week* a décrit comme « America's love affair with stocks » (l'histoire d'amour de l'Amérique avec les actions). Les performances de la Bourse de New York ont fini par modifier la façon dont les Américains gèrent leur épargne et préparent leur retraite. Ils ont déserté les places

traditionnelles comme l'immobilier, l'assurance-vie ou les produits monétaires pour investir en Bourse.

De 1991 à 1996, les ménages américains ont été, de loin, les principaux acheteurs d'actions. Les sommes placées en 1996 par les particuliers dans les fonds de placement américains investis en actions ont atteint le niveau record de 222 milliards de dollars (1 200 milliards de francs) d'épargne nette. Le plus inquiétant, c'est que les deux tiers des acquisitions d'actifs financiers par les ménages américains passent maintenant par un recours au crédit. Ils sont donc particulièrement vulnérables à toute baisse prolongée de titres achetés à crédit. D'autant plus que l'endettement brut des ménages atteint près d'une année du revenu disponible, son niveau le plus élevé depuis les années 60.

Eric Leser

L'indice Nasdaq a perdu 12 % depuis janvier, entraîné par les valeurs technologiques

L'INDICE Nasdaq, où sont cotées la plupart des entreprises technologiques américaines, n'a pas échappé à la baisse pascalle, perdant 2,3 % lundi 31 mars. Et, à la différence de l'indice Dow Jones des valeurs vedettes, le Nasdaq a déjà subi une « correction » : depuis son record du 22 janvier, il a perdu 12 %, entraîné notamment par le repli des valeurs technologiques.

Intel, numéro un mondial des semi-conducteurs, est tombé de 165 dollars le 4 février à 130 dollars courant mars, tandis que Microsoft passait de 103 à 90 dollars. L'action du fabricant de logiciels Oracle, qui avait frôlé les 50 dollars fin novembre 1996, n'en valait plus que 34 le 12 mars, tandis que Cisco a perdu en quelques semaines 38 % de sa valeur. Enfin, IBM, coté au New York Stock Exchange, a reculé de 22 % entre janvier et mars.

Cette dégringolade, sévère en apparence, doit être relativisée, le Nasdaq ayant gagné 41 % en 1995 et 23 % en 1996, tiré par l'explosion des valeurs technologiques. En cinq ans, alors que la Bourse américaine ne gagnait que 122 %, Microsoft a permis à ses actionnaires de multiplier par cinq leur mise. L'entreprise vaut aujourd'hui 113 milliards de dollars, soit 640 milliards de francs ou dix-huit fois Renault. Les propriétaires d'Intel (115 milliards de dollars de capitalisation) ont pu déculer leur mise, tout comme ceux de Cisco. Le titre Oracle, balbutiant il y a cinq ans, a été multiplié par 13, tandis qu'IBM, jugé sans avenir il y a quelques années, a gagné 93 % en cinq ans.

Une correction supplémentaire est-elle à prévoir ? Pas obligatoirement, car la hausse boursière n'est pas exclusivement due à une spéculation effrénée sur les mirages d'Internet. L'époque où n'importe quelle entreprise de haute technologie était valorisée des centaines de millions de dollars sans réaliser un cent de bénéfice, sous prétexte qu'elle arriverait peut-être à se tailler une part du gâteau d'Internet, est en partie révolue. De nombreuses valeurs ont subi une sévère correction au début de l'été 1996 : entre le 5 juin et le 24 juillet, le Nasdaq a perdu 17 %, alors que les valeurs du Dow Jones cédaient seulement 6 %.

ment, car la hausse boursière n'est pas exclusivement due à une spéculation effrénée sur les mirages d'Internet. L'époque où n'importe quelle entreprise de haute technologie était valorisée des centaines de millions de dollars sans réaliser un cent de bénéfice, sous prétexte qu'elle arriverait peut-être à se tailler une part du gâteau d'Internet, est en partie révolue. De nombreuses valeurs ont subi une sévère correction au début de l'été 1996 : entre le 5 juin et le 24 juillet, le Nasdaq a perdu 17 %, alors que les valeurs du Dow Jones cédaient seulement 6 %.

ENVOL DES PROFITS

C'est à ce moment que Netscape, valeur « Internet » par excellence, qui s'était envolée à 78 dollars au début de 1996, a commencé à redescendre sur terre : le titre vaut aujourd'hui 30 dollars. Même scénario pour la « success story » française, la société Business Objects (10 dollars aujourd'hui), que Wall Street a valorisée plus de 53 dollars en mai 1996. Par ailleurs, la petite société Iomega, dont le cours avait été multiplié par plus de cent en trois ans, grimpa jusqu'à 45 dollars en mai 1996, ne vaut plus aujourd'hui que 15 dollars par action.

Si les valeurs technologiques valent cher, c'est parce que leurs profits se sont envolés. De 1993 à 1996, Oracle a sextuplé son résultat net. IBM, qui affichait 5 milliards de dollars de pertes en 1992, a enregistré un profit de 4,2 milliards en 1996. En cinq ans, le bénéfice net d'Intel est passé de un milliard à 5,15 milliards de dollars (29 milliards de francs) : l'équivalent des profits cumulés d'Elf, LVMH, Da-

none, L'Oréal, Saint-Gobain, Carrefour et la Société générale, alors que ces sept entreprises françaises valent en Bourse environ 740 milliards de francs, soit... 100 milliards de plus qu'Intel.

De telles comparaisons permettent de tempérer les accusations d'« exubérance irrationnelle » lancées par le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan. Ce dernier a précisé que les cours actuels seraient justifiés si les prévisions de bénéfices des entreprises américaines devenaient avérées.

Car Wall Street valorise les entreprises de haute technologie en fonction des espérances de croissance de leurs profits. A la mi-février, alors que la Bourse était au plus haut, la valeur des fleurons de l'informatique américaine pouvait sembler prohibitive : selon un classement établi par l'hebdomadaire *Business Week*, Microsoft se payait 50 fois ses bénéfices 1996, Oracle 39 fois, Cisco 38 fois, Intel 25 fois, IBM 13 fois. Ces ratios apparaissent plus raisonnables si l'on se fonde sur les prévisions de bénéfices pour 1997 : Microsoft ne vaut en Bourse que 41 fois ses bénéfices ; Oracle, 24 fois ; Cisco, 28 fois ; Intel, 17 fois ; IBM, 11 fois.

Il s'agit donc de savoir si ces entreprises parviendront à tenir leurs prévisions. Car à supposer - scénario peu probable - que les bénéfices de Microsoft cessent de croître durablement, l'entreprise ne pourrait guère être valorisée plus de dix fois ses bénéfices, justifiant une division par cinq du cours de son action !

Dès qu'une petite déception survient, la Bourse ajuste les cours sans laisser aux entreprises le béné-

fice du doute. Le 16 octobre, Sun Microsystems annonce des résultats trimestriels en hausse de 46 % ; pourtant, l'action perd 10 %, les investisseurs craignant une concurrence accrue de Microsoft et d'Intel.

CYCLE BAISSIER

En janvier, IBM annonce pour le quatrième trimestre un bénéfice par action en hausse de 18 à 3,93 cents et se montre prudent pour 1997. Mais comme les analystes, dans leur enthousiasme, avaient relevé leurs prévisions de 3,90 à 3,96, la nouvelle leur fait l'effet d'une douche froide : le titre perd 10 % en deux jours.

Le groupe franco-belge Dexia a réalisé 3,2 milliards de francs de bénéfice au cours de son premier exercice

LE GROUPE Dexia, spécialisé dans le financement des collectivités locales et issu de la fusion en octobre 1996 du Crédit local de France (CLF) et du Crédit communal de Belgique, a annoncé mardi 1^{er} avril les premiers résultats de son existence. Au cours de l'année 1996, Dexia a dégagé un résultat net part du groupe de 3,2 milliards de francs, en hausse de 10,4 % par rapport à ce qu'il aurait été en 1995. Le produit net bancaire (chiffre d'affaires) s'est élevé à 12,58 milliards de francs et les frais généraux à 6,51 milliards. Dans ces conditions, le résultat brut d'exploitation progresse de 14,1 %, à 6,06 milliards de francs. La rentabilité sur fonds propres atteint

11,5 %, avec l'objectif d'atteindre 13 % dans les toutes prochaines années.

Selon Pierre Richard, président de Dexia, la stratégie du CLF de spécialisation sur des marchés à faibles risques, définie dès 1987, « a fait ses preuves et reste toujours de mise ». Sauf que Dexia a de nouvelles ambitions, ayant atteint une taille critique et détenant, après l'acquisition en février de 40 % du capital du Credip - le spécialiste italien du financement des collectivités locales - environ 10 % du marché européen du financement des équipements collectifs. Une assise jugée suffisante pour permettre au groupe d'avoir des ambitions fortes dans le financement des col-

lectivités locales aux Etats-Unis, où il est déjà implanté, en Amérique latine et en Asie. Il compte aussi élargir la gamme des produits proposés aux collectivités locales en se développant dans l'assurance.

Dexia a également d'autres métiers hérités du Crédit communal : la banque de dépôt en Belgique et au Luxembourg, la gestion privée via la Banque internationale du Luxembourg. Si le groupe n'a pas l'intention de développer la banque commerciale classique hors de Belgique et du Luxembourg, il compte mettre l'accent sur la gestion de fortune à l'échelle mondiale.

Arnaud Leparmentier

E. L.

150

Le personnel au service
appelle à une

388
315 +
57

صحنات العمل

Le personnel au sol de l'ex-Air Inter appelle à une grève surprise

Il s'oppose aux modalités de la fusion avec Air France

Mardi 1^{er} avril, la direction de l'ex-Air Inter avait annulé tous les vols jusqu'à 10 heures. Elle prévoyait de fortes perturbations jusqu'à 13 heures.

A 6 heures du matin, les personnes travaillant à l'escala d'Orly s'étaient réunies en assemblée générale, laissant leurs postes de travail inoccupés. Les syndicats SUD-Aérien, CFTD et CGT ont appelé à la grève jusqu'à une heure indéterminée. Une réunion était prévue avec la direction mardi.

AUCUN AVION de l'ex-Air Inter n'a pu décoller d'Orly mardi matin 1^{er} avril. La compagnie a annulé tous ses vols jusqu'à 10 heures. Jusqu'à 13 heures, elle prévoyait d'importantes perturbations. Pourtant, la veille, la direction diffusait un communiqué : « La compagnie sera en mesure d'assurer la totalité des vols programmés pour la journée du mardi 1^{er} avril malgré un préavis de grève déposé par certaines organisations syndicales ». Lundi, selon la direction, tous les vols avaient été assurés en dépit de la première des deux journées de grève des pilotes. « La direction a dû annuler un tiers de ses vols lundi », estime-t-on, en revanche, à l'USPNT (Union Syndicale du Personnel Navigant Technique), le principal syndicat de pilotes de l'ex-Air Inter.

La direction n'avait pas prévu que le personnel d'escala d'Orly, 1 000 personnes essentiellement issues des rangs d'Air Inter Europe, n'avait pas dit son dernier mot. A 6 heures du matin, mardi, ils se sont réunis au grand complet en assemblée générale pour oser sortir qu'après 9 heures. Entre temps, le service n'a pu être assuré. SUD-Aérien, la CFTD et la CGT ont appelé à la grève mardi 1^{er} avril

jusqu'à une heure indéterminée. « Nous ferons grève jusqu'à ce que les négociations avec la direction reprennent », lance un responsable de SUD-Aérien. « Une réunion est prévue à 11 heures », répond la direction. « Elle doit avoir lieu dans un hôtel. Or nous exigeons qu'elle se tienne à l'intérieur du siège social de l'ex-Air Inter », rétorque SUD-Aérien.

Le personnel au sol de l'ex-Air Inter s'inquiète des modalités de la prise en location-gérance de la compagnie intérieure par Air France au 1^{er} avril (Le Monde daté

1^{er} avril). Depuis cette date, ils sont sous statut Air France. De longues négociations préalables ont été menées pour déterminer ce que devaient leurs primes spécifiques. Là-dessus, un terrain d'entente a été trouvé. En revanche, la manière dont les carrières seront gérées dans la nouvelle structure fusionnée reste un point d'inquiétude.

MANIFESTATION DES PILOTES
Vendredi 28 mars déjà, l'escala s'était mise en grève sans préavis. Des négociations avaient eu lieu

toute la journée sans succès. La direction avait alors décidé d'annuler samedi tous les vols de l'ex-Air Inter. Finalement, après de nouvelles rencontres avec les organisations syndicales samedi, un calendrier de négociations était mis en place sur des sujets comme les grilles horaires ou encore le temps partiel. La première d'entre elles devait se tenir mardi. Dimanche et lundi, le trafic reprenait normalement, malgré de petits débrayages de deux heures.

Les pilotes manifestent, eux aussi, contre les modalités de la location-gérance. Ils craignent que celle-ci ne privilégie leurs homologues d'Air France à leur détriment.

Les fusions de compagnies aériennes sont toujours très problématiques pour les pilotes. Car il s'agit d'établir une nouvelle « liste de séniorité », qui détermine la carrière et le salaire des pilotes en fonction de leur ancienneté. Toute la question est de savoir lequel du pilote d'Air Inter Europe ou d'Air France sera, à ancienneté égale, promu le premier. Une Commission des sages a été mise en place pour étudier les solutions. Elle a déjà rendu ses conclusions mais aucune décision n'a encore été prise.

Les pilotes de l'ex-Air Inter s'opposent également à l'introduction d'une nouvelle grille de rémunération pour les jeunes, qui seraient embauchés à un salaire inférieur à celui actuellement en vigueur. Les pilotes d'Air France avaient failli faire grève à ce sujet, mais avaient retiré leur préavis au dernier moment.

Virginie Malingre

Aéroports de Paris en grève

Les aéroports Charles-de-Gaulle (CDG) et d'Orly étaient affectés, mardi 1^{er} avril, par une grève de 24 heures reconductible des quelque 2 500 agents au sol des Aéroports de Paris (ADP). Même le service d'information aux passagers était perturbé, et ADP conseillait d'utiliser le serveur vocal automatique (08-36-68-15-15) et le Minitel (3615-HORAV) ou d'appeler directement les compagnies aériennes.

Celles-ci sont diversement affectées par la grève des personnels d'assistance technique en escale d'ADP (listes, passage, tri-bagages, enregistrement) selon qu'elles assurent ces tâches en direct ou qu'elles les délèguent, comme la cinquantaine de compagnies aériennes étrangères assistées par ADP à l'aéroport CDG 1. Les syndicats CGC, CFTD, CFTC, FO, Sapap, Sictam/CGT et SFE/CGT réclament, notamment, « le retrait des 200 suppressions d'emplois aux escales, le retrait d'un projet de filialisation des services télécoms d'ADP et la titularisation des agents en contrat à durée déterminée ».

Jean-Marie Luton pressenti pour diriger Arianeespace

UN AFFRONTEMENT s'est engagé entre le gouvernement et la direction de la société Arianeespace, chargée de commercialiser le lanceur européen Ariane, autour du remplacement de son PDG, Charles Bigot.

Depuis deux ans, l'affaire semblait entendue. En janvier 1996, Francis Avanzi - ancien responsable de CFMI, constructeur de moteurs d'avion, filiale de la Soenac et de General Electric - avait été nommé directeur général et donc dauphin désigné de M. Bigot. « A l'unanimité du conseil d'administration », précise-t-on aujourd'hui chez Arianeespace. Mais, la semaine dernière, le gouvernement, actionnaire majoritaire par l'intermédiaire du CNES (32,22 % des parts), d'Aerospaciale (7,77 %) et de la SEP, constructeur des moteurs d'Ariane (7,77 %), faisait savoir à MM. Bigot et Avanzi que son favori était désormais Jean-Marie Luton, actuel directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), poste où il doit être remplacé par l'italien Antonio Rodotà. M. Avanzi a annoncé qu'il ne resterait pas en cas de nomination de M. Luton. La crise devrait se dénouer lors d'un conseil d'administration prévu le 17 avril.

En attendant, les principaux protagonistes ne manquent pas de réagir en privé. Le gouvernement voudrait confier à

M. Luton la mission de « restructurer le capital d'Arianeespace pour y mettre les gros industriels français et européens en position d'opérateurs », indiquent certains. Selon d'autres, MM. Avanzi et Bigot auraient fait preuve d'une trop grande indépendance. Il leur serait reproché d'avoir proposé aux Américains des lancements depuis Kourou et une coopération technique autour du futur lanceur Ariane 5.

On rappelle aussi la violente réaction de M. Bigot face aux propositions faites aux Chinois - réproché de lancement - par François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, lors d'un récent voyage à Pékin (Le Monde du 30 janvier). Chez Arianeespace, on cite à la « mauvaise gouvernance » et on rappelle que le succès d'Ariane sur le marché est dû, précisément, à l'indépendance et aux pratiques commerciales de la société qui, souligne-t-on, est européenne.

Pour de nombreux experts, cette bataille traduit en fait une volonté de reprise en main d'un secteur en pleine expansion par les industriels concernés. Cela pourrait passer, estiment certains, par « une filialisation au sein d'Aerospaciale ».

Jean-Paul Dufour

Les syndicats belges souhaitent retarder la fermeture de Renault Vilvorde jusqu'en 2002

BRUXELLES

de notre envoyé spécial
A Vilvorde, la trêve de Pâques n'a été que partiellement respectée. Si l'assemblée générale hebdomadaire des salariés belges de Renault Vilvorde a été repoussée de vingt-quatre heures pour se tenir mardi 1^{er} avril, direction et syndicats ont mis à profit le lundi pascal pour discuter durant huit heures de la suite du conflit.

Alors que la direction souhaite désormais explicitement que le travail reprenne, les syndicats ont voulu se montrer constructifs en ne refusant pas la fermeture de Vilvorde, mais en proposant de la repousser à 2002, alors que celle-ci est prévue au 31 juillet 1997. Pour Karel Gacoms, porte-parole de la FGTB-ABVV, la confédération syndicale socialiste, cette proposition permettrait de multiplier les départs en préretraite et de prendre le temps de reclasser les autres salariés, voire de trouver un repreneur à l'usine.

Selon ce syndicat, la direction pourrait recourir à la loi belge qui permet à un salarié de chômer treize semaines et de travailler une semaine. Ainsi, durant ces cinq ans, les salariés ne seraient à la charge de l'entreprise qu'une semaine sur quatorze, soit un peu moins d'un mois par an. Selon les syndicats, la direction devrait indiquer mercredi, au cours d'une rencontre avec le médiateur nommé par le ministre du travail, quelle suite elle entend donner à cette proposition.

Alors que la direction belge garde le silence depuis l'annonce de la fermeture, le 27 février, les

syndicats ont indiqué qu'elle n'avait donné aucune indication sur le contenu du plan social. Le seul accord intervenu lundi concerne le paiement de trois jours de grève : le 28 mars, les 2 et 3 avril seront considérés comme des jours de grève payés par les syndicats (1 385 francs belges, soit environ 230 francs français) auxquels la direction accepte d'ajouter 350 francs belges (environ 58 francs français par jour).

COÛT IMPORTANT DE LA GRÈVE

Mardi 1^{er} avril est un jour de récupération payé par la direction et vendredi 4 avril, jour de grève organisé par les syndicats de Renault en Europe, sera payé par les seules organisations syndicales. Ce jour-là, environ cinq cents salariés de Vilvorde devraient manifester sous les fenêtres du premier ministre, Jean-Luc Dehaene, actuellement en déplacement en Amérique du Sud, de Karel Van Miert, commissaire européen à la concurrence, et de Luc Van Den Brande, ministre-président de la Flandre.

Samedi 5 avril, un car de Vilvorde se rendra à la manifestation « contre les menteurs » organisée à Namur par les salariés des Forges de Clabecq. Vendredi, une délégation de Renault Vilvorde s'est déjà rendue à une manifestation organisée par les salariés de Clabecq. Ceux-ci ont envoyé une délégation mardi à Vilvorde pour appeler à leur manifestation. Mais visiblement la violence utilisée par ceux-ci est loin de faire l'unanimité à Vilvorde, même parmi les leaders syndicaux. Ceux-ci n'envisagent plus

de mener des actions en France dans l'immédiat. Ils comptent sur le coût de la grève pour obtenir des compensations de la direction.

Selon une note interne de la direction parisienne à laquelle les syndicats belges ont en accès, la grève de Vilvorde a des répercussions sur de nombreux sites européens. L'usine espagnole de Palencia ne sera pas en mesure de produire le coupé Mégane actuellement fabriqué à Vilvorde avant octobre 1997.

Alors que dix-huit mille coupés Mégane sont d'ores et déjà perdus, quatorze mille autres le seront prochainement si l'usine ne reprend pas le travail. En ce qui concerne la Mégane quatre portes, douze mille quatre cents véhicules sont perdus et dix-sept mille autres pourraient l'être bientôt.

Par ailleurs, Vilvorde ne produisant plus de Clio, la direction a annulé les trois jours non travaillés en avril et deux en mai à l'usine de Fins (Yvelines), qui produit également des Clio. La note de la direction indique aussi que la Mégane Classic, actuellement produite sur la première ligne de production à Douai, sera transférée à Palencia à partir d'août.

La Scénic, qui est actuellement fabriquée sur une seule chaîne à Douai, pourra donc être produite sur deux chaînes. La direction a demandé aux syndicats belges de « libérer » les quatre à cinq mille voitures qu'ils retiennent sur un parking à Vilvorde, mais ceux-ci ont catégoriquement refusé.

Frédéric Lemaître

Saint-Gobain diminuera de 50 % sa participation dans Suez

JEAN-LOUIS BEFFA, PDG de Saint-Gobain, a précisé mardi 1^{er} avril ses exigences sur la fusion entre Suez et la Lyonnaise des eaux. Favorable à l'opération, il demande, en tant qu'actionnaire, à toucher les fruits du redressement de Suez. Selon ses calculs, outre le dividende, ce dernier devrait reverser l'équivalent de 10 % de ses actifs à ses actionnaires. Ce qui représenterait 4,2 milliards de francs environ. M. Beffa est hostile à l'instauration d'un directoire et d'un conseil de surveillance pour le nouvel ensemble. Il estime que Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise, devrait en avoir la présidence mais seulement jusqu'en septembre 1998.

A l'issue de la fusion, Saint-Gobain pense diminuer de moitié sa participation pour la ramener autour de 3 %. Constatant « la fin du système des participations croisées » - Saint-Gobain a plus de 7 milliards immobilisés dans des groupes amis -, M. Beffa ne devrait garder que deux participations « stratégiques » : la BNP et la Générale des eaux.

DÉPÊCHES

■ **AVOIRS JUIFS** : un groupe de survivants de l'Holocauste et leurs héritiers ont déposé une plainte en nom collectif, lundi 31 mars, à New York pour obtenir 7 milliards de dollars de sept compagnies d'assurance européennes, accusées d'avoir refusé d'honorer les polices d'assurance des victimes du nazisme. Les compagnies visées sont les AGF (France), Allianz et Bayerische (Allemagne), Generali et RAS (Italie), Wiener Allianz et Der Anker (Autriche).

■ **NIIPPON CREDIT** : la banque japonaise en difficulté (Le Monde daté 30-31 mars) a été mise sous administration judiciaire spécialisée faire faillite. Crown Leasing, Nippon Total Finance et Nippon Credit Finance Service, ont demandé leur mise en liquidation au tribunal d'instance de Tokyo. Leur passif cumulé de 84 milliards de francs constitue le plus gros sinistre de l'après-guerre au Japon.

■ **LA MONDIALE** : la société d'assurance mutuelle vie a signé un accord de distribution de produits d'assurance-vie avec la société espagnole Pelayo, spécialisée dans l'automobile. Elle lui cède la participation majoritaire qu'elle détenait dans l'assureur automobile Munat.

■ **KIMBERLY-CLARK** : le groupe américain vient de racheter la société espagnole Moobeebe, numéro deux des changes pour bébé en Espagne et au Portugal. Kimberly-Clark a acquis en France la marque Peaudouce en août 1996.

■ **FUJITSU/NEC** : les deux groupes japonais ont vendu leurs super-ordinateurs à des prix de dumping aux Etats-Unis, a conclu le département américain du commerce dans une décision préliminaire, lundi 31 mars. Leurs machines seront frappées, à leur entrée aux Etats-Unis, de droits de douane comblant la marge de dumping estimée, jusqu'à la décision finale attendue en août. Le département du commerce a estimé la marge de dumping à 454 % pour NEC et à 27,17 % pour Fujitsu.

■ **ITT** : le groupe américain, qui fait l'objet d'une OPA hostile de la part de Hiltco, a annoncé, lundi 31 mars, avoir vendu le reste de ses parts dans Alcatel Alsthom. ITT, qui détenait 4,5 millions d'actions (environ 2,8 % du capital) les a cédées pour 530 millions de dollars, « ou prix du marché, à des investisseurs institutionnels américains ».

■ **INCO** : le groupe canadien, premier producteur mondial de nickel, a présenté mardi 1^{er} avril à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, son projet d'usine dans le sud du territoire. Le groupe envisage de construire cette année une usine-pilote sur le site de Goro, qui pourrait céder la place à une unité produisant 30 000 tonnes de nickel par an à partir de 2003.

Carrefour vous propose le nouveau Forfait SFR 60⁺

pour **195F** ttc/mois

1 h d'appels incluse.

Chez Carrefour, vous trouverez aussi le téléphone mobile et les accessoires qui vous conviennent.

Avec Carrefour je positive! ➡

SFR

La Membre SFR est à l'écoute.

■ LES LIQUIDATIONS ont repris de plus belle, lundi à Wall Street. L'indice Dow Jones a perdu lundi 157,11 points (2,33 %), à 6 583,46 points. Il avait cédé déjà 140 points (2,04 %) jeudi.

CAC 40 ↑ Cibac	CAC 40 ↑ 1 mois	CAC 40 ↑ 1 an	MIDCAC ↑ 1 mois
----------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------

leurs sensibles à l'évolution des taux d'intérêt cédaient un terrain appréciable : CLF-Dexia perdait 5,44 %, la BNP 5,24 %, la Société générale 4,9 % et les AGF 4 %.

confirmé vendredi sa candidature à la reprise de Thomson-CSF, a gagné 27,8 % depuis le début de l'année.

Lagarde sur un mois

Date	Price (approx.)
20/03	110
27/03	135
03/04	145
10/04	135
12/04	140

	27/03	26/03
Alcoa	68	68,62
Alcoa Chemical	21,26	22,63

	27/03	26/03
Alcoa	68	68,62
Alcoa Chemical	21,26	22,63

	27/03	26/03
Alcoa	68	68,62
Alcoa Chemical	21,26	22,63

	27/03	26/03
Alcoa	68	68,62
Alcoa Chemical	21,26	22,63

FRANCFORT

Les valeurs du DAY 30

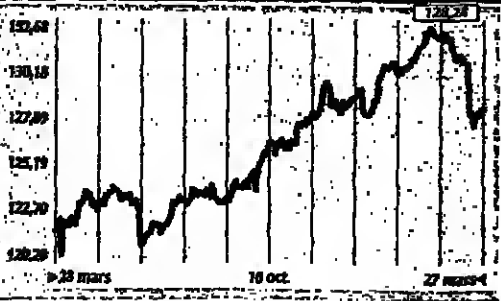
Bank	2008
Alfina Holding N	30,90
Basf AG	63
Bayer AG	69,40
Bay HypoWechselb.	56,30
Bayer Wertbank	69,10
BMW	1350
Commerzbank	42,40
Darmst.-Stent AG	133,40
Deutsche	71,7
Deutsche Bank AG	93,90
Deutsche Telekom	99,30
Dresdner BK AG FR	58,30
Henkel VZ	92
Hoechst AG	67,55
Karstadt AG	27,50
Linde AG	117,9
DT. Lufthansa AG	56,15
Man AG	479
Mannesmann AG	638
Metro	171
Muench Rue N	4940
Preussag AG	74,25
Rwe	49,45
Sap VZ	265
Schelling AG	168,30
Siemens AG	89,90
Thyssen	576,50
Veba AG	94,45
Vitag	788
Vollswagen VZ	727

015

015

PARIS → jour le jour	PARIS ↗ CAT 10 ans	NEW YORK → jour le jour	NEW YORK ↗ Bonds 10 ans	FRANCFORT → jour le jour	FRANCFORT ↗ Bonds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

les indicateurs américains du jour, notamment l'indice de la NAPM (directeurs d'achats) ne ressortent pas plus forts que prévu. Mais au vu de la réaction des marchés au relèvement des *fed funds* de nombreux opérateurs sont baissiers sur le marché, où l'on repare d'un retour à un rendement de 6 % pour le taux à dix ans. Autrement, le notional pourrait aller tester 127,24, son plus haut niveau récent, qui date du 20 mars.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)**LE MARCHÉ MONÉTAIRE** (taux de base bancaire 6,30 %)**LE MARCHÉ MONÉTAIRE** (taux de base bancaire 6,30 %)**LE MARCHÉ MONÉTAIRE** (taux de base bancaire 6,30 %)**LE MARCHÉ MONÉTAIRE** (taux de base bancaire 6,30 %)**NÉTAIRE** (taux de base bancaire 6,30 %)**NÉTAIRE** (taux de base bancaire 6,30 %)**NÉTAIRE** (taux de base bancaire 6,30 %)**NÉTAIRE** (taux de base bancaire 6,30 %)

<p>US/DM</p> <p>↓</p> <p>1,640</p>	<p>US/£</p> <p>↓</p> <p>123,6200</p>	<p>DM/£</p> <p>↓</p> <p>3,3668</p>	<p>£/£</p> <p>↓</p> <p>9,2115</p>
------------------------------------	--------------------------------------	------------------------------------	-----------------------------------

niveau depuis six mois. La chute des actifs financiers américains provoque des sorties de capitaux hors des Etats-Unis et des ventes de dollars. Malgré la chute du billet vert, le franc gagnait un peu de terrain mardi matin face à la monnaie allemande. Il cotait 3,3690 francs pour un deutschemark. La lire italienne était également bien orientée, s'écrivant à 999 lire pour un mark. La livre sterling était stable à 2,2735 marks et 0,22 franc.

PARITES DU DOLLAR	01/04	27/03	Var. %
-------------------	-------	-------	--------

PARITES DU DOLLAR	01/04	27/03	Var. %
-------------------	-------	-------	--------

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

$$\begin{array}{r} 1 \\ 358 \\ 315 + \\ \hline 673 \end{array}$$

CAC 40
↓
BASE

PARIS
-3,21 %
CAC 40 :
2571,35

...bers Mod.	2850	2246	-4	282	L'Oréal
...n France	49750	-499	-0.90	20	LVN's Most Hon.
...n's CSE	69.20	69.76	0.68	26	Lyonsville Enter.
...n's CSE	21.25	23.29	2.04	39	Marine Weat
...n's CSE	34.5	34.5	0.04	13.36	Mediagroup
...n's CSE	301	280.10	-6.98	5	Micrologic Inter.
...n's CSE	5040	4647	-3.96	05	Microlink
...n's CSE	895	852	-4.78	10	Micromedex
...n's CSE	400	400	0.00	1.32	Mind Garden
...n's CSE	893	149	-1.48	4.30	Nordson (Nj)
...n's CSE	340	325	-4.41	2.1	NRJ
...n's CSE	20	20	0.00	1.32	Novartis
...n's CSE	465	461	-0.08	3	Parfums
...n's CSE	31.15	47.10	15.95	3	Pathe
...n's CSE	147	140	-0.68	4	Packaging
...n's CSE	138	133.30	-3.57	17	Pharmacia Ricard
...n's CSE	765	742	-3	15.25	Praxair
...n's CSE	375	326	-3.26	24.00	Print-Print
...n's CSE	882	882	0.00	19.4	Plastic-Omn (L)
...n's CSE	335	349	1.28	69	Procter & Gamble
...n's CSE	387	382	-0.53	31	Promoters
...n's CSE	1460	1399	-4.67	13.00	Publicis
...n's CSE	4472	4355	-12.75	10	Ramp Corporation
...n's CSE	500	500	0.00	2.24	Raychem
...n's CSE	2648	2594	-2.41	22.8	Rhone Poulenc A
...n's CSE	10	10.10	0.10	69	Rhone Poulenc A
...n's CSE	122	122	0.00	19	Rhone Poulenc A
...n's CSE	6.50	6.50	0.00	19	Rhone Poulenc A
...n's CSE	1468	1436	-3.18	34	Sac (Nz)
...n's CSE	539	553	1.07	349	Saint-Sauveur
...n's CSE	108	108	0.00	1.32	Saint-Sauveur
...n's CSE	534	516	-3.57	14	Saint-Sauveur
...n's CSE	4001	4049	4.89	1.35	Saint-Sauveur
...n's CSE	2184	2063	-12.41	1.54	Saleva (Nz)
...n's CSE	161	161	0.00	3.34	Santofi
...n's CSE	500	500	0.00	3	Santofi
...n's CSE	2518	2509	-0.39	55	Santofi
...n's CSE	100	100	0.00	1.32	Santofi
...n's CSE	511	533	2.17	145.50	Schneider SA
...n's CSE	154.50	158	3.11	6	Setfing
...n's CSE	30	30	0.00	2.24	SETA
...n's CSE	1050	1065	1.26	12	Société Générale
...n's CSE	1870	1885	0.26	26	SGM
...n's CSE	418	400	-4.30	2.00	Sider
...n's CSE	100	100	0.00	11.65	Silco
...n's CSE	677	649	-4.21	14.50	Silco
...n's CSE	381.40	380.00	-1.40	1.32	SILTA
...n's CSE	608	590	-2.22	3.34	Société Générale
...n's CSE	105	102.40	-2.60	0.7	Société Générale
...n's CSE	242	242	0.00	20	Southern Alliance
...n's CSE	1350	1350	0.00	3.25	Southern Alliance
...n's CSE	310	310	0.00	1.32	Southern Alliance
...n's CSE	138	138	0.00	1.32	Southern Alliance
...n's CSE	1738	1735	-3.64	21.50	Stratford Comm.
...n's CSE	389.80	381	-2.25	14	Swisscom
...n's CSE	112	112	0.00	1.32	Swisscom
...n's CSE	24	24	0.00	1.32	Swisscom
...n's CSE	2033	2033	0.00	3.25	Swisscom
...n's CSE	1015	994	-2.06	3.85	Telecom
...n's CSE	215	215	0.00	1.32	Telecom
...n's CSE	250.20	250.20	0.00	1.32	Telecom
...n's CSE	54	50.00	-4.00	70.50	UIC

-2,37	Handstar	720	-4,40
-0,49	L.B.M. s	290	-2,40
-0,30	L.C.I. s	69	-1,19
-1,52	Lo Valentin s	253,00	-2,33
-1,36	Marsoligne s	67,60	-1,69
-	Mc Donnell s	277,50	-4,50
-1,15	Monck and Co s	518	-4,30
-2,28	Mutualité Corp s	■ 50,25	-0,19
-1,66	Nabell Corporation	566	-3,78
-1,01	Norgan J.P. s	797	-7,03
-1,49	Norik N&S s	6320	-2,76
	Nylos s	■ 38,80	-1,19
	Nokia s	346,50	-4,48
	Nonk Hydro s	277,50	-2,40
	Oréal s	590	-3,60
	Philip Morris s	690	-5,00
	Phillips N.V. s	238,20	-4,64
	Pièce Dima Inc s	107	-4,27
	Procter Gamble s	571	-4,17
	Quilmes s	310	-3,50
	Rhone-Poulenc s	250	-1,99
	Rhone-Poulenc s	425	-2,11
	Royal Dutch s	101,4	-2,28
	S.A.T.T. s	89,15	-0,16
	Saga Enterprise	■ 130,10	-2,08
	Schlumberger s	31,20	-2,20
	Seel Transport s	99,10	-3,48
	Siemens s	287	-2,10
	Sing Corp s	297	-0,36
	Sunbeam Bank s	■ 74,65	-9,57
	T.O.J. s	■ 366,60	+2,01
	Thalys s	12	-3,35
	Thomson s	■ 31,60	-1,59
	Unilever s	1096	-4,19
	United Technol. s	409,50	-3,68
	Veal Reefs s	945	-2,40
	Wolfsberg A.G. s	313,2	-1,50
	Yokohama s	152	-5,98
	Western Pump s	166,90	-0,78
	Yamashita s	■ 117,50	-2,12
	Zambia Copper	15,10	-5,81

pts +/-	Montair coupon (1)
-5,81	
-2,57	
-4,38	
-5,06	
-0,26	
-3,50	
-6,26	
-2,35	
-3,44	
-3,35	
-0,79	
-5,47	
-2,24	
-4,59	
-2,81	
-2,28	
-7,56	
-3,47	
-1,83	
-1,57	

ABBREVIATIONS:
 B = Bordeaux; LI = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLS
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3;
 s = cotations à droit décaité.

DERNIÈRE COLONNE (1):
 Lundi daté mardi : s variation 30/12
 Mardi daté mercredi : montant du coupon
 Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
 Jeudi daté vendredi : composition
 Vendredi daté samedi : nominal

- Financed 8.6%
- Florida 9.75%
- OAT 8.5% 7/1

30
 — Financed 8.6% 92-98
 Florida 9.75% 90-98
 OAT 8.5% 87-97
 OAT 88-98 TIME
 OAT 9/85-98 TRA
 OAT 9.50% 88-98

[illegible]

2540	ACTIONS		Cours	Derniers
2545	ÉTRANGÈRES		précéd.	cours
1851	Bayet-Wendling Bank		205	
308,50	Commerzbank AG		162	
530	Fin. Cit.		17,25	
1410	Gesvert		399	
1095	Kid Colden South		130,00	
146,50	Robeco Corp.		25,00	
1727	Montedison ind. chim.		10,65	
50	Olympia Optical		6,30	
540	Robeco		475,20	
395	Robinson NV		100	
8020	Sarasin Group PLC		488,30	
16	Solway SpA		130	
20			3350	
65				
65,20				
700				
180				
973				
116,60				
201				
108,80				
750				
50				

ABBREVIATIONS	
B = Bordeaux;	L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
N = Nancy;	Na = Nantes.

SYMBOLS	
1	= en catégories de cotation - sans indication
catégorie 3;	1
o = offert;	d = demandé;
d = demande réduite;	c = court d'animation.

CEE
Center (Ly)
CPPI

C.E.E. _____
 Cemtex (Ly) _____
 CFP1 II _____
 Change Bourse (I) _____
 CNIM CAJ _____
 Codetour _____

190	166	CGI Industries	1038	100
370,30	370,38	Cofide (Cuba)	36,30	5
330	330	Comcast	27	27
(M)	283	Comdisco Products	874	874
238	228	Copie Gullin & Ly	200	19
307	307	Cordis	870	870
CET	472	CORC	233	233
307	307	Coronet	1383	1383
and	308	Corning International	396	396
875	875	CORP Group	224,60	224,60
(S)	341	COSCO	136	136
308	307,00	COX International	441	441
308	308	CSC	94,90	94,90
569	569	CSC Computer	68,00	68,00
70	70	CSB	64,05	64,05
569	569	CSA	57	57
70,10	70,10	CSA-Metropole TV	762	762
48	48	CSC	1059	1059
441	441	CSC	404	404
697	697	CSC-Lines/Profit	135,40	135,40
360	360	CSC	71	71
72	72	CSC	69,80	69,80
785	785	CSC	100	100
252	252	CSC	119	119
63	63	CSC	218	218

AU MARCHÉ Cours relevés à 12 h 30 **RIL**

Cours précéd.	Derniers cours
56	
575	
118	
285	
235	
786	
29,30	
174	
161	
82,50	
100,20	
100,10	
1400	
200	
34,80	
362	
4,75	


HORS-COTE Une section. Cours relevés à 12 h 30 **MARDI 1^{er} AVRIL**

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Alphina CI	871	871
Goldie C&A Ind	8	8
Géralde Occidentale	210	210
Marian	1170	1170
Sil Eclairiers du Monde	167	167

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
N = Nancy; Np = Nantes.

SYMBOLES
♦ ou 2 = catégories de cotation - sans indication
catégorie 3; ♦ cours précédent; ♦ coupon
détaché; ♦ droit détaché; o = offre;
= demandé; o offre réduite; ♦ demande
réduite; ♦ converti d'abonnement.

BRED
Monedien
Oblig. tres caré

BANQUE POPULAIRE		Fonds communs de placements	
Ord. D.	9136,30	Ord. Capgemini C.	11154,54
Ord. D.	256,31	Ord. Sncor Première C.	11864,57
		Ord. Sncor Première C.	1282,51
			
INVESTITION EN SERVICES		CHINA	
Ord. D.	784,17	Ord. Asia Pacific	
Ord. D.	1017,50	Ord. Asia Pacific	1157,50,66
PROMOTEURS		ORD. ASIE	
Ord. D.	2427,74	Ord. Asia Pacific	167,92
Ord. D.	308,96	Ord. Asia Pacific	191,15
Ord. D.	2407,98	Ord. Asia Pacific	716,71
		Ord. Asia Pacific	68,23
		Ord. Asia Pacific	2121,70
		Ord. Asia Pacific	9421,91,49
		Ord. Asia Pacific	179,57
		Ord. Asia Pacific	162,52
		Ord. Asia Pacific	1146,20
		Ord. Asia Pacific	111,97,14
		Ord. Asia Pacific	114,41,14
		Ord. Asia Pacific	536,28
		Ord. Asia Pacific	536,28
		Ord. Asia Pacific	167,28
		Ord. Asia Pacific	127,26
		Ord. Asia Pacific	116,39
		Ord. Asia Pacific	1758,10
		Ord. Asia Pacific	120,50
		Ord. Asia Pacific	82,04
		Ord. Asia Pacific	185,47,4
		Ord. Asia Pacific	161,59
		Ord. Asia Pacific	182,67
		Ord. Asia Pacific	80,57
		Ord. Asia Pacific	301,72
		Ord. Asia Pacific	221,5
		Ord. Asia Pacific	23,85

131,26	ASSEY MANAGEMENT	
2280,66	Actimondiale C.	2749,91
250,51	Actimondiale D.	3075,32
1406,94	Calendex 1 D.	1000,64
1495,25	Calendex 2 D.	1071,74
1104,76	Calendex 3 D.	1028,36
	Capimondiale C.	807,80
	Capimondiale D.	578,50
	Société C.	980,54
• 1939,62	Société D.	702,09
• 882,8	Intercontinental France D.	687,41
• 581,7	S.G. France option C.	2015,07
	S.G. France option D.	1523,64
	Société C.	1756,22
	Société D.	1414,42
	Société D.	308,85
	Société C.	2117,61
	Fonds continués de placements	
	Power D.	1469,61
	Société D.	1712,82
	Société D. Tempo D.	136,71

• 1822,78	
1027,94	
1917,7	
• 857,42	
• 913,21	
1414,6	
189,16	
136,41	
• 641,65	
612,20	
117,89	
112,72	
140,38	
130,84	
622,71	
196,84	
1459,89	
527,61	
823,81	
971,25	
884,52	

SYMBOLES
 ◊ cours du jour ; ◊ cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 LE MONDE

Publicité financière Le Monde : 01 44 49 76 45

سید احمد علی

GÉOGRAPHIE Un travail de géomètre, digne de celui entrepris par les premiers cartographes français il y a deux siècles, a été lancé par l'IGN : la numérisation au 25 000^e et

en trois dimensions de l'ensemble de la France. ● LES SATELLITES et les avions recueillent les données qui, complétées par les nombreuses indications ajoutées à la main par les

géomètres, servent désormais de base à l'élaboration des cartes. ● 20 % DU TERRITOIRE regroupant 40 % de la population seront ainsi reportés sur disquette d'ici à deux

ans. ● ENRICHIR à la demande d'indications les plus diverses, comme les réseaux d'assainissement ou d'alimentation électrique, ces cartes numériques sont des instruments pré-

cieux pour les services publics. ● LES AUTOMOBILISTES pourront aussi en disposer quand les systèmes de navigation embarqués seront devenus courants.

Les cartographes mettent la France sur disquettes informatiques

L'Institut géographique national (IGN) prévoit d'achever entre 2005 et 2010 la carte numérique de l'Hexagone en trois dimensions. Une réalisation qui devrait trouver de multiples utilisations professionnelles et, bientôt, s'adresser aussi au grand public

EN 1750, César-François Cassini, troisième d'une brillante lignée d'astronomes, entreprend, sur ordre de Louis XV, de lever la première carte détaillée de la France, par la méthode de la triangulation. Travail de titan, ou plutôt de fourmi : l'œuvre - 180 feuilles de papier grand-aigle à l'échelle d'une ligne pour cent toises, soit 1 : 86 400 - ne sera achevée qu'en 1793, par son fils Jacques-Dominique.

Au siècle suivant, les ingénieurs militaires remettent l'ouvrage sur le métier et l'affinent : à l'aide du cadastre napoléonien, ils dressent la carte d'état-major - 267 feuilles au 1/80 000^e - aux reliefs figurés par des bacchures, demeurée en usage jusqu'à une période récente.

La copie est revue et améliorée, à partir de 1940, par l'Institut géographique national (IGN), établissement public créé pour succéder au Service géographique de l'armée et éviter la saisie de son patrimoine par l'Allemagne : grâce à la photographie aérienne, une troisième génération de documents, les « cartes bleues » - 2 200 feuilles au 1/25 000^e -, est établie et, depuis, régulièrement remise à

jour. Aujourd'hui, l'information géographique est engagée dans une nouvelle mutation, qui n'est pas de moindre ampleur que celles qui l'ont précédée. Aux cartes sur papier s'ajoutent - et se substituent peut-être demain - des cartes numériques, sous forme de bases de données destinées à des usages professionnels et, bientôt, au grand public.

L'ordinateur et le satellite ont transformé le travail du géographe, donnant même naissance au terme barbare de « géomatique ». Naguère, les géomètres se repéraient à l'aide d'un maillage au sol de 80 000 points géodésiques, répartis sur le pays et matérialisés par des bornes de granit, dont ils déterminaient la position au moyen d'un théodolite, instrument d'optique associant visée et mesure d'angles. Pour les altitudes, ils s'appuyaient sur un réseau de 400 000 points de nivellement, signalés par des médaillons métalliques scellés dans des ouvrages d'art ou des maisons. Désormais, ils ont recours à des bases électroniques, dont les trois coordonnées (latitude, longitude, altitude) sont calculées, avec précision et plus rapidement, grâce

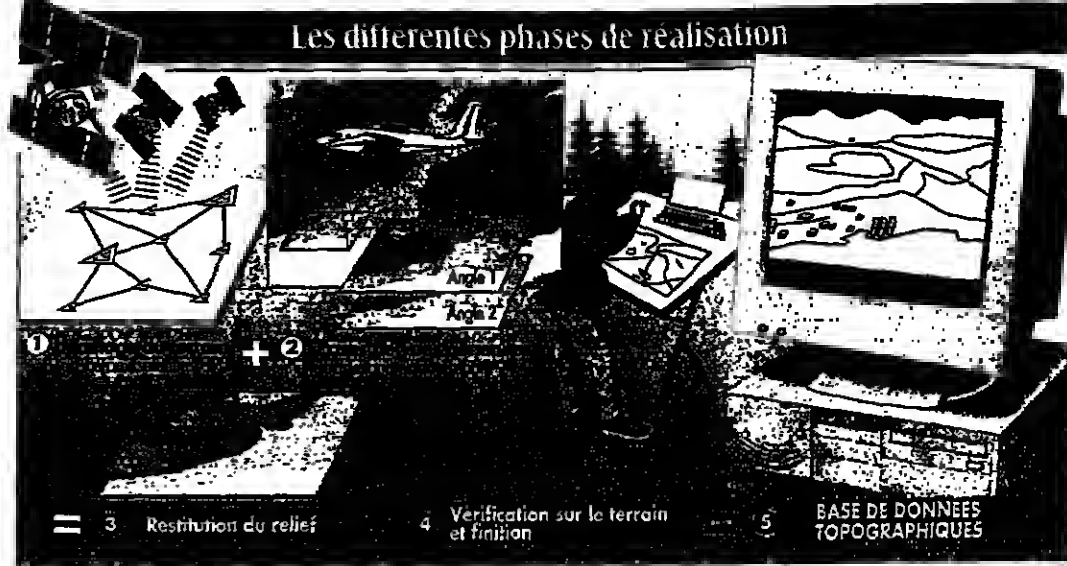
aux signaux électromagnétiques émis par les satellites du Global Positioning System (GPS).

Les techniques cartographiques ont, elles aussi, évolué. Elles font appel, traditionnellement, à la photogrammétrie aérienne, qui consiste à effectuer des prises de vue de parcelles du territoire sous deux angles différents. En faisant se chevaucher les deux clichés, il est possible, par stéréoscopie, de restituer le relief du paysage, dont les paramètres sont ensuite enregistrés sous forme numérique. Toutes ces opérations sont, désormais, entièrement informatisées.

L'ŒIL DU GÉOMÈTRE

Toutefois, l'œil du géomètre reste irremplaçable. Seul, il est capable, sur le terrain, de vérifier l'exactitude du document - en s'assurant par exemple qu'une meule de foin n'a pas été prise pour une habitation - et de le compléter, en y ajoutant les détails invisibles pour les avions photographes - chemins en sous-bois, tunnels ou sentiers de randonnée -, les limites administratives et l'appareil topographique, c'est-à-dire les noms de lieux. L'ensemble de ces informations donne naissance à des bases de données topographiques, dont les cartes sur papier ne sont plus que des succédanés sans relief. À l'avenir, les « cartes bleues » seront rééditées à partir de cette bibliothèque numérique.

Le chantier n'est pas mince. L'IGN a déjà mis sur disquettes ou sur CD-ROM, à l'échelle du 1/25 000^e et en trois dimensions, un peu plus du dixième de la France, en commençant par ses principales agglomérations : Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg. D'ici deux ans, 20 % du territoire, regroupant 40 % de la population, seront en « boîte ». L'établissement public espère venir à bout



La constitution d'une base de données topographiques en trois dimensions est l'aboutissement d'une chaîne d'opérations qui nécessite environ 2 ans.

de sa tâche à l'horizon des années 2005 ou 2010.

Cette cartographie électronique représente pour l'Etat, qui finance l'IGN à hauteur de plus de 50 % de ses 700 millions de francs de budget annuel, une dépense de l'ordre de 2,5 milliards de francs. C'est que de multiples utilisations en sont attendues, en particulier par les services publics et les collectivités territoriales.

Les bases de données peuvent, en effet, être enrichies « à la carte » par le tracé des réseaux d'alimentation électrique, de distribution d'eau ou d'assainissement, le relevé des édifices publics, la mention des plans d'occupation des sols ou des restrictions de circulation en zone urbaine, ou encore diverses indications sur la démographie, les bassins d'emploi ou l'environnement. Elles sont ainsi susceptibles de devenir des outils précieux,

dans des domaines aussi divers que l'aménagement du territoire, l'organisation de la lutte contre les incendies, la gestion des réseaux hydrographiques, l'élaboration des plans de circulation, l'amélioration des transports scolaires ou la protection des sites.

AIDE À LA CIRCULATION

Pourtant, « contrairement à ce qui se passe en Angleterre et dans les pays nordiques, où ces systèmes sont largement répandus, l'équipement des collectivités locales françaises progresse lentement », déplore Jacques Frémont, directeur général de l'IGN.

L'Institut n'a, d'ailleurs, pas tout mis sur sa banque de données au 1/25 000^e. Une base plus grossière, au 1/100 000^e et en deux dimensions seulement, équipe déjà de nombreux services de l'Etat - à commencer par ceux de la défense et de l'équipement -, ainsi

que 20 à 30 % des conseils généraux. Une base altimétrique, rassemblant les cotes d'altitude et conçue pour les besoins de l'armée, a trouvé un nouveau débouché auprès des opérateurs de radiotéléphonie.

Enfin, une base dédiée à la circulation routière, « Géoroute », sera disponible, fin 1997, pour toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants. Ce service est déjà utilisé par la RATP, des services de sécurité comme le SAMU ou les pompiers, des parcs de taxis ou des transporteurs routiers pour l'optimisation de leur flotte. Il devrait aussi connaître, dans un avenir proche, les faveurs des automobilistes, avec le développement des systèmes de navigation embarquée. L'IGN a sans doute, dans ce domaine, une belle carte à jouer.

Pierre Le Hir

Une nouvelle école

L'école nationale des sciences géographiques (ENSG), fondée en 1941 pour assurer la formation des personnels techniques de l'IGN, vient de s'installer à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), dans des locaux qu'elle partagera avec l'école nationale des ponts et chaussées. Chaque année, l'ENSG prépare cent trente élèves, dont les deux tiers intègrent ensuite l'IGN, aux disciplines géographiques et cartographiques. Les nouveaux bâtiments abritent également une partie de l'activité scientifique de l'Institut, qui consacre 8 % de son budget à la recherche dans les domaines de la géodésie spatiale, de l'instrumentation, du traitement d'image et de la reconnaissance automatique d'objets, ainsi que des systèmes d'information géographique.

L'IGN, dont la principale unité de production est située à Saint-Mandé (Val-de-Marne), est doté de seize agences régionales et d'un établissement dédié à l'imagerie spatiale à Toulouse. Son effectif est de deux mille personnes.

Les effets physiologiques du manque d'oxygène en altitude sont étudiés sous l'eau

CHAMONIX
de notre envoyé spécial

Huit « alpinistes-volontaires », dont quatre étudiants en médecine, viennent de séjourner pendant une semaine à 4 350 mètres d'altitude à l'observatoire Vallot. Après s'être ainsi acclimatés à l'altitude dans ce bâtiment construit en 1898 sur les pentes du mont Blanc, la cordée devait « gravir » 4 000 mètres de plus en redescendant à Marseille pour pénétrer, mardi 1^{er} avril, dans un caisson hypobarique de la Comex. Là, les spécialistes de la plongée profonde leur recréeront en boîte les conditions d'une ascension du Toit du monde, qui culmine à 8 846 mètres. L'expérience s'inscrit dans les travaux que réalise, depuis une quinzaine d'années, l'Association pour la recherche en physiologie de l'environnement (ARPE) sur les effets de l'altitude sur le corps humain.

L'himalayiste Pierre Béghin, victime d'une chute mortelle dans la face sud de l'Annapurna en 1992, soulignait que, dans ces espaces élevés, l'homme devenait un « mutant ». « Certains processus vitaux se modifient : le débit et la fréquence respiratoire augmentent, le sang s'épaissit en fabriquant des globules rouges, la cellule musculaire apprend à mieux utiliser le peu d'oxygène qui lui parvient. La rarefaction de l'air n'occorde à l'homme, même acclimaté, qu'un temps de survie limité. Plus il se trouve haut et plus le répit est court », écrivait-il dans son livre *Hauts Altitudes*. Adeptes de ces voyages extrêmes à plus de 8 000 mètres, ces ingénieurs grecoblois aidaient mieux connaître, grâce à ses propres observations, le comportement des alpinistes dans « l'oxygène rare ».

Les conditions périlleuses de ces ascensions rendent difficile, voire impossible, la mise en œuvre

d'études scientifiques lourdes au-delà de 6 000 mètres d'altitude. En 1991, les médecins de l'ARPE réalisèrent pendant trois semaines des expérimentations au sommet du Sajama (6 542 mètres), dans les Andes boliviennes. Dès 1985, l'utilisation d'un caisson hypobarique pour simuler les conditions d'une ascension à haute altitude a permis à des scientifiques américains de mesurer les effets de la rarefaction de l'oxygène sur le comportement physique et mental des alpinistes confrontés à des altitudes supérieures à 7 000 mètres. Les tests pratiqués ont révélé de grandes inégalités physiologiques entre les individus et leur capacité différente à s'adapter. La « plongée en altitude » des huit alpi-

nistes-cobayes dans les caissons de la Comex les conduira jusqu'à l'équivalent de 8 846 mètres par paliers successifs. Leur préacclimatation effectuée à l'observatoire Vallot leur permet de passer directement du niveau de la mer à 4 500 mètres d'altitude et de gagner, dès le lendemain, le camp de base de l'expédition à 5 000 mètres. Au cours des jours suivants, ils tenteront de rejoindre les camps supérieurs à 6 000, puis à 7 000 mètres. Leur progression sera entrecoupée de phases de repos à ces différentes altitudes. Ce dernier bivouac devrait être atteint après une dizaine de jours.

À l'issue de cette phase d'acclimatation à l'altitude, les alpinistes redescendront, le 19 avril, au

camp de base pour une période de récupération de deux jours. L'assaut final sera donné à la fin du mois d'avril, avec une incursion de quelques heures seulement à 8 846 mètres, où le baromètre descend à 260 millimètres de mercure contre 760 au niveau de la mer. Cette course se fera sans apport d'oxygène.

UN VOILE SUR LA MÉMOIRE

Seule sera recréée la chute progressive de la pression atmosphérique et la diminution de l'oxygène, qui limitent les performances physiques et éventuellement mentales des hommes. Les alpinistes volontaires ne subiront pas les conditions climatiques parfois extrêmes des pentes

himalayennes et le stress dû au danger d'avalanches.

Les différentes phases de l'ascension seront ponctuées de tests sur l'adaptation ventilatoire, cardiaque et circulatoire aux altitudes élevées. Ils permettront peut-être de vérifier si, comme se demande le professeur Jean-Paul Richalet, secrétaire général de l'ARPE, « la rarefaction de l'oxygène fragilise ou non l'adaptation aux autres facteurs rencontrés en haute altitude comme le froid et le stress ». D'autres recherches seront menées, notamment sur l'évolution du goût en fonction de l'altitude. Elles devraient permettre d'améliorer l'alimentation des grimpeurs, confrontés à de fortes pertes de poids au cours de

leurs ascensions. Les chercheurs de l'ARPE s'attendent aussi mieux connaître les effets de l'hypoxie sur le cerveau et le comportement, parfois étrange, des himalayistes évoluant à des altitudes supérieures à 7 000 mètres. « Tous les accidents survenus ces dernières années en haute altitude ont eu pour origine la prise d'une mauvaise décision ou une attitude qui n'était pas logique », explique Jean-Paul Richalet. Selon lui, l'insuffisante oxygénation du cerveau pourrait entraîner un amoindrissement des facultés de raisonnement et l'apparition d'un « voile » sur la mémoire.

CAISSON

Lorsqu'ils seront parvenus au-dessus de 7 000 mètres, les grimpeurs plancheront dans leur caisson sur des problèmes mathématiques simples, destinés à mettre en évidence des enchaînements logiques. Aussitôt après leur redescente simulée au niveau de la mer - qui durera une quarantaine d'heures -, ils seront soumis à une IRM (image par résonance magnétique) cérébrale, destinée à détecter d'éventuelles lésions provoquées par le manque d'oxygène.

Les équipes de chercheurs souhaitent mesurer avec précision la production de globules rouges dans le sang pendant un séjour en altitude. Cela pourrait aider à mieux maîtriser le « dopage d'altitude », pratiqué depuis des années pour les sports d'endurance comme le ski de fond. « L'érythropoïétine, qui occide la production de globules rouges, explique un spécialiste, est sécrétée naturellement chez l'homme lorsqu'il effectue un séjour d'une certaine durée en montagne ou dans un caisson hypobarique ».

Des abysses océaniques aux cimes himalayennes

LA RAISON d'être des caissons n'était pas, jusqu'à présent, les « promenades » simulées sur les cimes, mais au contraire la plongée dans les abysses. Créée en 1961 par l'ingénieur Henri-Germain Delauze, la Compagnie maritime d'expertises (Comex) a une réputation dans le domaine des travaux sous-marins. Ses plongeurs interviennent - le plus souvent pour les compagnies pétrolières qui exploitent des gisements offshore - sur le fond des océans.

Si les robots commencent aujourd'hui à leur disputer la vedette, les fonds marins furent, ces trente dernières années, le royaume des plongeurs autonomes (les hommes-grenouilles). Leur scaphandre léger leur donne une liberté de mouvement infiniment plus grande que celle des antiques « pieds lourds ». Revers de la médaille, ils sont totalement soumis à la pression du milieu où ils évoluent. Il leur faut respirer de l'air (ou un mélange gazeux spécial) à la même pression que l'eau qui les entoure. Or cette pression augmente d'une atmosphère tous les dix mètres.

Les plongeurs ayant utilisé des bouteilles d'air comprimé savent qu'il leur faut respec-

ter des « paliers » quand ils remontent d'un séjour à plus de 20 ou 30 mètres. Faute de cette précaution, l'air dissous dans le sang à un taux important en raison de la pression peut former des bulles en se libérant rapidement. C'est l'« embolie gazeuse », mortelle dans les cas graves. Limités à quelques minutes pour les plongées de quelques dizaines de mètres, ces paliers deviennent très longs pour les séjours en grande profondeur.

Les caissons ont été imaginés d'abord pour permettre aux plongeurs d'effectuer cette décompression graduelle au sec et en sécurité ou pour « recompresser » un plongeur contraint de faire une remontée d'urgence. Sur les chantiers, ils permettent aussi d'optimiser le temps de travail : entre deux séances au fond, les plongeurs séjournent sur le bateau en caisson sous pression, ce qui leur permet de l'effectuer qu'une seule (très longue) décompression, en fin de chantier.

À la suite des expériences Man in Sea et Sealab américaines et Précontinent du commandant Cousteau entre 1962 et 1965, la Comex a utilisé des caissons hyperbares (sous pression) pour des plongées fictives dans ses locaux de Marseille. Débutées avec Ludon,

qui vit, en 1967, deux plongeurs « séjourner » à 100 mètres pendant une semaine, elles aboutirent, en 1992, à l'expérience Hydra-10, au cours de laquelle fut dépassée la « profondeur » de 600 mètres (Le Monde du 4 novembre 1992), l'un des plongeurs atteignant même 701 mètres, soit une pression supérieure à 71 atmosphères !

Le fait d'être au sec et en salle permettait un suivi médical et en continu des plongeurs, avec un appareillage volumineux. Ces expériences ont facilité la mise au point de techniques sophistiquées, comme les mélanges hydrox (hydrogène, hélium et oxygène) remplaçant, pour les plongées profondes, l'air, qui devient trop « visqueux » et toxique à haute pression. Elles furent riches d'enseignements en physiologie humaine.

Pour passer - fictivement toujours - des abysses océaniques aux cimes himalayennes, il suffira aux techniciens de la Comex de faire baisser la pression de leurs caissons au-dessous de la pression atmosphérique et d'adapter la reneue en oxygène de l'air qu'ils contiennent.

Jean-Paul Dufour

Claude Francillon

150-151

ville de Saint-Brieuc
après la liquidation

388
315 +
57

صكنا من الامل

La ville de Saint-Brieuc privée de football après la liquidation judiciaire du club

La mobilisation des joueurs n'a pas suffi à sauver cette formation de deuxième division

Le match entre Saint-Brieuc et Valence, comptant pour la 33^e journée du championnat de deuxième division, n'a pas eu lieu mardi

1^{er} avril. Le club des Côtes-d'Armor, dont le déficit atteignait 7,5 millions de francs, a été mis en liquidation judiciaire. Dans ce département, la

coexistence de deux clubs de haut niveau à Guingamp et à Saint-Brieuc se révélait de plus en plus difficile.

SAINT-BRIEUC
de notre correspondante régionale
Saint-Brieuc n'est pas Marseille : les passionnés de football n'y ont pas le verbe aussi haut. Au café des Ourmes, qui abrite le siège des supporters, on se dit simplement « triste » et « déjà de ne même pas avoir pu finir la saison ». Une affiche au mur annonce une tombola du football. Elle arrive trop tard : le club professionnel Saint-Brieuc Côtes-d'Armor vient d'être mis en liquidation judiciaire, lundi 24 mars, par le tribunal de commerce de la ville. Avec ses quatre-vingt-cinq ans, il fait figure d'institution.

« Saint-Brieuc est une cité sportive, pas de fanatisme, commente un habitué du stade Fred-Aubert. Nous étions heureux d'être en deuxième division, cela nous suffisait. Les joueurs étaient très gentils, ils venaient boire leur café ici... Maintenant, nous allons vivre d'espoir ». Il y a pourtant une équipe de première division à trente kilomètres de là. Cette fois, les Briochins sortent de leurs gonds : « Ah non ! Nous n'irons pas à Guingamp ! »

Avec ses 47 300 habitants, Saint-Brieuc est une des rares communes de cette dimension à s'enorgueillir de deux équipes professionnelles, de football et de basket. Guingamp ne compte, elle, que 8 000 habitants. Mais elle est en train de se doter d'un stade de 20 000 places pour ses joueurs de première division, à l'ombre de Noël Le Graët, maire de la ville et président de la Ligue nationale de football. « Trois clubs, cela fait beaucoup pour un département au tissu économique essentiellement composé de coopératives et de PME du secteur agroalimentaire », glisse Claudy Lebreton, vice-président

(PS) du conseil général. De fait, à l'ouest de la Bretagne, le terrain se dégage pour Guingamp, après la rétrogradation de Quimper, Brest et, maintenant, la mise en liquidation judiciaire du club de Saint-Brieuc. Le milieu du football y est restreint. Ainsi, le président du tribunal de commerce de Saint-Brieuc, Gérard Le Bourhis, fut président du Stade briochin, avant de devenir vice-président d'En Avant Guingamp. L'entreprise qu'il dirige est, en outre, Bée au groupe de Noël Le Graët. De quoi alimenter les rumeurs.

« Ne faisons pas porter la respon-

Saint-Brieuc devait être repêché en D2. Après de longues tergiversations, la Ligue nationale lui a finalement préféré Epinal. Persuadés que la personnalité de Philippe Séguin, maire de la cité des Vosges, avait pesé dans ce choix, les Briochins continuent de ressasser l'épisode avec amertume. A la veille de ce revirement, le club breton avait recruté des joueurs. « Des dépenses de division 2 avec des recettes de National 1, ça a été le début de la fin », explique en substance Serge Rouxel, l'ancien président de Saint-Brieuc Côtes-d'Armor, dant le conseil d'admi-

était détaillée dans un audit commandé par leurs soins, les élus, agacés, n'ont pas voulu accorder de rallonge exceptionnelle. « Nous sommes dans l'esprit de la loi Pasqua pour un désengagement progressif du sport professionnel de la part des collectivités locales », résume M. Dollo. Municipalité et conseil général apportaient un peu plus de 3 millions de francs sur un budget de 15,7 millions.

In extremis, les joueurs se sont mobilisés, y croyant jusqu'à la dernière minute. En une semaine, ils ont récolté 1,5 million de francs de promesses de dons, mais cela n'a pas ému le tribunal. Ils sont 17 professionnels et 3 stagiaires à chercher aujourd'hui un autre club. Les 4 membres de l'administration et l'entraîneur, Marc Collat, attendent, eux aussi, l'annonce officielle de leur licenciement. « Nous avons été naïfs, constate ce dernier. Nous pensions que les élus avaient un plan pour redresser la situation... Nous n'avons même pas eu recours à un avocat. » Peiné de quitter un club très convivial, en tête du challenge du fair play, Marc Collat se retourne sur le passé avec philosophie : « Ce club a voulu monter trop vite, il a progressé de cinq divisions en cinq ans, sans fondations solides. »

Serge Rouxel prend sur lui une partie des erreurs. Fils d'un international de football, licencié du Stade briochin pendant vingt-trois ans, il est à la fois l'homme de l'ascension du club et de sa disparition. « Au début, j'ai connu une vie associative très riche, se souvient-il, jusqu'à ce que nous atteignions l'échelon professionnel. C'est un milieu où il faut apprendre très vite. C'est la co-sa nostra. »

Martine Valo

Deux départements ont deux équipes de haut niveau

La faillite financière du club breton invite à s'interroger sur la viabilité de deux clubs, situés dans un même département et évoluant en division 1 et 2. Avec Guingamp en D1 et Saint-Brieuc en D2, les Côtes-d'Armor connaissent une situation exceptionnelle : seul le département des Bouches-du-Rhône est logé à la même enseigne avec les clubs de Marseille et de Martignes. Les Alpes-Maritimes réunissent deux clubs de D1 (Cannes et Nice), en butte à des difficultés financières et sportives, tandis que Lorraine-Crèteil et Gueugnon représentent tous deux la Saône-et-Loire en D2. Sur les 39 départements ayant un club en première ou en deuxième division, seuls deux, désormais, s'offrent le luxe d'en avoir deux à la fois, alors que les 56 départements restants (hors DOM-TOM) n'ont pas de club professionnel. En prenant en compte les clubs évoluant en N1, ce sont seulement 53 départements qui peuvent soutenir un club de haut niveau, soit à peine plus de la moitié des départements français.

Stabilité de nos difficultés sur nos voisins, tranche Yves Dollo, premier adjoint au maire de Saint-Brieuc. Quelle que soit la composition du tribunal, la liquidation était inévitable avec un déficit de 7,5 millions de francs. N'empêche, en tant que fidèle supporter, M. Dollo ne peut s'empêcher d'évoquer le « contentieux » avec Noël Le Graët au sujet de l'affaire d'Epinal.

A l'issue de la saison 1994-1995, nistration a « accepté la démission », le 17 février. Dans la préfecture costarmoricaine, le ton n'est pas au règlement de comptes. Néanmoins, M. Dollo se montre direct. Embauches, ruptures de contrat ruineuses : « Chez les dirigeants, la passion du football l'a emporté sur la raison, c'est-à-dire la réalité des chiffres », estime-t-il. Ces dernières semaines, alors que cette réalité-là

Le base-ball américain recrute des Japonais

Réputés pour la rapidité de leur lancer de balle, embauchés à un prix modique, plusieurs joueurs nippons participent à la saison qui vient de s'ouvrir

ATLANTA

correspondance

Le plus conservateur des sports américains n'est peut-être pas celui qu'on croit. Au premier regard, le base-ball semble ne jamais avoir renoué au passé. Ses tenues vestimentaires, le décompte de ses points et la durée interminable de ses rencontres appartiennent à un autre âge. Mais cette apparence d'immobilisme est sans doute trompeuse. Le « passe-temps national » américain a entrepris d'évoluer. Il veut grandir. Et entend bien, pour cela, se tourner vers l'extérieur.

Signe des temps : une bonne douzaine de joueurs japonais ont été invités, à la fin de l'hiver, à pousser la porte des camps d'entraînement de la « Major League ». Certains en ont seulement franchi le seuil. Mais plus de la moitié des candidats ont été priés de rester. Ils font leur première « rentrée des classes » pour la saison qui vient de débuter, mardi 1^{er} avril. Une ouverture vers l'Asie qui a autant nourri les conversations, ces dernières semaines, que les chances de New York de conserver le titre national.

A en croire les vieux documents d'archives, le premier japonais admis dans la place, Masamichi Murakami, avait enfilé casquette et gant de cuir pour les San Francisco Giants en 1964-1965. Un intrus, rien de plus, à peine remarqué et vite oublié. Puis trente ans ont passé avant que l'histoire ne se répète. Trois décennies, le temps pour le Japon de donner plus de souplesse à ses principes sportifs en aménageant des dérogations à une règle qui interdit à un joueur de choisir l'exil avant d'avoir achevé sa dixième saison professionnelle.

En avril 1995, un jeune « pitcher » timide et silencieux, Hideo Nomo, a laissé femme et enfant à Osaka, sa ville natale, pour poser son sac et ses rêves de grandeur à l'entrée du stade de base-ball des Los Angeles Dodgers. Les premiers temps, son lancer de balle peu orthodoxe, le corps plié en deux et les épaules rentrées, a fait sourire les vieux habitués des lieux. Mais la « tornade japonaise » a rapidement soufflé sur la Californie et éliminé les sceptiques. Désigné par ses pairs meilleur débutant (« rookie ») de la saison 1995-1996, invité au « All-Star Game », sorte de réunion au sommet de l'élite nord-américaine, Hideo Nomo n'a pas seulement fait sensation. Il a inauguré, un peu malgré lui, un large pont migratoire entre le Japon et les Etats-Unis.

Depuis, les agents recruteurs de

Alain Mercier

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOI

OFFRES	DEMANDES
<p>Association culturelle de voyages recherche pour son secteur communication édition</p> <p>PERSONNE à même d'assurer : - Programme Mitel - Contacts presse - Rédaction de communications - Pubs et low planning - Etrus</p> <p>- De participer au travail des publications. Connaître de Word 8 sous Windows indispensable. Connaître de l'anglais indés.</p> <p>Ecrire au Monde PubliCité sous n° 9757. 133, av. des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08.</p> <p>Ecole française intern. de Philadelphie, USA nch. institutions dipl. Tous niveaux. 4 ans exp. (dont 1 aux USA souhaité), pédagogie différenciée, anglais courant, pour rentrée 1997 et suivantes. Tél. : 161-610-527-6550. Fax : 161-610-527-6552.</p>	<p>Journaliste femme, presse écrite, radio T.V., proposés sujets. Fax : 01-45-59-29-02</p> <p>Journaliste 33 ans 10 ans d'exp. presse pro. Bilingue anglais ch. poste Paris. Tél. : 01-43-48-68-06 Hugues. Serrat (8) wanadoo.fr.</p> <p>IMPRIMERIE-CONDUCTEUR photocomposition-PAO deviseur logiciel Cadratin - 45 ans, recherche poste de responsable technique équivalent. Ecr. M. CHRISTIAN DAUTHICHE 5, av. du 8-Mai-1945 93200 Paris</p> <p>Femme 38 ans recherche poste RESPONSABLE DES VENTES import-export anglais professionnel Word 7-Excel 7 Ecr. M. Sébastien Corine 9, rue du Bréuil 91300 Evry-Courcouronnes</p>

formatiques

ne en trois jours
au grand public



Les sous l'eau

Les sous l'eau

Sydney se prépare à accueillir les Jeux de 2000

SYDNEY

de notre envoyé spécial

Le compte à rebours a commencé pour les Jeux olympiques qui auront lieu à Sydney du 15 septembre au 1^{er} octobre 2000. Toutes les infrastructures sont construites ou en chantier. L'organisation des transports et de l'accueil se dessine autour de l'expérience d'Atlanta, dont on souhaite retenir les leçons. L'esprit australien, qui devrait marquer de sa griffe les JO, commence à se définir. Reste la question de la sécurité. Si les relations entre le gouvernement et les habitants de la Nouvelle-Galles du Sud ont prévenu qu'ils profiteront de l'événement pour attirer l'attention du monde sur leur triste condition.

Les organisateurs se sont engagés à ce que les JO n'aient aucun impact négatif sur l'environnement. Au moins en ce qui concerne le coassement des grenouilles à cloche verte et dorée (*Litoria aurea*) - résidentes des marécages de Homebush Bay, qui jouent le futur « Parc olympique », la promesse sera tenue : des tunnels et une barrière ont été construits de manière à permettre la pose de 84 kilomètres de câbles à haute tension au milieu de la précieuse grenouillère, sans causer de préjudice aux petits batraciens. Sydney veut aussi éviter les gaspillages observés à Atlanta.

Mais après avoir insisté sur la dimension écologique de leur projet les organisateurs donnent aujourd'hui la priorité aux athlètes et à la compétition. Ils voudraient qu'un nombre exceptionnel de records soient battus et affirment tout faire en ce sens. Fin janvier, le gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud a annoncé que 2 milliards de dollars (environ 9 milliards de francs) de travaux étaient engagés pour le développement de Homebush Bay, cette vaste zone polyvalente qui abritait jusqu'en 1993 abattoirs, décharges et dépôts d'ordures. C'est sur une partie de ce site en réhabilitation, situé à l'embouchure de la rivière de Paramatta, à 15 kilomètres du centre de Sydney, que se construit le « Parc olympique ».

Pièce maîtresse de ce site, le grand stade pourra accueillir cent dix mille personnes, une foule rarement réunie en une seule enceinte lors de Jeux olympiques. Avec le centre aquatique, ouvert au public depuis deux ans, un terrain d'athlétisme d'échauffement et diverses salles de sports, les compétitions dans quatorze des vingt-huit disciplines olympiques se dérouleront au Parc olympique de Homebush Bay.

Les organisateurs envisagent de poser un filet antirequins dans la zone où se déroulera le triathlon

Première dans l'histoire moderne des JO, les athlètes et les officiels - en l'occurrence quinze mille personnes - seront logés sur place, dans de petites maisons modernes, juxtaposées les unes contre les autres, avec terrasses et balcons fleuris de bougainvilliers ou d'hibiscus. Ce site formera le village olympique, avant de devenir une zone résidentielle.

Le public, en revanche, ainsi que les médias, devront se rendre au Parc olympique, soit à partir du village des médias, situé à 4 kilomètres de là, soit à partir de Sydney ou des environs, en train ou en bus. Une nouvelle ligne de train devrait être inaugurée en 1998. Le plaisir d'arriver au Parc olympique en remontant la rivière en bateau à partir de Sydney sera donc réservé aux athlètes et aux officiels. Espérant améliorer les performances d'Atlanta en matière de transports, « des études de mouvements de foules ont déjà eu lieu, avec un échantillon de cinq mille personnes », explique Reg Gratton, du Comité d'organisation des Jeux olympiques de Sydney (Socog).

Pourtant, les foules ne seront pas comparables. Sydney s'attend à recevoir deux cent cinquante mille visiteurs, Australiens inclus. Selon le

Socog, cette affluence moindre ne devrait pas empêcher les Jeux d'être un succès sur le plan financier, grâce à 3 milliards de téléspectateurs prévus. Le coût total des Jeux, estimé pour le moment à 2 milliards de dollars, devrait être couvert par les droits de télévision (à plus de 60 %), la vente de billets et les royalties sur les objets promotionnels. Un budget affiné sera rendu public d'ici quelques mois. Les responsables sont par ailleurs soucieux d'éviter une trop grande commercialisation de l'événement. Les sponsors principaux n'auront droit qu'à un affichage majeur, comme le toit d'une tour, dans la ville. Dans le même esprit, les lieux de vente de souvenirs seront limités pour éviter les excès du « marché aux puces d'Atlanta ».

En complément du Parc olympique de Homebush Bay, le cœur de Sydney va également accueillir une dizaine de disciplines. Les épreuves d'hippisme, d'aviron, de tir, de cyclisme et de vélo tout-terrain auront lieu dans cinq autres sites dans un rayon de 40 kilomètres autour de Homebush Bay. S'agissant du décor, la voile et le triathlon seront incontestablement les disciplines les mieux servies avec un terrain de compétition situé entre les coques blanches de l'Opéra de Sydney, le jardin botanique, le Harbour Bridge et les audacieux gratte-ciel de la City.

« La grande supériorité de Sydney sur Atlanta, c'est que votre ville est magnifique », admettait, lors d'une visite, l'un des responsables des opérations dans la capitale de la Géorgie. Seule incertitude quant aux charmes de la baignade dans la baie : la possible présence de requins. Il y a quelques semaines, l'un d'entre eux s'en est pris à un kayak, le « confondant avec un dauphin ou une tortue ». Le responsable des épreuves de triathlon, Tim Wilson, a indiqué que si les attaques se répétaient dans les mois à venir, on envisagerait la pose d'un filet autour de la zone où se déroulera l'épreuve. Cela ne pourra que contribuer à promouvoir le côté « vraiment australien » des Jeux.

Florence de Chargy

Le cas Ducasse

Etat et avancement de la cuisine du successeur de Joël Robuchon

PLUS de deux mois et demi sur la liste d'attente, à ronger son frein, avant d'avoir le privilège de faire partie du cercle des élus : on comprend pourquoi les clients d'Alain Ducasse ont fait. Voilà une maison où tous les coups sont permis. On saute à la saute, on vole chez le voisin, on goûte, on distribue, on partage. Toute une économie de guerre se met en place pour ne rien perdre du moment tant désiré. De l'argent bien placé ; et pour l'homme de l'avenue Raymond-Poincaré, à l'évidence, un nouveau succès.

Quarante ans, de l'allure, une harpe à la professeur de littérature italienne et des origines rurales - il est né de parents éleveurs d'oies à Castelsarrasin, dans le Tarn-et-Garonne -, qui lui donnent une attention madré à tout ce qui l'entoure et le sens aigu de sa vocation. Un garçon très sûr de lui, et que l'on ne verra que rarement en salle. C'est d'ailleurs la nouvelle tendance : les mangeurs d'un côté, les créateurs de l'autre.

Il a commencé très tôt dans la carrière et rencontré assez tôt à Mionnay, dans l'Ain, le gourou Chapel, l'un des as de la nouvelle et respectable cuisine, qui l'adoute, et auquel il semble avoir juré fidélité à vie. En 1980, Ducasse quitte le grand patron pour partir vers la Côte d'Azur, où il prend la mesure de l'endurance souffrante solaire, en même temps qu'il évalue ses forces et étalonne ses prétentions. Très jolie reconnaissance locale et apprentissage du délicat travail de toque en vue.

Plusieurs années se passent avant qu'il ne soit bombardé, en 1985, tout-puissant timonier des cuisines de l'Hôtel de Paris, à Monte-Carlo, et plus particulièrement skipper du Louis-XV, restaurant abandonné à ses fantômes, auquel la Société des bains de mer souhaitait redonner du vernis. Allegro vivace : le jeune chef enfile les sinistres du Michelin, qui se retrouvent en bermuda sous le chapeau de paille de la Ri-

viera, à applaudir à ses prouesses et le lui faire savoir : les trois étoiles sont décrochées en trente-trois mois. Un record.

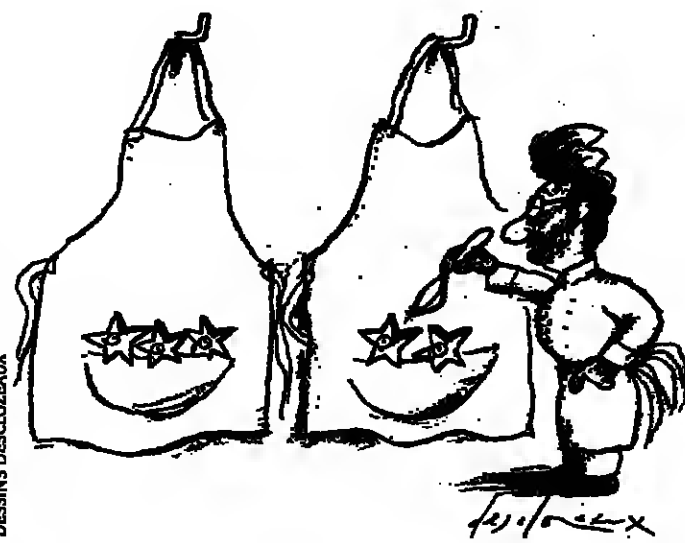
Mécano. Une lie rattachée au territoire français où pousseot des fleurs exotiques et où, à la saison chaude, nidifient les paparazzi. On comprend que l'oiseau au plumage vif qu'était devenu Ducasse n'ait pas hésité longtemps à soulever se distraire de l'endroit, dès que Robuchon mettra sa couronne aux enchères. Et ce qui devait arriver, arriva : Alain chassait les bottes de Joël ; Joël voyant en Alain le seul cuisinier capable de tenir correctement la ligne du parti : qualité irréprochable de l'approvisionnement, savoir-faire de haut niveau et frappé de tricolore, souci du luxe bien tempéré.

VENIN OU MIEL ?

Y avait-il eu conclure entre les cardinaux-rôtisseurs de la curie française ? Sûrement. Et la fumée était sortie blanche pour Ducasse, qui soutiendra pouvoir continuer à maintenir son Louis-XV au sommet et faire de la sainte chapelle offerte par Robuchon le pivot tout neuf de la haute gastronomie mondiale. Les chroniqueurs chauffaient leurs plumes. Venin ou miel ? On attendait. Le Rouge paraît le 3 mars et les masses laborieuses sont contentes d'apprendre que Ducasse vient d'être décoré à la soviétique, avec trois macarons à Paris, et un en moins pour son orphelinat de Monte-Carlo, ce qui lui eût fait tout de même cinq. Du jamais vu.

Diplomates et femmes en beauté, banquiers épanouis, jeunes fonctionnaires éternels, hommes politiques avec masque : l'hôtel particulier du 59 de l'avenue Raymond-Poincaré en voit passer de toutes les couleurs de ces gourmets attirés par la renommée fraîche. Et vous, l'homme du Sud, vous vous y êtes pris comment pour faire s'évanouir de plaisir toute cette noblesse parisienne, tous ces Nordistes à qui vous ressemblez si peu ?

Totez, goûtez-ça, fait le gars, c'est très bon et très cher : cre-



vettes « bouquet » en velouté, oursins et araignée de mer. Ah ! oui, très correct, formidable effet. Très correct, comme vous dites, mais ne vous étonnez pas, il y a quarante matelots et maîtres d'équipage sur le navire qui travaillent pour vous, du matin au soir, du soir au matin. Quelque chose d'autre vous tente ? Voyons... Un homard breton, avec asperges vivement sautées ; une sole de ligne ou goujonnettes, sauce au chateau-chalou ; et puis, un foie gras frais de canard des Landes en cocotte, aux pommes et raisins, gros sel et poivre ; un peu de fromage, et un pamplemousse rose au pamplemousse confit, glacé et en suprême. Pour faire passer.

On note, dans un fort volume consacré à son œuvre, *La Riviera d'Alain Ducasse*, chez Albin Michel, cette phrase d'Alain Chapel : « Pour convaincre, une recette doit réaliser l'équilibre entre une tradition relative et une apparente nouveauté. » Nous y sommes. Robuchon avait stabilisé son style autour d'un new-look classique emporté jusqu'aux frontières du point de rupture - la perfection ou rien. Son repère, quelque de propos moins austère, disons

de sentimentalité plus bougeante, opère dans la même voie. Deux diplômés, deux étudiants, deux grosses têtes, se retrouvent en face de ce qu'on appelle le « produit » et le pient à leur talent en le tournant à son insu.

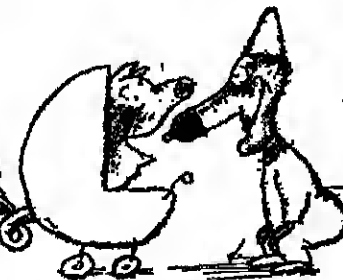
COUP DE CYMBALES

Langoustines, snipons, sucs beurrés. Aucun des participants ne comprend vraiment ce qui lui arrive, mais ils jouent le coup. Blanc de bar, marmelade de légumes, même bistroite. Tête de porc en salade d'herbes amères truffées, mieux dit encore. Tout le monde s'y retrouve. On comprendrait mieux la fausse-vraie quelle qui a opposé, il y a quelques mois, les deux ténors au clan des « exotiques », furibards d'être qualifiés de « moodalistes », eux qui ne faisaient que saupoudrer d'un peu de cannelle quelques-uns de leurs plats. Les orthodoxes contre les globe-trotters.

Le Michelin, qui tout porte à joindre les gardiens du temple, avait avec lui un client de choix. La tradition n'avait rien à craindre et la cuisine évolutive y trouverait son compte. On pouvait faire retentir au-dessus de la capitale un vif et sonore coup de cymbales.

Jean-Pierre Quélain

* Alain Ducasse, 59, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris, tél. : 01-47-27-12-27. Menus : 480 F et 890 F. Carte : 750 F à 1 000 F.



Le porc dit « fermier »

Le porc fermier ne l'est pas tant que ça. L'épithète paraît flatteuse, mais l'élite de la nation porcine est élevée la plupart du temps presque de la même façon que les cochons de batterie. Bien sûr, les 135 174 porcs qui ont été vendus l'an dernier sous cette dénomination sont mieux alimentés que leurs congénères de base. Contrairement à ces derniers, farines animales, antibiotiques et activateurs de croissance ne sont pas à leur menu. Mieux, ils sont suralimentés en céréales. En revanche, pour près de la moitié d'entre eux il manque les composantes essentielles pour faire une bonne viande : le plein air et l'exercice. Dans le Guide des produits du terroir récemment publié au Seuil, sur neuf porcs fermiers recensés, seuls trois ont en fait accès au champ. Les productions labellisées, comme le « porc des Ardennes », le « porc du Limousin - Bison prestige » ou le « porc an grain du Sud-Ouest », n'ont pour tout horizon que les murs d'un hangar, et pour s'ébattre moins de 1 mètre carré dans toute leur existence. Certains porcs dits « fermiers » ne sont guère mieux lotis. Pour

faire travailler leurs muscles, ils disposent d'une aire bétonnée de 2 à 3 mètres carrés. Le « porc fermier de Bretagne », le « porc fermier de la Sarthe » sont dans ce cas. La courrette étant à l'extérieur, l'animal peut, en toute légalité, être déclaré « de plein air ».

Dans la Sarthe, le porc fermier, aussi baptisé Cénomans, était autrefois élevé, au moins pour une partie de son cheptel, sur des parcours herboux. Pourquoi est-il aujourd'hui claustré ? Sur les lieux d'élevage on parle de « durcissement des mesures de protection de l'environnement ». Il est vrai que, selon des études menées par la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor, un élevage de 200 truies pollue autant qu'une commune de 4 000 habitants. Le département breton sait de quoi il parle. Premier producteur de porcs en France, il est en conséquence premier producteur de lisier, avec 3,5 millions de mètres cubes l'an dernier. On peut toutefois se demander pourquoi les usines qui traitent ce lisier en engrais sont aujourd'hui si rares. De plus, dans le cas du porc fermier, limite-t-on suffisamment la quantité

d'animaux mis en pâture à l'hectare ? Raisonnablement, les éleveurs du porc fermier du Sud-Ouest (à l'installation pas plus de 120 animaux à l'hectare et pratiquent une rotation régulière des champs pour ne pas mettre en péril le système écologique. Leurs animaux ont beau être abattus en moyenne deux mois plus tard qu'un porc de batterie, leur carcasse est à peine plus lourde de quelques kilos, preuve que ces cochons dépensent leur énergie au champ. Résultat : la viande est plus musclée, les saveurs sont plus marquées et, surtout, elle ne rend pas d'eau.

Au lieu d'exposer dans ces barquettes en plastique que l'on tapisse de buvard pour que cela ne se remarque pas, au lieu de réduire à la cuisson comme par sorcellerie, c'est dans la bouche et nulle part ailleurs que fond cette viande-là. Il faut apprendre à trier le bon grain de l'ivraie.

Guillaume Crouzet

* Porc fermier du Sud-Ouest, 55 F environ le kilo de rôti, 46 F le kilo de côtelettes. Supermarchés Monoprix et Leclerc principalement.

BOUTEILLE

Collioure

CLOS DE PAULILLES

L'excellent vignoble de la côte Vermeille entre Port-Vendres et Banyuls, offert aux rayons du soleil sur des terrasses de schistes feuilletés, produit un vin qui pose le problème des « identités remarquables ». Quels sont les invariants de ce terroir, l'aspect des vins et leur saveur ? Avec 75 % de cépages mourvèdre et 25 % de syrah, une vendange soignée précédant une macération de trois semaines et une mise en barriques de mars 1995 à mars 1996, la réponse est bien particulière. La finesse aromatique, ici, prime la puissance et s'accorde à merveille avec les rouelles de cochon et pommes de terre en vinaigrette préparées par Philippe Braun (Restaurant Laurent) pour l'Académie des vins de Banyuls et de Collioure.

* Collioure-Clos de Paulilles 1994 (rouge) : 66 F la bouteille prix départ. Diffusion Domaine de Jau à Cases-de-Pène (66600), tél. : 04-68-38-90-10. Télécopie : 04-68-38-91-33.

J.-C. R.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

L'ARDOISE

Pierre Jay, un ancien de la brigade Martnez qui assure ensuite le succès de *Chez Jean*, vient de s'installer, modestement, entre le Crillon et le Carré des Feuilles. Quelques tables en arrière d'une mystérieuse balustrade et l'accueil charmant de la jeune fille de la maison, on se croirait plus dans une table d'hôtes que dans un restaurant au personnel aguerri. Charmeuse aussi cette cuisine, avec une épaisse terrine d'épaule de cochon au foie gras de canard ou bien un croustillant de boudin aux pommes. Poitrine de pintade rôtie à l'os meilleure que l'épaule de cochon de lait aux épices et au citron, qui manquait ce jour-là de moelleux. Plein de bonne volonté, le chef aura rectifié. Carte des vins encore un peu maigre et passablement onéreuse. Unique menu carte : 165 F.

* Paris, 28, rue du Mont-Thabor (75001), tél. : 01-42-96-28-18. Fermé lundi.

L'OEILLADE

La terrine et la rillette de canard placées d'office sur la table comme marque de bon accueil et de considération sont un usage de bistrot à la bonne franquette qu'il faut encourager vivement. Surtout si l'une et l'autre, fabriquées à la maison, sont parfumées et servies à bonne température. La cuisine de Jean-Louis Hudin est faite de générosité, dans la quantité et les saveurs : c'est l'héritage de Manière, avec une salade « un peu folle », un saucisson chaud lyonnais, le rognon de veau cuit dans sa graisse à l'ail confit ou le ris de veau braisé. A goûter, parmi quelques desserts savoureux, la tranche napolitaine, maison elle aussi. Quelques vins « coup de cœur » à prix attractifs. L'établissement est désormais ouvert le dimanche soir. Menu à 158 F (deux plats). A la carte, compter 200 F.

* Paris, 10, rue Saint-Simon (75007), tél. : 01-42-22-01-60. Fermé dimanche midi.

CHEZ NOUS

De ce côté-ci de la place du Marché Saint-Honoré, quelques façades et intérieurs de bistrots paraissent dater du bon temps des « cuillères à absinthe et des omnibus à chevaux » face aux murs-réseaux du nouvel ensemble immobilier. Deux images de Paris. François Garnier a survécu au chantier, une parenthèse dans la vie de cet établissement tranquille, rassurant, où s'aventurent parfois les Japonais du quartier. La soupe aux moules, il est vrai, mérite attention, comme la cassiolette d'escargots au chablis. C'est le juste registre de ce chef-propriétaire, avec la très honnête fricassée de canard au brouilly ou la blanquette de lotte à l'émulsion de poireaux. Atmosphère : un peu désuète et charmante. Menu : 148 F. A la carte, compter : 200 F.

* Paris, 40, place du Marché Saint-Honoré (75001), tél. : 01-42-61-76-28. Fermé samedi midi et dimanche.

Brasseries

LA BRASSERIE DU LÉMAN

Les eaux de Divonne-les-Bains, sinon le Casino, soulagent le stress et le surmenage. La table du *Grand Hôtel*, dans sa version brasserie, ne fait aucune surcélébration et aligne, du lundi au vendredi, le classique du jour : coq au vin, tripes à la mode, pot-au-feu, blanquette et même bouillabaisse. Huîtres, jarret de porc braisé aux épices et aux carottes et « assiette saint-Antoine » (boudin, andoulette, oreilles rôties aux deux pommes), ou encore poissons et grillades, sont généreusement servis dans le grand salon au décor années 30. Jolie carte de vins régionaux, de Savoie, du Jura et même du Bugey, plus rares. Menus : 120 et 148 F (vin compris). A la carte, compter 160 F.

* Divonne-les-Bains, avenue des Thermes (01220), tél. : 04-50-40-34-18. Tous les jours.

CHEZ GEORGES

Georges Mazarguil, natif de Souceyrac, ouvre, en 1926, à la porte Maillot, un établissement à l'allure d'un vieux bateau de ligne, avec boiserie et cuivres. Et tout au long des courses, l'on poursuit la vraie tradition d'un passé culinaire - gigot, frisée de veau, abats et pied, avec de bonnes frites. Un conservatoire de l'ancienne cuisine. A cette différence près que le produit n'est plus ce qu'il était. En entrée, harengs marinés, tête de veau sauce grise, escargots de Bourgogne, puis les grands classiques, andoulette, tripes, morue fraîche-purée de pomme de terre. La côte de bœuf, tranchée sur le gril, et le gigot à volonté. Mais le faste chèrement payé de l'abondance pantagruélique, qui est un style, ne peut convaincre sans une recherche précise de l'excellence du produit et de la minutie du détail, comme la juste cuisson des légumes. Pour les vins, le julinas fait l'affaire. A la carte, compter 350 F.

* Paris, 273, boulevard Pereire (75017), tél. : 01-45-73-31-00. Tous les jours.

Jean-Claude Ribaut

<p>AU DIABLE DES LOMBARDS VOTRE RESTAURANT AUX HALLES Tous les jours de 11h à 14h et de 17h à 21h BRUNCH 85 F DE 10 H À 17 H FORMULE A 40 F EN SEMAINE JUSQU'À 21 H TEL: 01 42 33 81 84 64 RUE DES LOMBARDS 75001 PARIS</p>	<p>CUISINE TRADITIONNELLE "Le Bistrot de Breteuil" Le restaurant que l'on aimerait trouver souvent. Qualité, prix, pas de pièges, c'est clair et net, sûrement une des meilleures formules à ce prix-là : 182 F, apéritif, vrai vin de propriété (bouteille pour 2 personnes), café. Excellente sélection de produits parmi les plus chers. Foie gras, jambon de Parme, asperges sauce mousseline, canard d'agneau, cœur de rumsteak, haddock bretonne, 1/2 homard frais (sup. + 20 F). Carte des desserts. Repas d'affaires. 717. 3, place de Breteuil - PARIS 7e TEL: 01.46.57.07.27 - Fax: 01.42.73.11.08.</p>	<p>PARIS 12° Face au port de la Bastille LE MANGE TOUT Cuisine traditionnelle Spécialités Rouerges, Quercy, Aveyron. Menu du jour 99,50 F + Carte 150/180 F 24, bd de la Bastille - Tél. 01.43.43.85.15 Le soir - Service après 18h et Spectacles</p>	<p>PARIS 16° Chez Candido Venez déguster nos spécialités espagnoles dans une ambiance typiquement Andalouse. Terrasse sur jardin, de cuisine livrer. Carte de 150 F à 300 F 40, av. de Vernailles - Tél. 01.45.27.86.68</p>	<p>SEINE ET MARNE LA MARE AU DIABLE le restaurant romantique de George Sand Un havre de paix, pour déjeuner ou dîner, dans un parc fleuri de 17 ha. Menu d'affaires 215 F (vin et café compris) Superbe menu carte découverte de la cuisine du moment à 244 F. Dîner aux chandelles auprès des cheminées. (35 km de Paris) Accès direct autoroute A5A, sortie 12 - RN 6 - Melun Séran 01.64.10.20.50 - Sérénités. Hébergement.</p>
<p>PARIS 8° LE POLIDOR depuis 1845 Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire Menu midi 55 F, 100 F et Carte 90/120 F - 41, rue Rouvier la Prince 01.43.26.95.34 - Ouvert TL.</p>	<p>PARIS 8° UN PASTO ITALIANO au cœur des Ch.-Régnier (165 F) FLORA DANICA COPENHAGUE salle climatisée Menu 240 F (boisson comprise) SALMON, KENNE, CANARD SAIS. 165, avenue des Ch.-Régnier - 01.44.13.86.26</p>	<p>LE CHALET DU LAC DE SAINT-MANDE A l'orée du bois de Vincennes derrière la Mairie de St-Mandé, venez découvrir une superbe terrasse avec vue sur le lac. Le nouveau chef propose un menu tout compris à 185 F de l'apéritif au dessert avec 1/2 lt. de vin par pers. Et sur le barbecue (selon météo) : - Côte d'agneau aux herbes 100 F - Sardines grillées 75 F - et côte de bœuf 120 F Ouvert tous les jours midi et soir. Pianobar - Réserve : 01.43.28.08.89</p>	<p>RESTAURANT ET SALONS DE L'AEROCUB DE FRANCE Menu carte à midi : 168 F Tél. : 01.47.20.42.51 - Fax : 01.47.20.88.35</p>	<p>PARIS 17° NIEL "Les 4 Saisons" Décor 1900 Cuisine familiale « SUBLINE PRICASSÉE de ROMARD AUX PATES FRAICELLES » Menus 124 (déjeuner) et 185 F / carte 220/280 F 71, av. Nél. Tél. 01.44.40.28.15 - Ouvert TL. Salle climatisée - Terrasse d'été</p>

Je paye 1,50

Le printemps, sur sa lancée

L'ANTICYCLONE qui s'étend du proche Atlantique à l'Ukraine, et associé à de l'air bien sec, continuera mercredi à faire bénéficier la totalité du pays d'un temps printanier.

Bretagne, pays de Loire, basse Normandie. - Ce sera encore une belle journée de printemps; seules les franges côtières seront parfois visitées par quelques nuages bas. Les températures resteront agréables, atteignant l'après-midi 18 à 20 degrés dans l'intérieur.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, haute Normandie, Ardennes. - Après dissipation de brouillards matinaux, le soleil brillera sans partage. Les températures resteront fraîches au lever du jour et deviendront agréables l'après-midi, atteignant 18 à 20 degrés.

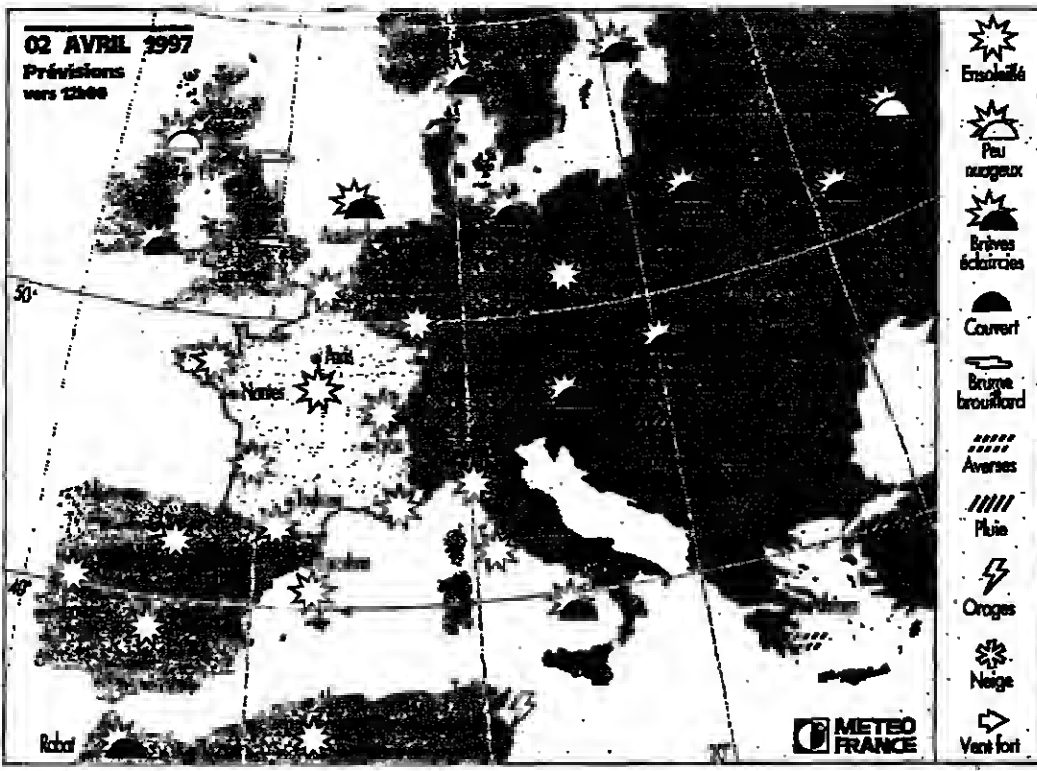
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Une fois quelques bancs de brouillard matinaux dissipés, ce sera une très belle journée de début de printemps. Il fera encore frais le matin,

avec -1 à +3 degrés au lever du jour, mais l'après-midi, le thermomètre atteindra 18 à 20 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Ce sera à nouveau un temps chaud et ensoleillé; la côte aquitaine pourra toutefois subir des bancs de nuages bas venus de la mer. Les températures, toujours fraîches le matin, atteindront l'après-midi 22 à 24 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le soleil brillera sans concession du matin jusqu'au soir. Côté températures, après des gelées matinales, le thermomètre remontera entre 20 et 22 degrés l'après-midi.

Langue-d'Oc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le printemps continuera sur sa lancée, avec un beau ciel d'azur; seules la Corse et les Alpes de Provence pourront voir se développer quelques nuages passagers en journée. Les températures maximales seront voisines de 19 degrés sur le littoral, 22 ou 23 dans l'intérieur.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ YUGOSLAVIE. La compagnie aérienne autrichienne Austrian Airlines a repris, lundi 31 mars, ses liaisons à destination de Sarajevo, après quatre années d'interruption. C'est la première compagnie d'Europe occidentale à rétablir des vols directs avec des départs de Vienne les lundis, mardis et jeudis. - (Reuters)

■ MALAISIE. Malaysia Airlines a l'intention d'investir dans l'aménagement du nouvel aéroport de Kuala Lumpur, qui doit ouvrir l'année prochaine, ainsi que dans l'achat de 25 nouveaux appareils. - (AP)

■ AFRIQUE. Les membres du club Préférence d'Afrique voyageant à plein tarif en direction d'Abidjan, Lomé et Ouagadougou bénéficieront, jusqu'au 31 mai, d'un certain nombre d'avantages : surclassement, augmentation substantielle de leurs points Préférence et multiples gratifications dans les hôtels de ces capitales africaines.

PRÉVISIONS POUR LE 02 AVRIL 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température à l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; F : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	1/18 S
LIÉGEOIS	NANTES	5/19 S
MARITIME	NICE	6/19 S
JURASSIEN	PARIS	4/23 S
BRETAGNE	PAU	2/20 S
PIRENNÉES	PERPIGNAN	5/15 S
ALPES	RENNES	5/14 S
CHARENTAIS	ST-ETIENNE	4/14 S
CLERMONT-F.	STRASBOURG	1/20 S
DUJON	TOULOUSE	2/20 S
JURASSIEN	TOURS	3/22 S
ILE	FRANCE métropolitaine	3/17 S
JMONGES	CAYENNE	4/20 S
YON	FORT-DE-FR.	4/21 S
VARSEILLE	NOUMEA	6/22 S

PAPEETE	21/23 S
ST-DENIS-RE.	23/28 S
AMSTERDAM	5/12 S
ATHENES	5/14 P
BARCELONE	10/19 S
BELGRADE	5/14 P
BERLIN	2/13 S
BERNE	8/22 S
BRUXELLES	5/13 S
BUCAREST	4/8 P
BUDAPEST	4/16 S
COPENHAGUE	4/8 S
DUBLIN	5/12 S
FRANCFORT	7/15 S
GENEVE	3/18 S
HELSINKI	1/16 S
ISTANBUL	7/11 P

KIEV	3/15 S
LISBONNE	14/23 S
LIVERPOOL	5/12 C
LONDRES	4/15 C
LUXEMBOURG	3/15 S
MADRID	4/25 S
MILAN	7/22 S
MOSCOW	3/7 N
MUNICH	3/14 S
NAPLES	7/15 S
OSLO	1/10 S
PARIS DE M.	6/19 S
PRAGUE	1/12 S
ROME	5/17 S
SEVILLE	13/26 S
SOFIA	3/7 P
ST-PETERSBURG	1/6 S
STOCKHOLM	2/10 S
TENERIFE	12/18 P
VARSOVIE	0/12 S

VENISE	6/17 S
VIENNE	4/15 S
AMSTERDAM	18/27 C
BRAZILIA	15/24 S
Buenos Aires	22/25 S
CHICAGO	2/14 S
LIAMA	20/25 S
LOS ANGELES	11/13 C
MEXICO	10/21 P
MONTREAL	-3/2 S
NEW YORK	3/5 S
SAN FRANCISCO	5/18 S
SANTIAGO	12/26 S
TORONTO	-4/6 S
WASHINGTON	3/15 S
AFRIQUE	6/19 S
ALGER	19/24 S
OKARA	19/24 S
KINSHASA	22/28 P

LE CAIRE	21/24 S
MARRAKECH	11/23 S
NAIROBI	16/22 P
PRETORIA	14/16 P
RABAT	11/23 S
TUNIS	10/16 P
ASIE-OCEANIE	25/28 S
BANGKOK	23/29 S
BOMBAY	26/31 S
DAKAR	15/23 S
HANOI	20/26 P
HONGKONG	18/23 C
JERUSALEM	12/23 C
NEW DELHI	20/27 S
OSAKA	10/15 S
SEOUL	10/15 P
SINGAPOUR	27/31 C
SYDNEY	17/25 S
TOKYO	10/18 C

Situation le 1er avril à 0 heure TU

Prévision pour le 3 avril à 0 heure TU

PRATIQUE

La jurisprudence aide à chasser les clauses abusives dans les contrats de consommation

« NOTRE GARANTIE décennale est limitée à cinq ans. » Ce n'est pas une plaisanterie, mais une clause abusive qui figurait bel et bien dans un contrat signé par des acheteurs de maisons individuelles. Certains pavillons présentaient de graves défauts huit ans après la construction, et les propriétaires ont dû faire un procès au promoteur (jugement du 21 juin 1994, tribunal de grande instance d'Orléans).

Selon le code de la consommation, une clause est abusive « lorsqu'elle a pour objet ou pour effet de créer, au détriment du non-professionnel ou du consommateur, un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat » (article L. 132-1).

On remarque leur fréquence spéciale dans l'immobilier, les maisons de retraite, le logement, la location de véhicules, les assurances, la distribution de l'eau, les transports, les agences de voyage, les banques, les assurances, les remontées mécaniques, les logiciels.

Les séjours linguistiques constituent un exemple récent de la multiplication des clauses abusives. Certains organismes se réservent le droit de modifier le lieu du séjour,

sous prétexte que celui-ci n'est pas déterminant, l'objectif étant essentiellement pédagogique et non pas touristique.

Les tribunaux en ont décidé autrement pour deux raisons. Tout d'abord, parce que le choix de la ville ou de la région pouvait être décisif pour les consommateurs, notamment en période de vacances, à cause du climat ou de l'accueil des habitants. Ensuite, parce que les organismes vendent les séjours dans leurs catalogues, et en font un argument publicitaire : jugements du tribunal de grande instance (TGI) de Paris les 30 octobre et 10 novembre 1996.

Une autre clause tout aussi abusive consiste pour l'organisateur à s'arroger le droit de changer à sa guise les horaires et les dates de départ et de retour. Le tribunal a estimé que ces modifications pouvaient occasionner un grave préjudice aux familles, quand celles-ci avaient pris leurs dispositions à l'avance pour s'organiser en fonction des dates proposées.

La limitation du délai de réclamation à un mois après le retour est également abusive parce qu'il s'agit de séjours destinés à des en-

fants mineurs qui ne retrouvent pas nécessairement leurs parents immédiatement à la fin du séjour en période de vacances, et ne peuvent pas faire valoir leurs droits : jugements du TGI de Paris, le 30 octobre 1996 et le 6 janvier 1997.

Enfin, l'obligation d'adhérer à une association pour s'inscrire à un séjour est admissible. Mais l'absence d'information des buts et des statuts de l'association et le fait que la cotisation ne soit pas remboursable, même en cas d'annulation du séjour, sont abusifs (jugement du 30 octobre 1996).

Toute clause qui est de nature à tromper le consommateur sur l'étendue de ses droits en excluant tout recours de sa part, a de fortes chances d'être jugée abusive. Ainsi, une maison de retraite qui s'arrogeait le droit de faire examiner le pensionnaire par un médecin de son choix, si, dans les jours suivant l'admission, son état de santé se révélait très différent de celui qui était indiqué lors de l'entrée, a été condamnée pour rupture unilatérale, du contrat (jugement du tribunal d'instance de Tourcoing, le 7 décembre 1994).

Il en va de même pour les clauses qui visent à exonérer un organisme de sa responsabilité vis-à-vis de ses clients : par exemple, la salle de gymnastique qui décline toute responsabilité concernant la perte ou le vol d'objets ou de vêtements déposés au vestiaire; alors même qu'elle a imposé le dépôt préalable des objets (jugement du 20 mars 1995, à Rennes).

ACTION COLLECTIVE

Les plaintes des particuliers aident à lutter contre les abus. Depuis sa création, en 1978, la commission des clauses abusives, instituée auprès du ministre chargé de la consommation, a rendu plusieurs dizaines de recommandations qui éliminent les clauses abusives de nombreux contrats.

Mais le meilleur moyen de banir ces pratiques consiste à saisir les associations de consommateurs qui sont habilitées à exercer une action collective (article L. 421-6 du code de la consommation).

En effet, même en cas de procès gagné par les usagers, il arrive que la clause condamnée subsiste dans des contrats-types conclus dans

d'autres régions. Le cas est fréquent pour les entreprises commerciales qui fonctionnent par réseaux de distribution, ou sur le mode de la franchise. Les associations de consommateurs ont donc les moyens de se procurer les modèles de contrats et de traiter le mal à la source.

Leur action s'appuie beaucoup sur l'efficacité des procédures d'intervention de médiation préventive, par exemple du médiateur des accords collectifs par secteurs.

Une opération de ce type est en cours avec les loueurs de voitures. « Ces accords amiables sont intéressants », estime Luc Bihl, avocat à Paris, « car ils permettent aux professionnels de s'expliquer sur les motifs qui ont présidé à la rédaction de ces clauses, qui visent parfois à défendre l'intérêt du consommateur ».

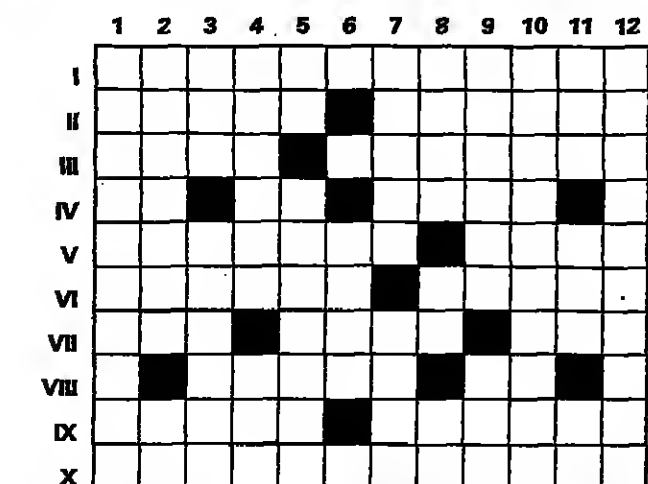
Il convient cependant de rester vigilant, car il n'est pas rare de voir des clauses abusives supprimées après une condamnation (qui peut aller jusqu'à 30 000 francs auxquels s'ajoute une astreinte journalière de 300 à 1 000 francs) ressurgir dans des catalogues ou des contrats.

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97062

505 Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez 505 (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Indéfinissable de toute façon.
II. S'oppose à l'alpha. Fait partie de la famille... même chez les moustiques.
III. Laisse passer l'eau. Polie.
IV. Fin de verbe. Nouveau dieu égyptien. La sanction en fin.
V. Débordé de passion. Contre tout ce qu'il touche.
VI. Bailleur sans ennui. Voltaire en fit un héros.
VII. En plénitude. Ouvrit la route de Berlin à Napoléon. Ouvrit la route aux techniciens.
VIII. Court dans les bois, mais vous ne la verrez jamais. Dans l'alphabet espagnol.
IX.

Elle devient virtuelle aujourd'hui. Dans les Alpes autrichiennes. - X. Fit connaître ses sentiments.

VERTICALEMENT

I. Où le solitaire n'est jamais seul.
II. Le départ dans la vie. Presque un max.
III. Bien venue. Détruit tout.
IV. Job réservé aux femmes. Supporte le soc.
V. Possessif. Pourvoir le bâtiment.
VI. Déchet qu'il faut absolument évacuer.
VII. Partie de l'Eglise russe, elle s'installe dans l'ordinaire. Ancien président de l'Angola.
VIII. Sans les autres. Coule dans le

Nord. De l'argon. - 9. Recherches des fonds. Personnel. - 10. Tout le matériel pour préparer un bon repas. - 11. Sujette aux crises de fureur. Grecque. Le début d'un roulement. - 12. Impossible d'expliquer sa présence.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97061

HORIZONTALEMENT

I. Bateau-Lavoir. - II. Inapplicable. - III. Barre Epela. - IV. Etai. Raser. - V. Ri. Stan. Sens. - VI. Ode. Asir. RAU. - VII. Nemi. Sut. Cr. - VIII. Casé. Tiare. - IX. Etriers. Areu. - X. Réensemencer.

VERTICALEMENT

I. Biberon. - II. Anafid. Te. - III. Tara. Encre. - IV. Epris. Nalm. - V. Api. Taise. - VI. Ultras. Ere. - VII. Li. Anis. Sm. - VIII. Aces. Rut. - IX. Vapes. Tiau. - X. Obéir. Arc. - XI. Ill. Nacrée. - XII. Réassureur.

Le Monde est distribué par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur.

Imprimerie du Monde 12, rue de Valenciennes 92032 Issy-les-Moulineaux

PRINTED IN FRANCE

SCRABBLE

PROBLÈME N° 11

A la recherche du troisième mot

I) Vous avez tiré A E F G R T U
a) Trouvez et placez un mot de sept lettres.
b) Avec ce même tirage, trouvez quatre mots de huit lettres en le complétant avec quatre lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la grille.

N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

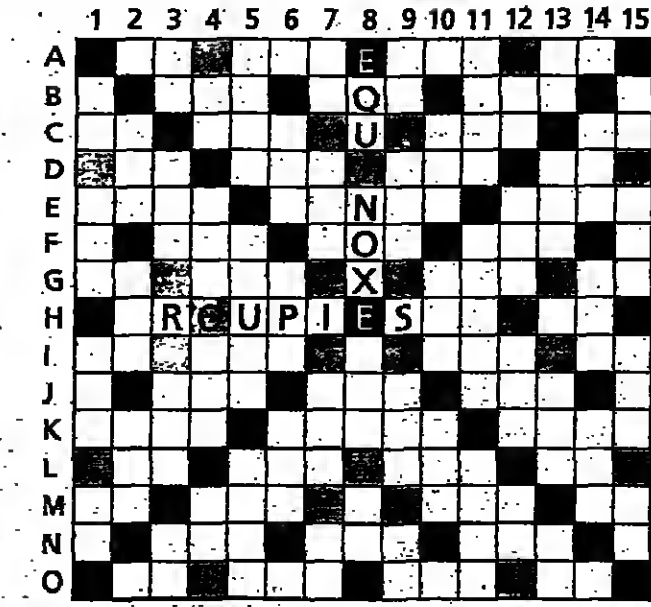
2) Préparation de la grille du problème de la semaine prochaine.

c) Premier tirage : C E H O R S U. Trouvez deux sept-lettres.
d) Deuxième tirage : A C E G N O P. En utilisant une lettre du tirage précédent, trouvez un huit-lettres.

Solutions du problème dans Le Monde du 9 avril.

Solutions du problème paru dans Le Monde du 26 mars.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la ré-



férence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) FIANCER, 7 H, 80; faisant FRANCHES.

b) FIANCERA, A 1, 92, ou l'anagramme FARINACE-FRANCIE, 52, 68 - INFARCE; néma, D8, 78, ou l'anagramme CARNIE-

FRANCIE, 52, 76, ou l'anagramme FASCINER-CONFERRAI, 73, ou les anagrammes CONFIERA et FONCERAI-FRANCIE, 10 A, 67 ou l'anagramme FINANCER-FRANCIE, 12 C, 62.

c) ROUPES ou SOUPRE d) EQUINOXE.

Michel Charlemagne

Je paye 1,50

DISQUES Pour la première fois en 1995, les ventes de disques européens de musique populaire - rock, rap, chansons, variétés internationales - ont dépassé les ventes de

disques américains. Désormais, 34 % des albums vendus dans le monde sont produits sur le Vieux Continent et 30 % aux États-Unis. Il a fallu dix ans de lent grignotage

pour arriver à ce résultat. ● LA GRANDE-BRETAGNE est pour beaucoup dans ce succès grâce au phénomène de la britpop. A l'exception des Canadiennes Alanis Morissette

et Céline Dion, les Nord-Américains peinent davantage à imposer leurs stars sur le marché mondial. ● JEAN-FRANÇOIS MICHEL, secrétaire général du Bureau européen de la mu-

sique, créé à Bruxelles en 1995, décrit au *Monde* les moyens de conforter cette progression, comme la création d'une aide aux tournées des groupes européens.

L'Europe supplante les États-Unis sur le marché de la musique populaire

Le Vieux Continent, fort de ses trois multinationales, de son grand marché et du succès que rencontrent des tendances comme la britpop ou la dance music, paraît aujourd'hui bien armé pour défendre un premier rang acquis de haute lutte

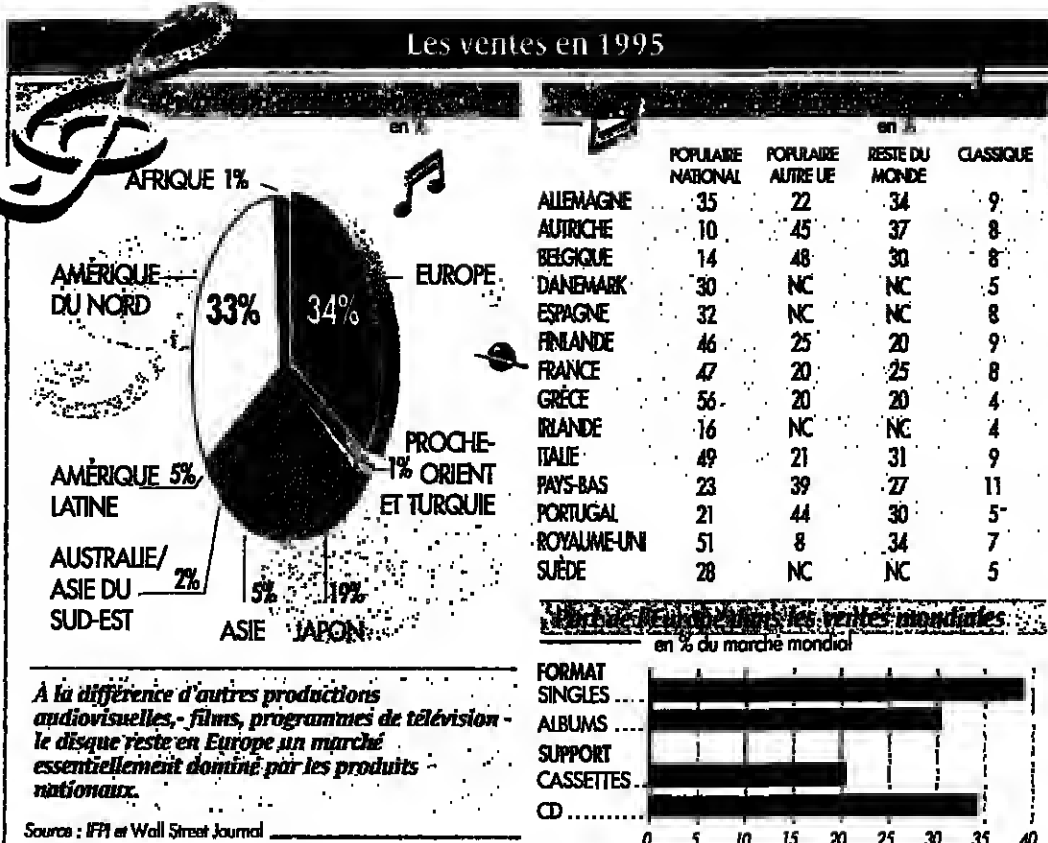
DU ROI ELVIS à l'empire Michael Jackson, on les croyait intouchables. Et pourtant... A la « une » du *Wall Street Journal Europe* du 21 février, on pouvait lire qu'en 1995, pour la première fois, les productions phonographiques européennes de musique populaire ont dépassé, sur le marché international, les ventes des productions américaines. Les consommateurs avaient acheté 34 % de disques produits en Europe contre 30 % de disques made in USA. Dix ans auparavant, la domination était clairement inversée. Les phonogrammes enregistrés en Amérique, mère patrie de la plupart des courants de la musique pop moderne, réalisaient 36 % des ventes du marché mondial, contre 28 % pour les productions européennes. Les chiffres de 1996 ne seront connus que dans quelques semaines, ils devraient confirmer cette tendance.

Dans son classement de fin d'année des meilleures ventes de disques en Europe, l'hebdomadaire *Music & Media*, indiquait qu'en 1996, plus de 65 % du top 100 des ventes d'albums étaient constitués d'artistes européens. Si le premier d'entre eux, le groupe britannique Oasis, n'apparaît qu'à la troisième place de ce top, les deux places de tête ne sont pas occupées par des compatriotes de Michael Jackson mais par des Canadiennes, Alanis Morissette et Céline Dion. Aux deux premières places du classement des singles figurent le *Children* de l'italien Robert Miles (né Roberto Milani) et la *Macarena* de Los Del Rio produite en Espagne, single qui s'est le plus vendu l'an passé aux États-Unis - on se souviendra de Bill Clinton en esquissant le pas de danse lors de la campagne présidentielle. Si, pris dans son ensemble, le marché européen dépasse, depuis quelques années, tous les autres en termes de consommation, le fait qu'il s'impose aujourd'hui en termes de production constitue un véritable événement. A cela plusieurs explications.

LE BOUM DE LA TECHNO

Longtemps habitués à une position hégémonique, les États-Unis ont de plus en plus de mal à imposer leurs stars à une échelle mondiale. Récemment, les échecs relatifs de R.E.M., Prince, Snoop Doggy Dogg, Pearl Jam ou Sheryl Crow n'ont fait que souligner la renaissance de la scène musicale des vieux rivaux britanniques. Après de longues années de vaches maigres, la Grande-Bretagne peut s'engouffrer à nouveau des performances de la pop insulaire avec Blur, Oasis, Suede ou Pulp. Si ces groupes - à part Oasis, désormais étoile du rock planétaire - ont surtout fortifié le marché local (le répertoire national représentait 55 % des ventes d'albums en 1995, contre 48 % en 1992), on n'en dira pas tant des Spice Girls. Après avoir collectionné les premières places dans une trentaine de pays, le *girl band* triomphant aux États-Unis, confirmant à coup de disques de platine son statut de phénomène pop du moment.

Mais les progrès des productions européennes ne s'expliquent pas seulement par un renversement de tendance entre terres natales du



rock. Des phénomènes contestent aujourd'hui la suprématie anglosaxonne en matière de pop contemporaine.

En premier lieu, l'explosion de la dance music. Si l'histoire fait remonter les origines de la house dans les clubs de Chicago et de Detroit, la génération techno s'est d'abord épanouie en Europe et, en particulier, sur le continent. Si le marché américain est encore assez peu réceptif à ce mouvement, les boîtes de nuit du reste du monde diffusent de la dance music produite en Angleterre, mais aussi, très souvent, en Allemagne (Captain Jack), en Belgique (Sash), en Italie (Robert Miles), en Hollande (Backstreet Boys) ou en Scandinavie (Ace of Base). Souvent instrumentale, la musique de la génération internet a trouvé une parade à la barrière des langues. Ce n'est pas un hasard si, pour la première fois, une vague d'artistes français (B.B.E., Daft

Punk, Alëem, DJ Cam...) peuvent s'exporter en Grande-Bretagne sans avoir à subir les sarcasmes des prescripteurs de la perle d'Albion.

Même quand il s'agit de chanter en anglais, l'Europe ne manque pas d'arguments. Plus besoin d'émigrer à Memphis ou à Londres pour obtenir un son digne des canons de la variété anglophone. On trouve sur le continent les studios et les techniciens capables de carrosser des productions rock, pop ou rap. A ce jeu, les pays du nord de l'Europe sont particulièrement performants. L'an dernier, les Allemands, avec Fool's Garden (l'éternel tube *Le-moon Tree*) ou Scorpions, les Suédois avec Roxette, Stakka Bo ou les Cardigans ont continué à s'adapter sans complexes à la langue d'Elvis. Mais la vraie nouveauté vient de la façon dont chaque territoire exploite désormais son catalogue national.

En France, il serait tentant d'ex-

pliciter l'augmentation de la part du répertoire national (54 % du chiffre d'affaires dans les ventes de disques - hors classique - en 1996, contre 51 % en 1995) par l'instauration des quotas.

Mais, dans le même temps et sans mesure similaire, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne ou l'Allemagne ont aussi profité des progrès de leurs productions locales. Plus important marché d'Europe et troisième marché mondial (8,2 % du chiffre d'affaires mondial en 1995) après les États-Unis et le Japon, l'Allemagne avait produit 41 % des cent singles les plus vendus sur son territoire en 1995, contre 22 % en 1992. « Nous devons saisir cette chance historique », déclarait récemment Thomas Stein, président de BMG Allemagne. La domination de la musique anglo-américaine, profondément enracinée dans l'histoire culturelle de l'Allemagne de l'après-guerre, est en train de diminuer. Une nouvelle gé-

nération s'émancipe de l'adaptation du modèle musical américain et ne recherche plus d'autorité sur son imitation. Même si l'utilisation de l'anglais reste dominante dans beaucoup de chansons. » Parmi les raisons de cette renaissance, on notera le développement de chaînes musicales programmant en priorité des artistes locaux. Videomusic en Italie et surtout Viva en Allemagne, concurrencent rudement la branche européenne de l'américain MTV.

ÉMANCIPATION

Longtemps pionnière en matière de répertoire national, d'intervention institutionnelle et d'exportation, la France a vu ses voisins suivre son exemple. La compétition n'en est que plus féroce. Responsable du Bureau export, une structure créée par le SNEP (Syndicat national des éditeurs phonographiques) pour favoriser la diffusion des disques français à l'étranger, Marie-Agnès Beau s'inquiète de ce phénomène d'émancipation généralisée. « Pour beaucoup de pays, les productions françaises ont été une alternative aux productions anglosaxonnes. Aujourd'hui, les autres pays européens produisent et exportent leurs propres productions. Il est d'autant plus difficile de nous imposer. Pendant longtemps, l'Allemagne a été friande de rap français. A présent, elle crée sa propre scène rap. »

Les Italiens auront été particulièrement performants, l'an dernier, dans cet exercice. Imposant aussi bien leur dance music (Whigfield, Robert Miles) que leur crooners les plus traditionnels (Eros Ramazzotti, Laura Pausini) ou la nouvelle star de la variété lyrique, Andrea Bocelli. Le fait que trois (EMI, PolyGram, BMG) des cinq multinationales du disque (les deux autres étant WEA et Sony) soient européennes a certainement facilité les performances de leurs filiales. Le marché américain ne représente plus pour elles une priorité absolue. Toujours prestigieuses et prescriptrices, celles-ci exigent des investissements énormes pour venir à bout de son gigantisme et de sa disparité. Malgré le succès de groupes comme Oasis ou Bush, la plupart des tentatives du rock britannique pour s'imposer outre-Atlantique ont échoué.

Un miracle cependant est tou-

Outils bibliographiques

Pour appréhender au mieux les arcanes de l'industrie musicale, on conseillera l'acquisition de *L'Année du disque 96*. Publié par l'hebdomadaire *La Lettre du disque*, cet ouvrage illustré analyse les phénomènes artistiques de 1996 et livre une photographie aussi précise que possible de l'économie du disque. D'un usage plus professionnel et destiné à une pratique raisonnée de l'exportation, *L'Euro Pop Book*, édité par l'Irma (Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles), est un guide-annuaire, divisé en quatre volumes, répertoriant sur trente pays près de 20 000 contacts dans tous les secteurs (disques, production et salles de concerts, médias, artistes...) de l'industrie musicale européenne.

* *L'Année du disque 96* (La Lettre du disque, 144 pages, 310 p.). *Euro Pop Book* (Irma), quatre volumes - *Organizations & Medias*; *Touring & Services*; *Recording*; *Artists & Index* -, vendus séparément ou en coffret, contact Irma : 01-44-83-10-31.

jours possible. Les producteurs français du collectif écolo-ethno-techno de Deep Forrest n'ont-ils pas vendu plus d'un million et demi d'albums aux États-Unis? Décidé depuis longtemps à percer en Amérique, Patricia Kaas, exportatrice vedette, enregistrera une version anglophone de son nouvel album.

De manière significative, les principaux Salons de l'industrie phonographique ont lieu en Europe, à Cologne, pour le Pop Konn, ou à Cannes, pour le Midem (Marché international du disque et de l'édition musicale).

Relâchant l'intérêt grandissant des maisons de disques pour les marchés asiatique et sud-américain, ses organisateurs ont lancé, il y a deux ans, le Midem Asia et s'apprête à inaugurer en septembre la première édition d'un Midem Latino, qui aura lieu à... Miami.

S. D.

Jean-François Michel, secrétaire général du Bureau européen de la musique

« Il faut faire accepter que la musique soit taxée comme un produit culturel »

CRÉÉ à Bruxelles en avril 1995, le *European Music Office* - ou Bureau européen de la musique - réunit des représentants des professionnels de l'industrie musicale dans le but de sensibiliser les institutions européennes à une nécessaire harmonisation de leurs conditions de travail, de production et de diffusion. Son secrétaire général, Jean-François Michel - par ailleurs directeur du Bureau export de la musique française - évolue pour le *Musique* la réalité du marché européen.

« Peut-on véritablement parler de marché européen de la musique ? »

« Depuis déjà un certain temps, le chiffre d'affaires du marché européen de la musique a dépassé

celui des États-Unis. Il est intéressant de voir qu'aujourd'hui, en termes de production, l'Europe - dominée par les productions britanniques - a rattrapé l'Amérique. Même si, en 1996, le marché a été stagnant, on assiste à une remontée importante des productions locales. Beaucoup, d'origine non anglo-saxonne, traversent les frontières. Il coexistent pourtant de relativement ce phénomène. Le marché européen d'existe pas réellement. Il s'agit encore d'une juxtaposition de marchés nationaux marqués par des disparités culturelles et juridiques. Les obstacles sont nombreux à la circulation des répertoires, des productions et des artistes en Europe. D'un pays à

l'autre, les modes de distribution, de promotion et de consommation peuvent être très différents. En Grande-Bretagne, la carrière d'un disque est considérée comme terminée s'il n'est pas entré dans les charts trois jours après sa sortie. En France, le temps de pénétration du hit-parade pour un « nouveau talent » est évalué à six mois.

« Les professionnels s'adaptent-ils à ces disparités ? »

« Paradoxalement, les producteurs indépendants travaillent aujourd'hui avec plus de fluidité, en particulier grâce aux nouveaux moyens de communication. A une autre échelle, les investissements nécessaires au développement d'un artiste à l'étranger sont si importants que les maisons de disques ne s'y risquent qu'avec circonspection.

« Quelles sont aujourd'hui les priorités du Bureau européen de la musique ? »

« Si un artiste veut percer hors de ses frontières, il doit se produire en spectacle dans les pays concernés dès la sortie de son disque. La nature des risques encourus, ajoutée aux obstacles administratifs, ne facilite pas les initiatives des producteurs de concerts, qui préfèrent travailler avec des artistes déjà renommés. Il nous faut réfléchir à des projets qui faciliteraient la promotion des artistes en développement et la multiplication des échanges entre les États et les régions. Nous souhaiterions que la

Commission européenne initie des aides aux tournées. Dans le souci d'inciter les opérateurs à assumer les risques d'un travail avec des artistes européens, on pourrait envisager une aide automatique incluant un ou plusieurs concerts dans un nombre minimum d'États membres, le montant de l'aide évoluant en fonction du nombre de concerts effectivement réalisés.

Un même type d'aide pourrait encourager des festivals à programmer des showcases [concerts de promotion] de jeunes artistes européens.

« Avez-vous la capacité d'agir à Bruxelles comme une force de lobbying ? »

« En Europe, l'industrie de la musique représente près de deux fois et demi le chiffre d'affaires du cinéma et de la vidéo. Elle est un gisement d'emplois important : on estime à 600 000 le nombre de personnes travaillant dans ce secteur. Son impact culturel et social est énorme, particulièrement auprès des jeunes. Pourtant, contrairement à l'audiovisuel et au multimédia, l'industrie musicale n'est pas reconnue par les institutions européennes. Cela est en train d'évoluer. Le Bureau européen de la musique réunit les représentants des professionnels dans le but de convaincre la Commission européenne de l'importance et des besoins de cette industrie. Il faut harmoniser les conditions de travail des professionnels en Europe, inci-

ter aux échanges et faire accepter que la musique, les disques comme les instruments, soit taxée comme un produit culturel. Pour cela dépasse largement le secteur de la musique, et dépend de décisions essentiellement politiques à l'échelle européenne. Le lancement de l'euro sera peut-être un déclic salutaire.

« Quels moyens vous donnez-vous pour réussir ? »

« Les 18 et 19 octobre, à Ennis, en Irlande, nous avons organisé un symposium sur la musique en Europe. Pour la première fois, des représentants de tous les secteurs de l'industrie musicale ont rencontré des membres de la Commission et du Parlement européens. Cette rencontre correspondait à la remise d'une étude sur la musique en Europe et d'un rapport sur « les freins et les obstacles à la circulation des répertoires, des productions et des artistes en Europe » réalisés par le *European Music Office* en collaboration avec des chercheurs comme Dave Laing, de l'université de Westminster. Nous travaillons maintenant avec la Commission sur un certain nombre d'initiatives qui seront proposées au Parlement au dernier trimestre 1997 et qui devraient faire l'objet d'un programme spécifique pour la musique début 1998. »

Propos recueillis par Stéphane Davet

Orchestre Philharmonique de Radio France

Vendredi 4 avril, 20h - Salle Pleyel

Brahms Un Requiem allemand

Ruth Ziesak, soprano
Gerald Finley, baryton

Chœur du Wiener Singverein

Marek Janowski, direction

Location 01 42 30 15 16

Radio France

سكوا في الحان

THÉÂTRE DU
CHÂTEAU ROYAL

QUATUOR

ATION : OLIVIER

388
315 +
53

le la mission chaos »

che François

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

de la mission chaos »

L'écrivain

Valère Novarina réinvente, pour la scène, Adam et Eve

LE JARDIN DE RECONNAISSANCE, de Valère Novarina. Mise en scène de l'auteur. Avec Jean-Quentin Châtelain, Agnès Sourdillon et Rosellane Goldstein. **ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET**, 4, square de l'Opéra, 9^e. M^o Opéra. Tél.: 01-47-42-67-27. Mardi à 19 heures; du mercredi au samedi, à 20 heures; dimanche à 16 heures. 60 F à 120 F. Durée: 1 h 15. Jusqu'au 19 avril.

Un homme et une femme. Sans chababada. Ils sont debout, simplement, sur un plateau nu. Elle porte une longue robe de couleur, lui un jean et un polo ample. Ils sont jeunes. Il la regarde et lui dit: « Par quels trous logés dans ta tête crois-tu encore que tu me vois? » Elle répond: « Ce sont vos yeux de dédains qui voient le langage où vous vivez: le reste de votre corps meurt comme un monde sanglant qui attend devant vous. » Ainsi parle Valère Novarina, avec ses mots tout neufs (ils viennent de sa dernière pièce, *Le Jardin de reconnaissance*) et pourtant, tellement vieux: les mots du monde quand il est né, de la rencontre d'un homme et d'une femme.

Ils ne s'appellent pas Eve et Adam, mais Le bonhomme de terre et La femme séminale. Une troisième personne les accompagne: la voix d'ombre, qui aime à rester dans le noir de la salle, où elle se tapit en différents endroits. Si elle monte sur le plateau, elle se fait aussi discrète que les anges gardiens des enfants des années 50, dont Valère Novarina fut. Les comédiens se tiennent sur la scène avec une désinvolture sérieuse: ils jouent. Jean-Quentin Châtelain (Le bonhomme de terre) est le digne successeur d'André Marcon, qui le premier chanta Novarina: même corps enraciné, même voix faite pour moduler l'impossible. Quand il répétait *Woyzeck*, de Büchner – un de ses premiers rôles –, Jean-Quentin Châtelain a senti sourdre un chant, l'a gardé, travaillé. Ce chant résonne d'une manière extraordinairement naturelle. Un bruit de vent sur la lande.

La roussie Agnès Sourdillon (La femme séminale) possède l'étrange, et Rosellane Goldstein (La voix d'ombre), la maturité. Valère Novarina ne les dirige pas vraiment. Il laisse aller le cours de sa pièce, composée de douze stations sur le chemin de l'amour insoumis: ainsi, la « descente d'un sac » ou « les émissions ». Le bonhomme de terre raconte sa soirée devant la télévision: « J'ai regardé Plein tarif, hier soir: il y avait un bonhomme qui appelait le prénom de sa sœur Elisabeth à l'envers; pendant ce temps, dans le *Borchester*, les Vivianistes soulevés par les Cutadras et les Boriquelouvres exterminaient les frères-qualongistes à coup de hauba-houba... » Parce que personne n'écrit comme lui, il faut aller écouter Valère Novarina. Son *Jardin de reconnaissance* dure une heure quinze: le temps de réinventer le théâtre.

B. Sa.

THÉÂTRE DU PALAIS-ROYAL

LE QUATUOR

il pleut des cordes

LOCATION : 01.42.97.59.81

A Créteil, le festival Exit est au rendez-vous de la modernité des arts plastiques et vivants

Le Suisse Christoph Marthaler y a présenté un spectacle hilarant, terrible et bienvenu

Pendant dix jours, du 28 mars au 5 avril, le festival Exit réunit à la Maison des arts de Créteil des nouvelles technologies, de la danse et du

théâtre. Ce rendez-vous bref est important. Il donne le ton de la modernité autour du globe. Sa quatrième édition a permis de voir deux spec-

tacles marquants – (Or) par le groupe japonais Dumb Type, et surtout *L'Heure zéro* ou *L'Art de servir*, conçu par le Suisse Christoph Marthaler.

EXIT, festival international de théâtre, de danse et de nouvelles technologies. **MAISON DES ARTS**, place Salvador-Allende, Créteil. M^o Créteil-Préfecture. Tél.: 01-45-13-19-19. Avec les danseurs José Navas et Cesc Gelabert (les 1^{er} et 2^{avril}), un programme de hip-hop (les 4 et 5 avril) et les nouvelles technologies. Jusqu'au samedi 5 avril.

Depuis le 28 mars, des gens se pressent pour entrer à la Maison des arts de Créteil dès son ouverture, à 10 heures. Parmi eux, des enfants qui, pour 20 francs, s'adonnent aux plaisirs des nouvelles technologies. Disposées dans le hall, les couloirs et même les sous-sols, vingt installations permettent de créer des vidéos en pédalant sur des cycles futuristes, de jouer à un baby-foot virtuel (imaginé par Merit, Boykett et Hecker, artistes austro-américains), de s'immerger dans la beauté des images de Pierrick Sorin, de prendre le pouls de son bûmeur en enfilaant un casque qui envoie des couleurs, selon que l'on est calme ou nerveux (Ulricke Gabriel, Allemagne).

On peut aussi faire bouger des corps en touchant des tables ou en marchant sur des sols recouverts d'images d'hommes et femmes dénudés et mouvants (Studio Azzurro, Italie). Ainsi, en s'appliquant bien, on peut décider de faire disparaître le corps d'une femme grasseuse, ou écraser des têtes, des jambes ou des sexes qui se rebiffent et changent de position. Cet exercice – parfait dans le genre pervers – est un des clous de ces nouvelles technologies, qui consti-

tuent un régal interactif: le public ne reste pas baba devant la performance créatrice. Il participe, dans un beau débordement ludique.

Pendant ce temps, les deux salles de la Maison des arts accueillent des spectacles. A partir du 1^{er} avril, la danse succède au théâtre – représenté cette année par le groupe japonais Dumb Type, et le metteur en scène suisse Christoph Marthaler. Deux spectacles sans lien, sinon la violence.

Dans *(Or)*, tout est clinique, à l'image du décor, un sol délimité par un cyclo d'un blanc fluorescent agressif. Les Japonais attaquent fort, en envoyant des éclats de lumière aveuglants. Ils veulent manifestement mettre mal à l'aise les spectateurs, en les enfermant dans un monde mortifère. Des corps en blouses blanches se fracassent les uns contre les autres dans des surfaits d'insectes électrisés, une femme écrase ses seins contre une table, une autre cherche des signes de vie sur les corps d'hommes allongés, pendant qu'un jeune garçon écrit sur un ordinateur le récit

d'un voyage. Cette mort obsédante chez le groupe Dumb Type s'appelle le sida. Aux meilleurs moments – si l'on peut dire –, le spectacle s'approche au plus près des sentiments que l'on éprouve dans la chambre d'un malade en apnée. Sentiments terribles, où rôde un coma éveillé qu'on espère moins violent pour ceux qui le traversent que ce qu'en montre *(Or)*.

TOUS LES ESPIRS

Mais, à d'autres moments, on s'étonne du « message » qu'envoient les Japonais. Quand on entend: « Chaissez bien, chaissez la fin » et que sur le cyclo défilent les images d'une voiture roulant à toute vitesse sur une route de montagne, jusqu'à un point de non-retour, on reste perplexe: à quoi sert d'ajouter la mort à la mort, même avec la grande maîtrise des corps et de la vidéo dont fait preuve Dumb Type?

(Or) a été conçu au cours d'une résidence à Maubeuge. Il n'a pas encore trouvé sa forme définitive, qui sera donnée dans le cadre du

Festival d'automne. Le Suisse Christoph Marthaler, lui, présente une pièce de son répertoire: *Stunde Null oder die Kunst des Servierens* (*L'Heure zéro ou l'Art de servir*). Créé en 1995 à Hambourg, *Stunde Null* réussit l'exploit de susciter autant de rire que d'angoisse. C'est une parodie cinglante sur la commémoration de la fin de la seconde guerre mondiale – l'heure zéro, qui laissait ouverts tous les espoirs.

Christoph Marthaler réunit une dizaine d'hommes, jeunes et âgés, qui s'entraînent à l'exercice de la politique, sous la direction d'une femme, Madame Heure Zéro. Confinés dans une salle sinistre, ils se livrent à l'apprentissage de leurs fonctions: couper des rubans, prononcer des discours, donner des poignées de main. Ces hommes sont vêtus de costumes mais dépourvus de corps, armés de paroles et incapables de parler, munis de cerveaux et dépourvus d'autonomie. Ils voudraient bien faire, n'y arrivent pas. Au lieu d'inventer l'avenir, ils ne peuvent s'empêcher de dire ce qu'ils pensent: le peuple allemand est le premier à avoir souffert de la guerre. Pour s'en sortir, ils trouvent refuge dans des plaisanteries impuissantes (« Hitler n'avait qu'une canule. Goebbels en avait deux mais c'étaient des nouilles »). C'est hilarant, terrible et bienvenu: qui, en France, oserait s'attaquer d'une manière aussi frontale à la lâcheté majoritaire des années d'occupation? A Créteil, *Stunde Null* ne s'est donné que deux soirs. C'est trop peu. Il faudrait que ce spectacle tourne.

Brigitte Salino

Les choix écdectiques de Didier Fusillier

Exit a été créé en 1994 par Didier Fusillier, directeur de la Maison des arts de Créteil et de la scène nationale de Maubeuge, où il a aussi fondé un festival international, *Via*. Toujours à la recherche de nouveautés insolites, Didier Fusillier parcourt le monde, d'où il rapporte ce qui lui plaît – sans chercher à donner un sens précis à sa programmation. « Ce qui m'intéresse, dit-il, c'est de proposer à la fois des nouvelles technologies, du hip-hop et des mises en scène de Dumb Type ou Christoph Marthaler. J'apprécie ce grand écart, qui permet à des publics très divers de se rencontrer à Créteil. » *Exit* dure dix jours. « C'est un choix: la brièveté donne une intensité agréable pour les spectateurs et indispensable pour l'équipe. » Plus de cinquante personnes – dont beaucoup de stagiaires et d'étudiants – s'activent pour accueillir les trois mille spectateurs qui ont réservé pour voir les spectacles des vingt et une compagnies et les vingt installations.

The Divine Comedy en habits de concert

Le groupe de Neil Hannon joue avec un orchestre classique de vingt-six musiciens

THE DIVINE COMEDY. La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 9^e. M^o Pigalle. Tél.: 01-49-25-81-75. Les 1^{er} et 2^{avril}. 20 b 30. 120 F.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial
Dans Strasbourg transformée, lors du week-end pascal, en symboles du combat politique, le petit monde de Neil Hannon pouvait sembler bien détaché de l'urgence du quotidien. Depuis son adolescence, ce blondinet, fils d'un pasteur protestant d'Irlande du Nord, s'occupe de mettre en scène dans des symphonies de poche, ses rêves et ses fantasmes pop. Seul dans sa chambre d'Enniskillen, il s'est imaginé croquer, élaborant au piano ou à la guitare une musique devant autant à Scott Walker qu'à Burt Bacharach, à Jacques Brel qu'à Rachmaninov. Sur disque, sous le nom de The Divine Comedy, il a essayé de confronter ses désirs de démesure à la petitesse de ses moyens techniques. Jusqu'au jour où le rêve est devenu réalité. Vendredi

28 mars, débutant en Alsace une mini-tournée française, les six rockers de The Divine Comedy étaient entourés sur la scène de la Laiterie, du Brunel Ensemble, un orchestre classique de vingt-six musiciens.

Longtemps, la France fut la seule terre d'asile du petit Irlandais. Peut-être parce que son univers a toujours laissé une large place aux références francophiles. Chanson, littérature et cinéma de la patrie de Gainsbourg, Sartre et Deneuve ont nourri ses envies d'exotisme.

LA VOIE DU « EASY-LISTENING »

Depuis six mois, l'Angleterre s'est entichée de l'auteur-compositeur. Le triomphe critique remporté par son troisième album, *Casanova*, correspond certes à la vogue du « easy-listening », mais, au-delà des arrangements baroques et de son goût pour les musiques d'ambiance, on y célèbre aussi un talent singulier. Il y a deux semaines, Neil Hannon se retrouvait pour la première fois en couverture de l'édition hebdomadaire de rock *New Musical Express*.

Cette réussite a convaincu sa maison de disques, le label irlandais Setanta, de lui donner les moyens de ses ambitions. Un titre de *Casanova* avait déjà bénéficié de l'appui d'un grand orchestre. Chacune des chansons de The Divine Comedy pouvant prétendre à la même magnificence, pourquoi ne pas la leur offrir? Recrutée par l'intermédiaire de Joby Talbot, fidèle arrangeur et clavier du groupe, par ailleurs compositeur classé et camarade de classe du chef d'orchestre du Brunel Ensemble, Christopher Austin, cette formation participe à un projet global.

Il y a quelques semaines, un disque a d'abord été enregistré à Londres, dans le théâtre du Shepherds Bush Empire. D'un romantisme échevelé, *A Short Album About Love* joue avec brio du faste du décorum symphonique. Deux concerts, filmés en vidéo, ont ensuite eu lieu dans cette même salle, donnant le coup d'envoi

d'une tournée aussi ambitieuse qu'éphémère. Sur scène, une plaque de plexiglass sépare étrangement le groupe de rock des vingt-six musiciens en frac assis derrière lui. Justifié par des raisons pratiques de sonorisation, ce curieux agencement prend une dimension onirique. Dans son aquarium baigné de lumière rouge, l'orchestre semble bien l'apparition rêvée d'un fantasme. Tournerait-il au canchancier? Sur la première chanson, l'ingénieur du son a un mal fou à équilibrer cette multitude d'instruments amplifiés. Basse et vibraphone écrasent les cordes. Péniblement Neil Hannon extirpe une voix sèche. Un doute nous prend. Et si le charme de The Divine Comedy venait de la suggestion de la démesure, de son machèvement plutôt que de sa réalisation?

Mais avec une facilité éblouissante, l'Irlandais prend bientôt son envol. Des chansons anciennes – *Timewatching*, *Tonight We Fly*, *When The Lights Go Out All Over Europe* – s'habillent enfin des

étoffes convoitées. Celles du *Short Album* valsent avec un naturel saisissant. L'art de Neil Hannon vibre d'un souffle monumental jamais dupe de sa vanité. Les frissons les plus romantiques, la mélancolie la plus touchante s'aèrent toujours d'humour et de clins d'œil.

Les musiciens classiques se prennent au jeu. Un violoniste est saisi par le démon du rythme, un hautbois chante à tue-tête, une violoncelliste couve le chanteur d'un regard attendri. Tous semblent stupéfaits de l'accueil triomphal. En sortant de scène, Neil, parlant au public, bredouille d'émotion: « *They love us, they love us.* » Le chef d'orchestre, Christopher Austin, confie: « Il n'y a pas de petite et de grande musique. Il y en a de la bonne ou de la mauvaise. Neil ne sait peut-être pas écrire de partitions, mais son sens de l'harmonie le place aux côtés des meilleurs. L'âme se soufle et sa vulnérabilité. » Nous aussi.

Stéphane Davet

Le Radeau de la Méduse
ou Gustave et Théo

Texte et mise en scène de Roger Planchon

L'œuvre de Gustave de Maupassant, adaptée par Roger Planchon, est présentée au Théâtre National de Paris.

Une production de la Compagnie du TNP au Théâtre National de la Colline

réservation 01 41 52 52 52

jusqu'au 19 avril 97

DES PERLES AUX COCHONS

de Richard Foreman - Mise en scène Bernard Sobel

Théâtre de Gennevilliers 01 41 32 26 26 - 28 mars - 13 avril

CONCERTS

CHATELET

MARDI 1^{er} AVRIL 20h
Solistes de l'Ensemble Intercontemporain
HINDEMITH, CARTER, STRAVINSKY
Location 01 40 28 28 40

ORCHESTRE DE PARIS

Salle Pleyel - 20 h 30
mer 2, jeu 3 avril
Frans Brüggen
direction
Gil Shaham
violin
SCHUBERT - MOZART
60 à 240 F - Tél: 01 45 61 65 89

CHATELET

JEUDI 3 AVRIL 20h
Solistes de l'Ensemble Intercontemporain
ADES, STRAVINSKY, SCHOELLER
Coproducteur Théâtre du Châtelet/Ensemble Intercontemporain
Location 01 40 28 28 40

CHATELET

VENDREDI 4 AVRIL 20h
Solistes de l'Ensemble Intercontemporain
STRAVINSKY, CARTER, ANTHEIL
Coproducteur Théâtre du Châtelet/Ensemble Intercontemporain
Location 01 40 28 28 40

cité de la musique
• son musée
• ses activités
• ses concerts

Emmanuel Krivine, en
Maria-João Pires, dans
Chamber Orchestra
of Europe
12 et 13 avril
• Paris de Paris
01 44 84 44 84

danse

biennale

Philippe Tréhet
Cie Le Galet gris "Les sept paroles de Prokofiev" (création), avec l'orchestre de jeunes Maurice Ravel et le chœur de la Lyriade de Versailles-Laurent Brack, direction Fabien Têcherien
2, 3 et 4 avril 20h30
réservations: 01 46 86 70 70
Fontenay-sous-Bois
Salle Jacques Brel

LES NOUVEAUX
DU TEMPS
LA GAGNE
IMPRESSE

Réserv: 01 47 97 04 47

$$\begin{array}{r} 338 \\ 315 + \\ \hline 653 \end{array}$$

COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 2 AVRIL 1997

TÉLÉVISION Channel 5, la cinquième chaîne généraliste britannique, a été lancée dimanche 30 mars, quinze ans après le lancement de Channel 4. ● L'ÉLARGISSE-

MENT du paysage audiovisuel d'outre-Manche aurait été favorisé par les annonceurs, qui souhaitent ainsi faire pression sur les tarifs publicitaires de la chaîne commerciale

ITV. ● LE CONCEPT de la nouvelle venue est proche de celui de M 6 en France. Une programmation spécifique et un style nouveau de l'information sont censés séduire et fidéli-

ser la génération des 20-35 ans. ● COACTIONNAIRE principal avec United News Media Plc, la CLT-UFA détent 29 % des actions de Channel 5. Dans un entretien au Monde,

son administrateur délégué, Rémy Sautter, explique que l'ambition de cette chaîne « complémentaire » est de « gagner de l'argent avec 8 % de parts de marché ».

Le paysage audiovisuel britannique s'enrichit d'une cinquième chaîne

Les annonceurs d'outre-Manche seraient à l'origine de la création de Channel 5, lancée dimanche 30 mars. Cette concurrente des quatre généralistes (BBC 1, BBC 2, ITV et Channel 4) a obtenu un taux d'audience de 5,8 % pour ses deux premiers jours, et vise la génération des 20-35 ans

LONDRES
de notre correspondant
« 5-4-3-2-1 », le compte à rebours sur le petit écran jusqu'à 18 heures tapantes, dimanche de l'après-midi, pour accueillir Channel 5, la toute dernière chaîne nationale non cryptée britannique. Puis, les Spice Girls, le groupe pop à la mode, ont ouvert le bal, suivies de peu par la première pub attribuée - avec un clin d'œil - au parfum Channel No 5 et tournée par Ridley Scott.

Le ton était donné. L'événement avait été précédé d'une massive campagne de publicité et d'un réajustement d'environ 90 % des téléseigneurs et magnétoscopes du Royaume-Uni pour un coût de 150 millions de livres (environ 1,35 milliard de francs).

La nouvelle chaîne est la première à voir le jour depuis la création de Channel 4 en 1982 et devrait élargir le choix des quelque 75 % de Britanniques qui ne sont pas câblés. Elle a été attribuée pour 22 millions de livres (près de 200 millions de francs) en 1995 à un consortium regroupant United News and Media, la CLT, Warburg Pincus et le groupe Pearson.

« Nous n'essayons pas d'atteindre la somme de l'Himalaya en termes de qualité, à l'indiqué à la presse le PDG, David Elstein. Nous ne sommes pas Channel 4 et nous n'avons pas l'intention de diffuser des documentaires sur les courtoisies britanniques. » Ni de dépenser des sommes énormes, puisque le budget annuel pour les pro-

grammes est de 110 millions de livres (990 millions de francs) contre 800 (7,2 milliards de francs) pour ITV, la chaîne privée.

L'idée d'élargir le paysage audiovisuel britannique d'une chaîne supplémentaire est avant tout venue d'annonceurs désireux de faire pression à la baisse sur le prix de l'espace publicitaire d'ITV. « Le but de Channel 5 n'est que de fournir un plus grand choix aux annonceurs », a déclaré un directeur de l'agence de pub Saatchi and Saatchi.

Si un peu moins de la moitié des téléspectateurs ont pu capter Channel 5, ses responsables espèrent pouvoir en toucher 80 % d'ici la fin de l'année prochaine ; mais plusieurs millions devraient avoir à se doter d'une antenne extérieure. Toutefois, les premiers chiffres d'écoute ne sont pas mirobolants : 2,3 millions pour le programme d'annonce, 1,5 pour le premier « soap », Family Affairs, qui offrait pourtant une aventure entre un adolescent et une amie de sa

mère, et un dernier masculin tatoué, mais « du meilleur goût possible et bien enlevé », selon le directeur des programmes.

Channel 5 demeure très optimiste quant à son audience. Les chaînes concurrentes, qui se préparent à réagir, attendaient de voir à qui elles auraient à faire. Elles devront se battre sur le créneau d'audience que vise la petite dernière : la « génération abandonnée » des 20-35 ans, ceux qui, selon la « 5 », bâillent d'ennui en regardant des

programmes qui ne sont pas faits pour eux. Et en particulier les informations.

Mais, là encore, le résultat n'est pas au niveau des promesses : on nous avait dit que l'on assisterait à une véritable révolution. Chou blanc.

Pour le reste, Channel 5 entend fidéliser son audience avec des programmes diffusés chaque jour à la même heure : ainsi aura-t-on chaque soir Family Affairs à 18 h 30, les nouvelles à 8 h 30 et un film à

9 heures, qui ne sera pas interrompu en plein milieu par les infos comme sur ITV et un « chat show » populaire conduit par le comédien Jack Docherty. De la couleur, du rythme, du clinquant, et la promesse de revoir souvent les Spice Girls, à qui, lors de son premier show, Jack Docherty a offert... un caleçon chacune. Et, chaque semaine, Nancy Lam concoctera des recettes orientales depuis son restaurant sino-indonésien de Battersea, Enak-Enak.

Les réactions de la presse, qui a consacré des éditoriaux à l'événement, sont mélangées. Le Guardian (centre gauche) s'est félicité que cette « épice de vie » représente « un véritable défi pour les quatre grandes ». Le Daily Telegraph et le Times (droite) sont plus mesurés. Le premier « réclame Channel 6 » et affirme qu'« une des curiosités de la vie moderne est que ceux qui suivent le plus servilement la mode et la culture populaires aiment se prétendre non orthodoxes ». Le Times - appartenant au magnat australo-américain des médias Rupert Murdoch, qui possède aussi le principal bouquet de chaînes câblées avec Sky - affirme que « la nouvelle chaîne devra se tailler une nouvelle niche » et que ce « nouveau départ peut paraître comme d'une déconcertante similitude avec ce que l'on avait déjà ». Mais comment faire du neuf sans déconcerter les goûts des téléspectateurs les plus casaniers ?

Rémy Sautter, administrateur délégué de la CLT-UFA

« Gagner de l'argent avec seulement 8 % de parts de marché »

« Pourquoi la CLT, premier actionnaire de Channel 5 avec 29 % du capital, n'en est-elle pas l'opérateur ?

« La notion d'opérateur n'existe pas en Grande-Bretagne. Un autre actionnaire détient aussi 29 % des actions. Comment choisir entre les deux ? La tradition en Angleterre instille une très forte indépendance du management, s'il n'y a pas un seul actionnaire majoritaire. Cette notion d'opérateur a fait florès en France au moment des lancements de La 5 et de M 6. Etait alors considéré comme opérateur de la chaîne l'actionnaire qui prenait des engagements supplémentaires auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Channel 5 sera dirigé par un conseil très ramassé avec un seul représentant pour chaque actionnaire.

« Le concept de Channel 5 doit beaucoup à celui de M 6...

« Il est indéniable que le concept de Channel 5 vient de l'expérience de la CLT. Mais nous avons

convaincu sans difficulté les groupes Pearson et United de l'idée d'une chaîne complémentaire qui puisse gagner de l'argent avec seulement 8 % de parts de marché. Leur projet de départ, au moment de la constitution du consortium, était pas très différent. Channel 5 va envoyer une mission auprès de M 6 pour étudier sa politique en matière de marketing et de promotion. Le merchandising et les produits dérivés sont les voies d'avenir des chaînes hertziennes en France. Ces télévisions peuvent faire jouer leur effet de masse, au contraire des chaînes payantes.

« Quel sont les objectifs économiques ?

« Nous prévoyons quatre exercices déficitaires avant de parvenir à un exercice d'exploitation en équilibre en l'an 2000. A cette date, nous visons 8 % de parts de marché. Channel 5 devrait prendre un peu d'audience à la BBC et à ITV. Sur le marché britannique, il n'existe pas de chaîne nationale 100 % commerciale : BBC 1 et BBC 2 sont deux chaînes publiques, ITV est un réseau

régional et Channel 4 n'est pas libre de sa programmation ni de son financement. Channel 5 sera donc la première chaîne britannique purement commerciale. Ce sera aussi la dernière création d'une chaîne privée nationale hertzienne et gratuite en Europe occidentale.

« Combien allez-vous investir au total ?

« Le total des pertes cumulées sera de 300 millions de livres à la fin de l'an 2000 (plus de 2,7 milliards de francs). Un montant qui englobe les 22 millions de livres (environ 200 millions de francs) correspondant à la location annuelle du réseau. Pour la CLT, Channel 5 et TPS sont deux gros investissements équivalents qui arrivent en même temps. Dans Channel 5, le risque maximum est de près de 800 millions de francs avec 29 % du capital. Dans TPS, il est de plus de 700 millions de francs pour 28 % du capital : 20 % en direct et 8 % via M 6. »

Propos recueillis par Guy Duthiel

Patrice de Beer

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : le quotidien Nice-Matin a pu paraître normalement, mardi 1^{er} avril, après une semaine de grève suivie par les salariés de sa filiale de distribution, Publicis Services. Les employés de cette société, qui assure le portage à domicile du journal, réclamaient notamment un avancement de l'âge de la retraite à 55 ans, le paiement d'un treizième mois et des augmentations de salaires. Les négociations, menées tard dans la nuit du lundi 31 mars au mardi 1^{er} avril, ont permis de trouver un accord qui s'est traduit par la levée de l'occupation des locaux de distribution et la parution du journal.

■ **Le quotidien Sud-Ouest** (350 000 exemplaires) lance un nouveau supplément économique mensuel de vingt pages tabloïd, le 1^{er} avril. Gratuit, il est encarté dans les éditions de la Gironde, soit 140 000 exemplaires (diffusion payée). Sud-Ouest Eco vient en complément de la rubrique économique du quotidien et d'Aquitaine Eco, dossier annuel sur l'économie régionale. En fonction des résultats, la direction envisage d'étendre sa diffusion aux autres départements de la région en septembre. - (Corresp.)

■ **TÉLÉVISION** : M 6 a enregistré en 1996 un résultat consolidé par an du groupe de 355,1 millions de francs, en hausse de 3,14 % par rapport à 1995. Ce chiffre intègre une perte de 16,7 millions de francs, après impôts, liée à la participation de la chaîne au bouquet numérique TPS. Le chiffre d'affaires de M 6 s'est établi à 2,374 milliards de francs, en hausse de 16,2 %. Grâce à l'augmentation de son audience, pointée à 12,5 % en 1996, le chiffre d'affaires publicitaire de la chaîne a gagné 5,1 % pour atteindre 1,836 milliard de francs.

■ **INFORMATION ÉCONOMIQUE** : l'agence de notation financière Standard & Poor's a baissé la note de la dette du groupe de communication et de services financiers Dow Jones. Cet abaissement de la note redonne « un accroissement d'incertitude concernant la filiale d'informations financières Dow Jones Markets » (TeleRate), explique Standard & Poor's. - (Bloomberg.)

Le magazine « Jalouse » s'adressera aux femmes de dix-huit à trente ans

LE NOUVEAU magazine féminin Jalouse naîtra jeudi 24 avril, soixante-seize ans après L'Officiel de la couture et de la mode de Paris, le plus vieux titre des éditions Jalou.

Plus simplement appelé L'Officiel, ce mensuel a une drôle d'histoire. Comme du Zola léger, entre Nono et Au bonheur des dames. Il a été créé, en avril 1921, par un négociant en tissu, Max Bruhnes, pour faire plaisir à sa maîtresse. Pour joindre l'utile à l'agréable, Max Bruhnes, qui achetait du coton et de la soie à Pondichéry, donnait dans le magazine les cours du ballot de coton.

Quelques années après la création, M. Bruhnes meurt, sa veuve, Andrée, décide alors de reprendre le journal en main en commençant par se débarrasser de la maîtresse. Pendant de nombreuses années, la société éditrice de L'Officiel s'appellera d'ailleurs Les Editions Veuve Max Bruhnes.

C'est sous son emprise que le titre prendra son essor. Colette y collabore. Le magazine est le premier en France à publier des photos de mode en couleurs, il propose des reportages aux États-Unis. Peu avant la guerre, M^{me} Bruhnes meurt à son tour et c'est celle qui fut sa secrétaire pendant vingt ans qui lui succède. « M^{me} Castagnier se révèle être une excellente femme de presse », explique l'actuel PDG, Laurent Jalou. Elle restera à la tête du journal jusqu'à sa mort, en 1970.

DIVERSIFICATION ACCÉLÉRÉE

Après des années un peu difficiles, L'Officiel retrouve une nouvelle jeunesse au milieu des années 80 et surtout au début des années 90, sous l'impulsion des trois enfants de Georges Jalou, mort en 1996. Laurent Jalou est PDG depuis cinq ans, tandis que sa sœur, Marie-José, est rédactrice en chef de L'Officiel et que son frère, Maxime, est directeur artistique. Le capital leur appartient.

Depuis un an, cette structure familiale augmente sa voiture. Les

éditions Jalou annoncent un chiffre d'affaires de 90 millions de francs en 1996 et un résultat d'environ 2 millions de francs. « Le journal était vieillissant, explique Laurent Jalou, nous avions le complexe de Vogue. La crise nous a aidés à nous restructurer. L'Officiel tout seul ne pouvait subsister. Nous avons choisi de poursuivre notre diversification à une cadence accélérée pour construire un groupe de quatre à six titres. »

En février 1996, les éditions Jalou ont lancé L'Officiel Homme, au moment de l'arrêt de Vogue Homme par le groupe américain Conde Nast. Un an après, la diffusion moyenne sur les trois premiers numéros est de 55 600 exemplaires.

Le 24 avril, l'éditeur va lancer Jalouse, un magazine de mode destiné aux jeunes femmes de 18 à 30 ans. « Dans la plupart des pays, il y a au minimum trois ou quatre titres qui s'adressent à cette cible d'âge. En France, il y a 20 ans et jeune et jolie, Dépêche mode touche plutôt les 30 ans que les 20. »

« Dix-huit ans, c'est l'âge du permis de conduire et de l'accession à la liberté ; 30 ans, c'est l'âge moyen où les femmes ont leur premier enfant, explique Laurent Jalou. C'est une période de grande consommation, l'âge de ce que les Américains appellent les "double incomes, no kids" (deux salaires, pas d'enfants). On connaît bien la mode et on voit bien que toutes les marques haut de gamme essaient de rajeunir leur image, en créant des lignes de vêtements destinées aux jeunes. »

Le premier numéro de Jalouse, vendu 15 francs, devrait être tiré à 150 000 exemplaires, avec une diffusion garantie de 80 000 exemplaires et un objectif fin 1998 de 100 000 exemplaires.

Jalouse, qui « sera aussi une initiation au luxe et à la mode », sera composée de trois parties (mode, beauté, consommation, people et proximité). Il aura, selon Laurent Jalou, un « ton positif » et « s'interdira de tutoyer ses lectrices ».

Alain Salles

LE CASINO DE PARIS PRÉSENTE
EN ACCORD AVEC L.A. PRODUCTIONS

GUSTAVE PARKING

AU
CASINO
DE
PARIS

12 REPRÉSENTATIONS
EXCEPTIONNELLES

DU 1^{ER} AU 13 AVRIL

LOC : 01 49 95 99 99

FNAC - VIRGIN MEGASTORE - AGENCES
3615 RIRE ET CHANSONS (02 21 14 11 11)

Martin

France

CHANSONS

Trucages

par Alain Rollat

TOUS les professionnels du cinéma vous le diront : le perfectionnement des ordinateurs rend si facile la manipulation des images que la science du trucage devient accessible à n'importe quel amateur. Grâce aux outils numériques, qui vouent à l'obsolescence les effets spéciaux classiques, on peut faire dire n'importe quoi à n'importe quel film. On fait du neuf avec du vieux, on efface les objets incongrus, on gomme les seconds plans, on injecte des fictions dans les scènes de vraies personnes, on remplace des paysages, on reconstitue des scènes, etc. L'imagerie contrefaite est le nouvel art hollywoodien, et Steven Spielberg est son prophète.

Le patron du Front national est un professionnel du cinéma politique, mais il ne vous le dira pas : sa spécialité, née de son expérience d'éditeur de disques à l'ancienne, c'est le trucage du son. Aucun mot ne résiste à ses manipulations. Il a administré une nouvelle preuve de son savoir-faire en la matière au cours de son discours de dimanche à Strasbourg. Et la caméra de TF1 a eu un judicieux réflexe quand elle l'a filmé en aparté avec son expert en sémantique, Yvan Blot, ancien président du Club de l'Hortologie. C'est en effet ce spécialiste du jeu de go qui lui a oaglié les clés en main, cette « stratégie de contournement » qui consiste, en utilisant les mots comme des armes, « à prendre au pied de la lettre les grandes valeurs que l'adversaire prétend défendre en montrant qu'il est la plus grande menace pour ces mêmes valeurs ».

Autrement dit, une stratégie guerrière qui oppose à l'ennemi ses propres emblèmes : la République contre les républicains, la démocratie contre les démocrates, etc.

Donc, quand, sur France 3, Jean-Marie Le Pen prend à partie ses adversaires en les assimilant, dans une même phrase, à une « pseudo-démocratie » et à une « chienlit » pour se poser, par contraste, en « force tranquille », il suffit de décrypter son propos à la lumière de sa tactique pour constater que le metteur en scène du Front national s'approprie des mots symboliques chers aux démocrates, aux gaullistes et aux socialistes (la défense de la « démocratie » mise en avant par ses opposants ; la « chienlit » dénoncée par Charles de Gaulle en mai 1968 ; la « force tranquille » incarnée par François Mitterrand en mai 1981...) avec l'intention délibérée de les retourner contre eux pour semer le doute dans les esprits crédules. Il est alors manifeste qu'il se livre à un tour de passe-passe médiatique destiné à occulter son projet totalitaire sous une image de synthèse historique.

En revanche, le prophète du Front national, qui n'est pas Spielberg, apparaît moins adroit dans les trucages visuels. La Marianne de lumière projetée sur grand écran au moment où il prédisait l'avènement d'une nouvelle République n'était pas autre chose, par sa virtualité même, que l'image de sa supercherie. Mais ce raté-là n'a rien d'étonnant : le lepenisme n'est que la forme jurassique de l'illusionnisme.

Marchienne, capitale de la douleur

Dans ce document tourné dans la région de Charleroi, et diffusé sur Planète, Richard Olivier filme un cocktail qui se répand en Europe : paupérisation, racisme et désespérance



du pont quasi déserté, on mange des frites et on gratte la guitare. Plus loin, des enfants jouent sur les ruines de la société industrielle.

Quel avenir pour la région ? Une voyante, des cartes alignées devant elle, répond : « De graves conflits vont se dessiner (...) à cause de la dégradation de l'environnement et de tout ce qui peut être profitable par des musulmans qui viennent s'installer chez nous (...) Je ne mets pas d'ans pour que tout le monde, Belges y compris, doive porter le voile (...) Ça ne sera plus Marchienne, ça sera Marrakech, qu'il faudra appeler ça. » Dans cette hypothèse, un paisible retraité astique un fusil-mitrailleur, tandis

qu'à l'église, on prie sainte Rita, patronne des causes désespérées.

Quelques exemples parmi d'autres d'une réalité qui ressemble fort à une fiction cauchemardesque. C'est en tout cas, entre cruauté et tendresse, le Marchienne-au-Pont de Richard Olivier, dont l'espace est travaillé en longs travellings mélancoliques ou en plans fixes imposant leurs stases poétiques sur l'air de Poulisse ou sur celui de Rouge de Jean-Jacques Goldman.

Une évocation poussée au noir de ce que le réalisateur se plaît à nommer « le trou du cul du monde » et, partant, une illustra-

tion saisissante de cette société à deux vitesses qui se profile partout en Europe, sur fond de chômage et de xénophobie galopante.

Projeté en mars 1996 à Paris dans le cadre du festival Objectif Doc, organisé par le Centre Wallois-Bruxelles, ce film avait été diffusé sur la chaîne belge RTBF1 en février 1995 en dépit des nombreuses pressions exigeant sa déprogrammation.

A Marchienne, en effet, le film a choqué, depuis le bourgmestre de Charleroi, Jean-Claude Van Cauwenberghe, jusqu'aux réseaux associatifs de la ville, qui lui reprochent d'être caricatural, partial et partiel. Cette polémique a rebondi dans la presse nationale, tout aussi partagée à son sujet. Il est vrai que Marchienne de vie est particulièrement incorrect et ne satisfait pas davantage qu'à l'éthologie du reportage qu'à l'éthologie d'un cinéma du réel. Féroce et parfois même complaisant, il n'en évoque pas moins, pour ces mêmes raisons, certaines notes de Baudelaire sur la Belgique, où il était déjà question du progrès, défini comme « pagonisme des imbéciles et (...) démonstration du gouvernement de Dieu ». Il serait malvenu de s'en gausser en France.

Jacques Mandelbaum

* « Marchienne de vie », Planète, mardi 1^{er} avril à 0 h 05, mercredi 2 à 7 h 05, jeudi 3 à 9 h 40, vendredi 4 à 14 h 30, samedi 5 à 16 h 35, dimanche 6 à 12 h 20.

MARDI 1^{er} AVRIL

TF 1

20.55

LE COLONEL CHABERT

Film de Yves Angelo, avec Gérard Philipe (1954, 115 min).

362492

C'est l'adaptation du roman de Balzac qui a bien servi à celle tournée en 1954 avec Raimu. Guerre, passions, et intrigues...

20.55

LE MONDE DE LÉA

Magazine présenté par Paul Amar. Thème : Les truissiers (105 min).

0857536

0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

TF 1 nuit.

0.35 Reportages.

Le bonheur des dames (rediff., 30 min).

3246734

Pursuivis de cinq jeunes hommes qui appartiennent à la troupe des Body Temptation.

1.15 Gala de Placido Domingo à Venise. Concert de l'Orchestre de la Ville de Venise. 3.15 Les Truissiers (rediff., 105 min).

0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

0.35 Reportages.

Le bonheur des dames (rediff., 30 min).

3246734

Pursuivis de cinq jeunes hommes qui appartiennent à la troupe des Body Temptation.

1.15 Gala de Placido Domingo à Venise. Concert de l'Orchestre de la Ville de Venise. 3.15 Les Truissiers (rediff., 105 min).

0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

0.35 Reportages.

Le bonheur des dames (rediff., 30 min).

3246734

Pursuivis de cinq jeunes hommes qui appartiennent à la troupe des Body Temptation.

1.15 Gala de Placido Domingo à Venise. Concert de l'Orchestre de la Ville de Venise. 3.15 Les Truissiers (rediff., 105 min).

0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

0.35 Reportages.

Le bonheur des dames (rediff., 30 min).

3246734

Pursuivis de cinq jeunes hommes qui appartiennent à la troupe des Body Temptation.

1.15 Gala de Placido Domingo à Venise. Concert de l'Orchestre de la Ville de Venise. 3.15 Les Truissiers (rediff., 105 min).

0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

0.35 Reportages.

Le bonheur des dames (rediff., 30 min).

3246734

Pursuivis de cinq jeunes hommes qui appartiennent à la troupe des Body Temptation.

1.15 Gala de Placido Domingo à Venise. Concert de l'Orchestre de la Ville de Venise. 3.15 Les Truissiers (rediff., 105 min).

0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

0.35 Reportages.

Le bonheur des dames (rediff., 30 min).

3246734

Pursuivis de cinq jeunes hommes qui appartiennent à la troupe des Body Temptation.

1.15 Gala de Placido Domingo à Venise. Concert de l'Orchestre de la Ville de Venise. 3.15 Les Truissiers (rediff., 105 min).

0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

0.35 Reportages.

Le bonheur des dames (rediff., 30 min).

3246734

Pursuivis de cinq jeunes hommes qui appartiennent à la troupe des Body Temptation.

1.15 Gala de Placido Domingo à Venise. Concert de l'Orchestre de la Ville de Venise. 3.15 Les Truissiers (rediff., 105 min).

0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

0.35 Reportages.

Le bonheur des dames (rediff., 30 min).

3246734

Pursuivis de cinq jeunes hommes qui appartiennent à la troupe des Body Temptation.

1.15 Gala de Placido Domingo à Venise. Concert de l'Orchestre de la Ville de Venise. 3.15 Les Truissiers (rediff., 105 min).

0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

0.35 Reportages.

Le bonheur des dames (rediff., 30 min).

3246734

Pursuivis de cinq jeunes hommes qui appartiennent à la troupe des Body Temptation.

1.15 Gala de Placido Domingo à Venise. Concert de l'Orchestre de la Ville de Venise. 3.15 Les Truissiers (rediff., 105 min).

0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

0.35 Reportages.

Le bonheur des dames (rediff., 30 min).

3246734

Pursuivis de cinq jeunes hommes qui appartiennent à la troupe des Body Temptation.

1.15 Gala de Placido Domingo à Venise. Concert de l'Orchestre de la Ville de Venise. 3.15 Les Truissiers (rediff., 105 min).

0.25 et 1.05, 3.05, 4.10, 4.50

France 2

20.55

PERMIS DE TUEUR

Film de John Glen, avec Timothy Dalton, Anthony Zerbe (1989, 130 min).

7485772

Toutes les manières sodiques de tuer y passent.

23.05 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

20.55

AU SERVICE SECRET DE SA MAJESTÉ

Film de Peter Hunt, avec George Lazenby, Diana Rigg (1969, 140 min).

7405246

1.35 Journal.

Bourse, Météo.

1.55 Le Cercle de minuit.

Magazine présenté par Laure Adler.

Afric et cinéma.

3.45 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

France 3

20.50

SPÉCIAL QUESTIONS POUR UN CHAMPION

Jeux présentés par Julien Lepers. Les Masters de bronze (130 min).

25772

22.40 Journal, Météo.

20.50

POISSON D'AVRIL

Divertissement présenté par Denis Vincent. Invités : Yves Mounoult, Marie-Laure Augry, Joseph Pail, François Rollin, Bruno Mazzi, Julien Lepers (135 min).

2159875

0.05 Cinéma étoiles. Magazine

présenté par Christian Neve

et Claire Gerny

125 min.

1.35 Journal.

Bourse, Météo.

1.55 Le Cercle de minuit.

Magazine présenté par Laure Adler.

Afric et cinéma.

3.45 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

0.00 Les 24 heures d'Info. 3.50 Météo.

La Suisse en or de Jean Ziegler

Le sociologue pamphlétaire ne pouvait être absent du débat sur « l'or nazi » et l'attitude de son pays pendant la seconde guerre mondiale. « L'Hebdo » de Lausanne démonte sa méthode, fondée sur la provocation et le marketing

« FAUT-IL BRÛLER ZIEGLER ? » Le titre est aussi excessif que son destinataire. Il vise le sociologue et pamphlétaire suisse qui vient de publier un livre sur un sujet « porteur » : l'attitude de son pays pendant la deuxième guerre mondiale (*La Suisse, l'or et les morts*, Le Seuil, 318 p., 120 F).

L'Hebdo consacre son dossier principal au tribunal national. Tout y passe. La « méthode Ziegler » d'abord : quand il a vu monter la campagne contre la Suisse, il a expédié son livre en cinq mois, avec l'aide de documentalistes de son éditeur allemand, là où une commission d'historiens aurait mis cinq ans.

Cette précipitation, derrière laquelle l'hebdomadaire de Lausanne décale ses préoccupations mercantiles que Jean Ziegler ne se lasse pas de dénoncer chez ses compa-

tristes, entraîne des approximations. Ainsi sa thèse principale s'appuie-t-elle sur un document qui, affirme-t-il, « n'a jamais été publié » : « C'est faux, écrit L'Hebdo, il l'a été à plusieurs reprises » et dans des livres que Jean Ziegler cite en notes. « On se prend à douter qu'il les ait vraiment lus. »

D'ailleurs, dans le méchant glossaire que le magazine consacre à son héros d'aujourd'hui, on trouve la lettre « Q, comme quantité » : « C'est la quantité d'erreurs de faits que Jean Ziegler ose se permettre par ouvrage. » Oo y trouve aussi la lettre « Y, comme Youri Popov », du nom d'un économiste soviétique avec lequel Jean Ziegler commut un ouvrage en 1986. Dans la traduction française - *Un dialogue Est-Ouest*, Ed. Favre -, notre homme rajoute, à l'insu de son coauteur, des questions impertinentes sur



P'intervention soviétique en Afghanistan qu'il s'était bien gardé de poser dans la version originale russe. L'Hebdo n'instruit pas seulement à charge. Il regrette même que les

outrances fassent oublier, non pas les « révélations » - il n'y en a pas -, mais « les bords éclairés ». Ce n'est pas tant l'argument central qui retient l'attention : sans la Suisse, les Allemands auraient été « foutus » en 1943. (Les historiens ne le jugent pas insoutenable, mais simplement indémontable). Non, c'est qui l'otteresse l'hebdomadaire, c'est que « Ziegler, le procureur, se frotte les mains » que son livre soit la floclemeot « pour défendre les Suisses ».

Paradoxe certes, mais qui s'explique par la volonté de l'auteur de démontrer que « la Suisse n'était pas pro-nazie », et oo pourrait ajouter, pas antisémite. Si elle a accaparé les foods juifs et tout fait pour oo pas les rendre, selon Jean Ziegler, « c'est par cupidité ». « Sous entendu, ajoute L'Hebdo, rien n'a changé, la Suisse blanchit

toujours les trésors de criminels et les coupables sont les mêmes, ce sont l'oligarchie financière et ses volets politiques. »

La Fondation de dédommagement des victimes dotée de 7 milliards de francs suisses (28 milliards de francs français) proposée par Berne ne suffit pas à apaiser le courroux de Ziegler contre « le banditisme bancaire » : « Une opération détestable, une insulte au peuple suisse, affirme-t-il dans l'entretien qu'il a accordé à L'Hebdo. Pendant des années, on nous a dit qu'on ne pouvait rien faire pour l'AVS (l'assurance vieillesse), contre le chômage, etc., et tout d'un coup, quand les banquiers sont dans les cardes, le Conseil fédéral trouve 7 milliards pour acheter les critiques. »

Daniel Vernet

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel
■ Pastichant le pape Jean Paul II, Jean-Marie Le Pen s'était exilé au début de son congrès, l'installation des Français : « N'avez pas peur. Il n'a pas été entendu. Le contre-congrès l'a en effet nettement emporté sur le congrès, et la méthode Trautmann aura été plus efficace que la méthode Le Pen. On savait déjà, avant même l'ouverture du congrès de Strasbourg, qu'il existait une mobilisation sans pré-

cedent de l'opinion, puisque 75 % des Français, chiffre record, considéraient que le Front national constitue un danger pour la démocratie. A l'occasion du congrès, on a cette fois pu enregistrer une mobilisation des citoyens.

Un défilé de 50 000 personnes, pacifique et bon enfant, la capitale alsacienne n'avait pas connu cela depuis les fêtes de la Libération. Il démontrait que la prise de conscience n'est pas seulement parisienne oo intellectuelle. C'était très largement la gauche réunifiée qui marchait. Tous ceux qui étaient là n'étaient pas des mili-

itants et certains votaient assurément à droite. Gauche culturelle et gauche syndicale, gauche politique et gauche populaire, gauche modérée et gauche radicale, gauche humanitaire oo antiraciste, toutes étaient là.

LIBERATION

Serge July

■ Les grandes formations politiques devront tirer toutes les leçons de Strasbourg. Elles peuvent en faire un tremplin, pour le nouveau militant, en repartant à la reconquête des coeurs et des esprits, mais aussi oo s'engageant plus avant sur tous les terrains y

compris par exemple celui de l'Europe, en faveur d'institutions politiques européennes qui soient susceptibles de peser sur les choix économiques. Ni la droite ni la gauche parlementaires ne pourront ignorer l'effet Strasbourg, au risque de déconvenues terribles au printemps prochain.

THE TIMES

■ Après les faux départs, les divertissements et les escarmouches en marge du champ de bataille, la véritable campagne électorale commence. Les manifestos sont publiés cette semaine, et la presse se met à la routine

familiale des conférences de presse matinales quotidiennes et des promenades en bus dans les circonscriptions menacées. L'évocation des scandales cède enfin la place au débat détaillé sur les programmes. Les dirigeants des partis poursuivent, pendant ce temps, leur conspiration visant à faire oublier le sujet le plus important. Nous faisons allusion naturellement à l'Europe et, en particulier, à la monnaie unique. Le vainqueur des élections, quel qu'il soit, aura en effet à décider d'ici quelques mois s'il veut tenter d'adhérer à l'Union économique et monétaire eo 1999.

TF 1

16.30 Sous le soleil.
Série. Plage à vendre.
17.30 Melrose Place. Feuilleton.
D'une pierre deux coups.
18.25 Papa revient demain.
Série. Dîner de star.
19.00 L'Or à l'appel, jeu.
19.50 Météo.
20.00 Journal.
L'image du jour.

20.30

FOOTBALL

En direct du Parc des Princes.
Match amical : France - Suède.
21.30 Météo, Météo (10 min).

22.40

COLUMBO
Magazine. Le bien-être est-il dans nos bagages ?
Série de Boris Segal, avec Peter Falk.
Invités : Jean-Pierre Coffe, Frédéric Saldman (10 min).
7379550
Pendant la campagne sénatoriale, un candidat fait courir le bruit que son adversaire est la cible d'un complot. Columbo enquête...
0.25 et 1.05, 1.45, 2.50, 3.50, 4.55 TP 1 min.
0.35 et 1.15, 1.55, 4.00, 5.15 Histoires naturelles (30 min).
6213406
1.00 L'Equipe Cosmos en Amazonie. Documentaire. (68) Un avenir pour l'Amazonie. 5.05 Musique. Concert (10 min).

France 2

17.25 Le Prince de Bel Air. Série.
17.50 Hardy, coeurs à vir.
Série.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 20.05 Studio Gabriel.
Invité : 2 se 2.
19.55 et 20.45 Tirage du Loto.
19.58 Au nom du sport.
20.00 Journal.
A cheval !, Météo.

20.55

LA FEMME DE L'AMANT
Téléfilm de Christopher Frank, avec Nicole Garcia (110 min).
7102043
Une jeune femme qui entretient une liaison avec un homme plus âgé qu'elle fait prendre conscience à sa mère que son mari la trompe.
22.45
ÇA SE DISCUTE
Magazine. Le bien-être est-il dans nos bagages ?
Invités : Jean-Pierre Coffe, Frédéric Saldman (10 min).
7379550
0.35 Journal.
Bourse, Météo.
0.55 Le Cercle de minuit.
Magazine.
Portrait : Jeanne Moreau (70 min).
1451357
2.35 Chronique orléanaise. Magazine (rediff.). 3.55 24 heures d'Info. 3.45 Météo. 3.50 Les 2 minutes (rediff.). 4.30 Aux marches du palais. Documentaire. (12) J.F. Kennedy. 4.35 Ombres. Documentaire. Reprise de France 3 (rediff., 60 min).

France 3

18.50 et 1.05 Un livre, un jour.
Monsieur Toutenpaille : la ville et la mer de Monika Feth et Antoni Boratyński.
18.55 Le 19-20.
de l'information.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanson, jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consonmag.

20.50

LA MARCHÉ DU SIÈCLE
Magazine présenté par Jean-Marie Cavada.
Disparus : jusqu'au bout de l'espoir. Invités : M. et Mme Wagon, Mehmet Seyhan, Marie-Hélène Bouzet, Ariette Carli (110 min).
639398
22.40 Journal, Météo.

23.15

UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS
Documentaire de Pierre Bouchot.
Robert Walser (35 min).
2252918
Écrivain suisse (1878-1956), reconnu par Kafka, Musil oo Zweig, Robert Walser a laissé une œuvre à l'écriture encore remarquablement moderne.
0.10 Capitain Café. Magazine.
Invités : Dick Rivers, Véro Segno, Michel Sourd, Jean Lejeune (35 min).
4633983
1.10 Musique graffiti. Magazine. Confiance pour piano de Bach à Bartók. Premier prélude en un majeur extrait du Clavier bien tempéré. 1.25 La Grande Aventure de James Onda. Le pampéro (35 min).

La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. Sauvages de la vie sauvage. 18.50 50 jours pour 50 Palmes. 1961.
Arte
19.00 La Panthère rose. Dessins animés.
19.30 7 1/2. Magazine. La « l'épénisation » chez les Allemands. Forteresse Europe.
20.00 Le Cygne chanteur. Documentaire de Karl Sorevi (30 min).
7482
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

MUSICA : CARMEN
Opéra en quatre actes de Bizet, d'après la nouvelle de Prosper Mérimée, livret d'Henri Meilhac et Ludovic Halévy, mise en scène d'Alfredo Arias, Chœur et Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Frédéric Chaslin, avec Béatrice Uria-Monzon, Norah Amedick (170 min).
91734482
Retransmis en direct de l'Opéra Bastille et en simultané sur France-Musique.

23.35

PROFIL : KURT MASUR
Documentaire de Gero von Boehm (1997, 55 min).
149578
Kurt Masur, aujourd'hui à la tête du Philharmonique de New York, parle ouvertement de sa vie en RDA et de ses rapports avec le Parti communiste et Erich Honecker.
0.30 La Lucarne : La Cité des steppes. Documentaire. (1994, 55 min).
3468883
Prix Joris Ivens au Festival du réel 1994.
1.25 Moondance III.
Film de Dagmar Hirtz, avec Rukhvi Conroy, Ian Shaw (1995, v.o., 95 min).
61294608
Deux frères irlandais tombent amoureux d'une jeune Allemande venue en séjour linguistique. Rediff. du vendredi 28 mars.

M 6

18.10 Agence Acapulco. Série.
Pionnière dangereuse.
19.00 Lois et Clark. Série.
Superman sur le divan.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille.
Série. Jour de fête.
20.35 EcoLo G. Magazine.
La guerre des boues est commencée.
20.45

20.45

CHARMANTE SOIRÉE
Téléfilm de Bernard Murat, avec Christian Clavier (100 min).
463956
Hôtes d'amis pour fêter la pension de la crémaillère de leur nouvelle maison, un couple « à problèmes » ne cesse de se disputer...
22.25
SCALPEL
Téléfilm A. de Catherine Cyran, avec Adam Baldwin (100 min).
568576
Une secrétaire médicale aide la police dans son enquête sur des meurtres perpétrés par un psychopathe qui semble se prendre pour un chirurgien.
0.05 Secrets de femmes.
Magazine E.
0.35 Deux filles à Miami. Série O.
1.25 Best of pop rock. 2.25 Fautes comme chez vous (rediff.). 3.10 Turbo (rediff.). 3.40 Constance. Chérie. 4.00. 4.05 L'île aux pépées. 4.10. 4.15 Préhistoire. Patrick Dupont. 5.40 E-M 6 (25 min).

Canal +

16.35 Basket américain. Championnat NCAA. Finale. Kentucky-Arizona.
17.50 Drôles de monstres.
En clair jusqu'à 21.00
18.35 Nulle part ailleurs.
Invités : Luc Alphand, Marie-Danièle, Lucie.
20.30 Le Journal du cinéma.

21.00

FRANKENSTEIN
Film de Kenneth Branagh, avec Robert De Niro (1994, 120 min).
36289
Admirable reconstitution historique. Interdit aux moins de douze ans.
23.00 Flash d'information.

23.05

LES MENTEURS
Film d'Elie Chouraqui, avec Jean-Hugues Anglade, Valeria Brund-Tedeschi (1996, 104 min).
2572818
Un metteur en scène, sa compagne, son américain plus psychopathe qui semble se prendre pour un chirurgien.
0.05 Secrets de femmes.
Magazine E.
0.35 Deux filles à Miami. Série O.
1.25 Best of pop rock. 2.25 Fautes comme chez vous (rediff.). 3.10 Turbo (rediff.). 3.40 Constance. Chérie. 4.00. 4.05 L'île aux pépées. 4.10. 4.15 Préhistoire. Patrick Dupont. 5.40 E-M 6 (25 min).

Radio

France-Culture

20.30 Paroles sans frontières. Tire la langue : Le canular. 21.32 Correspondance. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00. Communiqué des radios publiques de langue française. Avec des diorise, Thierry Cécile.
22.40 Nuits magnétiques. A ciel ouvert.
0.05 Du jour au lendemain. Hadrien Laroche (Le Dernier Genev. 0.48 Les Champs du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Avant-concert.
20.45 Opéra.
Donné ce jour à l'Opéra national de Paris-Bastille et diffusé simultanément sur Arte, par la Mollitrie des Hauts-de-Seine, le Chœur d'Enfants, le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Frédéric Chaslin : Carmen, de Bizet.
0.00 Jazz vibrant. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Luis Bunuel et la musique.
22.40 Les Soirées. (suite). Requiem K 626, de Mozart, par le Chœur de la Nederlandse Bachvereniging, par l'Orchestre Baroque d'Amsterdam, dir. Ton Koopman ; Rhapsodie pour piano n° 2, de Brahms, Kempff, piano ; La Vierge, extraits, de Wagner, par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Pierre Boulez. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

21.15 Benny et Jojo. Film de Jeremiah Cuckchi (1992, 105 min). Avec Johnny Dapp, Mary Stuart Masterson. Comédie dramatique.

RTL 9

22.30 T'es folle ou quel ? Film de Michel Gérard (1981, 95 min). Avec Aldo Macdonald. Comédie.
23.55 Deux hommes dans Manhattan. Film de Jean-Pierre Melville (1959, N., 85 min). Avec Jean-Pierre Melville. Drame.

TMC

22.55 Spectacle magique. Film de Jean Boyer (1957, N., 95 min). Avec Fernandel. Comédie.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

</

Mots et usage de mots

par Pierre Georges

UNE JOLIE PHRASE de Lady Thatcher partant en guerre contre le Parti travailliste, cette « merveille désoignée ». Dans un entretien au Daily Telegraph, la Dame de fer estime que le parallèle fait entre la manière dont elle fit, en son temps, évoluer le Parti conservateur et celle dont Tony Blair, le patron du Labour, a fait changer les travaillistes est un « faux ». « L'imitation, dit-elle, est la forme la plus sincère de flatterie. Mais les imitations n'en sont pas moins des faux. »

Au-delà du débat que les électeurs britanniques trancheront, transposons le discours sur le continent. Il en est probablement des mots et usage de mots comme du faux et usage de faux ! Jean-Marie Le Pen n'a pas hésité, dans son discours de clôture, à se draper dans deux références énormes. L'une gaullienne, l'autre mitterrandienne.

Au premier, dont chacun sait l'affection extrême qu'il lui porta en toute occasion, le leader du Front national a emprunté l'appel de Strasbourg prononcé il y a près de cinquante ans. Un appel au « rassemblement du peuple français contre le régime des parisiens. Son entreprise échoua (...), mais quelques années plus tard, il fondait la V^e République. » Et le patron du FN de lancer : « C'est un modèle historique que beaucoup devraient méditer. » Avant de conclure, pour ainsi dire les bras en V : « Vive la V^e République ! »

Au second, dont on ignore en quelle attitude il le tint pendant deux septennats, Jean-Marie Le Pen a dérobé, le temps d'un discours, un slogan de campagne et une image de marque appelés « Force tranquille ». Et pour que nul n'en ignore, voit donc le FN promu « Force tranquille » en lutte

contre le concept très gaullien de « la chénille ».

De Gaulle, Mitterrand, Jean-Marie Le Pen, voilà bien une étrange filiation par captation d'héritage, selon une méthode avérée. Mais il est vrai que, dans son congrès assésé, le FN n'en était plus à une formule près. Tandis que, dans la coulisse, se jouait, apparemment, une autre affaire d'héritage, une sorte de pré-succession à la sauce Mergel qui dut réjouir modérément le Chef, sur scène le FN s'enivrait de mots. De bons mots. De gros mots d'ordre.

L'extrême droite, en effet, adore les formules à l'emporte-pièce. Elle en fait, tradition oblige, son miel et son sel. Elle vit, comme émerveillée de ses propres trouvailles, dans le culte du mot. Florilège d'estrade. La maire de Strasbourg ? « Cothy lo Rouge ». Les élites ? « L'établissement, le système, la mafia, l'aristocratie de tablier, les lobbies ». L'Etat ? « En France, un fromage, mais comme du gruyère, plein de trous. (...) Un dinosaure sorti de sa torpeur quand le Front national lui a marché sur la queue. (...) Depuis, il essaie de lancer quelques onomatopées flouantes. » La République ? « Une république virtuelle, une démocratie d'apparence ».

Sémantique sans fin pour illustrer le grand « complot ». Sémantique jusqu'au délire du programme santé : « Il faut protéger les Français de la dénutrition de l'eau, du sol, de l'air, et du déclin spermatique. » Mots et usage de mots. Il n'y manqua rien. Pas même les références épistémologiques, « le sida mental de la classe dirigeante » ou « les bacilles du mondialisme ». Et tout cela, Mergel ou non, commence à faire un peu d'époque.

Les internes maintiennent leurs revendications malgré l'agrément des conventions médicales

Un mouvement de médecins libéraux appelle à une « grève totale » à partir du 3 avril

LES INTERNES ont entamé, mardi 1^{er} avril, leur quatrième semaine de conflit après avoir reconduit, samedi, leur « grève illimitée des soins » dans vingt-deux des vingt-six centres hospitalo-universitaires (CHU). Après la rencontre qu'ils ont eue, le 28 mars, avec le ministre des affaires sociales et le secrétaire d'Etat à la santé, les responsables de l'intersyndicat national des internes des hôpitaux (isnih) ont demandé à être de nouveau reçus, mardi, par Jacques Barrot et Hervé Gayraud. « Si cette rencontre n'a pas lieu, nous allons vers le chaos », a prévenu Olivier Glehen, vice-président de l'isnih, alors que l'intersyndicat des chefs de clinique-assistants (ISNCCA) jugeait qu'un refus équivalait à un casus belli.

Or, aucune rencontre n'était prévue, mardi matin, entre les deux ministres et les représentants des « blouses blanches », selon le ministère des affaires sociales, où l'on précise que si contacts il y a, ils ne se feront qu'à un niveau technique. En revanche, M. Barrot et

M. Gayraud devaient se tourner vers l'opinion, mercredi, à l'occasion d'une conférence de presse, pour expliquer la proposition faite aux internes, vendredi dernier, de mieux les associer à la réforme de l'assurance-maladie (Le Monde daté 30-31 mars).

DIALOGUE DE SOURDS

Les pouvoirs publics ont maintenu des contacts avec les grévistes tout au long du week-end de Pâques, mais un dialogue de sourds semble de nouveau s'installer entre les internes et le gouvernement. En dépit de l'agrément des deux conventions médicales (généralistes et spécialistes), paru au journal officiel du 29 mars, qui instaurent un dispositif de reversement d'honoraires en cas de dérive des dépenses médicales, internes et chefs de clinique continuent de réclamer la suspension de ces sanctions. « Les internes reviennent à la charge sur les reversements, mais les données sont inscrites noires sur blanc dans la convention », estimait, mardi matin, un conseiller

de M. Barrot. Cela leur a été clairement dit lors de la rencontre de vendredi. Pour nous, il n'y a rien à ajouter sur les reversements, cela relève des partenaires de la convention médicale. »

Toutefois, le président de l'isnih, Gilbert Zakine, estimait, mardi, que les contacts noués au cours du week-end « ont fait avancer les choses ». En fait, les internes jouent sur deux registres différents : la concertation avec les pouvoirs publics et la menace d'une extension du conflit à toutes les catégories de l'hôpital (médecins et personnels non médicaux). Ils ont, notamment, pris des contacts « très positifs » avec les deux syndicats signataires des conventions médicales - MG-France pour les généralistes, FUCSIF pour les chirurgiens et les spécialistes -, qui ont pourtant été violemment brocardés par les internes lors des dernières manifestations. Réalistes, ils cherchent leur soutien afin d'obtenir, à travers un avenant à ces conventions, une profonde modification du système de reversement d'honoraires.

Les grévistes ont un autre fer au feu : les syndicats médicaux hostiles à la réforme de l'assurance-maladie, avec lesquels ils ont noué des liens étroits. Il est clair, désormais, que ce sont les internes qui portent les revendications des médecins libéraux installés. Ils sont également en relation avec la Coordination nationale des médecins, créée en 1996 en marge des syndicats médicaux jugés trop mous dans leur opposition au plan Juppé. Ce mouvement, qui revendique 6 000 adhérents, a lancé, lundi, un appel à une « grève totale reconductible à partir du 3 avril », afin d'obtenir : « la suppression des ordonnances Juppé qui sont une bombe à retardement pour la santé des Français ». Le même jour, la Coordination nationale hospitalière (20 % des praticiens hospitaliers et 32 % des professeurs de médecine) appelle à une journée de grève. Elle a été rejointe par la CRC Santé sociaux (ex-CFDT) et par l'intersyndicat des psychiatres publics de Paris.

Jean-Michel Bezat

Quatre membres du FN jugés à Strasbourg pour s'être fait passer pour des policiers

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Claude Jaffrès, conseiller régional du Front national en Auvergne, et trois membres du Département protection sécurité (DPS), le service d'ordre du mouvement de Jean-Marie Le Pen, devaient passer en comparution directe devant le tribunal de Strasbourg mardi 1^{er} avril. Les quatre hommes sont poursuivis sous les chefs d'accusation d'arrestation illégale et d'usurpation de fonction de policiers judiciaires. Le même jour, dix-sept casseurs, responsables des incidents au centre ville dans la nuit de samedi à dimanche, comparaitront selon une procédure identique.

Tard dans la nuit de samedi à dimanche, M. Jaffrès et ses amis, se présentant comme des policiers en civil, ont exercé un « contrôle » sur deux jeunes hommes, originaires de Tours, qui étaient à la recherche de chambres d'hôtel dans la banlieue strasbourgeoise. Après les avoir pla-

qués contre leur voiture, les quatre faux policiers les ont fouillés, ainsi que leur voiture. A la suite d'une plainte des victimes, il ont été arrêtés par la gendarmerie, placés en garde à vue et déferés au parquet. Le juge chargé du dossier a décidé le maintien en détention jusqu'à la comparution.

Selon Edmond Stenger, procureur de la République, « l'enquête de la gendarmerie a conduit toutes les investigations qui s'imposaient ». Ce qui signifie qu'il a été procédé à la perquisition des chambres d'hôtel où logeaient les militants du FN. Toujours selon M. Stenger, aucune arme n'a été trouvée, et les chefs de violence et de déprédation n'ont pas été retenus. La loi prévoit pour « arrestation illégale et usurpation de fonction » une peine pouvant atteindre cinq ans de prison.

La procédure directe choisie par le parquet de Strasbourg donne la possibilité à la défense de demander un report de l'audience afin de mieux se préparer. Le tribunal aurait alors à se pronon-

cer sur le maintien en détention ou sur la remise en liberté des quatre prévenus jusqu'au jour de leur comparution.

M. Jaffrès, hôtelier à Royat (Puy-de-Dôme), secrétaire départemental du parti de M. Le Pen, président du groupe FN au conseil régional d'Auvergne, a été réélu au comité central lors du congrès de Strasbourg.

Samedi, Bernard Courcelle, ancien officier parachutiste, directeur du DPS, avait déclaré à plusieurs journalistes avoir donné à ses hommes la consigne de ne pas sortir du Palais des congrès et de remplir leur mission sans prendre le risque d'être rendus responsables d'éventuels débordements. A cette occasion, il avait une nouvelle fois nié l'existence, au sein de la DPS, d'une « unité mobile d'intervention », composée d'hommes en uniforme.

Marcel Scottio

Le PS débat d'une « politique alternative » de l'immigration

Un rapport propose de négocier avec les pays d'origine un système de « migrations alternées »

S'IL REFUSE d'écarter l'immigration « en principe du droit de vivre en famille », le Parti socialiste entend arrêter une « politique alternative ». Le bureau national du PS va donc débattre, mercredi 2 avril, des rapports d'Adelhe Hazan, chargée des questions de société au secrétariat national, et d'Ahmed Ghayet, délégué auprès de Lionel Jospin, « pour une nouvelle politique de l'immigration » (Le Monde du 7 mars). A l'issue des trois réunions de la commission ad hoc du bureau national, présidée par Claude Estier, peu de modifications ont été apportées.

Dans ce qui n'est encore qu'un « document de travail », M^{me} Hazan définit « une politique renouvelée », en trois parties. 154 pages et une centaine de propositions, en affirmant d'emblée que « prétendre à une immigration zéro, alors que cet objectif n'est ni réalisable ni souhaitable, revient à mentir aux citoyens ». Rappelant qu'en 2000 80 000 et 100 000 étrangers entrent de manière régulière en France chaque année (regroupement familial, travailleurs permanents, saisonniers, étudiants), elle juge ce chiffre « incompressible ».

Les critères du regroupement fa-

miliaire seraient revus à partir du principe du « droit de vivre en famille ». La durée de séjour préalable au regroupement serait réduite à un an. Les membres de la famille se verraient délivrer un titre de séjour équivalant à celui du demandeur. La commission repousse « l'hypothèse d'un système généralisé de quotas » - défendue par Henri Emmanuelli et de la Gauche socialiste - sans s'interdire de « gérer les flux migratoires, en tenant compte des réalités différenciées des pays d'origine ». Elle suggère « des négociations visant à l'organisation de migrations alternées ». « Une telle politique de rotations, écrit le rapport, supposerait des accords bilatéraux liés à la coopération économique de la France avec les pays concernés ». Ces accords porteraient tant sur l'accueil (logement, formation, emploi) que sur le retour au pays d'origine « dans de bonnes conditions ».

La pratique du visa à l'entrée sur le territoire, jugée « indispensable », serait révisée. La compétence du maire pour l'octroi du certificat d'hébergement, supprimée par la loi Debré, serait rétablie mais tout refus devrait donner lieu à une motivation écrite. Après un délai d'un mois, la non-réponse vaudrait ac-

ception. La délivrance de plein droit de la carte de résident serait étendue à de nouvelles catégories, comme pour les enfants entrés avant l'âge de dix ans, « s'ils ont grandi en France ». La condition d'absence de menace à l'ordre public serait remplacée par celle de « menace grave à l'ordre public ». L'exigence de régularité du séjour et de l'entrée sur le territoire serait supprimée pour l'octroi d'une carte de résident de dix ans. Des autorisations provisoires de séjour seraient accordées à plusieurs catégories, comme les étrangers ayant « une pathologie lourde à diagnostic irréversible ».

« JUGE DES LIBERTÉS »

Pour accroître les garanties en cas de refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour, une procédure de référé administratif serait instituée. Pour la conduite à la frontière, le rôle du juge de la rétention serait étoffé « pour en faire un juge des libertés ». La sanction des aides au séjour irrégulier serait limitée aux opérations à « but lucratif ». L'aide publique au développement (portée à 1 % du PIB) serait réformée et une « gestion plus souple des flux migratoires »

en provenance du Sahel serait organisée.

Le rapport Hazan réaffirme la nécessité de lutter contre l'offre de travail illégal en rendant les donneurs d'ordre « responsables pénalement ». Des moyens de contrôle « humains et financiers » seraient donnés à l'inspection du travail. La spécificité du droit d'asile serait restaurée, et donc sortie du champ de l'ordonnance de 1945, et sa tutelle serait confiée au seul ministère des affaires étrangères.

Pour renforcer « l'intégration républicaine », chaque immigré se verrait proposer un « contrat de suivi social ». Le rapport propose de revenir sur la loi de 1993, afin de « recouvrer la tradition républicaine du droit du sol », et de faciliter l'accès à la naturalisation. M^{me} Hazan et M. Ghayet proposent le droit de vote aux élections locales pour les étrangers ayant une durée de résidence de cinq ans, « dès lors que ce sera constitutionnellement possible ». Des mesures, comme la création d'un institut universitaire des sciences de l'islam, visent à intégrer l'islam comme « composante à part entière » de la République.

Michel Noblecourt

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEXONDE

Cours relevés le mardi 1^{er} avril, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 18210,40 -1,43 -0,8%

Hong Kong Index 1254,20 -1,89 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois 18210,40 -1,43 -0,8%

OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES

Cours au Vix en % Var en %

Paris CAC 40 2656,68 +0,30 +0,17%

Londres FT 100 — — —

Zurich — — —

Milan MIB 30 — — —

Frankfurt Dax 30 3433,78 +0,46 +0,13%

Bruxelles — — —

Suisse SRS — — —

Madrid Iboex 35 — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

Amsterdam CDS — — —

SCIENCE & VIE

Homéopathie : La mystification recommence

Mémoire de l'eau, guérison à distance...

Des expériences récentes prétendent renforcer la justification scientifique de l'homéopathie ! Qu'en est-il exactement ?

Et aussi :

● Biologie :

Vers le clonage des humains.

● Plongée :

Aux limites de l'apnée.

● Découverte :

La particule qui défie la physique.

● Astronomie :

Le carnet de voyage de Galilée.

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

Retrouvez Science & Vie sur 3615 SCV (2,23 TTC/min)

150

Des lie
travail338
315 +
53

صكنا من الامل

DÉVELOPPEMENT

Dopé par l'effet « Smart », l'Est mosellan attire les investisseurs et crée des emplois



ENTREPRISE

Les étudiants d'Europe centrale ont des ambitions professionnelles conformistes

Le Monde EMPLOI



DANS « LE MONDE EMPLOI » DU 9 AVRIL Les marchés du changement

ANNONCES CLASSÉES de la page V à la page XVI

MERCREDI 2 AVRIL 1997

INITIATIVES



Au rêve de l'entreprise virtuelle s'oppose la réalité de l'entreprise village

Des lieux de travail pour vivre

Thierry Breton est l'auteur, réputé, d'un rapport sur le télétravail. Nommé PDG de Thomson Multimédia, il ne se doutait sûrement pas alors qu'il hériterait d'un « village », conçu par son prédécesseur, Alain Prestat, pour accueillir le siège social d'un groupe en recherche d'identité, promis il y a peu encore à la vente pour un franc symbolique. Tel est donc le sort de ces dirigeants en vue : prôner des révolutions et avoir à en gérer d'autres.

Entre l'entreprise virtuelle et l'entreprise cocooning, deux tendances des manières de travailler demain s'opposent. Encore qu'on puisse considérer qu'elles participent, avec d'autres hypothèses, des mêmes approches des évolutions en cours, également influencées par l'utilisation des technologies de la télécommunication et de

l'informatique. Tandis que l'une isole et abolit les frontières entre la vie professionnelle et la vie privée, l'autre tente d'introduire de la convivialité dans des espaces qui n'en ont plus ou qui sont trop éloignés des lieux de vie quotidienne pour qu'on puisse trouver compensation et équilibre à l'esté-rieur. Ce qui se justifie en outre par l'implantation à la périphérie des centres-villes, le plus souvent pour des raisons économiques qui obligent à limiter le coût du mètre carré et à réduire les surfaces occupées.

Dans le cas de Thomson Multimédia, Alain Prestat avait mis l'architecture au service d'un projet, chargé de redonner confiance et de fournir une image, à un tournant décisif. Tout en rassemblant des divisions dispersées, il s'agissait de décloisonner, physiquement et mentalement, pour permettre de travailler autrement. Le site choisi, historique, pouvait s'apparenter à un gros navire, ancré sur les rives de la Seine, en face du parc de Saint-Cloud. Raison de plus pour en renforcer la dimension villa-

geoise au service d'une communauté repliée sur soi, mais dont on recherchait la cohésion interne. Les boutiques, agences de voyages, marchand de journaux, café et, demain, peut-être, commerce de proximité, devaient créer les conditions d'une certaine urbanité voulue par les concepteurs dès 1994.

Encore faut-il, pour y parvenir, s'approprier un lieu. La démarche du groupe Nestlé, qui a regroupé toutes ses filiales françaises à Noisiel (Seine-et-Marne), démontre que cela ne se produit pas spontanément. Ironie de l'histoire, l'ancienne chocolaterie d'Emile-Justin Menier, où les 1 800 salariés se sont installés, constitue l'aboutissement de l'un de ces rêves industriels dont la fin du XIX^e siècle donne parfois l'exemple. Du moulin à la « cathédrale », en passant par les maisons ouvrières et les « magasins de subsistance », le fondateur avait voulu créer une sorte de « ville-usine » dont les plus fameux bâtiments sont désormais classés.

Mais les temps ont changé. Les occupants d'aujourd'hui regrettent qu'ils n'aient pas, à la Défense, qu'ils

leurs bureaux de citadins, et ont parfois l'impression de vivre dans un musée dont le quotidien se serait échappé. Avec nostalgie, ils pensent aux courses qu'ils pouvaient faire dans le quartier, au coiffeur qui s'était adapté à leurs horaires et au lèche-vitrines qui leur permettait de souffler.

Un sentiment que doit partager le personnel d'Air France, passé de la gare Montparnasse à Roissy, une localisation pourtant plus conforme pour un transporteur aérien. Si la beauté des lieux, le silence et la clarté impressionnent chacun, les conditions d'existence ont été profondément modifiées, parce que l'endroit ressemble à une îlot perdu. Hommes la salle de gymnastique, qui connaît un gros succès, il n'existe pratiquement pas de déviateur à l'ambiance de travail et aucune échappatoire n'est possible au moment des repas. Respiration, toujours, certains consultants du groupe Algec, qui avaient la chance, assurent-ils, d'être implantés à Saint-Maur (Val-de-Marne), ne retrouvent pas, auprès de la gare de Lyon à Paris, cette

▼ Les entreprises réorganisent leurs bureaux en fonction de possibles économies budgétaires par Catherine Leroy

▼ Le nouveau nid campagnard de Nestlé par Marie-Claude Betheder

▼ Décor anglo-saxon pour les habits neufs d'Algec par Clarisse Fabre

▼ Air France vole vers ses avions, destination Roissy par Nathalie Mekuz

▼ Le « petit village » de Thomson Multimédia par Francine Aizicovici

▼ Une niche, le télétravail par Philippe Boverel

Lire pages II et III

des temps de trajets supérieurs à une heure, aller et retour, dont ils estiment, à 82,3 %, qu'ils ne constituent pas une contrainte.

D'où un certain nombre d'interrogations qui conduisent à la prudence, dès qu'il s'agit de définir les futurs lieux de travail. Si la question du temps de transport est importante en région parisienne, et peut-être plus encore celle de l'engorgement des voies de circulation, la solution du bureau de voisinage n'est peut-être pas généralisable en dehors de grosses agglomérations.

De même, parce qu'il peut impliquer un déracinement sociologique et l'absence de relations personnelles avec un groupe professionnel, le télétravail ne semble pas pouvoir s'appliquer complètement en dehors de situations d'exception. D'ailleurs, les salariés interrogés marquent leur préférence, à 59,2 %, pour un équilibre parfait entre les périodes de travail au bureau et le travail chez soi, compromis entre les aspirations personnelles et la vie de groupe. Un choix qu'ils opèrent contre l'absence de tout bureau fixe, à la manière d'Andersen Consulting dans son nouvel immeuble des Champs-Élysées, et contre le bureau de voisinage.

Autrement dit, dans les souhaits des personnes, l'entreprise cocooning l'emporte sur l'entreprise virtuelle, et les relations socialisées sur l'individualisme. Sachant que les nouvelles technologies d'information, elles, permettent de tout faire, en tout lieu, et qu'il s'agit là de la vraie souplesse de demain.

Alain Lébaube

Le Monde Economie le lundi *

Le Monde Emploi le mardi **
et la rubrique

Le Monde des Initiatives locales le vendredi ***

Trois rendez-vous à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi
*** daté samedi

Aix-en-Provence

Ingénieurs Marketing, Ingénieurs Produits

Vous voulez vivre au rythme des marchés Télécom, Bancaire, Fidélité, Multimédia... ?

Rejoignez-nous en Secteurs de Pointe...



GEMPLUS

ESSEC

M. S.

Onze formations d'expertise en un an

- M.S. Marketing Management
- M.S. Techniques Financières
- M.S. Assurance-Finance
- M.S. Management et Ingénierie Logistique
- M.S. Gestion Achats Internationaux
- M.S. Droit des Affaires Internationales et Management
- M.S. Management Urbain, Environnement et Services
- M.S. Management Stratégique des Services
- M.S. Management des Industries Agro-Alimentaires, en partenariat avec l'INRA, l'INRA-PI et l'INRA-PI
- M.S. Stratégie et Ingénierie des Affaires Internationales, en partenariat avec l'ESCI
- M.S. Management des Systèmes d'Information Répartis, en partenariat avec l'ESCI

Clôture des inscriptions : 12 mai 1997

Association loi 1901, Affiliée à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Valenciennes Val d'Europe-Val de France, Membre de la Fédération des Centres de Formation des Cadres Supérieurs

3 cycles
Mastères
Spécialisés

Votre choix
professionnel

ESSEC
Aix-en-Provence
Campus de la Vallée
13000 Aix-en-Provence

Contact
Elyane Rosello
tél. 01 24 43 30 83
fax. 01 24 43 30 30

Les entreprises réorganisent leurs bureaux en fonction de possibles économies budgétaires

Les sociologues, qui restent extrêmement prudents sur les tendances futures, soulignent cette contrainte majeure

Quand on demande à des sociologues comment ils imaginent les futurs lieux de travail, mieux vaut ne pas s'attendre à des choses trop précises et encore moins futuristes. Car, ainsi que l'explique, sans détours, Gustave Nicolas Fischer, professeur de psychologie sociale à l'université de Metz et à celle de Montréal, spécialiste de l'environnement de travail, « dans ce domaine, le futurologue, c'est très risqué ! ». Il en veut pour preuve les travaux d'Alvin Toffler qui, il y a quinze-vingt ans, affirmait que le télétravail allait être une tendance lourde des années à venir. Avec le recul, force est de constater qu'il n'en a rien été.

Certes, le phénomène s'est développé en Amérique du Nord, mais nous sommes loin du raz-de-marée. Les expériences menées en France ne sont guère massives. Patrice Fligny, sociologue au CNET (Centre national d'étude des télécommunications), se montre « sceptique » quant au développement de cette forme de travail. Il constate au contraire « une forte pression des salariés et des entreprises pour que les gens restent sur un site ». Malgré l'informaticisme et les nouvelles technologies de communication, l'entreprise, en tant que lieu de travail, n'est donc pas amenée à disparaître.

Si le téléphone, le portable, la visioconférence permettent une certaine fluidité dans l'organisation du

travail, ils ne suppriment pas pour autant la nécessité du face-à-face. D'ailleurs, rappelle Gustave Nicolas Fischer, « nous sommes des êtres territoriaux. L'être humain vit sur un territoire. Cet oncroge-là, on ne pourra jamais l'évacuer totalement dans les nouvelles approches ».

Alors ces lieux du futur, quels seront-ils ? « Avant toute chose, il faut

immobilier. Cette démarche, plus exigeante, nécessite une analyse très fine de leurs besoins en matière d'espace.

Autre phénomène à prendre en compte, l'évolution des télécommunications et le développement d'internet. « Le lieu où les gens sont situés n'a plus forcément d'importance. Les moyens de télécommu-

Les « combi-offices » suédois

La Suède a développé les « combi-offices ». Ce système permet de « combiner » bureaux individuels et bureaux collectifs. « Le but est de faciliter le travail en équipe, tout en permettant aux salariés de s'isoler lorsqu'ils en ont besoin », explique François Lautier, sociologue. Des petits bureaux de trois mètres carrés avec un téléphone, un ordinateur, bref un espace minimum, sont prévus pour les personnes qui sont le plus souvent en mission à l'extérieur. Un tout autre décor est réservé aux bureaux collectifs, avec la mise à disposition de grandes pièces, bien situées et agréables, équipées de tout le matériel nécessaire (fax, photocopieuse, etc.). Cette nouvelle organisation apparaît aussi en France dans certains cabinets-conseils, mais elle reste exceptionnelle.

analyser la situation actuelle », répond François Lautier, sociologue, professeur à l'école d'architecture Paris-La Villette. « Les entreprises sont particulièrement attentives aux économies qu'elles peuvent faire. Or le poste immobilier est le deuxième poste de dépenses. » Pour diminuer leurs coûts, les sociétés peuvent déménager dans des zones moins chères, ou diminuer la surface de bureaux. Elles peuvent aussi profiter d'un déménagement pour repenser l'utilité globale de leur parc

de bureaux. Cette démarche, plus exigeante, nécessite une analyse très fine de leurs besoins en matière d'espace.

Autre phénomène à prendre en compte, l'évolution des télécommunications et le développement d'internet. « Le lieu où les gens sont situés n'a plus forcément d'importance. Les moyens de télécommu-

Fischer, il n'y a pas une tendance qui se dégage, mais plusieurs : le style village dans lequel on privilégie le confort mental voire affectif des gens existe, mais il n'est pas le plus fréquent. Pour des raisons culturelles, les bureaux collectifs, les grands plateaux ont eu du mal à s'implanter en France, tandis que le traditionnel bureau fermé continue à très bien fonctionner. Parmi les nouveautés, le bureau satellite, ou de voisinage, se développe en Amérique du Nord, mais tend à s'expérimenter dans l'Hexagone. Il permet de rapprocher les lieux de travail du domicile des salariés qui vivent en banlieue, pour leur éviter par exemple de perdre du temps dans les embouteillages. « C'est l'option espace de travail décentralisé ».

Avec le style Andersen Consulting et son système de réservation de bureaux, l'entreprise abandonne l'idée du poste de travail personnalisé, de l'espace de travail à soi. Si l'on en parle beaucoup, ce modèle reste peu fréquent. Il fonctionne d'ailleurs dans le milieu très spécifique des consultants, qui, par nature, exercent l'essentiel de leurs activités chez les clients. Il peut correspondre aux besoins des commerciaux et autres personnels « mobiles » des entreprises. En tout cas, estime François Lautier, « il ne touchera pas, demain matin, n'importe quel employé ».

Catherine Leroy

Le nouveau nid campagnard de Nestlé

Avant La Défense, aujourd'hui Noisiel, en Seine-et-Marne

Délogée CFDT et secrétaire du Comité d'hygiène et de sécurité (CHSCT) chez France Glaces Findus (FGF) - l'une des sociétés du groupe Nestlé France -, Jocelyne Banfi n'a pas peur des formules choc pour parler de l'installation du siège du groupe à Noisiel (Seine-et-Marne), fin 1995 : « Nous qui avions nos bureaux dans des endroits civilisés, « ils » nous ont envoyés travailler à la campagne ! ».

La campagne ? Pas tout à fait. Le vieux Noisiel, que jouxte Noisiel, c'est vrai, des airs de village et les fenêtres des bureaux donnent pour la plupart sur des espaces boisés. Mais la commune fait partie de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée et la zone est largement construite.

Si les 1800 salariés transplantés là sont dépayés, c'est d'abord, comme le souligne le chef d'établissement, Jean-Marc Dufour, parce qu'ils sont passés d'un cadre vertical à un cadre horizontal. Auparavant, tous travaillaient en des lieux fortement urbanisés : au centre de Paris, près de La Défense... Aujourd'hui, les voilà tous au ras du sol ou presque. Installés dans les ateliers de l'ancienne chocolaterie Menier, les bureaux s'étalent sur 600 mètres de long en bordure de Marne. Certains bâtiments se trouvent dans une île, notamment le plus majestueux, surnommé la cathédrale, édifié au début du siècle ; et les bureaux de la direction sont aménagés dans un moulin construit en 1872 et classé monument historique.

Même si - selon une enquête de Jocelyne Banfi parmi les salariés de FGF - moins de 5 % de ces derniers déclarent ne pas se plaindre à Noisiel, le regret de l'ancien milieu de travail est vif. « Nous, les femmes, nous profitons toutes de l'heure du déjeuner pour aller chez le coiffeur, le dentiste, l'ophtalmologue, pour acheter le cahier ou la gomme qui manquait à nos gominis. » Une autre employée, qui travaillait dans le quartier Beaubourg à Paris, se souvient avec nostalgie des petites boutiques où elle et ses collègues allaient dénicher le nécessaire et le superflu, « tandis que ces messieurs portaient ou rayonnait quinquetterie du BHV ». « De temps en temps, nous déjeunions dans une pizzeria ou au restaurant chinois du coin. Le soir, il était possible d'aller au Centre Pompidou ou de s'offrir une séance de cinéma à Beaubourg. » En regard, Noisiel n'est « rien » : « Bien sûr, il y a l'air pur, le calme, les petits oiseaux. Mais qui en profite ? ».

« Les dirigeants de Nestlé se sont montrés soucieux de ce problème dès l'origine du projet, témoigne Daniel Vachez, maire de Noisiel. Et nous en avons plusieurs fois discuté avec eux. Ils craignaient que le déménagement ne leur fasse perdre

Clarisse Fabre

beaucoup de cadres. Nous-mêmes, nous tenions à ce que le transfert se passe bien... ».

Faire que divers commerces s'installent à proximité de l'entreprise n'était pas du pouvoir du maire. En revanche, il a négocié avec la RATP une adaptation de la ligne d'autobus allant de la gare de Noisiel à la chocolaterie, a informé les commerçants des besoins de l'entreprise, est intervenu auprès d'eux pour qu'ils adaptent leurs horaires à cette nouvelle clientèle.

Certains ont fait un effort, mais d'autres ont refusé de changer leurs habitudes. Et si le bureau de poste, qui jouxte l'une des entrées de Nestlé France, s'apprête à rester ouvert une demi-heure de plus pour être accessible aux salariés de la société, c'est avec plus d'un an de retard.

Pour rendre plus accueillants les lieux de travail, la société les a conçus comme un campus, autrement dit un espace où l'on peut vivre autant que travailler. On y trouve restaurant, cafétéria, magasin d'alimentation (approvisionné uniquement en produits du groupe Nestlé), salle de gymnastique, distributeurs de billets de banque et de cartes orange. Mais quelque chose d'essentiel manque. Si le restaurant fournit d'excellents repas, on le trouve bruyant et encombré, la cafétéria est jugée « impersonnelle ». Nulle part la détente et la convivialité ne sont vraiment possibles. Dans les réponses à l'enquête de Jocelyne Banfi, cette absence est soulignée, de même que le désir d'équipements supplémentaires : salon de lecture avec la presse du jour, institut de coiffure-beauté, distributeurs de timbres, de sandwiches...

UNE BEAUTÉ FROIDE

« Les salariés, résume-t-elle, ont du mal à trouver leurs marques », à « s'approprier le site ». Ce dernier, très bien restauré, a grande allure, mais on lui trouve « une beauté froide ». Jean-Marc Dufour en est conscient : « Un lieu peut être splendide ; si le personnel ne s'y sent pas bien, il n'y verra qu'une cage dorée ».

Le temps, juge-t-il, devrait peu à peu faire évoluer les attitudes. Pour le moment « on ne peut qu'attendre ». Il a ainsi ouvert une boîte à suggestions très utilisée. Pour développer la familiarité avec le site, il a organisé un concours de photos, une exposition sur son histoire.

Mais, insidieusement, d'autres forces jouent à contre-sens. C'est le cas de l'effort centralisateur qui cherche à fondre les petites sociétés du groupe en une entité unique, Nestlé France. Comptabilité et informatique sont mises en commun ; et le détail du fonctionnement quotidien, naguère décidé à la bonne franquette, est planifié d'en haut. Chacun s'en trouve un peu moins autonome, un peu moins impliqué.

C'est le cas aussi du recours systématique aux technologies les plus récentes. A Noisiel, on a renoncé au papier : ici, c'est le tout-informatique. Chacun a son micro-ordinateur et la quasi-totalité de son travail passe par lui. « On n'a plus du tout l'occasion de parler, constatent les salariés. On ne discute plus qu'avec son micro. » Résultat : « Tout en étant rassemblés sur le même site, les gens ne se connaissent pas et ils se sentent très isolés ».

Autre exemple du piège technologique : le fonctionnement automatisé des stores. La superbe machinerie empoisonne la vie des salariés en se déclenchant trop ou trop peu et en leur interdisant de régler le problème eux-mêmes.

Certains en profitent pour rappeler un slogan publicitaire d'Herta, l'une des marques du groupe : « Ne passez pas à côté des choses simples ». « Ici la direction a fait très beau, très sophistiqué, mais elle a oublié les choses simples », celles qui permettent à chacun d'avoir une emprise sur sa vie quotidienne. Le jour où les salariés se seront appropriés Noisiel et sa « campagne » s'en éloigne probablement d'autant.

Nathalie Mlekuz

Marie-Claude Betheder

Décor anglo-saxon pour les habits neufs d'Algoe

Les centaines de marguerites qui ornent les nouveaux bureaux du groupe Algoe, le soir de leur inauguration officielle, le 20 mars dernier ; avaient, entre autres missions, de chasser l'humidité « chagrine » de certains consultants. Depuis le mois de novembre 1996, les quatre antennes parisiennes du cabinet lyonnais (management, formation, recrutement et conseils aux collectivités locales), jusque-là dispersées, sont regroupées sur un même site, la tour Gamma, à la gare de Lyon. « Ce rapprochement répond à la nécessité de diminuer les coûts mais aussi à la volonté de favoriser la communication entre nos différentes activités du groupe », présente Gérard Debrinay, président d'Algoe, qui portait pour la circonstance une rafraîchissante cravate à fleurs.

Officiellement, la décoration florale de cette soirée était un salut au printemps : des pots de fleurs, des panneaux de faux gazon sur les murs et un joli gazouillis d'oiseaux diffusé par d'invincibles enceintes stéréo. « Printemps » comme « renouveau » car avec ces nouveaux locaux Algoe choisit d'enfiler des habits largement anglo-saxons au détriment d'une image « provinciale », mi-parisienne, mi-lyonnaise, qui est depuis longtemps la sienne.

Algoe grandit : le groupe vient d'intégrer les activités conseil de Développement et emploi, et a l'ambition de changer de carrure. Le onzième étage de la tour de verre n'a rien de

champêtre. Un long couloir impersonnel, murs blancs et moquette grise, dessert l'espace d'un bout à l'autre. A une extrémité, un plateau rassemble des postes de travail décloisonnés et partagés - dits « bureaux paysagers ouverts » - où l'utilisateur est prié, selon l'affichette collée au mur, de parler mezza voce et, une fois le travail terminé, de ranger son matériel dans le « parking », sorte de casillon à roulettes étagée au nom de son propriétaire. Même anonyme pour les bureaux individuels, de minuscules boxes réparties dans deux pièces et séparées à mi-hauteur par des cloisons avec, pour tout ornement, un téléphone et une prise pour brancher l'ordinateur portable. Par comparaison les bureaux du pôle recrutement (la société IBD) sont beaucoup plus raffinés et personnalisés, pour des raisons d'image évidentes, même si un consultant y voit aussi « une touche féminine de la présidente de la société ».

Dans ce cadre design ascétique, les seules reminiscences de « l'art de vivre lyonnais » se résument peut-être aux noms des salles de réunion : Nuits-Saint-Georges, Volnay, Pommard... « Dans ce genre d'opération, il n'y a pas de bonne solution a priori mais des options adoptées aux fonctions de chaque entreprise : il s'agit forcément d'un compromis », analyse Bernard Moutin, consultant chez Algoe et responsable de la programmation architecturale du nouveau site. Ainsi le groupe a bésité entre des hôtels particuliers et des immeubles baussman-

niens qui avaient plus de cachet, mais la proximité de la tour Gamma avec la gare de Lyon a emporté la conviction du siège d'Ecly.

Par ailleurs, le ratio du nombre de mètres carrés par personne a été calculé séparément pour chacune des quatre sociétés et la part de gâteau n'a pas été la même pour toutes. Certains ont également rapatrié leur ancien mobilier sur le nouveau site, alors que d'autres travaillent dans du neuf, etc. « Aujourd'hui, nos consultants sont certainement moins sensibles à la taille d'un bureau qu'à la qualité des services qu'ils leur offrent : ordinateur, téléphone portable, téléphone mobile... », déclare Bernard Moutin. En l'espèce, la surface de travail est passée de 1200 mètres carrés à 850 aujourd'hui, pour soixante-dix salariés, et le montant annuel du loyer de 2,3 millions à 1,4.

Parmi les nostalgiques, on trouve quelques anciens de Saint-Maur, ex-siège d'Algoe Management, qui cherchent désespérément la verdure. « De nos fenêtres, nous apercevons le petit bois et les vieilles maisons 1900, raconte ce consultant. Entre midi et deux, ou en fin de journée, nous oignons dans de petits bistros très sympas. Une bonne coupure dans le stress quotidien. » Et un dépaysement que ne garantit plus la cantine du sous-sol de la tour Gamma, bruyante et basse de plafond, selon d'autres « râleurs ».

Clarisse Fabre

Air France vole vers ses avions, destination Roissy

Vaste et lumineux, le hall étonne par sa sobriété. Excepté le bureau de l'hôtesse d'accueil et quelques banquettes destinées aux visiteurs, la pièce est dénuée d'artefacts. Comme pour mieux mettre en valeur le spectacle qui se joue derrière les larges baies vitrées : les va-et-vient des avions sur les pistes d'atterrissage.

Situé pendant plus de trente ans dans une des tours au-dessus de la gare Montparnasse, le siège d'Air

France se trouve désormais près de l'aéroport de Roissy. Si, en 1962, l'installation parisienne reposait sur le souci de s'implanter à proximité d'un grand nœud de communications, le déménagement de 1995 marquait, lui, la volonté de se recentrer sur l'activité du transport aérien. « C'est tout de même plus motivant, professionnellement, de travailler près des avions », résume Sophie Mariani, chargée de communication à la direction générale et sociale.

Grâce au bâtiment dessiné par l'architecte Jean Piste, ce passage de Montparnasse à Roissy s'est accompagné d'une nette amélioration des conditions de travail. Conçu autour de sept petits immeubles - dont le plus haut compte cinq étages - le nouveau siège privilégie l'horizontalité : une longue allée de 280 mètres, surnommée « la rue intérieure », dessert l'entrée de chaque immeuble, ainsi que l'ensemble des équipements collectifs : la cafétéria, la salle de conférences, l'espace « forme », la médiathèque, etc. « Aux heures de repas, on y croise

facilement les trois ou quatre personnes susceptibles de nous éviter des réunions plus formelles », assure Olivier Herbemont, responsable de la maîtrise d'ouvrage au sein de la délégation générale aux achats. Dans le même esprit, les escaliers ne sont pas cloisonnés et opaques, mais, au contraire, accessibles sans avoir à ouvrir une seule porte.

TEMPS DE TRANSPORT

L'acoustique est un autre point fort du nouveau siège. Seul Concorde, lorsqu'il décolle, marque chaque jour la fin de la matinée. Sinon, aucun son ne filtre de l'extérieur. Tous les bruits intérieurs semblent amortis : « On a parfois l'impression d'être dans un aquarium », estime Sophie Mariani. Puisque l'objectif est la transparence, les bureaux ont tous une cloison vitrée, ce qui donne une très grande clarté à l'ensemble des lieux, tout en facilitant la communication et les échanges.

Les salariés s'accordent à reconnaître que les conditions de travail sont nettement plus agréables qu'auparavant ; mais

nombreux sont ceux qui se plaignent des temps de transport rallongés. Ainsi, Eric, qui travaillait depuis dix ans à Montparnasse et qui est propriétaire d'un pavillon en banlieue sud - « Moins femme travaille à cinq minutes de là, et l'école pour les enfants se trouve à 100 mètres. Il n'est donc pas question de déménagement » - a vu la durée de son trajet passer de vingt minutes à une heure trente. Sa voiture a d'ailleurs rendu l'âme au bout de six mois : « Heureusement, j'ai pu bénéficier d'un prêt de l'entreprise à un taux très intéressant ».

Annie, parisienne, a d'abord essayé les transports en commun. Mais, avec trois changements, elle mettait une heure quinze à chaque fois. Désormais, elle prend sa voiture, même si cela génère stress et fatigue.

D'autant que les pauses pour le déjeuner ne permettent plus de vraiment décompresser. « A part du sport, que voulez-vous que l'on fasse ici, entre midi et 14 heures ? », interroge une employée en se rap-

pelant l'époque où elle profitait de ce temps libre pour faire un saut à la Fnac. « Auparavant, le temps du repas constituait une échappatoire. On pouvait facilement se changer les idées en allant déjeuner au restaurant ou simplement en se promenant. Aujourd'hui, les possibilités de sortie sont limitées », déplore un autre.

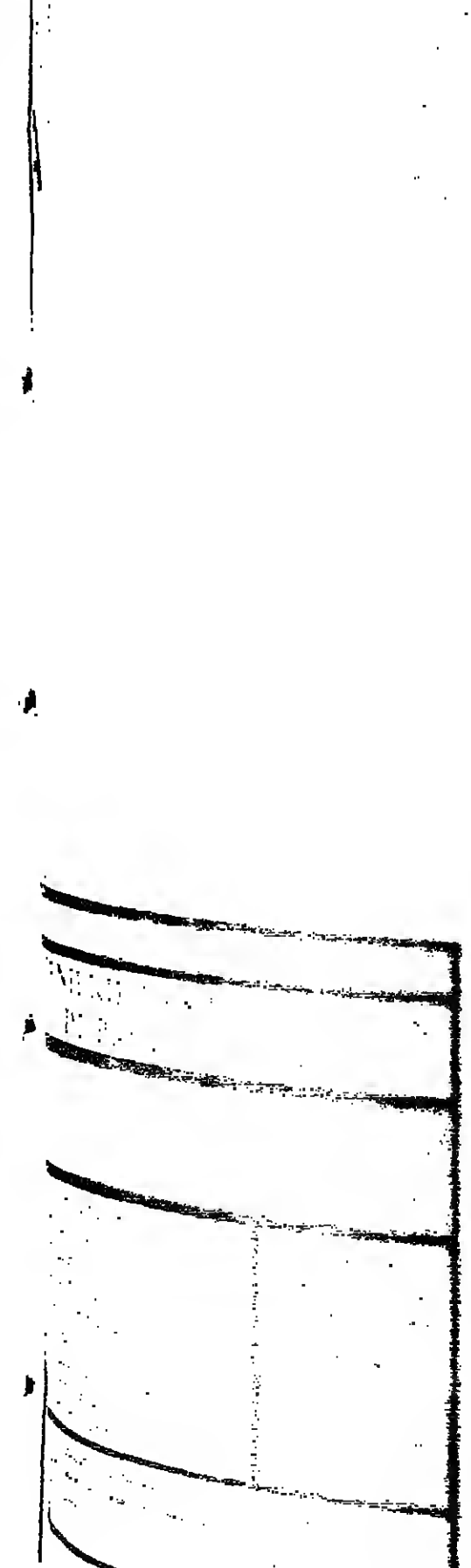
En attendant l'ouverture prochaine de magasins dans un bâtiment voisin et l'établissement d'une navette reliant en quelques minutes la gare RER à l'aéroport, des efforts ont été faits par le comité d'entreprise pour tenter d'offrir aux salariés quelques échappées. Un restaurant-club, pouvant accueillir chaque jour - sur réservation - 1800 couverts, a été créé : il affiche pratiquement complet tous les jours. Un espace « forme » proposant des cours de culture physique, de judo ou de yoga a également ouvert ses portes depuis peu : entre midi et 14 heures, les cours sont totalement bondés.

Nathalie Mlekuz

Marie-Claude Betheder



Le village de Thom...



سكنى في الامارات

338
315 +
53

Un nid
d'ird de Nestlé
aujourd'hui



EMMANUEL PÉNIER

Le « petit village » de Thomson Multimédia

Situé à Boulogne-Billancourt, on y trouve boutiques et café où boire son petit noir du matin. Côté architecture, on dirait une cathédrale dédiée aux concerts de rock

À droite, le « jardin » où sera installée une longue banquette bordée de saules. Au fond, le hangar en bois façon « ma caline au Canada », c'est le « parking silo ». Plus loin, la cantine, logée dans un ancien atelier en briques dont on a conservé deux ponts roulants, le toit d'usine et la cheminée. Hommages au passé de cet ancien site industriel de Boulogne-Billancourt, qui autrefois abrita LMT (Le Matériel téléphonique) puis Thomson Téléphone, CIT-Alcatel, Thomson CSF et héberge désormais, sur 30 000 mètres carrés, le siège social de Thomson Multimédia (téléviseurs, magnétoscopes, etc.), que ses 840 salariés viennent à peine d'intégrer.

Construit vers 1930, le bâtiment principal, un gros cube massif et creux, posé en bordure de Seine, a subi un sérieux lifting. Des casiers de consigne pour déposer des petits bagages, deux grandes colonnes striées Daniel Buren, une banque d'accueil ronde et lumineuse, et des téléviseurs exposés sur des socles : le hall d'entrée décolle. Mais bien moins que le cœur du cube, un atrium de 24 mètres de haut, avec des bou-

tiques - agence de voyages, vente de produits maison, et marchand de journaux -, un café sous une serre agricole, des gradins escamotables, etc. Grandiose comme une cathédrale et animé comme une place de village, l'atrium devait pouvoir accueillir des manifestations, des conférences de presse et, pourquoi pas, des concerts rock. Dans les étages, on retrouve le même souffle : les cloisons des anciens bureaux ont été abattues pour laisser place à d'immenses plateaux disposés autour de l'atrium. Certains salariés se plaignent que les lieux soient bruyants. « Il faut quelques mois pour s'habituer à des bureaux ouverts », assure Patrick Bouchain, l'architecte. Certains chefs n'ont pas accepté d'avoir un bureau non fermé.

Alain Prestat n'y travaillera pas. Débarqué le 12 mars du poste de PDG qu'il occupait depuis 1992, celui qui fut directeur adjoint du cabinet de l'ex-premier ministre Michel Rocard avait voulu, avec ce siège, symboliser la renaissance de la firme et incarner son projet d'entreprise. D'abord, regrouper les trois unités de la région parisienne, dispersées jusque-là à la

Défense - siège social -, à Courbevoie - la filiale commerciale dénommée Thomson Multimédia Marketing France - et à Cergy - Thomson Broadcast Systems.

Finalement, seules les deux premières ont pris le chemin de Boulogne. Néanmoins, le « brassage culturel » entre les administratifs, les commerciaux et les gens de marketing que l'ancien PDG souhaitait aura bien lieu. Il désirait également donner une « identité » à cette entreprise, pouvoir montrer et valoriser ses produits auprès de ses clients et partenaires, se souvient Patrick Bouchain, qui a mené ce projet depuis 1994 avec une équipe de six personnes.

Enfin, Alain Prestat voulait que le personnel « trouve l'entreprise » : décloisonner les bureaux et offrir des espaces communs conviviaux pour favoriser le dialogue, l'esprit d'équipe. Il a préféré acheter ce bâtiment à l'UAF et le rénover « plutôt que de construire un truc ringard en béton aux Uls ou à Ralsy ». Le même carré n'était pas cher, entre 7 000 et 8 000 francs. L'aménagement a coûté 5 000 francs le mètre carré. Un budget serré. « On a fait simple, basique : conserver un maximum de l'existant, chasser des lampes toutes identiques, une moquette à 100 francs le mètre carré, peindre les murs en blanc », explique Nicole Concordet, première assistante de Patrick Bouchain. Le poste de travail, en bois de bouleau, coûte 9 000 francs. Mais l'effet de séduction est là, par la simplicité, le volume et les détails : par exemple, le toit du café de l'atrium, grâce à un jeu de néons, change de couleur selon les heures. Pour l'ancien PDG, ce nouveau siège permet de réaliser une économie de 20 % sur les frais d'exploitation.

Le choix des services proposés, des couleurs, de l'éclairage, etc., est issu des discussions entre l'architecte et des groupes de salariés appelés les « leaders ». Les représentants du personnel de Courbevoie, CFTD et CGC se plaignent cependant d'avoir été peu consultés, alors qu'ils auraient voulu « participer au choix » du prestataire d'Eurest, qui gère aussi le café de l'atrium et la boutique, et qui gère déjà le restaurant de Courbevoie, où, selon la CGC, « il y avait des problèmes ».

La boutique de vente au personnel répond aussi à un désir des sa-

lariés qui, auparavant, passaient commande par téléphone, sans catalogue. Quant à l'agence de voyages, qui jusque-là se traitait officiellement que les déplacements professionnels, elle a elle-même proposé de s'ouvrir aux voyages privés. Le café aussi fonctionne bien : 600 petits noirs à 1,50 F servis chaque jour.

L'idée de la boutique, elle, est venue de groupes de salariés qui jugeaient le site un peu trop éloigné des commerces de « première nécessité ». Elle vend toute la presse et propose également des collants, des tee-shirts, de la parapharmacie, ainsi que des préservatifs.

Les représentants CFTD et CGC de Courbevoie qui trouvent « très bien le projet de Boulogne » sont « contre » cette boutique. « D'accord pour les journaux, les cartes postales, des bonbons, de la parapharmacie, etc. On empiète sur nos plates-bandes ». Le CE organisait aussi des expositions. Ce ne sera plus possible : « Nos nouveaux locaux sont trop petits », déclarent les délégués, conscients cependant que, compte tenu de la « situation difficile de l'entreprise » et de sa future privatisation, « il y aura sûrement d'autres combats à mener ».

Les salariés, apparemment, apprécient la boutique. Une certaine y viennent chaque jour et certains réclament déjà une supérette ou au moins du pain. Ils veulent aussi pouvoir acheter des best-sellers. Pour l'instant, un seul livre est en vente, *Le Télétravail en France*, signé Thierry Breton, le nouveau PDG. An fait, que pense-t-il du site ? Mystère. « Compte tenu des circonstances, on ne communique pas », explique la direction de la communication. Organiserait-il, le 1^{er} juin, la journée dédiée à la santé des plantes vertes qui tourment de l'œil dans les bureaux, qu'avait imaginée l'architecte ? En allant à la cantine, les salariés déposeraient leur plante et la retrouveraient, rempotée, à la sortie. « Ça ne coûte rien et ça ferait un malheur », s'enthousiasme Patrick Bouchain. Des boutiques, des plantes, de la gym même le samedi matin, le projet n'est-il pas un peu paternaliste ? « J'adore le paternalisme. Moi, je pense que nous manquons tous tellement d'affection... »

Francine Aizicovici

Une niche, le télétravail

La formule reste mineure en France, en dépit des prévisions

Si le rapport des Français à leur lieu d'activité - notamment au bureau pour les cadres - a changé, l'idée du télétravail est loin d'apparaître comme la panacée. Ainsi, d'après un sondage réalisé en novembre-décembre dernier auprès de 948 actifs travaillant dans un bureau par CTMétier-BVA (à la demande du Groupement des industriels du mobilier de bureau), 59 % des personnes interrogées citent « le fait d'avoir moins d'échanges avec les collègues » comme principal inconvénient de la formule, alors qu'ils sont moins d'un tiers, au chapitre des avantages, à plébisciter « la souplesse des horaires ».

Hantise de l'isolement, d'une inter-pénétration entre vie privée et vie professionnelle, crainte du retour à la rémunération à la tâche et, plus généralement, d'une précarisation du statut... le télétravail suscite bien des inquiétudes. Si la formule est bien dans l'air du temps, encore faut-il s'entendre sur ce qu'elle recouvre précisément. « Attention à ne pas confondre télétravail et télétravail », prévient d'emblée Denis Bérard, chargé de mission à l'Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail) et auteur d'un dossier documentaire très fourni sur le sujet (*Télétravail et nouvelles formes de travail*, éditions Anact, 1996, Lyon, 04-72-56-13-13). Alors que la notion de télétravail (banque par téléphone, par exemple) correspond à un renforcement du taylorisme dans le tertiaire via le télétravail et l'informatique avec des horaires très rigides, le télétravail suppose exécution des tâches à distance du lieu de travail habituel. C'est pourquoi il importe de soigner « télé » en son acception grecque originelle, c'est-à-dire distance, et non simplement comme le préfixe désignant les technologies des télécoms.

La définition la plus communément admise du concept est celle du rapport de Thierry Breton (*Le Télétravail en France*, La Documentation française, 1994), qui indique que l'activité doit non seulement être effectuée « à distance, hors de toute possibilité physique pour le donneur d'ordres de surveiller l'exécution de la prestation », mais aussi « au moyen des outils informatiques et/ou de télécommunications, ce qui implique nécessaire-

ment la transmission au moyen d'une ou plusieurs techniques de télécommunications, des données utiles à la réalisation du travail demandé et/ou du travail réalisé ou en cours de réalisation ».

Aussi strictement définie, la formule ne concerne pas grand monde, à en croire Alain Maurice, rédacteur en chef du bimestriel *Télétravail Magazine*, lancé en décembre 1995 : « En France, le télétravail à temps plein n'existe pas car le salarié a toujours besoin de revenir dans son entreprise, ne serait-ce qu'un ou deux jours par semaine, histoire de garder un lien avec ses collègues ».

A la différence des pays anglosaxons, où la formule est, paraît-il, plus répandue, les salariés français (dans l'informatique notamment) n'ont jusqu'à présent exploré que timidement la voie : requérant généralement au préalable le double principe du volontariat et de la réversibilité, les plus avancés en la matière pratiquent en fait le « télétravail pendulaire », formule hebdomadaire hybride qui concilie trois jours de travail à distance et deux dans l'entreprise.

Quant au projet du Catral (agence régionale pour l'aménagement du temps) de créer dans cinq villes franciliennes (à Provins, Gif-sur-Yvette, Marly-le-Roi, Rueil et Issy-les-Moulineaux) cinq bureaux de voisinage, sa réalisation est sans cesse reportée depuis trois ans. Ces bureaux, des structures professionnelles également appelées « télécentres », dotées de tous les équipements de télécommunications modernes (ordinateurs, fax...) sont installés à proximité du domicile des salariés d'une ou de plusieurs entreprises, afin de leur éviter de perdre trop de temps dans les transports en commun ou les embouteillages.

Aux dernières nouvelles, le réseau, dont le coût d'investissement serait subventionné à hauteur de 40 % par le conseil régional, devrait être opérationnel « fin 97-début 98 ». Pour l'heure, les sociétés franciliennes qui se verraient facturer de 400 à 600 francs la journée d'occupation d'un poste de travail dans lesdits bureaux ne semblent pas convaincus. Les réticences face au télétravail viendront-elles aussi des entreprises ?

Philippe Baverel

ISMC INSTITUT SUPÉRIEUR DE MANAGEMENT ET D'INGÉNIERIE CULTURELS

Filière de formation aux métiers de la culture et de l'audiovisuel
sur le plan national et international

- Administration d'orchestre... Production de films et multimédias...
- Ingénierie de projets culturels et artistiques : expositions, événements, festivals.
- Un cycle long supérieur, homologué niveau 1. Durée : 1 an. Bac + 4
- Un cycle d'assistant. Durée 1 ou 2 ans. Bac + 2 ou 3.

ISMC - 6 rue de Braque - 75003 Paris
Tél./Fax : 01.42.76.02.74

Expérience 10 ans

Établissement Privé d'Enseignement Supérieur Technologique

eslsca

3^{ÈMES} CYCLES SPÉCIALISÉS

- Finance et Négociation Internationale - Trading
- Ingénierie Financière
- Gestion de Patrimoine
- Finance, Gestion et Contrôle des Risques
- Audit et Expertise Comptable
- Stratégie et Contrôle de Gestion
- Organisation, Reengineering et Systèmes d'Information
- Marketing et Ingénierie Commerciale
- Management des Entreprises
- Stratégie d'Intelligence Economique
- Pilotage de l'Entreprise Familiale
- Droit et Management des Affaires Européennes

INFORMATIONS

ESLSCA - 3, rue Bougainville - 75007 PARIS - Tél. : 01.42.91.51.55 - Fax : 01.42.91.52.25

MASTÈRE SPÉCIALISÉ

INGÉNIERIE DES PROCESSUS DE PRODUCTION

École Normale Supérieure de Cachan
École Nationale Supérieure des Mines de Paris
Octobre 1997 - Octobre 1998

Cours et Séminaires 460 heures

Systèmes de production

- Conception
- Maîtrise et pilotage
- Diagnostic et évaluation

Séminaires

- Intégration des techniques
- Sociologie industrielle
- Internationalisation de la production

Mission en entreprise
Immersion ou stage

5 mois

Partenariat exceptionnel avec les entreprises

Public : Bacheliers, demandeurs d'emploi et salariés (CIF)
Candidats habilités pour accéder aux Masters de la Conférence des Grandes Écoles

Renseignements : Formation Continue et Développement
Tél : 01.47.40.22.67 École Normale Supérieure de Cachan

Dopé par l'effet « Smart », l'Est mosellan attire les investisseurs et crée des emplois

La dynamique va à l'encontre de l'image de région sinistrée qui reste encore la sienne

L'Est mosellan a le vent en poupe. Cette année, sur le seul bassin de Sarreguemines, 1 500 emplois d'opérateurs industriels sont à pourvoir. MCC (Micro Compact Car) et ses partenaires, qui s'apprêtent à fabriquer la voiture électrique Smart, vont en absorber les deux tiers. Ce projet, né d'une alliance entre Mercedes-Benz et SMH, le créateur de Swatch, n'est cependant pas le seul à générer des emplois.

Aux alentours, Delphi, fabricant de batteries, l'imprimerie Diehl Druck, Nutrisearch, spécialisé dans les aliments pour sportifs, Continental, qui produit des pneumatiques pour véhicules légers, ou encore Behr Lorraine, fabricant de systèmes de climatisation et de ventilation, ont tous engagé, en 1996, un projet d'investissement qui doit générer, selon les cas, entre 16 et 250 emplois sur les trois ans à venir. A cela s'ajoutent encore les postes proposés par les entreprises nouvellement implantées ou en passe de l'être.

TRIPLE FRONTIÈRE

Si, dans l'Hexagone, l'Est mosellan reste associé à l'image d'un pays sinistré, ce territoire attire les investisseurs étrangers, lesquels en apprécient la situation — une triple frontière : Allemagne, Luxembourg et Belgique — et la culture industrielle. Ainsi, l'installation prochaine de la Fonderie Farebesviller suscitera la création d'une centaine d'emplois. Filiale d'un groupe allemand, la Fonderie Lorraine, quant à elle, a commencé à produire en 1996 et recrutera 400 personnes d'ici la mi-1998.

« Le lancement du projet Smart n'est pas l'année zéro du redéploiement de ce bassin », relève Denis Lorchat, son directeur général. Sur les trois-quatre années précédentes, plusieurs entités sont venues comme nous s'installer en Moselle est. « Pascal Kuhn, DRH de MCC, ne le dément pas : « On sent qu'il y a une dynamique d'installation, ici. » Impulsée notamment par l'action d'industrialisation menée par les Houillères du bassin de Lorraine pour compenser le recul progressif de leurs emplois, cette dynamique a, pour une part, contribué au choix fait par MCC de venir s'installer ici.

Avec ses 2 000 emplois programmés, le projet Smart vient en fait conforter, amplifier le mouvement. Il produit un effet de loupe sur le bassin et, du coup, un effet d'appel.

Pierre Kopp, DRH de Behr Lorraine, dit recevoir des candidatures spontanées de tous les secteurs environnants dans un rayon de 50 kilomètres. Traditionnellement bas dans ce bassin frontalier peu peuplé, le taux de chômage (8 %) a même légèrement augmenté. L'existence d'emplois

attire toujours de nouveaux demandeurs sur le marché. Le phénomène touche même l'éducation nationale. Le nombre d'élèves en fin de troisième ayant choisi de s'orienter vers les filières techniques s'est accru de 50 % l'année dernière.

Car industriel ce bassin fut, industriel il reste. Si l'Est mosellan profite, à travers les nouvelles implantations, d'une diversification de ses activités, celles-ci n'en restent pas moins industrielles. « Cette tradition est à la fois une force et un défi », souligne Jean-Pierre Poisse, délégué à l'emploi de l'Union patronale interprofessionnelle de Moselle. Une force, car elle intéresse les investisseurs, facilitant leur implantation. Un défi, car, l'emploi dans la sidérurgie houillère s'étant effondré, l'industrie pâtit d'une perte de confiance.

Et Guilhem Royer, directeur départemental de l'ANPE de Moselle, de confirmer : « Dans cette région dite « sinistrée », l'opinion est accablée d'idées que l'industrie n'offre plus d'emplois. »

Pour enrayer cette perte de confiance, l'union patronale organisera des journées portes ouvertes dans les entreprises au mois de mai, pour que celles-ci présentent leurs métiers ; au vacancier et à la chaleur étouffante des fondries traditionnelles d'autrefois ont succédé des industries propres, informatisées.

Ces actions d'information sur les métiers industriels sont d'autant plus nécessaires, avance Armand Wagner, responsable de l'antenne ANPE ouverte près du site MCC, qu'elles « tendent à élargir le champ des candidats au-

délà des seules personnes ayant eu une formation ou une expérience professionnelle industrielle. Nombre de chômeurs ont en effet une qualification tertiaire de comptable, de secrétaire... » Pour rendre employables ces personnes par les entreprises du bassin, l'ANPE développe, dans le cadre du dispositif SIFE (stage d'insertion et de formation à l'emploi), des formations de « préparation aux métiers industriels ». De 450 heures, ce stage se déroule en alternance.

INDUSTRIELS ALLEMANDS

Les entreprises ont été mobilisées. « Nous voulons, de cette façon, les amener à embaucher des personnes en leur montrant qu'elles ont les compétences requises, alors qu'elles ne les auraient pas spontanément recrutées », souligne Guilhem Royer. Les entreprises ont participé à l'appel d'offres pour le choix des organismes de formation. Les inviter ainsi à coopérer pour mieux préparer les salariés de l'emploi permet aussi de lever leurs craintes de voir MCC récupérer les meilleurs candidats.

En passe d'être terminée, la première phase dont ont pu bénéficier une soixantaine de demandeurs d'emploi semble probante : pour les deux tiers, l'embauche est déjà acquise. Un second devrait être engagé dans la foulée avec, cette fois-ci, quatre-vingt-dix personnes.

L'éducation nationale n'est pas en reste. Elle va développer, dans le cadre de la mission générale de l'éducation nationale (Migen), une préparation à l'embauche à l'intention de jeunes diplômés (baccalauréat, notamment de jeunes

femmes. « Sortant pour la plupart d'une filière de formation classique, les filles se dirigent peu vers les emplois industriels. Elles prennent souvent des emplois frontaliers sans qualifications ou sont, pour nombre d'entre elles, au chômage. Nous voulons essayer de les orienter vers les emplois industriels en les y préparant », explique Liliane Fontaine, responsable du CIO (centre d'information et d'orientation) de Sarreguemines. L'objectif est qu'elles réussissent à passer le cap du recrutement. Les quatre CIO de Moselle ont été mobilisés pour informer ces jeunes femmes et leur faire comprendre l'intérêt de saisir les opportunités se présentant.

A l'égard des jeunes et des demandeurs d'emploi, ces formations développées par l'éducation nationale ou l'ANPE ne se présentent pas comme un ennemi « stage parking ». « L'intérêt est qu'elles offrent une réelle perspective d'embauche à leur terme. Les entreprises sont identifiées », souligne Guilhem Royer, lequel sait que la réussite de ces actions représente un enjeu fort pour l'ANPE.

Il s'agit en effet de montrer aux industriels allemands qu'ils ont à leur disposition un service public de l'emploi performant. « L'enjeu est d'autant plus important, insiste-t-il, que les investissements allemands sont une des chances de la Lorraine, et du bassin mosellan en particulier. » Les deux tiers des emplois créés en Moselle le sont du fait d'entreprises étrangères. Entreprises qui sont à 75 % allemandes.

Laetitia Van Eeckhout

Donner la parole aux salariés

UNE ALTERNATIVE AU MANAGEMENT : LA MISE EN EXPRESSION de Jean Sur

Syros, 242 p., 130 F.

Aujourd'hui les temps sont durs pour le management et les techniques qu'il applique aux salariés. Il n'est plus à l'abri des critiques acerbes. Sous la plume de Jean Sur, elles sont particulièrement virulentes : faiblesse des idées de base, vision élitiste, pédagogie naïve... et pratiques coercitives sous des dehors séduisants. Quant à la formation des managers, elle ne serait qu'une « fumisterie d'illure humaniste ». C'est balayonnée au canon que l'auteur sonne la charge contre la « machine managériale » qui bapote les salariés pour les pressurer. Pour remettre en cause cette machine, et même la ranger au magasin des accessoires, il propose la « mise en expression » qu'il pratique depuis plusieurs années. Il s'agit de permettre au salarié de dire devant une caméra vidéo ce qu'il a sur le cœur en tant que travailleur, citoyen et personne. Une fois montés, ces témoignages fourniront la matière première de réunions où est censé s'affirmer un discours « vrai », à la fois critique et constructif, en rupture avec les habituelles figures imposées du langage convenu et des théories plaquées. Peuvent ainsi surgir une amélioration des relations, une nouvelle approche de l'organisation et de la vie au travail, une plus grande liberté de parole.

Mais le livre ne se borne pas à promouvoir une contre-technique d'animation des équipes de travail. La mise en cause qu'il développe est radicale. Car il considère que la manipulation managériale qu'il dénonce est le bras armé de « l'exigence introuvable d'une société dressée à la compétition, sourde à ce qui n'est pas le profit, fascinée par les résultats économiques ». Et l'entreprise est « un système de plus en plus autoritaire qui, non content de contrôler le destin des travailleurs, prétend aussi s'imposer à leur pensée ». Dans ces conditions, « exister véritablement ou travailler est une tâche herculéenne ». Pour sortir de ce piège, l'auteur suggère de passer d'un « consensus truqué » à une adhésion critique de salariés qui expriment « ce que leur soufflent leur esprit, leur cœur, leur âme ».

Jean Sur a choisi de noircir, voire de dramatiser les situations vécues dans l'entreprise, ce qui déforme parfois son propos. Il apporte cependant une contribution utile à un courant de contestation de plus en plus affirmé, qui pointe les dégâts causés par une certaine logique managériale et qui cherche un nouveau sens au travail.

Comment apprendre ?

ENCYCLOPÉDIE DES PÉDAGOGIES DE FORMATION

Tome I : Histoire et principales approches

Tome II : Méthodes et outils

de Dominique Chalvin.

ESF, tome I : 208 p., 135 F ; tome II : 312 p., 147 F.

Donner au formateur une culture pédagogique de base et des outils pour exercer son métier : c'est l'objectif de ces deux tomes. Dominique Chalvin, un des grands noms de la Cegos, importante société de conseil et de formation, connaît bien son sujet. Il balise les principales étapes de l'histoire de la pédagogie et de l'éducation permanente, en partant de la Grèce antique. Il passe aussi en revue les méthodes employées et décrit leur mise en œuvre, avec des exercices d'application. C'est clair et concret. L'ouvrage peut servir de manuel de base, d'aide-mémoire et de guide d'application aux pédagogues... et aux « andragogues », c'est-à-dire aux formateurs d'adultes. Ceux-ci s'en réjouiront car, comme l'indique l'auteur, « autant les Français se sont passionnés et se passionnent toujours pour la pédagogie scolaire, autant l'andragogie les intéresse peu... ».

Renaître à la vie active

SDF, HISTOIRES DE S'EN SORTIR de Ténah Belmoud et Jean-Pierre Cuisinier

Le Cherche-Midi, 180 p., 196 F.

Dans ce récit, la « vie de galère » de SDF est vue à travers ses épisodes quotidiens, quand il s'agit avant tout de manger, de trouver un abri précaire pour la nuit et de dénicher quelques jours de travail, synonyme de rentrée financière. La passerelle vers l'activité est assurée, en l'occurrence, par une association de réinsertion pratiquant le travail temporaire. Avec le soutien de « bien remplir les missions, tout en employant un maximum de gens fragiles qui ont encore un comportement imprévisible ». En fait, la sortie de l'exclusion « se fait par paliers » et rarement selon un parcours linéaire. Il s'agit « d'une véritable naissance avec souffrances d'après », afin de gagner son autonomie. Ce livre la fait vivre de l'intérieur et montre qu'elle est possible malgré les nombreux aléas auxquels elle se heurte.

Marie-Béatrice Baudet

Daniel Urban

ESSEC

PROGRAMME DOCTORAL

Pour devenir professeur, chercheur, conseiller en gestion et économie d'entreprise

- Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AX-ESSEC
- Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC
- Durée des travaux : environ 3 ans
- Possibilités de bourses de recherches significatives
- Possibilité de pré-recrutement
- DEA « Sciences de Gestion » IAE d'AX-ESSEC

Date limite des candidatures : 15 juin 1997

ESSEC Programme Doctoral associé IAE d'AX-ESSEC

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC S.R. 105 PER 101 Collège-Frontière Cedex

tél. 01 34 43 30 85 fax. 01 34 43 30 01

E-mail : doctoral@essec.fr

Diplômé Bac+5 ou Bac+4 (toutes filières)
Cadre d'entreprise expérimenté (6 ans minimum)

Donnez-vous les moyens d'être encore meilleur

Institut Supérieur du Commerce

3 CYCLES

Audit et Management des ressources humaines
DRH
Audit stratégique/organisation...
Gestion de patrimoine
Conseiller patrimonial...
Expert financier/immobilier...
Finances, Trésorerie, Ingénierie financière
Ingénieur financier...
Trésorier d'entreprise ou de banque...
Marketing et Gestion commerciale
Chef de produit...
Directeur de communication/marketing...
Ingénieur commercial...

Management stratégique, entrepreneurial et de la qualité
Direction d'entreprise...
Manager qualité totale...
Audit et Conseil / Contrôle de Gestion
Contrôleur de gestion...
Auditeur et consultant...
Ingénierie d'affaires et Négociation internationale
Trader...
Ingénieur d'affaires...
Marketing, Logistique et Distribution
Logisticien...
Manager transfonctionnel (Audit, Production, Distribution...)

Institut Supérieur du Commerce
22, bd du Fort de Vaux
75017 PARIS
Fax : 01.40.53.98.98

RECRUTEMENT : 01.40.53.99.99

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR RECONNU PAR L'ETAT

السلامة العامة

CAP GEMINI

ingénieur chef de projet

السلامة العامة

السلامة العامة

338
315 +
57

صكنا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 2 AVRIL 1997 / V



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

Secteurs de Pointe



Division Télécom

Le Groupe CAP GEMINI, leader européen dans le domaine du conseil, de l'ingénierie et des services en informatique et télécommunications, recherche pour sa Division TELECOM en très fort développement, plusieurs professionnels de haut niveau :

CHEFS DE PROJETS CONSULTANTS - ARCHITECTES

Facturation - Gestion clientèle - Centres d'appels
Réseaux intelligents - Administration de réseaux, etc

Vous intervenirez dans le cadre de missions d'envergure ou de grands projets de réalisation de systèmes d'information, pour nos clients opérateurs de télécommunications, en France, en Europe ou dans le reste du monde. Vous serez chargé d'effectuer avec les décideurs et les utilisateurs, les choix stratégiques en matière de développements spécifiques et/ou d'intégration de progiciels. Vous devrez démontrer votre compréhension du métier du client et votre aptitude à maîtriser ses enjeux stratégiques.

Ingénieur Grande Ecole, vous possédez une solide expérience acquise en société de services, en cabinet de conseil ou au sein d'une grande entreprise du secteur des télécommunications (opérateur ou constructeur). Des compétences dans l'un des domaines précités sont fortement souhaitées (en particulier Billing and Customer Care). L'anglais courant est bien sûr indispensable.

Au-delà de vos compétences techniques ou fonctionnelles, vos qualités personnelles seront déterminantes : forte implication, tempérament opérationnel, adaptable, sens aigu du service et du contact client. Nous vous offrons de réelles et nombreuses possibilités d'évolution, au sein d'un grand groupe international, dans un environnement particulièrement ouvert et stimulant. Les postes sont basés à Paris-La Défense mais supposent une réelle mobilité géographique.

Pour tous renseignements, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) notre Conseil MERCIER L'YVAL, 14 bis rue Dura, 75378 Paris cedex 08, sous la référence 39.5201/IM. porteur sur lettre et enveloppe en précisant la ou les fonctions souhaitées.



Ingénierie Concurrente et Systèmes d'Information

Le choix de la valeur ajoutée

Jeune société de conseil à l'industrie et d'ingénierie de systèmes d'information. 143 personnes, 90 MF de CA, présente en Ile-de-France et dans plusieurs métropoles régionales. filiale d'un groupe de taille mondiale.

ingénieurs spécialistes

2 ans d'expérience minimum

Les candidats ayant des connaissances et/ou expériences dans les domaines et/ou secteurs suivants seront reçus en priorité.

Domaines : analyse fonctionnelle, optimisation de processus, simulation, sûreté de fonctionnement, soutien logistique, gestion et échange de données techniques, architecture et développement de systèmes d'information, systèmes automatisés industriels et contrôle commande, management de projet, planification et ordonnancement industriel.

Secteurs : Automobile • Transport ferroviaire • Énergie • Défense • Aéronautique • Spatial • Télécommunications • Pétrole • Agro-industrie • Industries mécaniques, électriques, électroniques.

Autonome, réfléchi, mobile, ayant le sens du service et du contact, votre fort goût pour la technique et votre capacité à vous impliquer dans des projets de premier plan vous permettront rapidement de prendre des responsabilités.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + photo à :

IXI - 89, rue du Gouverneur Général Eboné - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
en précisant sur l'enveloppe la référence LM 9703

Ingénieur chef de projet

Venez étoffer,
dans
le cadre
de notre
développement
d'activité,
l'équipe
en place

De formation Génie Chimique ou Génie des Procédés, vous avez une expérience d'au moins 6 ans en INGENIERIE de «terroir» (Pétrochimie / Chimie Lourde). Vous maîtrisez les phases B.E., conceptualisations, puis réalisations d'Unités ou de Sous-Ensembles en milieu industriel, et plus spécifiquement dans les Procédés Gazeux (lavage/traitement) et Procédés de Séparation. Vous connaissez bien le dimensionnement Process et l'approche exploitation / maintenance / instrumentation de mesure de régulation sur Site. La maîtrise de l'Anglais serait un plus.

Adresser votre dossier de candidature (motivations manuscrites, prétentions, CV et photo), au Cabinet SELF 405 Grand-Gignean, 21 Courtois 84000 AVIGNON

PROCHE AVIGNON

Le CEA recherche pour le Grand Accélérateur National d'Ions Lourds à CAEN, laboratoire commun avec le CNRS un

INGÉNIEUR de sûreté

- **Mission :** Vous serez l'assistant(e) de la direction pour la sûreté du laboratoire. Vous serez chargé(e) de la rédaction et de la mise à jour des documents réglementaires : rapport de sûreté, consignes générales d'exploitation, etc. Vous assurerez les relations avec les autorités de sûreté régionales et nationales. Vous animerez en outre la cellule de sûreté du laboratoire et assurerez le suivi en assurance qualité des opérations correspondantes.
- **Formation :** Grande Ecole ou Université.
- **Expérience :** Expérience dans le domaine de la sûreté nucléaire et solides connaissances de la réglementation. Expérience dans un laboratoire de recherche souhaitable. Pratique de l'anglais appréciée.

Merci d'adresser votre candidature à :

GANIL
Bd Beaucourt
14076 CAEN cedex 5.



L'atome de la recherche à l'industrie



Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Ingénieur Modélisation

VOIES DE TRANSFERT ET ANALYSES DE RISQUE

Afin d'assurer
nos programmes
d'études concer-
nant la gestion à
long terme des
déchets radioactifs,
nous recherchons
pour Châtigny
Malabry (92) un

Au sein du service Biosphère et Environnement, vous participerez à la justification scientifique et technique des choix de voies de transfert de radionucléides et toxiques chimiques. Vous en développerez la modélisation et vous en assurez dans l'environnement la validation (intercomparaisons). Vous effectuerez les calculs requis et veillerez à la mise à jour du code. Par ailleurs, vous assurerez la veille technologique requise.

Jeune Ingénieur ou universitaire, vous êtes à la fois biologiste et statisticien, environnementaliste et modélisateur.

Thésard ou justifiant d'une première expérience de 2 à 3 ans vécue dans l'un des domaines de l'analyse de risques industriels (chimie, agro) et de l'environnement (eau...), vous êtes passionné par ce domaine et prêt à vous y investir pleinement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. C195BC, à Olivier Chamette, OC CONSEIL, 3 rue E. A. Peugeot, Tour COROSA, 92500 RUEIL MALMAISON.

Kappa International Consulting Engineers

Depuis notre création en 1989, notre vocation est d'assister les grands groupes dans la conception et la maîtrise de leurs projets. Notre culture d'entreprise, basée sur le transfert de technologie et de compétences a su séduire nos clients. Pour accompagner notre croissance dans les secteurs : bancaire, télécommunications et industrie, nous recherchons :

CONSEILERS EN INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

De formation supérieure, cinq années d'expérience dans la fonction et la passion de la high-tech sont indispensables.

Candidatures à adresser à Groupe Kappa - service recrutement - La Grande Arche - 92044 Paris La Défense.

INGÉNIEURS GRANDES ECOLES

Débutants ou 2 ans d'expérience, futurs chefs de projet, vous souhaitez vous impliquer dans une entreprise où technologie et qualité sont des réalités quotidiennes.

Plusieurs postes à pourvoir au sein de projets motivants :

- OMT, UML
- C++, Java
- Architecture client-serveur, Corba
- SGBD-R, Objets

Merci d'adresser lettre de motivation et c.v. à Isabelle Bousquet,

OBJECTIF TECHNOLOGIE ■
28 villa Baudran, 94742 Arcueil Cedex.

Certifiée ISO 9001 (Développement/Conseil/Formation) - 1er Prix Qualité 1994

Secteurs de Pointe

Vous voulez vivre au rythme des marchés ?
Rejoignez nos équipes Marketing sur les secteurs
Télécom, Bancaire, Fidélité, Multimédia...

Nombré un mondial de la carte à puce, avec un C.A. de 2,3 milliards de francs, nous sommes là où progressent les nouvelles technologies. Partout dans le monde nous sommes prêts à répondre aux attentes de nos clients. Avec nos 2 900 collaborateurs, vous développerez sans cesse des solutions originales. Vous serez là où les compétences sont en mouvement.



De formation ingénieur + 3^e cycle marketing/commerce, vous avez une expérience d'au moins 3 années dans une fonction similaire acquise dans un environnement de haute technologie. Idéalement, vous avez la connaissance de l'un de nos marchés (Télécom, Bancaire, Fidélité, Multimédia...).

Ingénieurs marketing (Juniors/Seniors)

En relation étroite avec la force de vente et les chefs de produit, vous élaborez et mettez en œuvre une offre produit adaptée à votre marché. Vous définissez la politique de prix/marge, soutenez les équipes de vente et animez un réseau de partenaires. Réf. MPS 01.

Ingénieurs Produits

Interface entre la R&D, la production et les équipes Marketing, vous avez la responsabilité de la définition du produit (élaboration du cahier des charges), de la mise en place et du suivi des équipes développement, et vous êtes garant des coûts et des délais. Réf. MPS 02. Pour ces postes basés à proximité d'Albi-en-Provence, l'anglais courant est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en la référence du poste choisi à GEMPLUS, Service Recrutement, 13381 Gémenos Cedex.

Nous sommes une Société d'Ingénierie filiale d'un grand Groupe, spécialisée dans la maîtrise des risques industriels.

Nous recherchons un

Consultant Senior

Management du Risque Industriel
ou Management de l'Environnement

Au sein de notre Département "Sécurité Environnement Santé", vous aurez la responsabilité commerciale et technique de l'activité "Management Sécurité Environnement", dans le domaine de la chimie, du gaz et du pétrole.

Ingénieur diplômé, vous justifiez d'une dizaine d'années d'expérience dans une Société de Consultants ou dans une Société de Service en Sécurité/Environnement.

Une parfaite connaissance du domaine industriel de la Chimie, du Gaz ou du Pétrole, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables. Ce poste est à pourvoir en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence 9081 au :

Monde Publicité
133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
 qui transmettra

Raytheon Engineers & Constructors est une société internationale leader, spécialisée dans l'ingénierie appliquée à l'industrie alimentaire, pharmaceutique, pétrochimique et chimique. Elle intervient aussi dans d'autres domaines comme l'équipement industriel et exerce des activités liées à l'environnement.

Dans le cadre de son développement, Raytheon Engineers & Constructors, Litwin s.a. (France) recherche

Chef du Service Estimation

Bilingue français/anglais allemand apprécié

A la tête de votre équipe, vous supervisez, contrôlez et approuvez les estimations pour des installations de raffinage, de la pétrochimie, des polymères et de la pharmacie. Connaissance approfondie des réglementations liées aux types d'installation. Ingénieur de formation, vous avez cinq années minimum d'expérience dans un poste similaire. Réf. CSE

Estimateur Instrumentation - Electricité Senior

Bilingue français/anglais allemand apprécié

Vous avez la responsabilité des estimations pour des installations de raffinage, de la pétrochimie, des polymères et de la pharmacie. Connaissance approfondie des réglementations liées aux types d'installation. Ingénieur de formation, vous avez dix années d'expérience dans un poste similaire. Réf. TEI

Raytheon Engineers & Constructors
 Litwin s.a.

Estimateur Senior

Bilingue français/anglais allemand apprécié

Vous exécutez des estimations tous corps d'état, dans les domaines du raffinage, de la pétrochimie, des polymères et de la pharmacie. Pratique courante des estimations de marchés de travaux (France, Export) particulièrement recherchée. Expériences en construction et planification appréciées. Ingénieur de formation ou formation équivalente, vous avez dix années minimum d'expérience dans un poste similaire. Réf. ET

Pour tous ces postes, la connaissance et la pratique de la micro-informatique (Excel et Word) sont indispensables. Les postes sont basés à Puteaux.

Nous recherchons des personnes faisant preuve d'esprit d'analyse, d'initiative et d'adaptation.

Motivation, flexibilité, créativité, sens du travail en équipe, mais aussi autonomie et mobilité sont des qualités indispensables. Raytheon Engineers & Constructors, Litwin s.a. offre un environnement de travail dynamique au sein d'une entreprise internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi à Raytheon Engineers & Constructors, Direction des Ressources Humaines, 5 rue Chantecod, 92808 Puteaux Cedex.

Auditeur interne junior

Rattaché à la Direction Financière, le département Audit Interne intervient sur la branche européenne et la branche américaine Mack Trucks.

Par une méthodologie forte et des outils appropriés, votre département apporte son aide au management afin d'améliorer son efficacité et rendre notre entreprise plus performante. Le renouvellement de notre force d'audit interne nous conduit à intégrer de nouveaux collaborateurs.

Sous la responsabilité d'un chef de mission, vous réalisez des missions d'audit interne dans les secteurs industriel et commercial. Vous analysez et appréciez l'organisation et les systèmes de contrôle interne de l'entreprise. Vous formulez des recommandations en vue de corriger les déficiences décelées et proposez des améliorations. Vous présentez et défendez vos propositions auprès des Directions auditées.

Compte tenu de la nature industrielle de nos métiers, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs. Vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience d'un ou deux ans au sein d'un cabinet d'audit qui vous a permis de développer vos qualités de rigueur et d'analyse.

Curieux, critique, vous êtes indépendant mais savez travailler en équipe. Vos qualités rédactionnelles ainsi que votre capacité à prendre la parole en public sont indispensables pour réussir dans ce poste. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais ainsi qu'une autre langue. Vous êtes disponible pour de fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence Audit à Renault V.I., Service recrutement des cadres, 40 rue Pasteur, 92150 Suresnes Cedex.



RENAULT V.I.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche un

Ingénieur Brevets Généraliste orienté Mécanique & Electrotechnique

SUD DE LA FRANCE

Au sein du service PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, outre la charge de la rédaction et des dépôts des brevets tant en France qu'à l'étranger, votre mission consistera notamment à gérer le portefeuille brevets, à assurer le traitement et le suivi des dossiers contentieux, à entretenir les relations avec les cabinets internationaux spécialisés en P.I.

Très autonome, pragmatique, homme/femme de contact, vous êtes parfaitement bilingue anglais. Pour ce poste, l'allemand serait un plus.

De formation Ingénieur Généraliste, "CEPISTE", manœuvrier européen si possible, vous avez, par ailleurs, une expérience réussie de 3 à 5 années minimum dans un poste similaire en entreprise ou en cabinet.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous la référence ISME1702 à notre Conseil : EGGO Conseils - 10, rue de Puy - 75013 PARIS

Discrétion totale assurée.

→ EGGO Conseils

sans frontières

Au delà des frontières technologiques, géographiques, culturelles

et au cœur des progrès les plus spectaculaires

dans tous les secteurs d'activités, le talent des

26 000 hommes

et femmes de

SGS-THOMSON

dans le monde,

permet de relever

chaque jour les défis

sans cesse renouvelés

de notre métier :

la micro-électronique.

Dans le cadre de ses activités, notre division VIDEO, basée à Grenoble, recherche pour son laboratoire d'applications un

Spécialiste démodulation digitale

Vous êtes chargé d'assurer le développement de cartes d'évaluation autour des produits circuits intégrés de démodulation GAM et/ou COFDM et de leur caractérisation. Vous assurez le support technique aux clients et participez au développement d'architecture système.

Vous êtes ingénieur et justifiez de plusieurs années d'expérience dans les techniques de réception de démodulation digitale (COFDM, GAM, GFSK et autres techniques de démodulation digitale à large bande).

Anglais indispensable et déplacements internationaux fréquents.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence "DEO/DD" à SGS-THOMSON Microelectronics, Carmela d'Arca, BP 217, 38019 GRENOBLE cedex.

e-mail : carmela.darca@st.com



150 000 000

338
315 +
53

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 2 AVRIL 1997 / VII

Secteurs de Pointe



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 Fmn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 Fmn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

cité de la musique



Le musée de la musique
c'est 4500 instruments
et 900 œuvres exposées.

Responsable du laboratoire technique de restauration

Sous l'autorité du Directeur du musée
de la musique, votre rôle consistera :

-   encadrer une équipe de 4 restaurateurs,
-   mettre en œuvre, en collaboration avec d'autres musées une politique de recherche prospective,
-   étudier les problèmes physico-chimiques de la conservation préventive et curative des collections.

Pour remplir ces missions, vous devez posséder une formation scientifique et technique validée par un diplôme des Arts et Métiers ou son équivalent, de solides connaissances musicales,

une très bonne maîtrise des nouvelles technologies (techniques de numérisation, photographiques, technologie exploratoire des matériaux).

Le candidat doit disposer d'une excellente aptitude à l'encadrement. Une formation acoustique et/ou organologique serait un plus.

Les candidatures (lettre de motivation et CV) sont à adresser au Responsable des ressources humaines de la Cité de la musique, 221 av. Jean Jaurès, 75019 Paris.



Filiale commerciale française d'un groupe international spécialisé
dans l'équipement automobile et caractérisé par son
dynamisme et ses innovations technologiques recherche un

Ingénieur Technico-Commercial Chargé de Projets

Région Parisienne

+/- 250 KF

Rattaché à la Direction du premier équipement, ce poste à responsabilités vous permettra d'assurer une mission très diversifiée :

- Vous développez des relations commerciales et techniques avec nos clients.
- Vous  tablissez des contacts privilégiés avec les bureaux d'études constructeurs.
- Vous êtes l'interface entre les clients et nos services internes.
- Vous prenez en charge de nouveaux projets d'information, d'amélioration du service à nos clients, ainsi que d'autres missions destinées à développer notre activité.

  28/35 ans, de formation ingénieur Grandes Ecoles ou spécialisée, vous avez acquis une réelle connaissance du secteur automobile par une expérience de 3 à 5 années chez un constructeur ou un équipementier.

Vos excellentes qualités relationnelles, vos réelles aptitudes d'organisation et d'adaptation vous permettront de démontrer votre capacité à gérer tant les aspects conceptuels que pratiques de votre mission.

La maîtrise de l'anglais et votre potentiel vous permettront d'évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser CV + photo + lettre de motivation + né de tél + rémunération actuelle à Christophe Rosset, Michael Page Ingénieurs & Production, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (candid  2,23 Fmn) SOUS référence CR15477

FTP Michael Page Ingénieurs & Production
Le spécialiste du recrutement pour l'Industrie

Venez guider nos clients dans leur choix en progiciel de gestion !

Nos comparatifs, publications, séminaires et missions de conseil aident les entreprises dans leur démarche de choix de progiciels et d'évolution des systèmes d'information. Associés au cabinet américain META Group, nous développons nos activités à l'international et nous renforçons nos équipes de

Consultants

Vous apporter aux clients les méthodes et expertises pour : fixer les critères de choix de progiciels de gestion adaptés à leurs besoins, faciliter leur acquisition et leur mise en place. Vous réaliser des études, check lists et catalogues qui feront référence. Vous organiserez et animerez des séminaires qui eux aussi traduiront votre connaissance du monde des progiciels et de ses acteurs.

De formation bac+5, depuis 3 à 5 ans dans un cabinet de conseil, en

SSII, chez un éditeur ou un utilisateur, vous maîtrisez un ou plusieurs domaines fonctionnels (finance, commercial, logistique, production...) et vous avez participé à la définition des besoins et à la mise en place de progiciels majeurs du marché (si possible d'ERP). Vous souhaitez valoriser vos qualités d'expression dans un environnement qui conjugue initiative et rigueur. Poste basé à Paris. Fréquents déplacements. Anglais impérieux. CFPM apprécié.



Merci d'adresser un dossier complet à notre conseil Denis Bellocq, SIRCA, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, sous référence 155 817 M.

Votre avenir passe par Tebis

Avec le système CFAO Tebis, les constructeurs automobiles et leurs fournisseurs en métiers, modèles et outils d'emboutissage ont la garantie d'une qualité et d'une efficacité optimales.

Le groupe Tebis (société mère à Munich), compte parmi les professionnels de la CFAO qui connaissent la plus forte croissance à l'échelle mondiale. Tebis France SARL, située à Lyon, recherche son

Directeur Commercial Futur Gérant

pour prendre la direction de la société dans les meilleurs délais.

Il aura en particulier la responsabilité du développement commercial de la filiale française en tant que composante d'un groupe international en pleine croissance et sera chargé de l'intégration des produits Tebis sur le marché français tout en tenant compte des impératifs techniques, de personnel (4 personnes) et d'organisation.

Ingénieur, à 35/40 ans, vous connaissez bien l'univers de la CFAO et si possible des machines à commande numérique.

Ce poste à pourvoir à Lyon nécessite, compte tenu de son environnement international, de très bonnes connaissances en anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) sous réf. 0397B   EDLIS Consultants - 103 Av. de Sève 69003 LYON.

itebis
Les experts en CFAO

Explorez une nouvelle voie

Une carrière dans le conseil en
recrutement de haut niveau.

Il est probable que vous n'avez jamais envisagé d'évoluer vers le conseil en recrutement. Ce marché concurrentiel est l'un des rares à offrir autant d'opportunités de réussite.

Notre produit est le plus insaisissable, le moins prévisible et le plus passionnant : les hommes.

Aujourd'hui le groupe Michael Page Pte leader européen et français du recrutement réalise un CA de 870 MF.

Michael Page Ingénieurs & Production est spécialisé dans le recrutement de cadres pour l'industrie, nous nos consultants sont issus du métier pour lequel ils sont amenés à recruter.

Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons des ingénieurs de formation ayant 1 à 4 ans d'expérience dans l'industrie et un temp r ment commercial affirmé.

En échange d'un fort investissement et de l'adhésion à notre esprit d'équipe, nous vous proposons une formation complète à nos méthodes et la prise en charge rapide du processus d'une mission de recrutement ; nous offrons pour cela de réelles responsabilités et une évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser CV + photo + né de tél + r m. actuelle à Fabrice Lacombe, Michael Page Ingénieurs & Production, 3 h d Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPage sous Réf. FL12222

FTP Michael Page Ingénieurs & Production
Le spécialiste du recrutement Industriel

Geoservices, présent dans plus de 50 pays, en forte croissance et technologiquement très en pointe dans le domaine des services pétroliers, crée la fonction de

TECHNOLOGY MANAGER

Votre mission : aidé d'une équipe très qualifiée de 20 personnes, vous développez le savoir faire technique / technologique de Geoservices, dans les domaines de la mécanique, de l'électronique, de l'informatique, et des mesures physiques, pour faire évoluer nos matériels dans des environnements extrêmes de température, pression et vibration.

Ingénieur Grande Ecole plus spécialisation, vous possédez une expertise de 10 à 15 ans, notamment en mécanique. Votre anglais est courant.

Merci d'envoyer votre C.V. + lettre, sous la référence TM 0197,   :

Geoservices - 7 rue Isaac Newton - BP 20 - 93151 Le Blanc-Mesnil Cédex



Directeur Industriel

Leader dans le secteur de la lingerie de séduction, nous sommes une entreprise familiale dynamique, en forte croissance.

Homme d'initiative, membre du comité de direction, vous êtes responsable de la gestion de 400 collaborateurs, de l'optimisation des prix de revient et de la logistique industrielle.

De formation Ingénieur ou Grandes Ecoles,  g  de 35/45 ans, spécialiste du Textile/Habillement vous justifiez d'expériences réussies dans le secteur.

Basé   St Savin (86), près de Poitiers, vous dirigez 2 unités de production en France, et la sous-traitance en France et à l'étranger. Poste à pourvoir en septembre 1997.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à AUBADE - 8, rue Etienne Marcel 75002 Paris.



**MAÎTRISER LES CHANGEMENTS EN EUROPE DU SUD
C'EST NOTRE VOCATION.
MAÎTRISER VOTRE ÉVOLUTION
C'EST VOTRE AMBITION**

CSC Continuum Socs
Les technologies d'aujourd'hui
doivent s'adapter aux changements
de demain.

Ingénieur avant-vente
Rattaché à la direction commerciale Europe du Sud, vous aurez la responsabilité
du support avant-vente, des solutions Worldview et Call Center de CSC Continuum.
Avec une approche globale de la vision de nos besoins clients, vous êtes fort
de propositions. Votre esprit d'analyse et d'analyse vous permettra de prendre
ponctuellement la responsabilité du démarrage de certains projets.

A 25-30 ans, de formation Ingénieur, avec une expérience significative idéalement
dans l'avant-vente, vous maîtrisez parfaitement les systèmes de Worldview,
l'architecture client/serveur et le développement d'applications en tant que chef de projet.
Vous parlez couramment l'anglais et l'espagnol. Des notions d'allen seraient un plus.

Ce poste est basé à Charleroi.

Achetez votre dossier (lettre de motivation, CV photo et prétentions) à
CSC Continuum Socs, DRH, 14 place de la Coupole, 94227 Charleroi Cedex.

CSC
Computer Services Corporation

**Important groupe français (15 000 personnes),
dans le cadre de la mise en place de son nouveau système d'information
recherche son**

**Ingénieur système
DBA ORACLE**

Rattaché au Responsable Technique et Architecture du groupe vous participez à la définition et
à la conception du nouveau système d'information dans le domaine SGBDR ORACLE et sur
les outils Middleware et Infocentre à mettre en œuvre en environnement Windows NT.

Votre mission consiste à :

- Définir et concevoir les solutions bases de données.
- Concevoir et mettre en œuvre les procédures d'installation et d'exploitation.
- Exploiter les bases de données ORACLE.
- Participer au déploiement des solutions.
- Supporter les équipes d'exploitation et de développement.
- Mettre à jour la veille technologique et le choix des solutions Datawarehouse et Infocentre.

Agé de 28/35 ans, fort d'une expérience de 3 à 5 ans dans la conception et l'administration de
bases de données ORACLE, vous avez réussi le début de votre carrière dans une fonction simi-
laire et vous avez participé activement à la refonte d'un système. Vos qualités relationnelles et
de communication, votre dynamisme et votre capacité à vous impliquer sont des atouts néces-
saires pour réussir dans ce poste très opérationnel. Un anglais courant sera apprécié.

Merci d'adresser votre CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Frédéric de Langsdorff,
Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de taper votre CV
sur 3617 code MPAGE sous la référence FLF16252.

Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

MICROSOFT CONSULTING SERVICES

La vocation de Microsoft Consulting Services est d'apporter un conseil à l'ensemble de
ses clients (grands comptes et administrations) ainsi qu'à ses partenaires (constructeurs,
intégrateurs, SSII) pour bâtir leurs solutions informatiques.

Nos consultants (50 personnes en France), intervenants experts, sont présents dans le
monde entier et proposent des prestations de planification, de conception et de mise en
œuvre tirant pleinement parti des technologies Microsoft.

Nous renforçons nos effectifs et recherchons des

**CONSULTANTS
ARCHITECTES DE SYSTÈMES**

Ingénieur de formation, à 30/35 ans environ, vous êtes un spécialiste de l'architecture et de la
conception de systèmes d'information. Vous maîtrisez les technologies client/serveur et réseaux.
Vous intervenez sur des projets stratégiques de refonte de systèmes d'information et d'architecture.
Reconnu pour votre compétence technique et votre professionnalisme, passionné de l'innovation
technologique, nous vous offrons la possibilité d'évoluer au sein d'une équipe performante engagée
dans la qualité et la réussite de ses missions.

Notre environnement international nécessite un bon niveau d'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, C.V. et prétentions) sous réf. 3141/01
à notre Conseil : ALPHA CDI - 20 avenue André Malraux - 92309 Levallois-Perret cedex.

Microsoft
JUSQU'OU IREZ-VOUS ?

**CADRES
ON LINE**

Réseaux

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR
Internet <http://www.cadresonline.com> 0615 cadresonline.com

INGÉNIEURS GSM

INGÉNIEUR COMMERCIAL TELECOM

Au sein de la Division Commerciale France, vous assurerez la responsabilité Commerciale dans la gestion et le
développement de ses grands comptes. Dans le cadre de cette mission, vous prenez tout particulièrement des
responsabilités sur quatre points clés :

- la préparation et le suivi des offres commerciales en relation avec l'équipe "Product Line Management" et
"Business Development".
- l'analyse des besoins du client en termes de produits et de services.
- le suivi de la réalisation des contrats en collaboration avec le Département "Gestion des Contrats".
- l'appui aux Chefs de Projet dans leurs négociations avec la clientèle.

Pour réussir, vous avez à votre disposition une école de commerce ou d'ingénieurs, environ 3 ans d'expérience commerciale
dans les télécoms ou dans l'informatique. Maîtriser bien l'anglais vous sera un excellent atout relationnel. RE.162/02

**INGÉNIEURS MARKETING-PRODUIT
RESEAU GSM SWITCH**

Intégré au département Marketing-Produit, vous prenez en charge l'analyse des besoins produits des clients
pour les aspects Switch du système GSM et la transcription de ces besoins en de futurs développements produits.
Vous travaillez en étroite collaboration avec les départements ventes et marketing pour obtenir une vision globale
des stratégies sur le marché et définir, par la suite, la stratégie et les besoins de développement des produits.

Ingénieur Télécom, vous avez de bonnes connaissances en télécommunication (GSM/DCS 1800) et possédez
idéalement 3 à 5 ans d'expérience dans le secteur des télécommunications. Vous êtes bien sûr bilingue anglais.

Selon vos compétences, trois types de postes sont proposés :

- Signalisation / protocoles, protocoles GSM, Interface MAP (ex. : ISUP, TUP, R2), RAS, MPS/M1.1
- Service utilisateur final (ex. : envois d'appels, conférences, réseaux privés virtuels ...), Services GSM, Services
de données, réseaux intelligents, RAS, MPS/M1.2
- Services réseaux annexes (ex. : SMS, facturation, messagerie, VMS, HLR, gestion de réseau, OSS, CC&B,
production de données IWF), RAS, MPS/M1.3

Pour ces postes basés à Guyancourt (78), adressez vos lettres de motivation, CV, photo et prétentions sous la référence
choisie, à Noriel Matra Cellular, DRH, Arnette Comella, 1 place des Frères Montgolfier, 78042 Guyancourt.

**NORTEL MATRA
CELLULAR**

**Chef de Produit
Serveur**

300/350 KF **Paris**

Exceptionnelle opportunité, pour un jeune chef de produit, de rejoindre
l'équipe marketing France du constructeur informatique
le plus dynamique du marché.

LA SOCIÉTÉ

- ◆ 5ème constructeur informatique mondial.
- ◆ 5,3 Milliards de CA.
- ◆ Croissance de plus de 60 % par an en France.
- ◆ Diversification et innovation constantes.
- ◆ Forte implantation commerciale.

LE POSTE

- ◆ Sous la responsabilité du Directeur Marketing France, vous :
- analysez le marché, la concurrence et le positionnement de vos produits : les serveurs,
- adaptez la stratégie européenne du groupe aux exigences de votre marché,
- créez les outils de support à la vente, et contribuez activement à la réalisation de la politique commerciale.

PROFIL RECHERCHÉ

- ◆ 28/30 ans.
- ◆ Grande Ecole de Commerce ou Ingénieur + MBA, avec 2 à 5 ans d'expérience dans le monde du Hardware. Connaissance des serveurs souhaitée.
- ◆ Compétences commerciales et marketing.
- ◆ Sens du résultat, de l'implication et des responsabilités. Esprit d'analyse et aisance rédactionnelle.
- ◆ Forte capacité de travail. Potentiel d'évolution.
- ◆ Anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. 70301/1M à
N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.

NBS

Paris-London - Aberdeen-Birmingham -
Bristol - City - Edinburgh - Glasgow -
Leeds-Manchester - Slough - Madrid

300/350 KF

388
315+

صحنات الامل

NON INTERDITE

Réseaux Informatique télécommunications

3615 LEMONDE (2-23 Pnm) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

LE MONDE / MERCREDI 2 AVRIL 1997 / IX

N'attendez pas qu'on soit dans le dictionnaire pour nous rejoindre

Paris
Grenoble
Rennes
Nantes
Lyon

TEAMLOG [e-mag]

Depuis 1991, TEAMLOG est une entreprise spécialisée dans le développement de logiciels pour les entreprises. Nous sommes une société de service informatique de 900 personnes. Depuis plus de 17 ans, nous développons des compétences techniques et fonctionnelles de haut niveau qui sont reconnues par les plus grands comptes du tertiaire et de l'industrie. Pour faire face à notre croissance, nous souhaitons recruter :

- Conception et développement SGBDR sous UNIX, LAG, Infocentre, IBM, C++.
- Développement de logiciels réseaux WAN et LAN et téléphonie.
- Conception d'architectures et administration de réseaux voix/données/images.
- Conception et réalisation de systèmes temps réel.

Synonymes : ambition, convivialité, croissance, solidité financière.

N'attendez pas, envoyez-nous votre dossier en précisant le lieu de travail souhaité : TEAMLOG, 50 avenue Victor Hugo 75116 Paris. Fax : 01 45 00 50 20 E-mail : candidature@teamlog.fr



SOLERI-CIGEL

Nous sommes une Société de Service Informatique de 900 personnes. Depuis plus de 17 ans, nous développons des compétences techniques et fonctionnelles de haut niveau qui sont reconnues par les plus grands comptes du tertiaire et de l'industrie. Pour faire face à notre croissance, nous souhaitons recruter :

DIX UNIVERSITAIRES - NON INFORMATIENS Maîtrise - D.E.A.

NOTRE PREMIER OBJECTIF :

"VOUS FORMER A L'INFORMATIQUE DE GESTION"

Nous vous proposons une formation de 1200 heures à l'informatique, dans le cadre d'un contrat de qualification.

Au cours de cette formation qui se décomposera en cours théoriques et stages d'application, vous pourrez acquérir les concepts de l'informatique (programmation, méthodes...) ainsi que les techniques les plus courantes (AGL, LAG, SGBD...).

Tout au long de cette formation vous bénéficierez de l'encadrement de professionnels chevronnés.

Atteint, notre objectif est de vous faire évoluer vers les métiers de concepteur, de chef de projet, de directeur de projet.

Agé de moins de 26 ans, vous êtes diplômé de mathématiques, physique, chimie, sciences économiques, gestion... l'informatique vous intéresse et vous souhaitez en faire votre métier.

Alors n'hésitez plus, prenez contact avec nous, nous nous ferons un plaisir de vous présenter notre structure et nos projets de développement.

PROCHAINE SESSION MAI 1997

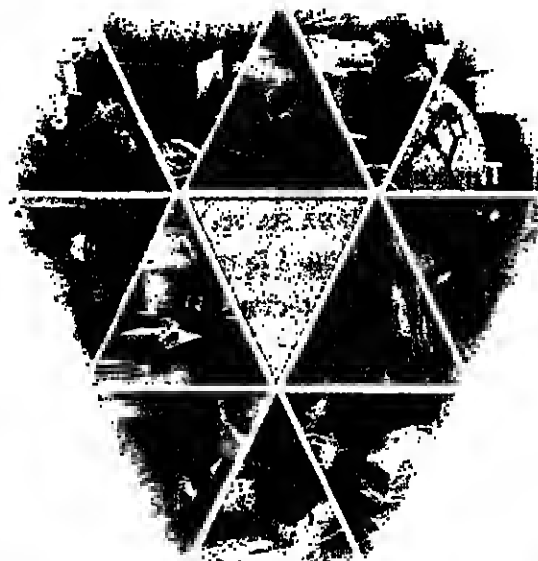
Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre + cv) en précisant la référence 11.97 à Jean-Luc BLONDY à l'adresse suivante : SOLERI-CIGEL - Immeuble Lavoisier - 92052 Paris la Défense cedex



UNE NOUVELLE MANIÈRE DE CONCEVOIR LE LOGICIEL

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Au cœur des télécommunications, conservez votre longueur d'avance



Alcatel Télécom est l'un des leaders mondiaux des systèmes de télécommunications, avec une gamme de produits et services allant de la computation numérique aux systèmes de transmission, des liaisons radio ou spatiales aux services de téléphonie mobile cellulaire.

CONSULTANTS TÉLÉCOM GESTION DE RÉSEAU

Pour la gestion de réseau de l'ensemble de ses produits, Alcatel Télécom a mis en place une plate-forme TMN moderne, Almap, qui fournit aux différentes divisions d'Alcatel Télécom les outils de développement et applicatifs communs nécessaires à une gestion intégrée multivendeurs.

De conception orientée objet et conforme aux standards les plus récents, Almap se positionne comme leader du marché, et implémente les concepts de systèmes distribués, clients-serveurs. Pour contribuer à son succès grandissant, Alcatel Télécom renforce l'équipe conseil-support d'Almap.

Véritable expert auprès des clients internes et externes, vous les assistez dans la conception, le prototypage, le développement d'applications de gestion dans des domaines aussi variés que : ATM, Mobiles, SDH/SONET, ADSL, Satellites. Dans ce cadre, vous assurez l'interface entre les utilisateurs et les équipes R&D, Gestion de Produit, Ventes et Promotion d'Almap.

De formation ingénieur grande école, vous avez 5 à 10 ans d'expérience en informatique, télécommunications et gestion de réseau et bénéficiez idéalement d'une double compétence de développement et de support client. Toutes ces notions - TMN, CMIP, OSI, TCP/IP, SNMP, HP CV DM, C++, Web, Java, CORBA, IDL, GDMO/ASNI - vous sont familières. Un anglais parfait et un solide sens relationnel sont indispensables pour ce poste, basé en banlieue sud de Paris, qui nécessite de nombreux déplacements en France et en Europe.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 3980 à : Austin Knight - 26, avenue de l'Opéra 75001 Paris, qui transmettra.

Le leader de la mesure d'audience de la télévision et de la radio en France recherche son

Chef de Projet "Mesure d'audience des services en ligne"

Futur responsable de cette nouvelle activité, vous serez chargé de la lancer et de la développer (mise au point du projet - prospection - établissement des propositions et vente du service - suivi de l'évolution du service - suivi technique et veille technologique...).

Ingénieur réseaux et télécom, vous avez quatre à cinq ans d'expérience professionnelle acquise dans l'informatique et les télécoms, dont au moins deux ans dans un poste en rapport avec l'Internet (exploitant de site ou éditeur).

Vous connaissez bien l'univers des réseaux TCP/IP, les archi-

tectures de réseaux, les OS : UNIX - WINTEL (Windows 3.95 et NT) - MAC syst.7+. Si vous êtes passionné par les nouvelles technologies de l'information, mais aussi capable de développer de façon autonome une activité, et de commercialiser un service qui, à terme, doit devenir un point fort de notre société, nous vous apporterons les autres bases de la réussite de votre carrière.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence MYM à Yves Marie Consultants, 80 rue Cardinet, 75017 Paris.

Yves MARIE
Consultants

Des activités diversifiées autour d'un point commun : LA SANTÉ
GROUPE REGIONAL DE MUTUELLES
recherche POUR SON GIE Informatique

SON RESPONSABLE QUALITÉ DE METHODES HA

Poste basé à Angers.

Dans un cadre d'évolution de notre environnement informatique, notre plan d'action intègre trois grands axes :

- Migration de nos plates-formes techniques vers des systèmes « ouverts ».
- Qualité d'informations pour tous nos métiers.
- Facilitation de la communication et des échanges.

Dans ce contexte, membre du Comité de Direction du GIE, vous piloterez une démarche qualité :

- en consultant et en assistant nos utilisateurs dans l'expression de leurs besoins,
- en élaborant et en mettant en œuvre les procédures de travail et de communication,
- en optimisant les outils et méthodes dans une optique d'amélioration des processus et des organisations.

De formation ingénieur ou école supérieure de commerce, vous avez une expérience confirmée dans une fonction similaire. Rigoureux et méthodique, vous êtes pédagogue et avez d'excellentes aptitudes relationnelles.

Adresser lettre + CV + photo à
HARMONIE MUTUALITE
67, rue des Ponts-de-Cé - BP21 - 49010 ANGERS cedex 01

Groupe français de dimension internationale (30 filiales). Lectra Systèmes est leader mondial pour la conception, la fabrication et la commercialisation de systèmes de CFAO, pour l'industrie de la confection et les autres industries utilisant des matériaux souples tels que la chaussure, l'ameublement et les textiles techniques. Avec plus de 1 200 personnes dans le monde, Lectra Systèmes réalise un chiffre d'affaires de 930 millions de francs dont 85 % hors de France et compte environ 5 500 clients répartis dans 80 pays, et recherche pour sa Direction de l'organisation et du système d'information :



Informatique - Réseaux Télécommunications

Opérateur télécom mondial de premier plan recherche, dans le cadre de la poursuite du développement en Europe de son propre réseau :

**POUR UN GRAND PROJET EUROPÉEN D'INFRASTRUCTURE
FIBRE OPTIQUE**

Chef de Projet Adjoint

Secondant le chef de projet, vous êtes plus particulièrement responsable de la coordination et du suivi du planning, du suivi des contrats passés avec l'ensemble des sous-traitants et de la consolidation mensuelle des dépenses du projet.

A 28-38 ans environ, ingénieur ou équivalent, vous possédez une expérience internationale avec des responsabilités de coordination et de suivi de planning sur un projet d'infrastructure, de préférence lié aux télécoms. R.M. CPA

Responsable Coordination de la Documentation du Projet

Vous mettez en place les outils de gestion et d'accès à la documentation du projet. Vous validez l'exhaustivité et la qualité de cette documentation et mettez en œuvre les actions correctives nécessaires. Vous supervisez la réalisation des essais. L'ensemble de ces activités s'effectue en relation avec la direction des opérations.

De formation technique télécom, possédant une expérience de mise en service de réseaux, votre expérience du terrain vous permet d'appréhender la documentation globale nécessaire au succès d'un grand projet télécom. R.M. RCDP

POUR LE GROUPE CENTRAL DES OPÉRATIONS EUROPE Responsable Statistiques et de l'Analyse des Performances

Vous réunissez les différents indicateurs chiffrés mesurant la performance du réseau, les capacités, les aspects budgétaires, des principales villes européennes connectées, afin d'en réaliser une synthèse opérationnelle. Vous possédez une première expérience d'acquisition et d'exploitation de données sur système informatique, de préférence dans un environnement télécom ou high tech. R.M. RSAP

Responsable des Nouveaux Produits et Services

En liaison avec le département Engineering, vous gérez la documentation et les procédures opérationnelles pour l'utilisation de nouveaux équipements télécoms destinés à développer de nouveaux services. Vous coordonnez l'implémentation et l'exploitation de ces produits.

De formation technique télécom, votre expérience dans l'ingénierie de solutions et/ou dans l'exploitation d'un réseau télécom, vous a permis de maîtriser les équipements de télécommunication (transmission, SDH, ATM, multiplexage...). R.M. RNP

Responsable de la Documentation Technique Opérationnelle et de la Formation

Vous réunissez et organisez la documentation existante (installations et équipements du réseau européen) afin d'en faciliter l'accès et l'exploitation opérationnelle. Vous organisez et planifiez les formations aux nouveaux matériels pour les équipes opérationnelles.

De formation supérieure, vous possédez une expérience dans la rédaction de documentation technique dans un environnement high tech (réseaux, télécoms, informatique...). R.M. RDPF

POUR LA DIRECTION DES OPÉRATIONS FRANCE Responsable du Service Installations

Rattaché au directeur des opérations, vous êtes responsable d'une équipe assurant sur le terrain la connexion des clients au réseau, l'approvisionnement et la gestion du stock de l'ensemble des équipements nécessaires, la maintenance des installations périphériques (énergie, climatisation...). Vous possédez une expérience similaire chez un fournisseur et/ou un opérateur. R.M. RSI

Responsable du Centre des Opérations de Supervision et de Maintenance du Réseau

Rattaché au directeur des opérations, vous êtes responsable d'une équipe chargée de configurer les équipements pour les installations clients, de gérer la capacité (vente passante, équipements...), de qualifier les pannes sur le réseau et de définir et contrôler les procédures d'intervention.

De formation technique, votre expérience en informatique et/ou télécoms, vous a permis de bien connaître les architectures réseaux, les installations télécoms privées et les équipements de l'opérateur public. R.M. RCO

Ces postes sont basés à Paris et demandent une excellente maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo + rémunération souhaitée sous référence choisie à Bruno LAVASTE, RH PARTNERS, 365 rue de Vaugrand, 75015 PARIS.

RH PARTNERS

Ingénieurs Commerciaux

Giga

Fondé en 1995 par Gideon Gartner, fondateur et ex-PDG du Gartner Group, Giga Information Group propose aux décideurs des plus grands groupes mondiaux ses services innovants d'aide à la décision, dans le domaine des technologies de l'information.

Les analyses, informations, analyses et experts de Giga sont accessibles à travers GigaWeb ou GigaNotes.



Ingénieurs Commerciaux H/F

Vous avez de 3 à 5 ans d'expérience de prospection et de vente auprès des Directions des Systèmes d'Informations de grandes entreprises françaises.

Vous êtes ambitieux et motivés par les challenges d'une start-up à forte croissance.

Vous possédez une connaissance approfondie de l'anglais vous permettant de travailler dans une équipe internationale.

Envoyez-nous votre CV en anglais par fax au 01 48 25 41 93 ou par email à : BTourne@gigaweb.com.

La rubrique

Le Monde

INITIATIVES LOCALES

vous propose
des opportunités d'emploi
en Collectivités Territoriales

Prochaine parution
le vendredi 4 avril*

Contactez Sacha LAUZANNE
au 01.44.43.77.34

* daté samedi 5

Filière d'un groupe industriel de dimension internationale, nous sommes une des trois premières sociétés dans le monde à fabriquer industriellement des tôles plaquées destinées à tous les grands projets industriels (industrie nucléaire, thermique et chimique). Pour renforcer notre équipe commerciale, nous recherchons un

Ingénieur technico- commercial

Rattaché au directeur commercial, vous avez la responsabilité de la prospection du marché et de l'établissement des devis. Vous menez les négociations sur les plans technique, commercial et assurez le suivi technique et administratif des ventes.

Base ou siège social à Paris, vous êtes en relation avec l'unité de production située dans le Sud-Ouest et effectuez de multiples déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Vous êtes ingénieur mécanicien de formation ; une ou

deux années d'expérience commerciale sur les marchés de la pétrochimie et de l'énergie seraient un atout supplémentaire.

Cette fonction exige de solides connaissances techniques et une réelle aptitude à la relation commerciale. La pratique de l'anglais est indispensable et celle de l'allemand souhaitable. Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 12831, à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

Sciences et Santé

Gist-Brocades, un des leaders mondiaux en biotechnologie (pénicilline, levures, enzymes) recrute pour son unité de recherches microbiologiques et génétiques appliquées à l'agro-alimentaire (principalement enzymes)

UN(E) SPECIALISTE EN GENETIQUE DES MICROORGANISMES.

Docteur (elle) aura plusieurs années d'expérience post doc dans le secteur privé ou public. Il (elle) intégrera son expertise scientifique (Génétique, Physiologie, Biochimie) au sein du groupe pour mener à bien les projets de recherche. Expérimentant au laboratoire il (elle) anime une équipe en charge du "screening" et de l'amélioration des souches. La connaissance et la pratique de la biologie moléculaire avec une expérience des "Fungi" sont requises. La robotique est utilisée au laboratoire. Anglais indispensable.

Le poste basé en métropole Lilloise, est à pourvoir rapidement. Adresser lettre de motivation et CV en Anglais sous la référence GEN à :

Gist-Brocades France SA
Direction des Relations Humaines - B.P. 239 - 59472 SECLIN cedex

السيد عبد الحليم

VALONISER
NOS RESSOURCES HUMAINES

338
315+

صكتنا من الاعمال

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 2 AVRIL 1997 / XI



Juristes Ressources Humaines

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 Fmn) MODÈLE 3615 LEMONDE (2,23 Fmn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

Un avenir
gonflé d'énergie

JURISTE

Nous sommes
une Fédération
Professionnelle représentant
6000 Mutuelles et 40 milliards
de chiffre d'affaires.
Leader dans le domaine de la
complémentaire maladie et de
la santé avec 25 millions
de personnes protégées,
nous sommes également un
intervenant significatif de la
prévoyance.
Nous recherchons un

Au sein de notre Département
Juridique, vous suivez
l'évolution de la réglementation
relative à la sécurité sociale et
à la santé publique (analyse
des nouveaux textes de loi,
mesure de l'impact sur
la mutualité, propositions
d'amendement...)
Vous apportez un conseil
juridique aux collaborateurs
de la fédération intervenant
sur les réformes de la sécurité
sociale ou du système de
santé.
Vous conseillez les groupements
adhérents et pouvez intervenir
dans d'autres domaines
juridiques, en fonction des
besoins du département.
De formation supérieure
juridique avec une
spécialisation en droit de la
santé ou de la protection

sociale, vous avez acquis
5 années d'expérience
minimum de la législation de
la sécurité sociale et de la
santé publique.
Vous possédez de réelles
capacités d'analyse et de
synthèse, de grandes qualités
rédactionnelles et la faculté à
jouer un rôle de conseil avisé.
Vos connaissances en droit
du travail seront un plus
apprécié.
Merci d'adresser votre dossier
(lettre manuscrite, CV et
photo) en précisant la
référence NC/DJ à
Nathalie CHEVALIER,
MUTUALITE FRANCAISE,
Direction des Ressources
Humaines, TE 59003,
75719 PARIS
CEDEX 15.



L'INTELLIGENCE MUTUELLE

REGION LILLOISE

Vous voulez votre vie professionnelle active et dynamique. Chez Pimkie, nos métiers ressemblent à la mode que nous aimons : une mode qui bouge, qui change, qui évolue. En France comme en Europe, où nous sommes un fort développement, nos 400 magasins, nos 4 centres, nos produits traduisent le goût du mouvement. Nous donnons les moyens à nos 3 600 collaborateurs de développer leurs compétences pour s'investir dans un métier passionnant. En partageant notre savoir-faire, vous partagerez aussi nos responsabilités et nous saisissons les opportunités de notre avenir commun.

Pour accompagner notre croissance et suite à l'évolution interne de notre Direction des Ressources Humaines, nous recherchons son successeur.
Outre l'écoute des autres, vous êtes convaincu que le management des équipes et la gestion des hommes sont déterminants pour faire gagner l'entreprise.
A 30/40 ans environ, de formation supérieure, vous êtes un professionnel des ressources humaines qui sait déceler les talents et les faire grandir en compétences pour en faire les hommes de demain : vos réalisations, que ce soit en distribution ou dans d'autres secteurs d'activités en seront la garantie.
Membre du Comité de Direction, vous serez porteur de ce projet humain et l'animerez avec vos 30 collaborateurs dans tous les métiers de l'entreprise et bien sûr dans vos services : gestion des ressources humaines, formation, administration du personnel, relations publiques.
Ce poste complet nécessite une grande disponibilité, un dynamisme, une communication, une capacité d'adaptation et d'anticipation.
Soyez prêts au défi du travail et votre sélectivité internationale seront déterminantes. L'humour sera un plus.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence DRH/UM à notre Conseil Solange Motte, Syma Conseil, 5 avenue du Maréchal Juin, 92100 Boulogne, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.



Vous aimez vous dépasser. Nous aussi.

Consultant Ressources Humaines Lyon

Notre groupe de conseil, créé en 1981, 15 consultants et partenaires aux USA, Canada, Europe, a pour vocation de renforcer la performance professionnelle des personnes et des équipes d'encadrement de l'entreprise. Ceci se traduit notamment par des accompagnements individuels et collectifs et la mise en place de plans d'actions nécessaires à la conduite du changement.

Pour faire face à notre développement, nous cherchons un jeune consultant ayant une première expérience du conseil, de l'animation de groupes.

Profil : vous avez 30 ans, une formation supérieure, une bonne pratique de l'anglais au moins. Vous souhaitez vous investir dans le développement d'un groupe de conseil, constitué de consultants confirmés soucieux de mener de pair veille intellectuelle et technologique et conduite opérationnelle de missions pragmatiques. Nos références sont prestigieuses.

Merci d'adresser votre dossier à Mme Geneviève CROUZET ARTEMIS CONSEILS - 81 boulevard Stalingrad BP 1234 - 69608 Villeurbanne Cedex.



VALORISER NOS RESSOURCES HUMAINES

Afin de renforcer sa politique de développement des Ressources Humaines, une grande entreprise du secteur public recrute de jeunes professionnels de la fonction Personnel.

- Au sein de la Direction Centrale des Ressources Humaines, ils auront pour mission :
 - de définir les orientations de la gestion des cadres, (réf. JPC/GC)
 - d'identifier les besoins et proposer une politique de formation, (réf. JPC/EF)
 - d'assurer la communication interne et externe de la D.R.H. (réf. JPC/COM)

L'entreprise connaît actuellement une période de mutation qui induit, entre autres, une véritable professionnalisation de la filière Ressources Humaines. Les titulaires seront des acteurs prépondérants de cette mise en œuvre.

Ces postes, à caractère stratégique, s'adressent à des spécialistes en Ressources Humaines de formation BAG + 4 (Sciences Po, DESS Dauphine, CELSA, IGS, Ecole Supérieure de Commerce) possédant 2 à 5 ans d'expérience comme Responsable de Formation, Adjoint d'un Directeur des Ressources Humaines, Chargé de communication interne et/ou externe.

Les qualités déterminantes pour réussir dans ces fonctions résident dans la capacité de proposition, le sens de l'analyse et l'intelligence des situations. Les candidats devront travailler avec aisance dans une organisation complexe dotée de nombreux centres de décision.

Pour ces postes, basés à Paris, les possibilités d'évolution au sein de cette entreprise sont réelles pour des candidats à fort potentiel.



Merci d'adresser CV + lettre de motivation + rémunération actuelle s'il y a lieu, correspondante à D&A ASSOCIÉS - 180 av. de Versailles 75016 PARIS, qui dans un premier temps, nous permettra de communiquer rapidement.

Dirigeants

Délégué général H/F

Est : Cette organisation interprofessionnelle, l'une des plus importantes sur le plan national, est présente dans toute la France et a pour mission principale la coordination des actions initiées par le Siège. Elle recherche son successeur. Le Délégué Général chargé de mettre en œuvre la politique de l'Est en Conseil. Sous l'autorité de son Président, il assure le lien entre les différentes organisations ou associations régionales telles que le Conseil Régional des CCI, la Préfecture, les partenaires sociaux, que nationale, recueillera et diffusera les informations en étant l'interlocuteur permanent des adhérents. Il sera le représentant de son organisation à l'extérieur. Il aura entre 35 et 45 ans, une formation supérieure (BAG + 4) pour faire face à des interlocuteurs de bon niveau. Une bonne pratique de l'entreprise à un poste de responsabilité. Une connaissance des rouages de l'administration. Si vous souhaitez apporter un plus à votre région, au travers de ces missions que vous représenterez, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 956A à Michèle PHILIPPE PSYNERGIE - Les Docks - Atrium 10.2 - 10, place de la Joliette - 13304 MARSEILLE Cedex 2.

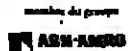


Gestion - Finance

Membre du groupe ABN-AMRO,
l'un des tout premiers
groupes bancaires européens,
NSM est une banque commerciale privée
à forte vocation financière.



Banque de Neufitz, Schlumberger, Mallet



Nous vous proposons de prendre en charge la gestion des relations commerciales avec les banques françaises ainsi qu'avec les banques et institutionnels anglo-saxons.

Véritable développeur, vous menez des actions de prospection en assurant la promotion de l'ensemble des produits et services du Groupe ABN/AMRO liés au paiement et à la conservation des titres. Vous optimisez vos relations clientèle et contrôlez les limites de contrepartie en liaison avec les départements concernés et avec notre siège à Amsterdam.

Vous assumez, par ailleurs, une responsabilité "Produits" (Custody, prêts-emprunts, paiements) et, à ce titre, concevez et réalisez des documents commerciaux et mettez au point, en collaboration avec les juristes, de nouveaux contrats.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans minimum acquise en exploitation bancaire et, si possible, dans un département Correspondent Banking où vous avez pu faire valoir votre sens commercial et votre aisance dans les contacts à tous niveaux. Vous connaissez parfaitement les activités et opérations bancaires tant françaises qu'internationales ainsi que les circuits de paiement en France. Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais et parlez, si possible, une seconde langue étrangère.

Votre sens critique vous permet d'apprécier le risque bancaire et les risques de contrepartie. Esprit d'initiative, goût pour le travail en équipe jouent un rôle déterminant dans votre réussite au sein de notre Groupe.

Isabelle Morenne vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature en précisant la référence ACIB/DM/04-97 à NSM, 3 avenue Hoche, 75410 Paris Cedex 08.

Chers Clients,

Pour mieux vous garantir la qualité de nos prestations, nous avons obtenu la

certification
ISO 9001
pour nos activités

Recrutement
Bilans de Compétences
Outplacement



41, B° Malesherbes, 75008 Paris
Tél. : 01 43 12 92 00



Des Hommes au service de la communication

Filiale de MATRA HACHETTE et d'ERICSSON, MET COMMUTATION propose aux opérateurs de télécommunications des solutions clés en main pour réseaux téléphoniques fixes, mobiles et large bande.

Nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

Intégré à notre Direction Financière à Massy (91), vous intervenez pour notre Direction Technique. Vous animez les différentes étapes du processus budgétaire et produisez les synthèses correspondantes. Vous assurez le suivi des réalisations en regard des budgets fixés : tableau mensuel de suivi d'activité avec commentaires correspondants.

Fortement impliqué dans l'activité opérationnelle et le suivi des principaux projets, vous avez un rôle d'analyse et de synthèse vous permettant aussi de proposer toute amélioration de processus visant à accroître la productivité de la Direction. Vous êtes à ce titre impliqué dans l'amélioration et l'optimisation des outils de gestion.

L'ensemble de vos activités vous amène à entretenir de nombreuses relations avec les services opérationnels, la comptabilité et l'équipe des études informatiques.

De formation supérieure Bac + 4 Ecole de Commerce ou Universitaire, vous possédez une expérience de 5 ans dans une fonction similaire ou sein d'un environnement High Tech ou Logiciel.

Une bonne compréhension de notre domaine technique, un bon relationnel et de l'autonomie sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à notre Direction des Ressources Humaines,

MET COMMUTATION
19, avenue Carnot
91348 Massy Cedex.



Contrôleur de Gestion en milieu industriel

Filiale française d'un Groupe international, nous concevons et réalisons des équipements de pointe nécessaires à de nombreuses industries, notamment dans les secteurs de haute technologie. Nous recherchons le Contrôleur de Gestion d'une de nos usines, située dans l'Ouest de la France.

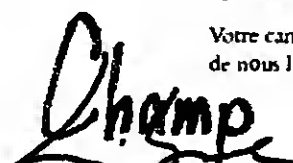
Fiabilité Garant des informations fournies à la Direction du site et aux services centraux, il maîtrise les systèmes et les processus d'élaboration de ces informations et contribue de façon déterminante aux prises de décisions au niveau de son unité aussi bien qu'au niveau de l'entreprise et du Groupe.

Sécurité Responsable de l'exactitude, de la forme et des délais de production des résultats mensuels, il en fournit une analyse détaillée, identifie les écarts et participe à la recherche de solutions correctives.

Anticipation Membre du Comité de Direction de son unité, il lui apporte toutes informations financières nécessaires au pilotage des activités, résolutions prévisibles des situations constatées, contrôle des dossiers d'investissement, suivi de la rentabilité...).

Vous avez complété votre formation supérieure par des études de type DECF et vous possédez au moins 5 ans d'expérience de la fonction. Vous y avez fait la preuve de vos qualités de communication et d'animation. Votre professionnalisme dans le domaine du contrôle de gestion en milieu industriel et votre capacité de partager les objectifs et les stratégies d'un groupe international vous ouvriront de réelles perspectives d'évolution.

Votre candidature (lettre, C.V. et photo) sera étudiée en toute confidentialité. Merci de nous l'adresser, en notant sur l'enveloppe la réf. MD/311.



Champ Libre - 5, rue des Liserons - 75013 Paris

Assurances du Crédit & Mutuel

recherchent,
dans le cadre du
développement
de leur
service retraite.

UN JEUNE DIPLÔMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (n/f)

Missions :

- Elaboration de tarification en retraite collective.
- Mise en place des outils de tarification et de suivi.
- Assistance commerciale et technique des réseaux de distribution.

Profil :

- Agé de 25 à 30 ans, diplômé de l'enseignement (BAC+3 minimum).
- Maîtrise des techniques de calculs actuariels.
- Bonnes connaissances juridiques.
- Une première expérience en assurance et notamment en assurance retraite serait appréciée.

- Lieu de travail : Strasbourg.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + prétentions) à :
Assurances du Crédit Mutuel - Pierre LE GRALL - 34, rue du Wacken - 67010 Strasbourg cedex.

Vous êtes ingénieur,
découvrez votre Monde le lundi *

Un rendez-vous :

« Le Monde des ingénieurs »

- Secteurs de pointe
- Informatique/Réseaux télécommunications
- Ingénieurs-conseils
- Ingénieurs commerciaux

Carrières technologiques internationales
dont carrières européennes

* daté mardi

La SACCEF Filiale du Groupe Caisse d'Epargne recherche son

Directeur des risques

La SACCEF, Société anonyme régie par le Code des Assurances, filiale du Groupe des Caisses d'Epargne, cautionne les prêts aux particuliers consentis par le Réseau des Caisses d'Epargne à ses clients.

Le Directeur des Risques devra assurer la conduite d'un développement maîtrisé (en volume et en répartition des risques) de l'activité de Garantie des Prêts aux Particuliers accordés par les Caisses d'Epargne (Prêts immobiliers principalement - Prêts à la Consommation - Prêts Etudiants).

Après une augmentation forte des volumes, 50.000 dossiers instruits pour 10 milliards d'engagements annuels, la SACCEF se doit aujourd'hui de modifier son organisation et ses outils. Ces derniers adaptés au traitement artisanal des dossiers et à des volumes peu importants doivent aujourd'hui intégrer les techniques les plus récentes d'analyse (score, système expert) et de suivi des risques permettant un traitement industriel des dossiers.

Le Directeur des Risques fixera sur ce segment de marché les critères et normes à respecter conformément à la politique de gestion des risques qu'il contribuera à déterminer, garantira la qualité des risques acceptés par sa Direction, suivra régulièrement le tableau de bord de sinistralité des engagements du marché des particuliers et décidera des ajustements et régulations nécessaires. Il actualisera en permanence l'ensemble des éléments de détection des risques et en suivra l'évolution des principaux critères : structurels, socio-économiques, comportementaux, conjoncturels... Il gèrera un projet informatique permettant à un horizon de 3 ans, l'industrialisation d'une partie importante de la production et garantira l'utilisation par l'entreprise des techniques de pointe les plus récentes, tant en matière d'analyse de dossier, que de suivi de sinistralité, de détection des risques, ou d'échanges d'information. Il supervisera l'activité d'environ 18 personnes.

Une connaissance parfaite de l'activité des Prêts aux Particuliers, des garanties et des risques offerts, une bonne maîtrise du droit bancaire et de la consommation, une compétence affirmée en matière d'organisation ainsi que de solides bases techniques : informatique, score, systèmes experts sont nécessaires à la bonne tenue du poste.

Les candidatures sont à adresser à l'attention de :
Monsieur Didier SANSON, Directeur Général de la SOGECCEF-SACCEF
5, rue de Marignan - 75378 PARIS Cedex 08

Poste à pourvoir immédiatement

501 600 1000

338
315 +
53

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 2 AVRIL 1997 / XIII



Marketing - Communication

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> FAX TEL 3615 cadresonline (2,33 F/mn) MINUTE TEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL

■ ASSISTANT MARKETING ■

Filiale du Groupe FRAMATOME, F.C.I. (près de 7000 personnes dans le monde) est un des leaders mondiaux de la Connectique. Ses produits sont utilisés dans de nombreux domaines industriels.

Pour renforcer l'équipe Marketing qui coordonne, au niveau international, le développement des activités de notre Branche Automobile, nous recherchons un **jeune Ingénieur grande école**.

Vous avez impérativement acquis une formation complémentaire en Marketing. Débutant ou possédant une première expérience dans ce domaine, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et vous avez de réelles qualités de synthèse et de communication.

Le poste proposé recouvre des missions diversifiées (supports marketing, analyses de marchés...), en relation avec nos unités en Europe, aux USA et en Asie. Il vous préparera à des évolutions de carrière très ouvertes au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, C.V. et photo), sous la référence MD/6245, à



F.C.I. - Direction des Ressources Humaines
8AL 0912 A - Tour Framatome
92084 Paris La Défense Cedex

FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL

FAIVELEY TRANSPORT, équipementier ferroviaire et leader mondial en systèmes de portes, de conditionnement de l'air et de pantographes, est également présent dans le monde entier en produits électroniques et en équipements de confort voyageurs. La société réalise avec plus de 1 000 salariés, 925 MF de CA dont plus de 70 % à l'export. Le siège social est basé en France avec aujourd'hui 9 filiales dans le monde. Pour renforcer nos équipes, nous recherchons un(e)

Responsable marketing et communication H/F

Rattaché(e) au directeur général, vous concevez et mettez en œuvre le plan de communication (publicité, relations presse, marketing direct, édition, salons, organisation d'événements). À ce titre, vous pilotez les agences de communication, coordonnez les phases d'exécution, établissez le suivi budgétaire de chaque opération et assurez si nécessaire la représentation de notre société.

De formation école de commerce ou 3^e cycle gestion marketing, vous justifiez d'une expérience similaire réussie. Vous faites naturellement preuve d'un réel sens relationnel et d'une excellente présentation. Autonomie, adaptabilité, aptitude démontrée à l'organisation et à la gestion sont également nécessaires.

Maîtrisant parfaitement l'anglais, vous êtes mobile pour des déplacements à l'étranger. Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite, CV et prétentions à Faiveley SA, Madame Chauffeteau, DRH, 143 Boulevard Anatole France, Carrefour Pleyel, 93200 Saint-Denis.

FAIVELEY
TRANSPORT

Partenaires sur la voie du futur

Désormais, vous pouvez aussi compter sur votre clavier pour faire évoluer votre carrière.

3615 cadresonline

web <http://www.cadresonline.com>



cadre	→	A destination des cadres, les offres d'emploi des magazines leaders
fiable	→	Qualité des offres de la presse écrite
utile	→	Actualisation hebdomadaire

Atteint ou Internet, votre clavier peut devenir le marchandisé qui accélère votre carrière à faire en ligne.
Cadres on line vous ouvre en permanence l'accès à plus de 2 000 postes (soins de direction) dans les secteurs en croissance d'emploi.

Fiabilité, les annonces sont des offres d'emploi publiées dans la presse.
Performance, votre recherche s'effectue par mots-clés.
Complément, vous avez accès à un bouquet de services : évaluation de salaire, guide de CV, tests d'évaluation, réponses directes aux annonces, commande d'ouvrages de référence.

Connecter-vous, vous regarderez sans doute votre clavier sous un autre angle.



3615 cadresonline - 2,23 F la mn

RADIO FRANCE INTERNATIONALE

recherche **JOURNALISTE** (Diplôme français ou étranger)
PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS
(en contrat à durée déterminée - terme février 1998)

La rigueur du traitement de l'information, une bonne connaissance de l'actualité française et internationale (plus particulièrement africaine et asiatique) sont les qualités requises. L'activité nécessite culture générale et maîtrise de l'outil informatique. Le journaliste pourra être amené à travailler la nuit.

Candidats en règle vis à vis de la législation en vigueur.

Adresser lettre manuscrite et CV avant le 07/04/97 à :

RADIO FRANCE INTERNATIONALE - Direction des Ressources Humaines
104, avenue du Président Kennedy - 75016 PARIS

INTRANET • INTERNET



Grande Banque Française, nous recherchons dans le cadre de notre développement nouveaux médias un stagiaire longue durée (sous convention) de formation Grande Ecole de Commerce ou équivalent.

Vous prendrez de larges responsabilités dans l'analyse des besoins et la rédaction des cahiers des charges adaptés au média Internet et aux réseaux Intranet.

Véritable interface avec les différents services utilisateurs et rattaché à la Direction de la Communication, vous apporterez tout votre savoir-faire en matière de multimédia - vous êtes, en effet, un internaute passionné et vous connaissez tout du Web - mais vous êtes également dans votre démarche et votre analyse très axée résultats pour répondre aux attentes des utilisateurs sur le fond comme sur la forme.

Si ce stage vous intéresse, merci de nous envoyer votre candidature par courrier à : Communication, 50, rue de Silly, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex en précisant sur l'enveloppe la réf. 756.

Carrières Internationales

**IF YOU HESITATED,
FORGET IT.**



We need a results-driven Account Logistics Manager to join our European Operations team in Hilversum, The Netherlands. This is a fast-paced environment where you'll focus your attention on the logistics process of our key accounts. You'll develop with Accounts long and short term strategies that maximize profitability through an improved supply chain.

ACCOUNT LOGISTICS MANAGER

What will we expect from you? A college degree, at least 5 years' distribution and customer service experience and fluency in French and English. Show us an exceptional understanding of distribution processes and their impact on marketing and sales objectives and we're interested.

Nike provides a competitive benefits package, which includes full relocation assistance. Send or fax a letter and CV - in English - within two weeks to: Craig Robertson, Nike European Operations, Netherlands B.V., Human Resources, Marathon 7, 1213 PD Hilversum, The Netherlands. Fax +31 35 625 63 06.

Attn: CJ/04/01/97.

LE GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES
RECHERCHE POUR SA FILIALE MEXICAINE UN

Directeur administratif et financier

BASÉ À MEXICO

Ce poste convient à un professionnel de la gestion comptable et financière, de formation supérieure avec au minimum le DESCF ou équivalent. L'expérience de l'expatriation et une très grande disponibilité seront appréciées.

Collaborateur direct du directeur de la filiale, il aura pour mission de prendre en main et de diriger les services administratifs, comptables et financiers, ainsi que le contrôle de gestion et le reporting. La pratique professionnelle de la langue espagnole est un impératif, la connaissance de l'anglais est souhaitable.

Ce poste est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous la référence 42600, à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

à Washington...

votre expertise en Levage-Manutention-Machines.

Rattachée à un grand Groupe, notre entreprise bénéficie d'une forte renommée. Elle affirme sa compétence en matière de services destinés au monde industriel.

Nous recherchons pour les Etats-Unis un Ingénieur-Mécanicien parfaitement bilingue.

Nous nous adressons à un professionnel (environ 10 ans d'expérience) en Levage-Manutention-Machines, souhaitant s'orienter vers la mise en œuvre et le développement de solutions techniques.

Sa maîtrise du métier et son relationnel affirmé lui permettront d'assurer les opérations de conformité des matériels aux directives européennes en relation avec une clientèle à développer.

Une connaissance de ces directives serait appréciée.

La prise de fonction se fera après quelques mois de formation en France.

Merci d'adresser dossier complet de candidature à Axial (réf. M200), 27 rue Talbott, 75009 Paris, qui transmettra Réponse et discrétion assurées.

Ernst & Young Global Client Consulting

European Resource Manager

■ Ernst & Young Global Client Consulting is a multinational organization which provides global management consulting services to the largest world companies to meet strategic mission critical issues facing these clients.

■ The group now wishes to appoint a European Resource Manager, with the prime mission to support the global account partners through the management of all processes related to facilitating the building of a world-class European capacity and deploying best teams on a pan-European basis.

■ As a key member of this growing international team, the Resource Manager's areas of accountability include co-ordinating international recruitment, supporting international movements of resources across the world (expatriation and secondment process), implementing performance management processes to evaluate and develop

professionals across national boundaries, and managing the international staffing process.

■ Candidates to this unique career opportunity have several years professional experience, partly gained in a professional services firm and a proven track record in developing and implementing leading edge human resource management processes. International experience is necessary to operate effectively in this multicultural context. English is the working language, a good command of another European language is desired. PC fluency is a must. The position will be based in one of Europe's largest cities.

■ An international mind-set, solid planning and organizing skills, a strong sense of negotiation and problem solving, excellent interpersonal skills, strategic and business judgement are key attributes to succeed in this challenging role.

■ If your experience and abilities match this position, please write, stating your relevant skills profile together with a CV in English, present remuneration package and availability to Brigitte Morel - Ernst & Young Global Client Consulting - Tour Manhattan - 6, place de l'Iris - Cedex 21 92095 Paris la Défense 2 - France.

ERNST & YOUNG

Le Monde des Cadres

Une société d'édition très mobilisatrice !

Nous appartenons à un puissant groupe international de presse et d'édition (+ de 12 milliards de CA dans le monde). Nos revues (une douzaine de titres), nos ouvrages, nos salons et nos formations s'adressent aux professionnels de la santé. Nous recherchons un



Vous serez chargé de définir la politique éditoriale, de développer de nouvelles collections déclinées sur tout type de supports. Vous serez très autonome dans votre travail.

Après une formation supérieure de bon niveau, vous justifiez impérativement d'une expérience de 3 à 5 ans dans l'édition. Vous avez une bonne appétence pour le monde médical et souhaitez aujourd'hui développer votre savoir-faire au sein d'une structure qui a de fortes ambitions sur son marché.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la référence B/1254 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR, 28 rue de la Trémoille, 75008 Paris.

NOJEXECUTIVE AG

EXECUTIVE SEARCH CONSULTANTS AG, Mainstrasse 35 • 8034 Zürich • Tel. 01-389 10 89 • Fax 01-389 10 90

Un défi hors du commun

Notre mandat est un distributeur réputé d'écrans d'ordinateurs et de périphériques dont le siège est en Allemagne et qui fait partie du groupe METRO, l'un des plus grands groupes commerciaux du monde. D'ici l'en 1997, le chiffre d'affaires en Europe dépassera le seuil du milliard et placera l'entreprise parmi les leaders du marché européen.

Dans le cadre d'une expansion réussie en Europe, nous sommes chargés de recruter un

Sales Director France

pour la nouvelle organisation de vente à créer en France.

Vous êtes un véritable professionnel axé sur la vente et le marketing et possédez une personnalité capable de s'imposer. Votre mission prioritaire consistera à insérer sciemment en France un concept de distribution qui a déjà fait ses preuves dans d'autres pays. Nous attendons des connaissances approfondies du marché des écrans ainsi que des canaux de distribution directs et indirects en France.

Le candidat idéal apporte une formation en gestion d'entreprise allée à une expérience approfondie de la vente et du marketing ainsi que des connaissances techniques. Des qualités conceptuelles et stratégiques sont indispensables. Votre style de travail se caractérise par l'autonomie, le sens de la communication et une réflexion d'entrepreneur. D'excellentes connaissances d'anglais sont exigées, des connaissances d'allemand seraient un avantage.

Si en plus vous avez envie de mettre très vite en place une équipe performante que vous saurez motiver et diriger avec compétence, nous attendons votre dossier de candidature complet. Vous pouvez bien entendu nous contacter préalablement par téléphone pour de plus amples informations. Une totale discrétion va de soi.

Veuillez envoyer votre dossier à notre conseiller Thomas W. Hofer, Managing Partner, NOJEXECUTIVE AG, CH-8034 Zürich. Tél. 0041/1 389 10 89, fax 0041/1 389 10 90.

SEARCH-Net-INTERNATIONAL

150-000-0000

Le Monde des Cadres

Observatoire des tendances économiques et financières au service des dirigeants, organe institutionnel proche des entreprises françaises, des instances officielles et des médias, REXECODE recrute un

ECONOMISTE

Responsable vis-à-vis des adhérents d'une zone géographique ou d'un domaine d'activité donné - suivi conjoncturel, prévision économique et analyse sectorielle - il suit et alimente ses bases de données et participe à la rédaction des documents périodiques de REXECODE.

Docteur en économie ou diplômé d'une grande école d'ingénieurs - X, ENS, PONTS, MINES, CENTRALE, ENSAE, ... - ayant complété votre cursus par une formation supérieure en économie, vous avez idéalement la connaissance du secteur construction ou immobilier, la maîtrise de l'anglais et d'une deuxième langue.

Vous avez le goût de l'exposé oral, une première expérience réussie, la pratique de l'informatique et le sens inné de la pédagogie. René CASIMIR, Directeur AWW, est votre contact confidentiel: écrivez-lui (lettre manuscrite, CV, photo): 1 rue A. Vacquerie, BP 237, 75 770 PARIS CDX 16

REXECODE



A World of Vocations



SUD RHÔNE ALPES

Noire très importante banque de réseau (1 950 salariés 176 points de vente) est amenée à recruter aujourd'hui son

Responsable Organisation Générale

En liaison étroite avec les différentes Directions, vous devrez mener des projets variés et passionnants d'organisation générale, dans le but d'améliorer en permanence les performances de l'entreprise pour atteindre les objectifs fixés.

Véritable interface entre tous les services de la banque, vous maîtriserez parfaitement les techniques d'organisation et de conduite de projets.

A 30 ans environ, obligatoirement de formation supérieure (Bac + 5), vous offrez d'indispensables qualités de rigueur et méthode à un réel sens de l'écoute, du dialogue et de la négociation. Une ou deux expériences précédentes, idéalement dans le secteur bancaire, vous ont permis d'affirmer votre personnalité et vos capacités d'animation d'équipe.

Ce poste, basé en Rhône-Alpes, est évolutif pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature complète (CV + lettre manuscrite obligatoire + prétentions), sous réf. 185 à notre Conseil, Monique LAURENT - ADMA - 11 rue des Émeraudes - 69006 Lyon, qui vous recevra confidentiellement à Paris ou à Lyon.

ADMA

Nous sommes un des plus importants groupes en immobilier social et recherchons pour deux de nos filiales HLM (10 000 et 20 000 logements)

2 Chefs d'Agence

pour gérer un patrimoine de 3 000 logements

Vous serez responsable de l'ensemble de la gestion locative, de la maintenance technique à la définition des politiques de gros entretien et de réhabilitation, de la mise en recouvrement des loyers à la concertation avec les locataires et l'environnement local.

De formation supérieure, vous justifiez d'une dizaine d'années d'expérience du logement social, d'indiscutables capacités relationnelles et managériales, et vous êtes autonome.

Postes à pourvoir à Pantin (93) et Courbevoie (92).

Merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions à Jean-Marc Wormser, Directeur des Ressources Humaines, Groupe OCIL - 141 rue de Saussure - 75009 Paris cedex 17.

OCIL

Important Groupe Chimique spécialisé dans la fabrication de matières plastiques, propose pour ses Centres de Production et de Recherche un poste à grandes responsabilités.

Formation, Communication, Ressources Humaines,

LES FUTURES ETAPES DE VOTRE CARRIÈRE



BP CHEMICALS

Diplômé de l'enseignement supérieur avec 10 années d'expérience minimum comme manager en milieu industriel de culture anglo-saxonne, votre première mission sera d'élaborer et mettre en place le plan de formation tout en assurant l'animation de certaines formations et les actions de communication interne/externe.

Puis vous vous verrez confier progressivement la coordination de l'activité Ressources Humaines avec une équipe d'une dizaine de personnes.

Homme de terrain, à l'écoute de vos interlocuteurs, vous agissez en véritable conseiller interne. Fio négociateur et excellent manager vous êtes réactif, doté d'une forte capacité de travail et d'un esprit ouvert aux innovations. Ce poste situé à proximité de Lille nécessite la maîtrise parfaite de l'anglais et la connaissance de la gestion de personnel.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à BP CHEMICALS - Service du Personnel BP 62-62410 WINGLES.

Conseil et Audit



CAP GEMINI

Le Groupe CAP GEMINI, leader européen du conseil et des services en informatique et télécommunications, recherche sur PARIS-EP (La Défense) ou sur les régions NORD et EST, plusieurs professionnels à fort potentiel d'évolution:

DIRECTEURS DE MISSIONS

Organisation et systèmes d'information

• Santé/Social • Distribution • Logistique • Tourisme • Médias

Vous intervenez en conseil, assistance, avant-vente ou dans le cadre de grands projets. Interlocuteur privilégié des clients (DG, DI et Directions utilisatrices), vous comprenez le métier et les enjeux de l'entreprise: stratégie, organisation, processus, flux d'information... Vous réalisez des missions à forte valeur ajoutée: diagnostic d'organisation, audit de systèmes d'information, schémas directeurs, assistance à la maîtrise d'ouvrage... Vous développez vous-même votre activité en fidélisant vos clients. Vous encadrez d'autres consultants sur vos projets.

Diplômé d'une Grande École d'ingénieurs ou de gestion, vous possédez une solide expérience en tant que consultant en organisation et système d'information (niveau Senior ou Manager) acquise au sein d'un cabinet de conseil, en SST ou en entreprise (organisateur, consultant interne...). L'anglais courant est fortement souhaité. La connaissance d'un des métiers précités est un atout important. Des compétences fonctionnelles (gestion commerciale, logistique, GRH, finance...) seront également appréciées.

Votre implication, votre leadership et votre potentiel vous permettront d'accéder à des responsabilités élargies (développement d'un pôle d'activité, management de comptes...) dans un environnement pluridisciplinaire de haut niveau.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) en précisant la région souhaitée à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la réf. 59.5202/LM portée sur lettre et enveloppe. Confidentialité assurée.

L'Office National d'Information Sur les Enseignements et les Professions
Établissement Public Administratif sous tutelle du Ministère de l'Éducation Nationale,
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

son CHEF du DÉPARTEMENT des ÉDITIONS

Mission: la programmation éditoriale pour l'ensemble des publications éditées par l'Office (plus de 90 titres). Assurer et mettre en œuvre la réalisation des productions écrites audiovisuelles et sur support multimédia de l'Office.

Qualités et compétences requises:
- Formation Bac+4 minimum
- Expérience similaire d'au moins 5 années dans le domaine de l'édition
- Qualités d'analyse de syntheses d'organisation; d'écouter et capter l'essentiel
- Aptitudes relationnelles, aptitudes au commandement et sens du travail en équipe indispensables

Merci d'adresser votre candidature accompagnée d'un C.V. détaillé, d'une lettre de motivation et d'une photo d'identité à Monsieur le Directeur de l'ONISEP, BP 86 LOGNES 77423 MARNE LA VALLÉE CEDEX 2 - avant le 30 avril 1997.

son CHEF du DÉPARTEMENT de la RECHERCHE et du DÉVELOPPEMENT

Mission: Conduire les études menées pour mesurer l'appréhension et l'impact des productions de l'Office. Réaliser les analyses de marketing. Coordonner l'action des délégations régionales en matière d'innovation.

Qualités et compétences requises:
- Formation Bac+4 minimum
- Expérience d'au moins 5 ans dans ce domaine d'activité
- Connaissances de l'informatique et de multimédia indispensables
- Esprit d'analyse, d'innovation et d'organisation
- Disponibilité, capacité d'écouter et relationnelle, sens du travail en équipe



La Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Professions Indépendantes

CADRE

pour sa Sous-Direction de la Gestion du Risque

Le titulaire du poste sera notamment chargé de participer à:

- la maîtrise d'ouvrage des applications informatiques nationales utilisées pour la gestion du risque;
- des groupes de travail chargés d'élaborer des méthodologies d'enquête de gestion du risque;
- des groupes techniques de préparation des négociations conventionnelles avec les professions de santé.

De niveau Bac + 4/5, vous avez de très bonnes connaissances en statistiques. La connaissance de l'économie de la santé et du droit de la Sécurité Sociale est vivement recommandée. La maîtrise des logiciels micro-informatique EXCEL, WORD est indispensable.

Merci d'adresser CV + photo + numéro de téléphone + Rémunération actuelle à:

CANAM - Service Gestion des Personnels - Centre Paris Pleyel - 93521 SAINT-DENIS Cedex 01

Cabinet d'ouverture européenne en fort développement intégré des:



Consultants Confirmés H/F

Vous êtes ambitieux et votre force de persuasion vous permet de faire adhérer les hommes à vos convictions. Vous avez des compétences reconnues en Qualité, en Management et en Organisation dans les secteurs de la Santé, de l'Industrie ou des Services.

Vous êtes diplômé d'une Grande École et justifiez de 10 à 15 ans d'expérience dont 3 au sein d'un cabinet conseil.

Ces postes sont basés à Paris et/ou Grenoble.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Groupe XL, Direction des Ressources Humaines - 11, chemin du Vieux Chêne 38240 MEYLAN.

L'EXCELLENCE AU SERVICE DES HOMMES

Conseil et Audit

DE LA COMPLEXITÉ À L'ESSENTIEL

Depuis sa création en 1982, EUROGROUP s'est imposé dans le monde bancaire par son savoir-faire reconnu dans les domaines clés du management.

Le secteur bancaire traverse une période riche et complexe : fusion, restructuration, organisation, passage à l'Euro, évolution de la technologie des Systèmes d'Information sont les chantiers des cinq prochaines années. Pour les accompagner, nos clients (plus de 200 établissements financiers) recherchent des consultants d'exception.

Diplômés d'une grande école, vous possédez une importante expérience de 7 ans dans une banque à un poste opérationnel ou un cabinet conseil. Parmi les domaines suivants :

- conception et mise en place de nouvelles organisations ;
- rationalisation des systèmes d'information ;
- évolution des systèmes d'information.

Vous savez et aimez être un interlocuteur fiable et inventif, un management souple et réactif sur la confiance vous convient plutôt bien, et vous pensez comme nous que : "on peut être à la fois rigoureux et proche de ses clients, plus efficace et plus..."

Nous irons ensemble à l'essentiel.

Nous attendons votre dossier de candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) sous référence ECC/CONSILM à notre conseil EUROGROUP PARTICIPATIONS, 17 rue Louis-Renquies, 92500 Levallois-Perret.

consultants

PARIS - LONDRES - GENÈVE - CASABLANCA - TUNIS - SÃO PAULO

REGION LILLOISE

Une personnalité active et dynamique. Chez Pimkie, vous êtes à la mode que nous citons : une mode qui bouge, une mode qui s'adapte, une mode qui évolue. En France comme en Europe, où nous comptons plus de 400 magasins, nos 4 centres de produits traditionnels. Nous donnons les moyens à nos 3 500 collaborateurs de s'investir dans un métier passionnant. Nous recherchons pour nos magasins une personnalité dynamique, une personnalité qui a le sens de l'écoulement, une personnalité qui a le sens de la responsabilité.

Interne confirmé H/F

Vous êtes interne (Groupe 7 collaborateurs), vous avez une expérience reconnue de l'audit (5 à 6 années) et vous avez une maîtrise de l'anglais (niveau B2). Vous êtes capable de travailler en équipe et de gérer des projets. Vous avez une expérience de l'application des procédures de notre groupe. Vous êtes capable de travailler en équipe et de gérer des projets. Vous avez une expérience de l'application des procédures de notre groupe.

Vous avez une expérience de l'application des procédures de notre groupe. Vous avez une expérience de l'application des procédures de notre groupe.

Pimkie

Pour l'essentiel, nous sommes là !

Vous aimez vous dépasser. Nous aussi !

Ecouter Transmettre Accompagner

a le verbe actif

Avec 2100 personnes, le groupe UNILOG est l'un des premiers acteurs français de Conseil et d'Ingénierie en Informatique.

UNILOG CONSULTANTS, filiale spécialisée dans le pilotage du changement et l'évolution des systèmes d'information, intervient directement dans :

- la conception de systèmes d'organisation et d'information capables d'accompagner les plans de progrès de ses entreprises clientes,
- la mise en œuvre de solutions associant étroitement métiers, technologies de l'information et conduite du changement,
- la maîtrise de l'intégration de projets dans l'entreprise.

Nous recrutons des Consultants de formation scientifique ou grande école, pour participer à notre fort développement, dans les secteurs de l'Industrie, du Commerce et des Services.

Directeur de Mission

Vous avez 7 à 10 ans d'expérience professionnelle et vous maîtrisez le domaine industriel ou le domaine comptable et financier de l'entreprise. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez la responsabilité de missions à forte valeur ajoutée auprès de grands clients industriels ou de services. A terme, vous évoluerez dans notre société vers la direction d'un secteur d'activité.

Consultants

Vous avez une première expérience réussie, idéalement dans la mise en œuvre des systèmes d'information. Au sein d'unités à taille humaine, nous vous offrons l'opportunité de développer votre potentiel sur des projets motivants où vous accompagnerez nos clients jusqu'au déploiement des solutions préconisées. Vous évoluerez rapidement au sein de la filiale ou du groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la référence CLT/ACS/97, en précisant le poste choisi à :

UNILOG CONSULTANTS - C. Clercq-Roques - 97, bd Péreire - 75017 PARIS

UNILOG

La maîtrise du changement

DIFFUSION CONTRÔLE

recherche dans le cadre de son développement

UN CHARGÉ DE CONTRÔLES

Ce poste exige une solide connaissance des médias et en particulier de la presse (gestion - vente - diffusion) liée à un sens extrême de la rigueur. La pratique de la micro-informatique sera appréciée. Le poste demande de fréquents déplacements Paris / Région Parisienne / Province.

Adresser CV avec photo, lettre manuscrite et prétentions salariales à :

Diffusion Contrôle - Patrick Barthelemy
40, boulevard Malesherbes - 75008 Paris

Devenez l'un des artisans de notre développement...

Notre client est un **CABINET DE CONSEIL ET D'ÉTUDES, D'ENVERGURE NATIONALE**, adossé à un groupe important, leader sur son marché ; il intervient au carrefour du Management, de l'Économie et de l'Habitat. Son développement le conduit à rechercher :

RESPONSABLE DU BUREAU DE LYON Réf. 73.5086/LM

Vous animez une équipe de 7 consultants ; vous développez et fidélisez, sur votre région, une clientèle existante. Vous êtes responsable du résultat de votre équipe et participez au Comité de Direction National.

Consultant confirmé, à environ 35/40 ans, diplômé d'une Grande École ou d'un 3^e cycle, vous disposez d'une solide expérience (au moins 5 ans) du conseil en Management (organisation, finances...) et d'animation d'équipe acquise dans un grand Cabinet.

2 CONSULTANTS SENIORS (LYON ET LILLE) Réf. 73.5094/LM

A environ 35 ans, diplômé d'une Grande École ou d'un 3^e cycle, vous justifiez impérativement d'une solide expérience (au moins 5 ans) du conseil en Management. Vous êtes reconnu et apprécié pour votre sens du contact, la pertinence de vos recommandations et la rigueur de vos engagements.

2 CONSULTANTS AVEC 1^{re} EXPÉRIENCE DU CONSEIL (PARIS) Réf. 73.5095/LM

A environ 30 ans, diplômé d'une Grande École ou d'un 3^e cycle, vous justifiez d'une première expérience du conseil en Management vous ayant permis d'exprimer vos qualités relationnelles, votre esprit d'analyse et votre force de conviction.

Nous vous proposons d'intégrer une structure à taille humaine, où vous pourrez exercer vos talents, au sein d'une véritable équipe partageant des valeurs fortes. Votre rémunération sera à la hauteur de vos compétences.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la (les) référence(s) correspondant au(x) poste(s), portée(s) sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Formation Professionnelle

Chaque semaine, retrouvez la rubrique **"FORMATION PROFESSIONNELLE"**

Pour vos annonces contactez :

Michèle FERNANDEZ

au 01 44 43 76 17 (Fax : 01 44 43 77 32)

C.F.A.S.
European Training Center

Organise une formation **POLYVALENCE ET PRISE DE DÉCISION EN PME/PMI OU CENTRE DE PROFIT 3PME**

(culture scientifique et bureautique appliquée) avec alternance et diagnostic en entreprise du 07 avril au 04 août 97.

Lieu de formation : 357/359 rue d'Estienne d'Orves, 92700 Colombes.

Cette action est ouverte aux salariés d'entreprise et demandeurs d'emploi cadres.

Renseignements et conditions d'inscription : 01 41 19 25 55

150 000 000

338
315 +
57